

UNIVERSITE ROBERT SCHUMAN
I.E.P. de Strasbourg

Les organisations de représentation étudiante en pratiques

L'AFGES et l'UNEF à Strasbourg : une étude comparée

Audrey Pageaut

Mémoire de 4^{ème} année d'I.E.P.

Sous la direction de Philippe Juhem

Mai 2007

L'Université Robert Schuman n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Je tenais à remercier tous les membres des associations et des syndicats étudiants qui m'ont accueillie chaleureusement, accordé du temps et sans lesquels ce travail n'aurait pas pu être réalisé. Mes remerciements vont également à Philippe Juhem. Son écoute et ses conseils ont contribué au bon déroulement de ce travail.

Sommaire

INTRODUCTION

CHAPITRE 1. Les modalités des activités des organisations étudiantes

SECTION 1. Les modalités de construction d'une audience locale

- A) Modalités d'ancrage des organisations dans l'espace étudiant
- B) Modes de diffusion des marques politiques des organisations

SECTION 2. Inscription dans des réseaux d'activités plus vastes

- A) Les contacts avec les fédérations nationales : une ressource considérable
- B) Les partenaires : alliés et ressources

CHAPITRE 2. La structuration des organisations étudiantes comme facteur déterminant de leur implantation et de leur capacité à agir

SECTION 1. Composition des organisations et capacité d'action : bénévoles, salariés, anciens

- A) Nombre de bénévoles et stratégies de recrutement
- B) Entre bénévolat et professionnalisation : capacité d'action des organisations
- C) L'implication des anciens dans le fonctionnement des organisations

SECTION 2. Les facteurs de cohésion au sein des organisations étudiantes

- A) La sociabilité comme facteur primordial de cohésion dans les organisations
- B) Identité collective, cohésion des organisations et capacité d'action

CHAPITRE 3. Les scènes de la rivalité entre les organisations étudiantes

SECTION 1. Les élections de représentants étudiants

- A) La préparation des élections : des pratiques différenciées
- B) Faire campagne
- C) Règles du jeu et stratégies en période électorale : les frontières de la légitimité

SECTION 2. Les conseils : deux manières d'endosser le rôle d'élus étudiants

- A) Statut d'élus étudiants et position de pouvoir
- B) Direction versus cogestion : deux rapports aux institutions
- C) Une coopération entre rivaux impossible ?

CONCLUSION

Introduction

Au printemps 2006, des centaines de milliers d'étudiants descendaient dans les rues pour s'opposer au « Contrat Première Embauche »¹ qui visait spécifiquement les jeunes, pour revendiquer un droit au travail et défendre le Code du travail. Ce vaste mouvement social, jugé historique par l'ampleur de la mobilisation, qui a englobé des étudiants, des lycéens mais aussi des actifs dans une moindre mesure, a abouti au retrait dudit contrat. Dans ce mouvement, les organisations étudiantes sont apparues sur le devant de la scène aux côtés des syndicats professionnels. Parmi elles, l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) a joué un rôle moteur dans la mobilisation. Cette dernière estimait que le CPE était porteur de précarité, discriminatoire et donc pénalisant pour l'avenir de la société. Cependant, rapidement, la mobilisation a dépassé le strict cadre des organisations étudiantes. Des Assemblées Générales d'étudiants sont se formées dans de nombreuses universités françaises, parfois même sans être dirigé par des syndicalistes étudiants². Le vaste mouvement créé ne faisait pas l'objet d'un consensus total parmi les étudiants. En effet, d'abord tous n'étaient pas contre ce contrat. L'UNI³, organisation étudiante représentative, par exemple, était assez favorable à cette idée. Ensuite, si l'UNEF et la Confédération Etudiante⁴ refusaient toute

¹. Le Contrat Première Embauche (CPE) était un contrat prévu spécifiquement pour les moins de 26 ans et qui ouvrait la possibilité aux employeurs de licencier un jeune employé sans motif durant la période d'essai qui s'étalait sur deux ans.

². Lors du Colloque « Carrières militantes et trajectoires professionnelles : l'engagement dans les mouvements étudiants comme lieu de socialisation politique » qui s'est tenu à Lyon le 24 novembre 2006, Romuald Bodin, Jérôme Camus et Bertrand Geay ont présenté leur étude du mouvement poitevin contre le CPE. Ils se sont interrogés pour comprendre comment une mobilisation si forte avait pu à Poitiers se constituer quasiment sans syndicalisme étudiant, sans appareil. Ils ont souligné le fait que les étudiants engagés dans le mouvement revendiquaient l'apolitisme et qu'il s'agissait d'un mouvement sans étiquette.

³. L'UNI est un syndicat étudiant proche de l'UMP, affirmant représenter la droite universitaire.

⁴. La Confédération Etudiante est une organisation de représentation étudiante proche de la CFDT.

négociation⁵ avec le gouvernement sur des modifications du CPE, prônant clairement son retrait, d'autres organisations étaient prêtes à trouver des points d'entente. La Fédération des Associations Générales Etudiantes (FAGE), Promotion et Défense des Etudiants (PDE), deux organisations étudiantes revendiquant l'apolitisme, et l'UNI ont accepté de discuter avec le gouvernement sur la question du CPE. Les deux premières se prononçaient contre le CPE mais ne faisaient pas partie du collectif de lutte contre le CPE, contrairement à l'UNEF notamment, et étaient farouchement opposées au blocage des universités par le mouvement. Elles restaient convaincues que seul le dialogue et non la force pouvait faire émerger une solution et dans cette perspective étaient favorable à la concertation pour ajouter des garanties supplémentaires au CPE. Au sein du mouvement, une opposition est née entre les étudiants qui étaient contre le CPE mais opposés à un blocage des universités, revendiquant la « liberté d'étudier », ceux qui étaient contre et favorables au blocage et ceux qui étaient clairement contre le CPE. Le mouvement et ses modalités d'action étaient donc loin de faire l'unanimité.

Les organisations de représentation étudiante

Cette brève exposition des différentes prises de position sur la question du CPE nous a permis d'esquisser un panorama des organisations de représentation étudiante. A l'instar de l'hétérogénéité des positionnements, la représentation étudiante est dispersée à l'heure actuelle en une multitude d'organisations⁶ qui sont toutefois très différentes les unes des autres. Toutes ne s'approprient pas le titre de syndicat étudiant. La FAGE par exemple, refuse cette appellation et se revendique comme étant le réseau des associations étudiantes, en marge des syndicats étudiants. Une autre ligne de différence s'établit entre les organisations selon qu'elles se considèrent comme apolitiques ou non. Ainsi, la FAGE et PDE revendiquent

⁵. Du côté des syndicats de lycéens, l'Union Nationale Lycéenne (UNL) et la Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne (FIDL) étaient également opposées à toute négociation avec le gouvernement sur une amélioration du CPE.

⁶. Sur l'éclatement progressif du syndicalisme étudiant en une multitude d'organisations, voir Morder (Robi), *Naissance d'un syndicalisme étudiant. 1946 : la Charte de Grenoble*, Paris, Syllepse, 2006, p. 253-266.

l'apolitisme alors que les autres organisations se positionnent sur l'axe politique. A droite, nous trouvons l'UNI, qui s'affirme comme étant un mouvement politique, plutôt proche du centre la Confédération Etudiante et à gauche l'UNEF. Les organisations étudiantes affichent plus ou moins d'indépendance par rapport aux partis politiques ou aux syndicats professionnels. Ainsi, l'UNI est associé à l'UMP et la Confédération Etudiante est rattachée à la CFDT.

Par conséquent, le syndicalisme étudiant n'englobe qu'une partie du phénomène des organisations de représentation étudiante. La notion de syndicalisme étudiant est héritière de la Charte de Grenoble de 1946⁷ qui en a posé les bases en définissant l'étudiant comme « un jeune travailleur intellectuel ». Ce statut confère à l'étudiant français des droits et des devoirs, en tant que jeune⁸, en tant que travailleur⁹ et en tant qu'intellectuel¹⁰. Le terme de syndicat se justifie donc par le fait que l'étudiant est considéré comme un travailleur au même titre que tous les autres. Cette conception, si elle est toujours reprise par l'actuelle UNEF, ne semble plus jouer aucun rôle pour d'autres organisations telles que la FAGE.

La qualification d'organisation étudiante représentative a été créée par une loi de 1989 d'orientation sur l'éducation dite « loi Jospin ». Cette loi prévoyait dans son article 13 que :

« Sont regardées comme représentatives les associations d'étudiants qui ont pour objet la défense des droits et intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels, des étudiants et, à ce titre, siègent au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche ou au Centre national des œuvres universitaires et scolaires. Elles bénéficient d'aides à la formation des élus. Elles sont associées au fonctionnement de l'observatoire national de la vie étudiante qui rassemble des informations et effectue des études concernant les conditions de vie matérielle, sociale et culturelle des étudiants. »

⁷. La Charte de Grenoble est reproduite dans l'ouvrage de Robi Morder précédemment cité, p. 127-133.

⁸. « L'étudiant a droit à une prévoyance sociale particulière dans les domaines physique, intellectuel et moral », « L'étudiant a le devoir de s'intégrer à l'ensemble de la jeunesse nationale et mondiale ».

⁹. « L'étudiant a droit au travail et au repos dans les meilleures conditions et dans l'indépendance matérielle, tant personnelle que sociale, garantie par le libre exercice des droits syndicaux. » et aussi : « L'étudiant a le devoir d'acquérir la meilleure compétence technique. ».

¹⁰. « L'étudiant a le droit à la recherche de la vérité et à la liberté qui en est la condition première. » Il a le devoir « de chercher, de propager et défendre la vérité, ce qui implique le devoir de faire partager et progresser la culture et de dégager le sens de l'histoire ; de défendre la liberté contre toute oppression, ce qui, pour l'intellectuel, est la mission la plus sacrée ».

Cette qualification légale offre un statut aux organisations de représentation étudiante, alors que la notion de syndicat étudiant est inexistante juridiquement. Les organisations étudiantes, qui sont formellement des associations « loi 1901 », sont donc considérées comme représentatives, selon cette loi, si elles disposent d'élus au CNOUS et au CNESER. C'est au prorata de leurs élus qu'elles reçoivent une part importante de leurs financements. D'autres organisations de représentation étudiante existent mais ne sont pas considérées comme représentatives. On peut citer notamment Solidaire Unitaire et Démocratique Etudiant (SUD Etudiant) ou encore la Fédération Syndicale Etudiante (FSE). Sous la qualification d'organisation de représentation étudiante, que nous utiliserons pour cette étude, sont donc regroupées aujourd'hui, à la fois des associations étudiantes et des syndicats étudiants. Les deux organisations principales qui représentent ces deux types sont l'UNEF et la FAGE. La première, créée en 1907, a jeté les bases du syndicalisme étudiant et en a longtemps été la seule représentante. Suite à de nombreuses périodes de conflit interne, la Guerre d'Algérie, mais surtout Mai 68, l'UNEF a éclaté en différents groupes pour se rassembler seulement en 2001¹¹. L'UNEF, se qualifiant de syndicat étudiant, a pour objectif de permettre aux étudiants d'exprimer leur opinion sur la gestion des infrastructures universitaires, que ce soit la recherche, la restauration universitaire, les logements étudiants ou encore les problèmes de discrimination. Elle se positionne également sur de nombreux sujets politiques qui vont au-delà des questions étudiantes. C'est la première organisation de représentation étudiante en termes d'élus. La seconde a été créée en 1989 par des associations locales dans le but d'aider la structuration du réseau associatif étudiant. Cette fédération d'associations étudiantes¹² a pour objectif d'assurer la promotion de l'engagement associatif et s'inscrit dans le grand mouvement de la Coordination nationale des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP). Elle regroupe des associations, des corporations, des amicales de filière et des

¹¹. Pour plus de précisions sur l'histoire de l'UNEF voir Monchalbon (Alain), *Histoire de l'UNEF*, Paris, PUF, 1983, et Morder (Robi), ouvrage précédemment cité.

¹². Elle revendique aujourd'hui la représentation de 1400 associations étudiantes.

Bureaux Des Etudiants (BDE). Elle se donne également pour rôle de prendre part aux grands débats qui touchent les étudiants en présentant une « démarche réformatrice, pragmatique et indépendante »¹³ et dans cette perspective elle prend part aux élections de représentants étudiants dans les conseils nationaux¹⁴. Cette double posture fait souvent dire aux représentants de l'organisation qu'elle marche sur « deux jambes », l'une associative, l'autre plus syndicale par le biais de la représentation étudiante. La FAGE est la deuxième organisation au plan national.

Problématique générale

Peu d'études récentes de sociologie politique ont été réalisées sur les organisations de représentations étudiantes. Pourtant cet objet semble intéressant à plusieurs titres. En effet, les organisations de représentation étudiante englobent des groupements très divers, nous l'avons vu, dont l'UNEF et l'AFGES symbolisent les « deux racines »¹⁵ majeures. Ces deux types recouvrent des pratiques assez différentes. Aucune organisation actuelle ne semble couvrir l'ensemble des champs d'activités de l'ancienne UNEF. Chacune est axée sur l'emploi d'un registre d'action différent : les luttes pour les uns, les élections et les œuvres pour les autres ou encore les services. Ce n'est donc qu'en étudiant de manière comparative l'ensemble de ces pratiques diverses qu'il est possible d'embrasser l'objet. Il peut pourtant sembler étrange à première vue d'analyser sur le même plan association et syndicat. En effet, l'association serait l'emblème de nouvelles pratiques militantes opposées aux anciennes pratiques traditionnelles des syndicats et partis politiques¹⁶. Les associations abriteraient de nouvelles formes d'engagement, plus respectueuses de l'autonomie des individus qui entretiendraient des

¹³. L'information citoyenne, *Qu'est-ce que la FAGE ?*, Paris, L'Archipel, 2003.

¹⁴. Elle prend part notamment au Conseil National des Œuvres Universitaires et Scolaires (CNOUS) et au Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESER).

¹⁵. Nous nous référons ici à l'expression employée par Houzel (Guillaume), *Rapport sur le développement du bénévolat étudiant*, Paris, La Documentation française, 2003.

¹⁶. Plusieurs ouvrages contribuent à diffuser cette opposition. On peut citer notamment : Ion (Jacques), *La fin des militants ?*, Paris, L'Atelier, 1997, Ferrand-Bechmann (Dan) (dir.), *Les bénévoles et leurs associations*, Paris, l'Harmattan, collection « Logiques sociales », 2005.

rapports plus distanciés aux organisations, et non plus un engagement total, et seraient vécues sur le mode de réalisation de projets plus personnels que sur celui de la quête d'un intérêt général. Dans la période récente, les sciences sociales ont manifesté un certain engouement pour le phénomène associatif qui est perçu comme un renouveau de l'engagement politique sous de nouvelles formes¹⁷ qui serait venu se substituer à des formes qui expérimentent un déclin notable de l'engagement telles que le syndicalisme¹⁸ ou le militantisme politique. Cependant, plusieurs études¹⁹ montrent qu'une démarche qui distinguerait trop clairement les activités associatives des activités politiques serait erronée. Cette approche du phénomène associatif semble intéressante dans le cadre de notre étude des organisations de représentation étudiante dans la mesure où la FAGE, structure associative, fait pourtant aussi de la représentation étudiante et s'insère dans les questions de politique étudiante. Elle veut en même temps se démarquer du syndicalisme étudiant traditionnel que représente l'UNEF. La mise en parallèle des pratiques de ces deux organisations permet donc de s'interroger sur la pertinence d'une dichotomie entre des formes a priori différentes d'engagement, sur les manières dont pratiques associatives et pratiques militantes plus classiques peuvent se trouver imbriquées et sur le rapport à la politique qu'entretiennent ces différentes organisations. En effet, la FAGE revendique l'apolitisme alors que l'UNEF s'affiche comme étant de gauche. Ce positionnement de la FAGE est à percevoir en lien avec la dépréciation actuelle de la politique et l'enthousiasme porté aux formes de participation apolitique. Par exemple, l'engouement pour l'engagement humanitaire, jugé hautement apolitique par les individus qui

¹⁷. En atteste le titre de l'ouvrage de Perrineau (Pascal) (dir.), *L'engagement politique : déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994.

¹⁸. Sur le déclin de l'engagement politique et notamment le recul des effectifs syndicaux, voir Rosanvallon (Pierre), *La question syndicale*, Paris, Calman-Lévy, 1987, et pour une synthèse des ouvrages sur la question voir Labbé (Dominique), « La crise des syndicats français », *Revue Française de Science Politique*, vol. 42, n°4, 1992.

¹⁹. On peut se référer notamment à l'article de Siméant (Johanna), « Un humanitaire « apolitique » ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de réalisation de soi », in Lagroye (Jacques)(dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, qui montrent que les militants engagés dans les associations humanitaires ne sont pas complètement coupés de la politique et qu'ils disposent d'un degré de politisation important.

investissent ce secteur, puisque « discours sans adversaires »²⁰, en est une manifestation. Le succès de SOS-Racisme²¹, mouvement dit apolitique, est à relier à son étiquette, témoignant de « bons sentiments » qui n'ont rien à voir avec l'univers politique. Pourtant dans sa thèse, Philippe Juhem démontre que le succès de cette marque apolitique vient de « l'adéquation entre la mise en forme juvénile et apolitique de SOS-Racisme et les besoins spécifiques des journalistes [qui] vont favoriser l'ampleur de la couverture des journalistes ». De plus, le succès du mouvement est à relier avec l'indifférence croissante des jeunes envers la politique et aux changements « d'ambiance politique » qui ont favorisé l'investissement d'un tel créneau par les étudiants investis dans le sous-champ politique universitaire. A partir de là, on peut se demander dans quelle mesure l'étiquette apolitique de la FAGE et les modalités d'expression, c'est-à-dire les pratiques, qu'un tel positionnement implique, par rapport au registre d'action de l'UNEF, plus syndical et traditionnel, sont un facteur de réussite et cela dans quelle mesure. Plusieurs auteurs²² mettent en évidence le caractère apolitique revendiqué par la majorité des étudiants qui s'engagent, rejetant les discours et la conceptualisation au bénéfice d'une conception de l'action concrète dans un contexte de faible politisation de la jeunesse²³. De plus, il semblerait que le nombre d'étudiants engagés soit plus important dans les associations que dans les syndicats puisqu'on estime qu'entre un et trois pourcent des étudiants sont syndiqués²⁴, c'est-à-dire adhérent, ont une carte de membre d'un syndicat

²⁰. On se réfère ici à Juhem (Philippe), « La légitimation de la cause humanitaire : un discours sans adversaires », *Mots*, n°65, 2001, p. 9-27.

²¹. Voir Juhem (Philippe), *SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation « apolitique »*. Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981, thèse de Science Politique.

²². Voir Demette (Charlotte), « L'engagement bénévole des étudiants de l'Université Paris VIII », et Houzel (Guillaume), « Les engagements bénévoles des étudiants », in Ferrand-Bechmann (Dan) (dir.), *Les bénévoles et leurs associations*, Paris, l'Harmattan, collection « logiques sociales », 2005, p. 49-73 et p. 73-103.

²³. Voir Muxel (Anne), *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001, et Muxel (Anne), « La participation politique des jeunes : soubresauts, fractures et ajustements », *Revue française de Science Politique*, vol.52, n°5-6, 2002.

²⁴. Selon l'enquête de terrain de Sébastien Michon sur la ville de Strasbourg dans la cadre de sa thèse de sociologie consacrée aux rapports entre étudiants et politique, 3% des étudiants seraient syndiqués. Néanmoins, Bargel (Lucie), *La socialisation politique dans les syndicats étudiants. Apprentissages des pratiques politiques et des identités de genre*, D.E.A. de Sciences Sociales, 2002, donne le chiffre de 1%.

étudiant, alors qu'on recense en France 10000 associations étudiantes regroupant 250000 participants²⁵ et que la FAGE revendique la représentation de 1400 associations.

Ensuite, l'approche comparée des pratiques des deux organisations étudiantes peut nous permettre d'appréhender la question de la socialisation à des pratiques associatives, militantes et politiques. La majorité des études conduites sont centrées sur les syndicats étudiants²⁶ et axées sur l'analyse des processus de socialisation politique que l'engagement dans de telles structures favorise. A l'inverse, peu d'études²⁷ appréhendent la socialisation à la politique des étudiants engagés dans des associations, en dehors des syndicats étudiants. Pourtant, il a été démontré²⁸ qu'il existait des liens ténus entre participation associative et politisation. Le fait d'appartenir ou non à une association exerce une influence notable sur le degré de politisation des individus, quelque soit le type d'association, l'engagement associatif est corrélé à une politisation plus importante. L'analyse comparée des pratiques des membres des deux organisations peut donc s'avérer pertinente pour appréhender les mécanismes de socialisation à la politique à la fois au sein d'une structure associative et au sein d'un syndicat étudiant. En effet, selon quelles modalités ces différents apprentissages prennent-ils forme et peut-on parler de différents degré de socialisation à la politique selon l'organisation fréquentée ? La prise de rôle qu'engendre l'engagement dans les organisations mérite d'être interrogée sous l'angle de la socialisation à des pratiques, à un sens politique, mais également en termes d'apprentissages et d'espace de réalisation de soi. De plus, comprendre les différents mécanismes de socialisation qui sont à l'œuvre dans les organisations revient à

²⁵. On se réfère ici aux chiffres donnés par Grignon (Claude), *Les conditions de vie des étudiants*, Enquête OVE, Paris, PUF, 2000.

²⁶. On peut citer notamment Bargel (Lucie), *La socialisation politique dans les syndicats étudiants. Apprentissages des pratiques politiques et des identités de genre*, D.E.A. de Sciences Sociales, 2002 et Yon (Karel), *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique ? Etude du courant Convergence(s) Socialiste(s)*, Mémoire de D.E.A. de Science Politique, 2001.

²⁷. Voir Michon (Sébastien), *Etudes et politique : les effets de la carrière étudiante sur la socialisation politique*, Thèse pour le doctorat de Sociologie, Université Strasbourg 2, 2006.

²⁸. Voir notamment Hamidi (Camille), « Eléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue Française de Science Politique*, vol.56, n°1, 2006, p. 5-25.

aborder indirectement la question des ressorts de l'engagement en leur sein dans la mesure où les différents apprentissages inculqués peuvent être perçus comme une forme de rétribution à l'engagement²⁹. Cependant, nous ne chercherons pas à savoir ici qui sont les étudiants qui s'engagent, quelles sont leurs propriétés spécifiques, ni quels déterminants de leur socialisation personnelle les poussent à l'engagement. Nous nous centrerons davantage sur la mise en parallèle des pratiques des organisations étudiantes afin de comprendre plutôt ce que font ces étudiants engagés, comment le font-ils et quels sont les enjeux de ces pratiques en termes de socialisation à des pratiques associatives, militantes et politiques et en termes de réalisation de soi. L'analyse des pratiques constituera donc le cœur de notre étude. Cette perspective se justifie par le fait qu'elle permette de dépasser une vision centrée sur les acteurs et les types d'acteurs en se focalisant sur les activités concrètement entreprises et leur signification dans une situation, un contexte donné et les rapports entre ces activités et les agents qui les mettent en œuvre³⁰.

L'approche comparative, déjà jugée par Emile Durkheim comme la meilleure manière d'appréhender les faits sociaux, sera donc privilégiée ici afin de mettre en évidence la spécificité des pratiques de l'UNEF et de la FAGE et d'embrasser ainsi la diversité du phénomène des organisations de représentation étudiante. L'approche comparative des pratiques associatives et militantes revêt un intérêt supplémentaire. En effet, ces deux organisations sont en concurrence pour le monopole du pouvoir symbolique³¹, ici le nombre d'élus étudiants. Par conséquent, une étude comparée permet de prendre en compte cette dimension de la concurrence entre les organisations en s'interrogeant sur les conditions qui

²⁹. Nous nous référons ici à Gaxie (Daniel), « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, vol.27, n°1, 1977.

³⁰. On se réfère ici aux possibilités d'analyse des faits donnés dans Becker (Howard), *Les ficelles du métier*, Paris, La Découverte, collection « Guides repères », 2002.

³¹. Nous nous référons dans cette perspective à la théorie des champs de Pierre Bourdieu en nous appuyant notamment sur l'ouvrage Bourdieu (Pierre), *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2000.

favorisent leur réussite et en appréhendant l'ensemble de règles qui régissent leurs rapports dans le cadre du sous-champ politique qu'est la représentation étudiante.

Notre problématique nous amène à formuler un ensemble de questions. Quelles sont les spécificités des pratiques associatives et syndicales et comment peuvent-elles s'imbriquer en pratique, dans un contexte donné ? Quels sont les facteurs de réussite d'une organisation de représentation étudiante au regard de ces pratiques ? Dans quelle mesure l'étiquette apolitique peut-elle être un facteur de réussite dans un contexte de faible politisation ? Quels sont les enjeux sociaux d'arrière-plan dans la mise en œuvre de ces pratiques par les membres des groupes, en termes de socialisation à des pratiques associatives, militantes et politique et en termes de réalisation de soi ? Comment s'organise la concurrence entre les organisations dans un contexte donné ? Ces différentes questions seront abordées sous un angle particulier lié à la spécificité du contexte, du terrain de l'enquête.

Présentation du terrain d'enquête

La ville universitaire de Strasbourg offrait un terrain d'enquête³² particulièrement intéressant pour la mise en parallèle de ces deux types d'organisation de représentation étudiante et pour embrasser toute la complexité du phénomène. En effet, la FAGE, par le prisme de son antenne locale, l'Association Fédérative Générale des Etudiants de Strasbourg (AFGES), est majoritaire, au sens où elle regroupe le plus grand nombre d'adhérents et d'élus étudiants³³, alors que la section locale de l'UNEF est en position minoritaire³⁴. La situation nationale est donc inversée au plan local. L'AFGES a été créée en 1923 sous la forme d'Assemblée Générale des Etudiants (AGE) comme il en existait à l'époque dans toutes les

³². Pour une description précise de la méthodologie et des conditions d'enquête, se référer à la note méthodologique insérée dans les annexes.

³³. L'AFGES revendique 15000 adhérents et possède grosso modo les trois quarts des élus étudiants de deux universités sur trois, entre un tiers et deux cinquièmes dans la troisième université. Au niveau du CROUS, six élus sur sept émanent de l'AFGES.

³⁴. La section locale de l'UNEF compte entre 500 et 700 adhérents. Elle ne possède qu'un seul élu au CROUS et compte un nombre majoritaire d'élus dans une seule faculté. Dans les deux autres, elle est très minoritaire.

villes universitaires. Elle était reliée à la grande UNEF. Dans les années 1950, cette dernière était divisée en « majos » et « minos », les premiers plutôt de tendance apolitique et gestionnaire et les seconds plus revendicatifs syndicalement et préoccupés par la question de la décolonisation. Les seconds ont fini par prendre le pouvoir au sein de l'organisation avant que cette dernière n'éclate après Mai 68. Au plan local, cela s'est traduit par le détachement de l'AFGES de l'UNEF et son développement autonome et la création à cette époque d'une section locale de l'UNEF³⁵. Au final, l'AFGES et la section locale de l'UNEF, continuent encore à l'heure actuelle de représenter respectivement la tendance apolitique et gestionnaire et la tendance plus revendicative et syndicale, c'est-à-dire l'héritage de l'époque de la scission.

L'AFGES, en tant que fédération de ville des associations étudiantes, regroupe actuellement 22 associations ou « amicales » de filière réparties sur le campus³⁶. Cette dernière constitue donc une illustration du fait corporatif alors que la section locale de l'UNEF représente le mouvement politico-syndical étudiant. Les deux formes traditionnelles de la représentation étudiante sont donc implantées au niveau de la ville de Strasbourg. Pourtant, par le biais de la récente création de la FAGE, dans laquelle l'AFGES et son président de l'époque ont joué un rôle moteur, c'est un aspect de nouveauté, en tant qu'association apolitique, en opposition et en marge du syndicalisme traditionnel, qu'elle

³⁵ . La difficulté d'accès aux archives ne nous a pas permis de déterminer la date exacte de création d'une section locale de l'UNEF ni de déterminer quel courant était majoritairement représenté à Strasbourg.

³⁶ . Vingt-deux associations composent actuellement la fédération de l'AFGES. Leur nombre évolue assez régulièrement du fait de la création de nouvelles associations ou de la scission de certaines autres (plus rare). On peut citer : Association Amicale des Etudiants en Chirurgie Dentaire de Strasbourg, Association Amicale des Etudiants en Médecine de Strasbourg, Association Amicale des Etudiants en Pharmacie de Strasbourg, Amicale des étudiants en Mathématiques, Amicale des Sciences, Amicale des Etudiants en Droit, Association des Etudiants en Histoire de Strasbourg, Association des Etudiants en Géographie de Strasbourg, Amicale des Etudiants en Kinésithérapie, Amicale des Etudiants en Psychologie de Strasbourg, Amicale des Etudiants en Sciences-Economiques de Strasbourg - *PEGE*, Amicale des Etudiants en UFR STAPS, Amicale des Informaticiens de l'Université de Strasbourg, Les Etudiants Sages-Femmes de Strasbourg, Bureau des Elèves de l'Institut Européen du Commerce de Strasbourg - *PEGE*, Bureau des Elèves en Institut d'Etudes Politiques, Le Bureau des Etudiants de l'IPAG, Club des Etudiants en Administration Economique et Sociale, Amicale des Etudiants en Orthophonie, Terra Nostra - Amicale des Etudiants en Géologie de Strasbourg, Orchestre Universitaire de Strasbourg et l'Association des Etats Généraux des Etudiants de l'Europe.

souhaite afficher. La relation entre ancien et nouveau militantisme apparaît donc très ténue et problématique de ce point de vue.

D'autres organisations de représentation étudiante existent au plan local : l'UNI, SUD Etudiants, la Confédération Etudiante, qui s'est formée à l'occasion des élections étudiantes de 2006 au sein de l'Université Louis Pasteur, et Etudiants Bloch, qui est un groupe d'étudiants de l'Université Marc Bloch de tendance anarchiste. Cependant, ces groupes, parfois très faiblement structurés, ont un poids et une présence de très faible ampleur dans l'espace universitaire strasbourgeois, ils sont souvent circonscrits à des micro-espaces du sous-champ et cela de manière épisodique. C'est pourquoi l'étude s'est centrée sur l'AFGES et l'UNEF, considérés comme les deux principales organisations rivales au plan local. Néanmoins, des contacts ont été entretenus avec l'UNI, permettant ainsi d'avoir un point de vue extérieur au sujet de la rivalité des deux autres.

Cette configuration d'exception permet justement d'analyser sur le même plan des groupements assez différents qui a priori ne devraient pas être analysés ensemble, dans une perspective comparée, dans la mesure où ils appartiennent à deux sphères que les travaux récents ainsi que les discours des étudiants engagés contribuent à opposer : la sphère associative et la sphère politico-syndicale.

La spécificité du tissu des organisations de représentation étudiante au niveau strasbourgeois, par la forte implantation de l'AFGES, ne peut être scindée de la spécificité de la participation politique locale. En effet, depuis les années 1930, l'Alsace se caractérise par des scores relativement faibles des partis de gauche aux différentes consultations électorales, et malgré la remontée de ces forces politiques depuis les années 1980, la faiblesse électorale de la gauche continue de constituer un élément du particularisme alsacien actuel. Cette spécificité remonte notamment à la période de l'entre-deux-guerres qui a connu une série de scission des partis politiques présents en Alsace en fonction de la question nationale. Elles

eurent pour conséquence l'effondrement électoral de la SFIO et du parti communiste à partir des législatives de 1932³⁷. La participation politique en Alsace est donc plutôt ancrée à droite. La vote massif à droite lors des élections régionales de 2004, alors que toutes les autres régions passèrent à gauche, en est une illustration. A l'issue du deuxième tour des élections régionales, la liste UMP-UDF obtient 43,56% des voix, la liste FN 22% et la liste Verts-PS 34,4%.

A la découverte de la situation locale, une énigme se présentait. Comment était-il possible qu'une organisation nationale si puissante que l'est l'UNEF soit localement si faiblement implantée ? Cette particularité méritait d'être interrogée et c'est pourquoi notre problématique générale a été adaptée à la compréhension de la spécificité locale. En nous fondant sur l'enquête menée à Strasbourg, nous chercherons donc à comprendre les différents éléments que nous avons mis en évidence plus haut sous un angle stratégique, sans vouloir néanmoins prêter des intentions rationnelles ou des arrière-pensées continuelles aux acteurs. En interrogeant les pratiques des organisations, leurs modalités concrètes d'inscription dans l'espace universitaire, nous chercherons à comprendre le poids respectif de chacune d'elles. Il s'agira en fait de se demander comment et pourquoi l'AFGES bénéficie d'un succès et d'une implantation beaucoup plus importante que l'UNEF à Strasbourg à partir d'une analyse de leurs pratiques respectives. Autrement dit, en quoi les stratégies investies par les organisations contribuent-elles à cette situation de fait ? La mise en perspective de leurs pratiques sous un angle stratégique permettra d'analyser l'espace des relations entre les organisations, à la manière d'un sous-champ universitaire, en s'interrogeant sur ses règles et ses enjeux.

L'hypothèse centrale qui soutiendra cette analyse consistera à expliquer que le succès et l'implantation des organisations sont conditionnés de manière générale par les espaces qui sont investis à la fois par les organisations et par les pratiques militantes, au sens des activités

³⁷. Voir thèse de Bernard Schwengler, *Le vote Front National en Alsace. Contribution à la sociologie politique d'un vote complexe*, Université Robert Schuman, 2002.

déployées. Plus précisément, le succès et l'implantation des organisations dépendent de leur capacité respective à faire intervenir et à s'appuyer sur des réseaux de relations, et de leurs capacités de mise en forme et de déploiement d'activités diverses. Autrement dit, les ressources mobilisables et les modalités d'expression dans l'espace public universitaire contribuent à la reproduction de la domination locale de l'AFGES.

Afin de mettre en valeur les données recueillies par l'enquête de terrain et de répondre aux différentes questions que nous nous sommes posées dans cette introduction, nous diviserons notre étude en trois parties. Dans la première partie, nous expliciterons ce que recouvrent les activités des organisations étudiantes. Nous verrons en quoi leurs modalités ont un impact sur l'implantation respective des organisations et en quoi elles constituent autant de pratiques endossées par les membres des organisations. Ensuite, nous montrerons que les éléments de structuration interne des organisations jouent un rôle important dans leur implantation et capacité à agir, mais aussi dans la réalisation et l'épanouissement personnel de chacun des membres. Enfin, nous nous centrerons sur les rapports entre les organisations en expliquant le fonctionnement des scènes de rivalité entre elles.

Chapitre premier : Les modalités des activités des organisations étudiantes

Les organisations de représentation étudiante mettent en œuvre toute une panoplie d'activités. Ces actions représentent la vitrine des associations dans l'espace local. Elles permettent aux organisations de se rendre visibles et d'exister auprès du public visé, c'est-à-dire tant auprès des étudiants que des institutions locales avec lesquelles elles sont en contact. Dans cette perspective on peut s'interroger sur l'importance stratégique des activités développées par les organisations. En effet, en positionnant les organisations sur des questions de différents types, de différentes natures : étudiantes, politiques, sociales, dans quelle mesure les activités déployées et leurs modalités ont un impact en termes d'implantation et de résultats électoraux des associations ?

Le volume et le mode de diffusion des actions des organisations semblent constituer des indicateurs pertinents pour répondre à cette question (section 1). De même, l'insertion des organisations dans des réseaux d'acteurs et d'action plus vastes représente un outil de compréhension des ressources mobilisables pour l'action et donc du niveau d'implantation (section 2).

Au-delà de ça, les activités des organisations sont tout autant de pratiques mises en œuvre par leurs membres, qui font exister ces derniers en tant que tels. Dans cette optique, les pratiques présentent des enjeux sociaux d'arrière-plan en termes d'engagement individuel et collectif d'étudiants.

L'analyse des diverses modalités des activités des organisations étudiantes permet de présenter ensemble ces deux perspectives. En nous concentrant prioritairement sur la

description des activités mises en œuvre par les membres des groupes, nous tenterons, en creux, d'explicitier ce que ces acteurs mettent en œuvre, en termes de prise de rôle, d'apprentissages et de compétences, et trouvent comme satisfaction ou rétribution à leur engagement.

Section I : Les modalités de construction d'une audience locale

L'audience locale des organisations représente leur public, c'est-à-dire les étudiants, non impliqués dans la vie des associations, qui adhèrent aux organisations, qui participent à leurs activités, mais surtout qui leur apportent des voix aux élections de représentants étudiants. Construire une audience locale constitue donc un enjeu crucial de l'implantation des organisations dans l'espace universitaire. L'ancrage physique et quotidien dans cette arène ainsi que la diffusion plus large des organisations et donc de leurs marques politiques sont les deux principaux modes de cette construction. Ces modalités d'inscription sont autant de pratiques mises en œuvre par les membres investis dans les groupes.

A> Modalités d'ancrage des organisations dans l'espace étudiant

Les organisations étudiantes mettent en place des stratégies d'ancrage, de présence et de rendu de services dans l'arène universitaire en vue de construire leur audience locale et par là même de s'assurer un poids électoral. Dans cette perspective, le nombre de locaux et le volume d'activité des organisations, donc de leur budget respectif, constituent des indicateurs fiables de leurs résultats électoraux même si ceux-ci permettent également de renforcer les stratégies de présence et de rendu de service et par là même offrent une possibilité de renforcer son assise électorale. Le local représente ainsi un enjeu important pour les organisations étudiantes. Il est emblématique des rapports de forces en présence dans l'arène universitaire.

1) Le local comme enjeu d'existence des organisations étudiantes et comme objet d'échange avec l'administration

Le local constitue un point d'ancrage essentiel pour les organisations étudiantes souhaitant exister dans l'arène étudiante. Il leur permet d'accéder à une position, à un statut dans cet espace, c'est-à-dire aux yeux de l'administration universitaire mais aussi et surtout aux yeux des étudiants dans la mesure où la possession d'un local permet de déployer une stratégie de présence au quotidien ainsi que de nombreuses activités.

Le local comme enjeu d'existence des organisations étudiantes

Pouvoir afficher une présence à l'université est un enjeu d'existence et d'affirmation des organisations dans la mesure où seules les organisations étudiantes implantées physiquement dans l'espace étudiant réalisent des scores électoraux conséquents. Il existe en effet une corrélation positive entre le nombre de locaux détenus par les organisations étudiantes sur les différents campus³⁸ et leurs résultats électoraux. Dans cette perspective, l'exemple de l'UNI est significatif. Le groupe ne possède qu'un seul local³⁹ et représentent l'une des organisations ayant le plus petit nombre d'élus⁴⁰, juste avant SUD Etudiants qui ne possède aucun local pour l'instant et un seul élu. Les propos d'un des responsables de l'UNI lors d'un entretien attestent de l'enjeu que revêt la possession d'un local. Il m'a expliqué qu'il avait pour objectif de diffuser une meilleure image de l'UNI et pour lui la réalisation de cet objectif passe notamment par la volonté d'afficher plus de présence, « *pour faire voir qui on est* »⁴¹, et la volonté d'obtenir un local sur un site plus fréquenté pour y tenir des

³⁸. L'espace universitaire strasbourgeois est divisé en plusieurs campus : un campus central (celui de l'Espalanade) et plusieurs autres sites répartis en différents points de la ville (le Palais Universitaire, le campus d'Illkirch...).

³⁹. Cependant ce local se situe dans un bâtiment de l'université sur le campus central où il n'y a quasiment pas de passage, ce qui constitue donc un espace difficilement exploitable dans l'optique d'y déployer une stratégie de présence et de visibilité dans l'espace étudiant.

⁴⁰. A ma connaissance, l'organisation ne possède que deux élus.

⁴¹. Entretien avec Marc et Pierre, UNI.

permanences. L'AFGES, en tant que fédération, dispose des locaux les plus grands⁴² mais aussi du plus grand nombre d'élus étudiants. Toutes les associations qui la composent disposent également d'un local dans les bâtiments des filières dans lesquelles elles s'inscrivent, ce qui procure à l'AFGES un point d'ancrage dans la majorité des bâtiments de l'université sur les différents sites de l'espace universitaire. L'UNEF quant à elle, dispose de trois locaux⁴³ et constitue la seconde organisation étudiante en termes d'élus.

Le local constitue une possibilité de visibilité⁴⁴ quotidienne pour les organisations étudiantes. Ne pas posséder de local revient à ne pas être visible dans l'espace étudiant et donc être privé d'attention, autrement dit être exclu dans une certaine mesure de cet espace ou du moins réduit à l'anonymat. La volonté d'exister physiquement dans l'espace étudiant est même parfois source de rivalités entre des organisations étudiantes, ce qui témoigne de l'importance du local. Ces rivalités peuvent être perçues comme des luttes pour la visibilité dans l'espace étudiant. Ainsi, une étudiante engagée à l'UNEF me raconta un conflit survenu récemment au sujet de l'occupation du local appelé Bureau de la Vie Etudiante⁴⁵ situé au sein d'un bâtiment de l'université Marc Bloch.

« Y'a quand même une réalité c'est que notre local euh actuellement par exemple ce local là dans le lequel on est il est pas à nous c'est un local des élus étudiants c'est à dire que normalement tout le monde a le droit de venir l'Uni, l'AFGES, Etudiants Bloch, l'UNEF et SUD Etudiants alors euh il se trouve que de tradition l'AFGES ne vient pas puisqu'ils ont d'autres locaux qui c'est vrai sont beaucoup mieux, l'Uni non plus, Sud bah c'est la première fois qu'ils ont des élus en conseil et ils viennent très très peu et euh alors le problème est venu des Etudiants Bloch qui estimaient que ce local l'UNEF se l'était approprié alors que bah non enfin si personne ne vient nous effectivement nous on vient c'est un peu bête de dire ah c'est pas ma permanence et le local est fermé parce qu'y a quand même beaucoup de passage [...] donc y'a ça et avec eux on a eu beaucoup de soucis parce que eux estimaient que c'était le bureau des élus étudiants donc y'a eu

⁴². Les locaux de l'AFGES sont situés dans le bâtiment de la Gallia, au-dessus du restaurant universitaire qu'ils gèrent. Selon ses membres, l'organisation n'est pas propriétaire de ce local, mais il lui serait prêté, du fait de la gestion du restaurant.

⁴³. Un des locaux de l'UNEF se situe néanmoins dans le même bâtiment que celui de l'UNI (les deux portes sont côte à côte) et n'est utilisé que comme entrepôt de matériel et rarement comme lieu de « travail » pour ses membres. Le deuxième local se trouve au sein de l'Agora, ce qui constitue un point de passage important sur le campus central. Le troisième local (BVE), qui ne leur est pas attribué en propre mais que l'organisation occupe de facto le plus souvent se trouve au Patio, un des bâtiments les plus importants de l'UMB sur le campus central.

⁴⁴. Pour une clarification du concept de visibilité en sciences sociales, voir Voirol (Olivier), « Visibilité/invisibilité : une introduction », *Réseaux*, n°129-130, 2005.

⁴⁵. Le Bureau de la Vie Etudiante est en théorie un local réservé aux élus étudiants de l'université en question.

quand même des situations super cocasses puisque ils ont fait un planning donc ils ont voulu dire on monte un planning et chaque orga vient à telle heure donc le planning est pas respecté d'façons bah le planning est même plus là donc chacun vient un peu comme il veut. »⁴⁶

La possibilité pour l'UNEF d'occuper le BVE apparaît donc comme étant une ressource stratégique pour pouvoir afficher une présence et une existence vis à vis du public étudiant. En effet, la possession d'un local est une manière de pouvoir dire aux étudiants qu'ils existent et que c'est ici qu'ils peuvent les trouver.

« C'est dur on a un seul local sur tout tout le campus et le campus c'est pas seulement l'espla c'est aussi Ilkirch c'est aussi euh y'en à la Meinau y'en a à Cronembourg c'est super vaste et on a un local un tout p'tit local donc c'est vrai que c'est pas notre local officiellement mais c'est vrai qu'y a beaucoup de gens qui savent qu'ils peuvent nous trouver là. »⁴⁷

Deux éléments méritent ainsi d'être soulignés. D'une part, le travail des organisations peut être rendu difficile par la possession d'un nombre limité de locaux c'est-à-dire par une occupation de l'espace très circonscrite et peu étendue parce qu'alors les organisations sont moins visibles et touchent donc un public étudiant plus restreint. D'autre part, le local apparaît comme étant un point physique d'ancrage essentiel de l'organisation des activités pratiquées par les étudiants engagés dans ces structures.

Le local comme objet d'échange avec l'administration universitaire

Le fait de se voir attribuer un local gracieusement par l'administration de l'université ne dépend pas que de la volonté des organisations étudiantes, mais cette concession est subordonnée, en théorie, au fait d'avoir ou non des représentants élus dans les conseils de l'université. Posséder ne serait-ce qu'un représentant dans les conseils de l'université ouvre le droit à l'organisation de représentation étudiante à laquelle est affilié ce représentant à la possibilité de se voir attribuer un local : *« Le local c'est une mise à disposition par la faculté*

⁴⁶. Entretien avec Muriel, UNEF.

⁴⁷. Idem.

comme la cafèt', toute association qui a des représentants a droit à un local »⁴⁸. Cependant, l'obtention du local semble dépendre également des relations entretenues entre les membres des organisations et l'administration de l'université. Comme a pu tenter de me faire comprendre un militant de l'UNEF, l'obtention d'un local s'inscrit dans l'idée d'un échange politique avec l'administration. En attribuant plus ou moins de locaux, l'administration peut faciliter ou limiter l'impact des organisations de représentation étudiante en parallèle avec l'attitude plus ou moins défiante des associations envers elle. Les institutions universitaires interviennent donc comme un régulateur de la visibilité des organisations dans l'espace étudiant. En intervenant dans le processus de constitution de « ce qui doit être vu », elles contribuent à diriger l'attention sur certaines associations plutôt que sur d'autres.

*«De toutes façons on n'est pas aimé par l'administration et d'toutes façons on est toujours en difficulté quoi qu'il arrive et qui qu'on fasse ça pourra pas empirer [...] même dans les moments où on était en bon ton avec la présidence on s'est jamais gêné pour faire une mobilisation en tous cas on n'a jamais eu le cas enfin si on a eu plusieurs fois le cas où l'administration, un prof qui dit écoutez sur cette question ce serait bien d'être un petit peu gentil de fermer votre gueule on n'a jamais suivi donc bon du coup on n'a pas 50 000 locaux on n'a pas beaucoup de moyens et on est toujours un peu dans la merde mais en même temps c'est parce qu'on reste honnêtes. »*⁴⁹

La concession d'un local place nécessairement les organisations étudiantes dans un rapport de dépendance avec l'administration. En effet, il est possible d'imaginer que plus une association possède de locaux, plus l'administration peut utiliser ces derniers comme un moyen de pression sur l'organisation. Il est difficile de savoir dans quelle mesure l'administration peut avoir recours à ce moyen dans la conduite de ses relations avec les organisations étudiantes, et notamment avec les amicales qui possèdent toutes au moins un local. Néanmoins, la fermeture d'un ancien local de l'UNEF pourrait illustrer ce mode de relations.

« Y'a des fois des pressions qui sont faites par l'administration qui dit euh écoutez votre local il est sympathique mais vous savez une commission hygiène et sécurité ça peut

⁴⁸. Entretien avec Nicolas, Amicale des Sciences.

⁴⁹. Entretien avec Alexandre, UNEF.

arriver on a eu le cas à l'ULP alors heureusement c'était pas le président parce que le président on s'entend bien avec lui c'était un secrétaire adjoint qui disait euh écoutez une commission hygiène et sécurité ça peut vite passer dans les locaux, ce qui se passe en ce moment c'est pas vraiment une très très bonne chose etc. on a tenu bon on a perdu un local [...] on l'a perdu ce local là ils l'ont récupéré en faisant passer une commission hygiène et sécurité. »⁵⁰

De même, lorsque j'ai interrogé les membres du bureau de l'AFGES pour savoir s'ils possédaient leurs locaux, à chaque fois ils se sont empressés de me dire que ce n'était pas du tout le cas et qu'il s'agissait d'une occupation précaire qui découlait uniquement du fait qu'ils gèrent un restaurant universitaire. Cela laisserait sous-entendre qu'il existe une imbrication des enjeux et que le rapport de dépendance avec les institutions induit par la concession de locaux peut contraindre dans une certaine mesure les organisations à tempérer leur comportement et leurs actions dans le but de conserver les points physiques d'ancrage possédés, même si les organisations, notamment de par l'importance de leur assise électorale, ne sont pas totalement désarmées comme nous le verrons plus loin.

La question de l'existence et de l'ancrage des organisations dans le quotidien étudiant est ambiguë dans sa relation avec le local : il faut posséder un minimum de légitimité et représenter une menace de faible ampleur pour les institutions pour pouvoir prétendre exister physiquement dans l'arène universitaire, ce n'est cependant que par ce biais (l'obtention du local) qu'il est possible de développer une stratégie de construction importante, notamment sur le long terme et conquérir ainsi plus de visibilité dans l'arène étudiante. La lutte pour la visibilité dans l'espace étudiant apparaît donc comme étant étroitement liée à la lutte pour la reconnaissance des organisations par les institutions universitaires.

⁵⁰. Idem.

2) Les activités quotidiennes des organisations étudiantes déployées à partir de leurs locaux

Il apparaît à travers les propos et les pratiques des étudiants engagés dans les organisations étudiantes, que le local, même s'il ne s'agit pas d'une possession en propre, revêt une importance de premier ordre pour l'existence et le fonctionnement de base, au quotidien, des organisations de représentation étudiante. Les pratiques des étudiants engagés dans ces organisations sont structurées autour du local et cela dans différentes mesures.

Tenir des permanences ou créer un point de contact avec les étudiants

Tenir un local ouvert aux étudiants, autrement dit des permanences, permet de créer un point de contact réel, physique avec les étudiants et de se montrer disponible envers eux, à leur écoute. L'investissement d'une telle stratégie est essentiel pour les organisations dans la mesure où elle rend possible à la fois une bonne connaissance du milieu étudiant par les échanges qui sont ainsi créés et la transmission d'une image de proximité.

Les permanences, bien qu'elles constituent des pratiques classiques de prise de contact aussi bien pour les partis politiques, les syndicats ou encore les associations, n'en restent pas moins un outil de base, ancré dans le quotidien des membres des organisations. Elles représentent une opération par laquelle les étudiants engagés rendent accessible leur organisation et donc leurs activités à tous les étudiants.

Concrètement, les étudiants investis dans les organisations s'arrangent entre eux pour constituer un planning de présence au local afin que ce dernier soit ouvert au maximum. Dans le cas de l'UNEF, à la fin de chaque collectif de ville⁵¹, une feuille de planning, préparée par le trésorier, le responsable de la MDE⁵² ou bien la présidente, circule dans la salle et les

⁵¹. Le « collectif de ville » est la réunion hebdomadaire des membres de l'UNEF. Elle a lieu tous les lundi soirs à 19 heures dans une salle du Patio de l'UMB.

⁵². La MDE, ou Maison des Etudiants est un des principaux locaux de l'UNEF, au sein duquel ses membres développent des activités de coopérativisme.

membres du groupe s'inscrivent aux différentes activités prévues au cours de la semaine, au rang desquelles figurent les permanences à la MDE et au BVE. Dans le cas des différentes amicales, des tours de permanences sont également définis entre les membres du groupe. Pour l'AFGES, les permanences, c'est à dire l'ouverture et l'accueil du public à certaines heures, sont assurées grâce à un salarié de l'organisation. Le fait que les permanences soient prises en charge par un salarié souligne bien que le fait de se montrer disponible et disposé à recevoir le public revêt une importance majeure pour l'existence et le fonctionnement des associations, mais aussi le degré d'institutionnalisation de l'organisation.

Cette présence assidue dans l'espace étudiant amène les membres des groupes à répondre à toute sollicitation, qu'elle soit en relation ou non avec leur rôle spécifique. En effet, la lumière allumée et la porte ouverte de leurs locaux leur donnent un statut dans l'université et c'est pourquoi on vient souvent les trouver pour leur demander où se trouve une salle, où a lieu un cours, où se trouve telle association ou tel service. Il est arrivé plusieurs fois lors de ma présence sur les lieux que des personnes se présentent au BVE de Marc Bloch et s'adressent aux militants de l'UNEF pour des renseignements de ce type. Un associatif de l'amicale des sciences a souligné en entretien ce rôle de réception, à la base éloigné de leur rôle propre, qu'ils sont parfois amenés à endosser.

« Par exemple ah bah y'a une pièce la porte est pas ouverte j'peux pas faire cours le prof il vient nous voir donc on est presque la réception du bâtiment ici des fois c'est hallucinant .»⁵³

Néanmoins, la porte est souvent franchie par des étudiants en quête d'aide ou de conseils.

⁵³. Entretien avec Nicolas, Amicale des Sciences.

Encadré n°1

Description d'interactions entre les organisations et des étudiants

Lors d'un entretien réalisé au BVE de Marc Bloch avec une militante de l'UNEF, nous avons été dérangées plusieurs fois par l'entrée dans le local de plusieurs personnes. Par exemple, un étudiant arménien accompagné d'un ami a frappé et est entré directement sans attendre de réponse pour demander des renseignements et rechercher de l'aide pour l'obtention de sa carte de séjour. La militante de l'UNEF lui pose quelques questions pour recueillir plus de précisions et lui donne par écrit les adresses postale et électronique de l'UDEES (Union Des Etudiants Etrangers de Strasbourg) avec qui la section locale de l'UNEF travaille en étroite collaboration. La proximité est telle que de nombreux membres adhèrent aux deux associations à la fois. En entretien un autre militant de l'UNEF m'a expliqué que durant les permanences il pouvait être sollicité pour divers types de problèmes rencontrés par les étudiants.

« T'as des gens qui viennent aussi c'est déjà arrivé plusieurs fois depuis la rentrée avec des problèmes donc dans ce cas là on ferme la mde on discute on met tout par écrit [...] des problèmes universitaires, des problèmes d'aide sociale heu des problèmes vraiment syndicaux y'a l'exemple d'une fille qui était en master de socio qui vient d'Algérie [...] les profs ça fait déjà deux ans qu'ils refusent son travail sous divers prétextes qui refusent son travail [...] y'a évidemment en dessous des problèmes de discrimination [...] y'a aussi quelqu'un qui est venu me voir qui avait un bail qui avait signé un bail assez bizarre j'avais jamais vu ça enfin c'était pour les cas de résiliation y'avait des conditions assez bizarre de réparation on a essayé de voir ça ensemble, bon il est par revenu donc je pense que ça a du s'arranger [...] enfin voilà c'est des conseils de tout type »⁵⁴.

Lors d'un entretien réalisé dans les locaux de l'AFGES avec une salariée, un étudiant s'est présenté à l'accueil pour expliquer le problème d'inscription rencontré par un autre étudiant qu'il connaît. La personne salariée en charge de l'accueil a fait irruption dans la salle de réunion dans laquelle nous étions en entretien pour demander à la chargée de communication de l'aide. Cette dernière s'est déplacée dans la pièce attenante réservée à l'accueil et je suis moi-même restée dans la salle de réunion mais j'ai pu bénéficier de toute la conversation la porte étant restée ouverte. L'étudiant expliqua que la personne en question rencontrait des problèmes d'inscription et que l'amicale de sciences économiques s'était chargé d'envoyer une lettre au doyen de la faculté mais que cela n'avait eu aucun effet. La chargée de communication lui demande alors des précisions sur la lettre et ses modalités d'envoi comme par exemple si c'était une lettre avec accusé de réception. Elle lui a expliqué qu'elle allait faire intervenir les élus de l'AFGES car cette dernière est susceptible d'être un appui juridique à cette personne mais que le président n'était pas là pour le moment.

Ce travail d'aide est conçu par les membres des groupes comme un de leurs rôles essentiels.

« C'est le mot qu'on fait passer dès la rentrée donc on leur dit on est là on a des élus en plus donc souvent c'est pas forcément quelqu'un qu'est au courant eh euh donc on est beaucoup dans la redirection au bon endroit donc soit chez les élus soit dans le service concerné euh c'est vraiment ça [...] ça dépend ce que ça concerne [...] on essaye d'être

⁵⁴. Entretien avec Alexis, UNEF.

au maximum des intermédiaires [...] nous on est toujours là et y'a toujours au moins une personne qui sait ce qu'il faut faire »⁵⁵.

Ces propos suggèrent que les associatifs se considèrent comme chargés d'une mission d'aide mais surtout dans le sens d'intermédiaires avec les agents administratifs de l'université. Comme l'étudiant le souligne, les associatifs sont là pour établir un lien entre l'administration et les étudiants, ils constituent donc une sorte de maillon dans la chaîne de fonctionnement de l'université. Leur mission consiste donc à participer à la bonne marche de cette dernière. De plus, cette idée de maillon essentiel au bon fonctionnement semble également être envisagée par les agents administratifs dans la mesure où ce même associatif précise que :

«C'est même l'administration qui nous le demande d'être un intermédiaire privilégié j'ai la responsable administrative donc euh de la faculté des sciences de la vie qui l'autre jour elle me demande comment ça se passe pour les premières années ou est-ce que vous avez des problèmes pour telle chose ou telle c'est vraiment elle me pose des questions et elle me demande de faire remonter les problèmes euh qui auraient plus de mal à passer [...] c'est de la coopération ils ont besoin de nous parce que sinon il leur manque des informations »⁵⁶.

Les étudiants engagés dans les amicales, apparaissent donc comme étant associés au fonctionnement de l'université à travers l'accueil et l'écoute qu'ils dédient aux étudiants. Cette relation privilégiée que les associatifs, de par leur statut d'étudiants légitimés, statut renforcé plus les responsabilités occupées dans l'organisation sont importantes, entretiennent avec les personnels administratifs des différentes facultés, leur assure une position de co-gestionnaires de l'université. Cependant, cette relation si elle est perçue comme telle par les étudiants ayant des responsabilités, n'a pas pu être vérifiée du point de vue de l'administration, du fait qu'aucun contact n'ait été entretenu avec elle au cours de l'enquête, l'objectif étant de se centrer sur les étudiants engagés dans les organisations de représentation étudiante. Néanmoins, le point de vue de cet amicaliste sur les relations avec l'administration universitaire dans le cadre de l'aide fournie aux étudiants contraste très fortement avec les

⁵⁵. Entretien avec Nicolas, Amicale des Sciences.

⁵⁶. Idem.

propos des étudiants ayant des responsabilités à la section locale de l'UNEF. En effet, comme on a pu le constater dans une précédente citation « on n'est pas aimé par l'administration... », les militants UNEF semblent avoir des relations plus tendues avec l'institution universitaire. S'ils effectuent également un travail de réorientation des étudiants se présentant à eux avec des problèmes vers les services concernés, ce rôle ne semble pas être reconnu par les personnels administratifs. De plus, les frontières des compétences de chacun, en ce qui concerne l'aide aux étudiants rencontrant des difficultés, apparaissent comme étant problématiques entre les agents administratifs et les militants de l'UNEF, comme l'atteste cette citation d'une étudiante à propos de la période de rentrée lorsque l'organisation étudiante tient dans le hall de l'université des tables pour recruter des militants.

« Bon d'ailleurs cette année et tous les ans c'est toujours des problèmes car l'administration estime qu'on n'a pas à informer les étudiants sauf que bah en juillet par exemple y'a un problème qui s'est posé c'est que beaucoup de personnes administratives n'étaient pas là et beaucoup de gens arrivaient et nous disaient mais où est la scolarité, qu'est-ce que je dois rendre. Donc nous quand on sait leur répondre on leur répond puisqu'on est étudiant qu'on est élus étudiants [...] quelqu'un qui nous pose une question sur la fac on va pas ne pas lui répondre on va pas lui dire écoute non j'ai pas le droit de te répondre je ne suis pas un personnel administratif et euh les gens soit on leur répond parce qu'on sait leur répondre [...] quand on n'est pas sûrs on leur dit sinon regarde à côté t'as le SCUIOP, eux ils te diront sûr à cent pour cent t'as tel service t'as tel service. »⁵⁷

Ce rôle d'accueil et d'aide aux étudiants endossé par les membres des organisations étudiantes s'exerce donc plus ou moins en partenariat ou en conflit avec les personnels administratifs de l'université, selon le degré de reconnaissance et de légitimité à agir qui leur est attribué, même si eux se considèrent légitimés à agir de toute façon du fait de leur assise représentative, de leur poids électoral.

Pour les étudiants engagés dans les organisations qui tiennent les permanences, ce rôle d'accueil et d'aide à tous les étudiants qu'ils assurent leur procure une place, un statut dans l'espace universitaire. Cette prise de rôle dans l'arène étudiante peut être perçue comme une

⁵⁷. Entretien avec Muriel, UNEF. ⁵⁷

rétribution de l'engagement dans la mesure où elle confère un capital symbolique. Dans cette perspective, cela peut constituer pour eux une manière de se socialiser dans l'espace de relations souvent vaste et impersonnel qu'est l'université. Le fait d'entrer en contact de manière quotidienne avec d'autres étudiants leur permet de bénéficier d'un réseau étendu de relations.

« Moi j'ai appris plus de choses en étant à l'UNEF qu'en étant à la fac [...]. Apprendre à parler avec d'autres gens, ou ne serait-ce qu'avoir des relations avec l'administration, ce que plus tard on sera tous amenés à faire, pas avec l'administration mais avoir des relations avec un supérieur hiérarchique. »⁵⁸

De plus, endosser un rôle d'aide et d'écoute est toujours gratifiant dans la mesure où les membres des groupes peuvent ainsi se sentir utiles pour les autres, concrètement, au quotidien. Cela leur donne l'impression de faire réellement quelque chose, d'agir sur la réalité. Cette idée constitue d'ailleurs la justification centrale des étudiants engagés. Pour les membres de l'UNEF, leur engagement syndical leur procure la sensation d'une action réellement concrète qui ne se retrouverait pas dans un engagement plus strictement politique.

« Le rôle qu'on remplit c'est un peu un rôle d'aide sociale. Mais le fait qu'on le fasse sans être fonctionnaire, qu'on le fasse, tu vas me dire c'est du bénévolat mais en tant que syndicaliste c'est pas du bénévolat non plus, enfin pour moi le bénévolat j pense plutôt à quelqu'un qui fait un peu de la charité qui va se dire bah tiens dimanche je vais aller aider les gens je vais tenir une permanence, dans ce sens là le bénévolat ça serait pas contenu dans le syndicalisme parce tu le ferais pas euh, en fait dans le syndicalisme tu le fais en tant que pair de celui que tu aides, alors que quand tu le fais plus en tant que citoyen quelque part y'a aussi une distance, tout ce qui est ONG tout ça, ça peut être plus faire à la place de l'Etat mais euh y'a quand même une distance avec les gens qu'il y a beaucoup moins dans le syndicalisme. Pour moi, le syndicalisme c'est faire de la démocratie euh concrètement, c'est-à-dire s'engager en tant que pair. »⁵⁹

Le fait d'être étudiant et d'apporter son aide à d'autres étudiants, c'est-à-dire aux pairs, constitue une dimension très importante de l'engagement de ces jeunes, comme le soulignent les propos ci-dessus. L'action est menée dans sa propre communauté d'expérience et non pas en dehors, de manière détachée à l'expérience, au vécu individuel. Dans cette perspective, la

⁵⁸. Idem.

⁵⁹. Entretien avec Alexis, UNEF.

position conférée dans l'espace universitaire de relations peut être très gratifiante sur le plan personnel, et permettre d'être connu et reconnu d'un très grand nombre d'étudiants, d'être visible dans l'espace social et de se distinguer de la « masse » des étudiants. Il s'agit d'une « des formes de grandissement de soi disponibles »⁶⁰. Bien sûr, les étudiants engagés ne mettent en valeur directement cette dimension dans la mesure où de tels propos pourraient paraître prétentieux, surtout lorsqu'ils sont tenus vis-à-vis d'une personne inconnue, elle-même étudiante. Néanmoins, les satisfactions procurées par le fait de se sentir utile et reconnu par les pairs transparaît fréquemment dans les propos des étudiants engagés.

« Y'a tout l'aspect communication par rapport à l'amphi dans lequel on est bah on est ou pas la personne référente pour l'asso donc dans l'amphi donc s'il y a un message à faire passer s'il y a quoi que ce soit un problème avec l'administration, on est quand même des personnes que les gens viendront voir en priorité. On va leur parler des soirées, leur dire que les annales sont là leur parler des événements qui se passent. Y'a un lien particulier quoi. En fait le problème c'est que j'ai redoublé en deuxième année, mais euh dans mon année, dans mon amphi, c'était mon amphi quoi j'veux dire, les gens me connaissent y'a pas de problème. Là comme j'ai redoublé bon c'est moins évident quand c'est pas ton amphi. »⁶¹

Proposer des services aux étudiants : une stratégie de conquête

Durant les heures d'ouverture de leurs locaux, les étudiants engagés dans les organisations proposent des services aux étudiants. Ces services représentent une vitrine et procurent un moyen concret de conquérir une audience locale aux organisations même si ces activités ne sont pas vécues sur ce mode là par leurs membres. En effet, les services proposés aux étudiants sont généralement vécues sur le mode de l'aide aux étudiants comme dans le cas des permanences.

Les amicales qui adhèrent à l'AFGES proposent toutes, du moins pour celles étudiées, un grand nombre de prestations aux étudiants. Ces services représentent en quelque sorte « l'esprit » de l'amicalisme dans la mesure où ces activités sont perçues sur le mode de

⁶⁰. Juhem (Philippe), « Entreprendre en politique de l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue Française de Science Politique*, vol.51, n°1-2, 2001, p.137.

⁶¹. Entretien avec Claire, aujourd'hui investie dans le bureau de l'AFGES, mais ses propos évoquent la période durant laquelle elle était engagée à l'amicale des sciences.

l'entraide entre étudiants d'une même filière. La place occupée par les services proposés aux étudiants est très importante, voire prépondérante. Les amicales sont d'ailleurs connues avant tout pour leurs services et c'est par ce biais que les étudiants non investis ont des contacts réguliers avec elles. Certes, il est difficile de confirmer ce propos compte, mon enquête n'ayant inclus aucun entretien avec des étudiants non engagés. Néanmoins, plusieurs étudiants ont pu m'évoquer leur perception de l'amicale avant de s'engager eux-mêmes directement dans l'amicale ou à l'AFGES. Un membre du bureau actuel de la fédération a évoqué en ces termes ses contacts avec l'amicale de pharmacie avant qu'il ne s'investisse :

« Ma cousine elle s'occupait de la coopé (coopérative) c'est elle qui distribuait les photocopiés aux étudiants et qui vendait tout ce qu'on pouvait acheter les matériel de TP tout ça et donc on a un contact permanent avec eux parce que c'est les gens qui sont à coopé c'est les gens qu'on voit tous les jours quand on a besoin de prendre un poly quand on a besoin d'acheter des blouses n'importe quoi donc c'est vraiment des gens qu'on rencontre tout le temps. »⁶²

Un autre étudiant a évoqué de la même manière son expérience de l'amicale avant qu'il ne s'y engage :

« Quand on est en première année tout ce qu'on sait de l'amicale c'est que c'est elle qui vend les polys et qui fait les soirées. »⁶³

Le coopérativisme des amicales priment sur le versant politique de leurs activités, voire même contribuent à l'occulter. D'ailleurs, les étudiants semblent ne pas associer nécessairement l'amicale au rôle de représentation et donc plus directement à l'AFGES, étiquette sous laquelle les amicales se présentent aux élections. Un étudiant investi dans l'amicale des sciences affirma avoir fait le choix de s'investir au sein de l'amicale plutôt qu'à l'UNEF parce qu'au fond elle aussi faisait de la politique, ce qu'il avoua n'avoir découvert qu'au bout d'un certain temps⁶⁴. De plus, on peut prendre part au bureau d'une amicale dans cet esprit amicaliste, centré autour de la proposition de services aux étudiants, tout en restant

⁶². Entretien avec Antoine, AFGES.

⁶³. Entretien avec Fabrice, Amicale de médecine.

⁶⁴. Entretien avec Paul, Amicale des Sciences.

étranger, c'est-à-dire sans s'impliquer directement dans le versant politique des activités. Un étudiant de l'amicale de médecine considère l'activité politique comme étant à part des autres activités, il peut ainsi être très investi sans pour autant considérer que ses activités revêtent un caractère politique dans la mesure où il n'a pas de mandat de représentation.

« Faire de la politique c'est faire de la représentation, moi c'est pas ce qui m'plaît, moi ce qui m'plaît c'est monter une soirée, c'est faire des choses plus concrètes. »⁶⁵

Une associative engagée dans le bureau de l'amicale de droit et également élue en conseil a tenté d'établir une distinction entre ces deux pôles d'activités, ces deux rôles, lors de l'entretien réalisé avec elle : *« quand je représente les étudiants je suis pas amicaliste je suis élue c'est pas pareil »⁶⁶*. Elle aura cependant beaucoup de difficultés à m'expliquer pourquoi ce n'est pas la même chose, mais nous aborderons ce point précis plus loin dans le développement. Le coopérativisme apparaît donc comme la vitrine principale des amicales affiliées à l'AFGES, son image de marque.

Encadré n°2

Les prestations de service des amicales

Les prestations proposées par les amicales englobent notamment un service de photocopies, tarifées à trois centimes l'unité, ce qui est perçu comme un prix « imbattable » par les responsables de l'amicale des sciences. Sont proposés également aux étudiants différents matériels utiles pour les cours des étudiants. Il peut s'agir d'un service de papeterie, mais aussi de la vente de blouses, de pinces ou encore de stéthoscope, selon la filière concernée par l'amicale. Lorsque je me renseigne sur le prix des objets vendus aux étudiants auprès d'une amicaliste qui était justement en train de vendre deux pinces à un étudiant, elle me répond qu'elle ne sait pas vraiment si ce qu'ils vendent est à prix coûtant ou non mais elle me tiendra alors toute une argumentation sur le fait que le but de l'amicale n'est pas de s'enrichir sur le dos des étudiants mais de les aider. Elle m'expliqua qu'ils achètent en gros, que les bénéfices réalisés sont moindres et que de toute façon c'est plus avantageux pour les étudiants d'acheter ici leur matériel plutôt que dans le commerce d'un point de vue financier mais aussi pratique, ils n'ont pas besoin de se déplacer à l'extérieur de la faculté. Si dans la majorité des cas ces services sont gérés par les étudiants eux-mêmes dans le sens où ce sont eux qui vendent en main propre les matériels aux étudiants, il arrive que ces services soient pris en charge par des salariés employés par les amicales. Dans ce cas là, les prestations de service proposées aux étudiants sont vraiment poussées à l'extrême et il semble qu'on quitte l'idée de coopérative pour se rapprocher de celle de boutique ou de magasin, même si le

⁶⁵. Entretien avec Fabrice, Amicale de médecine.

⁶⁶. Entretien avec Emilie, Amicale des Etudiants en droit.

concept d'aide pratique aux étudiants reste mis en avant et continue de sous-tendre l'existence du service. Ainsi, à l'amicale de médecine, ce qu'ils nomment « le point vente » est assuré par une salariée qui exerce son activité ici depuis 20 ans. Il est possible d'y acheter tout le matériel médical nécessaire à l'apprentissage des étudiants, mais aussi le matériel de cours et les photocopiés de cours. La proposition de photocopiés et d'annales aux étudiants requiert tout un travail en amont réalisé par les étudiants engagés dans les amicales. Bien souvent un étudiant et parfois même plusieurs sont responsables de cette tâche et occuperont dans le bureau des amicales un poste spécifiquement dédié à cette activité, ce sont les « VP annales »⁶⁷. Lors d'un entretien réalisé avec un étudiant ayant occupé ce poste à l'amicale des sciences, ce dernier m'a décrit les activités correspondant à ce poste ainsi : il s'agit de « *réceptionner les archives qu'on conserve [...] de compléter ce qui a disparu [...] et de les lancer à l'impression* »⁶⁸. Cette activité dont les rouages sont parfaitement intégrés pour les initiés qui ont d'ailleurs souvent bien du mal à m'expliquer dans les détails comme cela se déroule tant cela leur semble naturel, fait l'objet de réflexes intériorisés comme une membre de l'amicale des sciences a pu le souligner en entretien : « *quand t'es associatif t'as le réflexe tu sors pas d'exam sans avoir une copie blanche pour mettre dans les annales* »⁶⁹.

Mais avant la confection et la mise en vente des annales, tout un travail de tri est réalisé, dans le vocabulaire indigène propre à l'amicale des sciences, il s'agit du « tri-poly ». Ces termes obscurs pour les non initiés font d'abord penser à un jeu et cette conception première n'est pas forcément éloignée de la réalité. En effet, lors de ces moments consacrés au tri des différents sujets d'examens et photocopiés récoltés un grand nombre de personnes participe, y compris parfois des personnes n'occupant pas de fonctions à l'amicale mais qui évoluent dans le cercle social des amicalistes. Je n'ai pas participé à ce genre d'activité mais lors d'un entretien réalisé dans une salle de cours de l'université, nous avons été dérangés, mon interlocuteur et moi-même, par le bruit de la salle à côté et mon interlocuteur m'a alors expliqué que des étudiants étaient en train de réaliser un « tri-poly ». Les rires attestaient de l'ambiance manifeste présente lors de cette activité. Trier les photocopiés semble donc être un moment de convivialité partagé entre les étudiants.

La dernière phase de conception des annales, c'est à dire l'impression de ces dernières, requiert la possession d'un matériel conséquent. En effet, cela nécessite des copieurs et des imprimantes avec un débit important. J'ai pu voir moi-même ce type de matériel dans le local de l'amicale des sciences. En ce qui concerne l'amicale de droit, elle semble posséder également ce type de matériel mais il ne se trouve pas dans leur local principal : « *on a des dupli copieurs, ils sont dans un autre local qu'on a à notre disposition* »⁷⁰. Dans ce dernier cas, il est difficile de juger de l'importance du matériel n'ayant moi-même jamais visité ce local annexe dédié à l'impression. Cependant, on peut souligner le fait que l'activité même d'impression est corrélée à la jouissance d'un local supplémentaire. C'est à l'amicale de médecine que l'activité d'impression est, à ma connaissance, la plus développée. En effet, l'amicale possède plusieurs machines qui sont disposées dans une pièce spécifique attenante à leurs bureaux et cette activité est réalisée par une personne salariée. Ainsi, en correspondance avec ce qui a été dit plus haut sur l'amicale de médecine, l'impression est une activité très importante ce qui incite à comparer l'amicale avec une petite entreprise, thème qui a été évoqué au cours de l'entretien avec un étudiant ayant des responsabilités dans cette amicale.

«Comme j'dis des fois on gère presque une grosse entreprise et on a que 21 22 ans on sait rien de la vie quoi on sait même pas ce que c'est travailler on est tous étudiants [...] la comparaison avec

⁶⁷. Ce qui signifie Vice Président en charge de la confection des annales.

⁶⁸. Entretien avec Paul, Amicale des Sciences

⁶⁹. Entretien avec Claire, AFGES.

⁷⁰. Entretien avec Emilie, Amicale de droit.

l'entreprise c'est qu'une petite comparaison qu'on a et sur laquelle on nous fauche tout le temps pour la seule raison qu'on a une imprimerie parce que l'imprimerie fait beaucoup de travail et que c'est du travail pratiquement d'une mini PME c'est pour ça sinon tout le reste on est un bureau associatif et on fait beaucoup de boulot associatif le problème c'est qu'on nous compare tous à une PME et que nous des fois on se prend au jeu parce qu'on a une imprimerie à gérer et que ça c'est énormément de travail. »⁷¹

Les activités de coopérative des amicales peuvent donc revêtir une place très importante compte tenu que cela peut aboutir à la création de postes salariés pour remplir cette fonction. Ainsi, avec les amicales on est pleinement dans l'idée de coopérativisme, c'est à dire d'une entreprise associative ayant pour objet les services les meilleurs pour ses membres mis à disposition pour et par le collectif de ces derniers. Cependant, avec l'amicale de médecine, on semble se rapprocher d'une logique d'entreprise dans la mesure où si le cadre légal reste le cadre associatif, les services proposés bien que gérés dans leur ensemble par les étudiants ne sont pas produits par eux-mêmes mais par des salariés pour qui le but n'est pas le dévouement aux étudiants mais bien la possibilité de gain d'un salaire.

Le volume des prestations de services proposées représente un indicateur des moyens dont dispose les organisations, tant en termes de nombre d'étudiants disponibles pour les prendre en charge, qu'en termes de locaux et de matériel. In fine, les prestations de services constituent un indicateur des moyens humains et financiers des organisations étudiantes. On peut comprendre dans cette perspective la modestie des prestations de services proposées par la section locale de l'UNEF. En effet, la réalisation d'activités de coopérativisme semble être conditionnée tant par ses moyens humains que financiers. C'est dans cette optique qu'il faut replacer les propos de Muriel au sujet de la MDE et des activités de coopérativisme de l'UNEF.

« A la MDE en fait euh cette année euh l'an dernier on a eu des gros soucis puisque bon bah déjà au premier semestre on a eu deux élections en conseils centraux on a eu Marc Bloch et Robert Schuman on avait très peu de militants on a eu un congrès ensuite on a eu un mouv ce qui fait que pour diverses raisons on avait plus de trucs à vendre ou bah plus de carte de toner d'encre plus de papiers donc y'a eu des gros problèmes logistiques ça pas été super bien géré donc l'an dernier elle a été beaucoup fermée. »⁷²

Cela confirme le fait que les activités de coopérativisme sont nécessairement subordonnées au nombre de militants dont dispose l'organisation. Pour pouvoir tenir ouvert au public le local

⁷¹. Entretien avec Fabrice, Amicale de médecine.

⁷². Entretien avec Muriel, UNEF.

de la coopérative, il faut disposer de suffisamment de membres actifs pour mettre en place des plannings de permanences. Ensuite, pour faire tourner la coopérative il faut pouvoir l'approvisionner, autrement dit il faut avoir des choses à vendre et donc au préalable avoir les fonds suffisants pour les acheter. Enfin, on voit bien à travers les propos de cette étudiante qu'il existe une hiérarchie des priorités clairement établie. Les élections étudiantes et le mouvement étudiant contre le CPE apparaissent nettement prioritaires sur la gestion de la coopérative. Ainsi, les activités purement politiques priment sur le coopérativisme bien que ce dernier soit également considéré comme une activité syndicale. La hiérarchie des priorités des membres de l'UNEF apparaît donc complètement inversée par rapport à celle des amicalistes. En entretien lorsque je demande à une amicaliste de droit si elle s'est engagée dans le mouvement contre le CPE celle-ci répond : « *je me suis engagée activement dans le gala droit 2006 en fait* »⁷³. On voit donc bien que les activités politiques sont reléguées au second plan pour les amicalistes alors qu'il s'agit de la priorité numéro un pour les militants de l'UNEF. D'ailleurs, concernant le mouvement du CPE, les différentes amicales ne se sont pas investies estimant qu'elles n'avaient pas à le faire, que ce n'était pas leur rôle : « *l'amicale (des sciences) n'a pas vraiment réagi, elle n'a pas à se positionner c'est pas de sa compétence* »⁷⁴. Cet étudiant investi dans l'amicale des sciences, lui-même engagé à titre individuel dans le mouvement contre le CPE et ayant participé à de nombreuses assemblées générales et manifestations, me confiera que les amicalistes prenant part à la coordination du mouvement auraient subi des pressions d'autres responsables des amicales pour qu'ils démissionnent : « *des pressions ont été exercées sur eux pour qu'ils démissionnent* »⁷⁵. Ainsi, non seulement le versant politique des activités des associations affiliées à l'AFGES semble être relégué au second plan mais de surcroît la participation active et assidue à un mouvement étudiant peut être perçue comme illégitime. Cependant, lors des élections de représentants

⁷³. Entretien avec Emilie, Amicale de droit.

⁷⁴. Entretien avec Paul, Amicale des Sciences.

⁷⁵. Idem.

étudiants, le dispositif mis en place par les amicales est très important. Malgré tout, les prestations de service et le fonctionnement normal des amicales sont assurés. Nous approfondirons cet aspect des choses plus loin dans le développement.

Cette année la MDE de la section locale de l'UNEF est ouverte chaque jour. Cette reprise d'activité semble coïncider avec un calendrier plus calme et la présence de quelques nouveaux militants. En effet, au cours de l'année universitaire 2006/2007, seules les élections à l'ULP (Université Louis Pasteur) ont eu lieu. D'ailleurs la hiérarchie des priorités se confirme dans la mesure où durant la période électorale (de mi-novembre jusqu'aux jours des élections inclus : 6 et 7 décembre) la MDE était fermée la plupart du temps.

Encadré n°3

Les services de la Maison Des Etudiants

Les activités de coopérativisme de la MDE sont gérées par un responsable principal. A ce titre, ce membre actif de l'UNEF est chargé de l'organisation de la MDE, c'est-à-dire de faire les courses et de prévoir des militants qui assurent les permanences. Il préfère cependant ouvrir lui-même la MDE tous les matins pour tout lancer comme le café par exemple, pour s'assurer du fait qu'il soit bon et donc qu'il puisse être vendu. De plus, il s'agit de permettre à la personne qui tient la permanence « d'assurer » même s'il elle ne connaît pas vraiment le fonctionnement. Cependant, le responsable en titre est lui-même très présent à la MDE car selon lui chacun fait « à sa façon » et c'est très vite sale et « le bordel ». En ce qui concerne les prestations proposées, on retrouve les photocopies comme à l'amicale des sciences qui sont également proposées au même tarif pour les adhérents de l'UNEF (3 centimes) et un peu plus cher pour les non adhérents (4 centimes). En plus de cela sont proposés plusieurs sortes de boissons chaudes et de rafraîchissements ainsi que quelques en-cas du type barres chocolatées ou chips. Tenir la MDE recouvre comme dans les amicales toute une série de gestes et de propos intériorisés. Ainsi, durant ma présence sur les lieux, les personnes qui se présentent au local sont toutes reçues de la même manière par le militant qui tient la permanence, qui demande à chacune d'elles si elles adhèrent ou non à l'UNEF sans manquer de préciser que le tarif pratiqué est plus avantageux pour les adhérents. En entretien, le responsable de la MDE souligna le caractère coopératif des services proposés en m'expliquant que la plupart des produits alimentaires qu'ils vendent le sont à prix coûtant ou quasiment coûtant. Il insista sur le fait que seuls de très minces bénéfices sont réalisés mais que ces derniers constituent malgré tout une des sources du financement du fonctionnement de l'UNEF. On retrouve donc le même type de justification qu'avec les amicalistes.

Les prestations de services proposées par les deux organisations sont donc plus ou moins similaires du point de vue de leur nature même si ce qui est proposé par la section

locale de l'UNEF ne recouvre pas entièrement ce qui est proposé par les amicales et n'est pas aussi étendu. Néanmoins, dans l'ensemble ce sont des services de même nature. Par exemple, les deux organisations proposent des bourses aux livres. La comparaison des manières d'organiser cette prestation particulière permet de mettre en évidence le fait que les moyens disponibles pour prendre en charge ces activités conditionnent le bon fonctionnement de ces dernières. Ainsi, à l'UNEF, la bourse aux livres relève d'une organisation beaucoup plus précaire et donc plus problématique alors qu'à l'amicale de droit par exemple où l'opération est parfaitement maîtrisée dans ses moindres détails.

Encadré n°4

Les bourses aux livres des organisations

L'organisation de bourses aux livres constitue un autre service proposé aux étudiants par les amicales rentrant dans le cadre du coopérativisme. La bourse aux livres est un service proposé de manière permanente⁷⁶ par l'amicale des sciences. En ce qui concerne l'amicale de droit, la bourse aux livres est réalisée au début de l'année universitaire. Ce service nécessite toute une organisation de la part des membres actifs de l'amicale. Il s'agit d'en faire la publicité mais surtout de rendre l'opération matériellement réalisable. J'ai pu assister au moment où des amicalistes se chargeaient de rendre les livres non vendus à leur propriétaires respectifs ainsi qu'un chèque correspondant au montant des livres vendus. Cela se déroulait dans une salle de la faculté de droit prêtée à cet effet. Deux étudiantes se tenaient alors assises derrière des tables avec devant elles des listes de noms à côté desquels figuraient les livres correspondants et un code de couleur réalisé au surligneur permettait de distinguer d'un simple coup d'œil les livres vendus, de ceux non vendus ainsi que la somme à verser à leur propriétaire. Sur une autre table se tenaient prêts des sacs plastiques de la MGEL, l'un des principaux partenaires de l'AFGES et des associations affiliées, sur lesquels figuraient les noms des propriétaires des livres et à l'intérieur les livres à rendre. On voit donc que cette simple opération recouvre un temps de préparation conséquent et une organisation minutieuse de la part des amicalistes.

Une bourse aux livres est également organisée annuellement par les militants de la section locale de l'UNEF. Lors du collectif de ville précédent sa réalisation, un étudiant ayant des responsabilités dans le bureau insiste sur le fait qu'il faudra être présent pour que cela puisse se réaliser. Il rappellera que la bourse aux livres constitue pleinement une mission syndicale dans la mesure où le syndicalisme c'est aussi la coopération et l'aide aux autres. Ce qui apparaît donc comme une activité de base évidente pour les amicales qui ne se considèrent absolument pas comme des syndicats étudiants semble donc apparaître moins évident pour les membres de l'UNEF compte tenu du fait que l'un d'entre eux se sent obligé de rappeler aux autres l'importance des actions de coopérativisme au sein de leur activité syndicale.

⁷⁶. Il est possible tout au long de l'année d'acheter au local de l'amicale des livres d'occasion, placés en évidence sur une étagère.

L'organisation de la bourse aux livres par les membres de la section locale de l'UNEF s'est déroulée dans la pièce attenante à la MDE (Maison Des Etudiants) qui est le local de la coopérative de l'UNEF. Les livres étaient étalés sur des tables plus ou moins par thème avec leur prix respectif mis en évidence. Un étudiant, actif à l'UNEF se trouvait seul pour organiser l'opération, assis à une autre table prêt des livres. En contraste avec la bourse aux livres de l'amicale de droit, l'organisation apparaît comme étant moins rodée et plus problématique. En effet, lors de ma présence sur les lieux j'ai pu assister à un conflit entre le responsable de la bourse aux livres de l'UNEF et une étudiante. Cette dernière se plaignait de la bourse aux livres de l'année précédente car elle n'avait revu ni ses livres ni l'argent qu'on lui devait selon elle. Au début, le militant de l'UNEF tente de garder son calme mais l'étudiante s'énerve et le premier a du mal à se contrôler. L'étudiante finit par partir sans pour autant avoir résolu son problème, l'étudiant responsable de la bourse aux livres lui ayant expliqué que c'était impossible car ils rappellent systématiquement les propriétaires des livres une fois la vente terminée. Après son départ, le militant de l'UNEF, très nerveux, essaye de se justifier auprès de moi en m'expliquant que son attitude avec cette étudiante a pu me paraître malpolie mais que ce n'est pas de sa faute s'ils manquent de militants pour gérer ce type d'opération.

Le versant coopérativiste des activités de l'UNEF occupe donc une place relativement restreinte en comparaison avec ce qui peut être proposé dans les différentes amicales, on l'a vu. Ses membres sont parfaitement conscients du fait qu'ils ne peuvent rivaliser avec les services proposés par les amicales et que leurs résultats électoraux pâtissent de la modestie des services qu'ils proposent. Suite aux élections à l'ULP de décembre 2006 et au très faible score obtenu par l'UNEF, la présidente a émis l'idée lors de la réunion hebdomadaire de faire des annales, soulignant que cette stratégie avait déjà été adoptée par la section locale de Reims pour concurrencer le poids des amicales de filière. Ainsi, si les activités de prestations de service ne sont pas forcément vécues comme des stratégies de conquête électorale notamment au sein des amicales, les militants de l'UNEF sont bien conscients du fait que proposer des services aux étudiants peut être très clairement payant en termes de résultats électoraux. La tenue de la MDE dans cette perspective n'a pas pour seul objectif le rendu de services même si c'est ce qui est affiché officiellement.

En effet, tenir la MDE, ce n'est pas seulement permettre aux étudiants de faire des photocopies à prix très bas mais c'est aussi et surtout une manière d'avoir un point d'ancrage physique dans l'enceinte universitaire pour se montrer disponible à l'écoute des problèmes

rencontrés par les étudiants comme nous avons pu le souligner plus haut, pour présenter les différents thèmes défendus par l'UNEF, recruter de nouveaux adhérents, voire même de nouveaux militants, au sens de membres actifs. Dans la logique de ce que nous avons développé, on peut également supposer qu'il est plus facile d'obtenir un local en prétendant y proposer des services aux étudiants plutôt qu'en affirmant y pratiquer des activités plus politiques ou syndicales. Faire la promotion des diverses campagnes menées par l'UNEF, faire connaître l'organisation est ce qui est perçu comme la mission principale de la MDE par son responsable.

« En fait la prestation principale celle pour laquelle on est là enfin principale peut-être pas parce que c'est vrai que ça nous sert aussi d'un point de vue interne tout ça mais la deuxième prestation comment dire c'est l'information syndicale c'est euh on essaye dans la mesure du possible de parler à ceux qui viennent acheter quelque chose de leur parler de la campagne actuelle de leur donner un tract et tout ça, discuter avec eux s'ils ont temps, quelquefois y'a quand même des gens qui s'arrêtent [...] oui c'est une occasion de recruter parce que c'est un local qu'est ouvert t'as les gens ils viennent et puis euh c'est à la limite maintenant que la MDE tourne c'est vraiment le lieu où l'UNEF est tout le temps [...] c'est le lieu où les gens peuvent nous trouver. »⁷⁷

L'activité de coopérativisme est un moyen pour provoquer des rencontres et donc des discussions avec des étudiants à propos de leurs problèmes et des idées qui sont défendues par l'UNEF. Le fait d'être ouvert ne suffisant pas à ce que des étudiants entrent spontanément pour se renseigner sur l'organisation, la prestation de service correspond, au-delà de l'idée de coopérativisme, à une ressource pour entrer en contact avec les étudiants et militer au sens de défendre les idées, les valeurs de l'UNEF en s'appuyant notamment sur la promotion de la campagne du moment.

A l'inverse, les services proposés par les amicales sont d'avantage perçus comme une prestation en soi et pas comme un moyen de réaliser une autre activité. Aucun élément d'entretien peut nous laisser penser qu'il existe des arrières-pensées dans les prestations fournies. Néanmoins, cela leur permet également d'avoir un contact privilégié avec les

⁷⁷. Entretien avec Alexis, UNEF.

étudiants au quotidien et de réaliser la mission dont ils s'estiment investis à savoir servir de relais entre les étudiants et l'administration. D'autre part, les prestations de services proposés représentent la base des adhésions dans les amicales. En effet, l'adhésion à une amicale, conditionnée par le paiement d'un prix modeste (souvent aux alentours de 5 euros), se réalise pour bénéficier de tarifs préférentiels sur les services proposés. Par exemple, l'adhésion peut donner l'accès à toutes les annales de l'année et/ou à des réductions sur le prix d'entrée aux soirées. Ainsi, ces prestations permettent à l'AFGES de revendiquer 15000 adhérents. Or, ces adhérents ne pourraient être que des consommateurs de services ne cautionnant pas les pratiques des amicales. Néanmoins, ces adhérents, qu'ils soient ou non en accord avec ce qui est défendu par les amicales, en achetant des prestations de services, donnent un poids considérable à la fédération. Ainsi, même si les amicalistes ne relient pas directement eux-mêmes leurs activités de prestations de services et le poids revendiqué dans l'espace étudiant, on voit bien que ces deux variables sont étroitement corrélées.

Comme au sein des amicales, les adhésions à l'UNEF peuvent être sous-tendues par les prestations de services et pas seulement par une adhésion idéologique aux idées qu'elle défend. Dans de nombreux cas, les adhésions réalisées à la MDE correspondent au souhait de profiter des avantages qu'ouvre l'adhésion notamment en ce qui concerne les prestations de service. En effet, comme nous l'avons vu, adhérer permet de bénéficier de meilleurs tarifs pour les photocopies mais aussi de la carte ISIC, c'est à dire la carte internationale d'étudiant. Ce type d'adhésion est qualifiée par les membres de l'UNEF « d'adhésion snickers », ce qui correspond à des adhésions réalisées plus pour tirer profit de la coopérative et des avantages liés à l'adhésion que pour véritablement soutenir l'UNEF, même s'il est difficile de le vérifier.

« Y'a toujours une différence de prix entre les adhérents et les non adhérents parce que c'est pour montrer aux gens que c'est intéressant d'être adhérent aussi et c'est pour montrer aux gens qui sont adhérents qu'ils ne sont pas adhérents pour rien non plus, eux ils ont fait l'effort d'adhérer [...] ce qu'on appelle les adhérents snickers c'est les gens qui adhèrent pour profiter des avantages qu'y'a en tant qu'adhérent comme la carte ISIC

comme les réductions à la coopérative [...] donc y'a des gens qui semblent adhérer pour ça enfin j'pense qu'ils sont en accord avec nos idées enfin faut espérer. »⁷⁸

Il aurait été intéressant de savoir quelle est la proportion d'adhérents « intéressés » et d'adhérents « idéologiques » au sein de la section locale de l'UNEF pour mieux percevoir la relation entre nombre d'adhérents et prestations de services. Cependant, aucune information claire ne nous permet d'avancer une quelconque hypothèse à ce sujet.

Néanmoins, il semble important de souligner que l'adhésion à l'UNEF coûte plus cher (environ 20 euros) que l'adhésion dans les amicales en général même si le contenu de l'adhésion est un peu différent. Compte tenu que les étudiants disposent dans l'ensemble de ressources financières assez faibles, il est possible d'imaginer que prendre une adhésion à l'UNEF se fait de manière moins immédiate que prendre une adhésion dans les amicales, d'autant plus que la seconde engage au final très peu l'étudiant, seulement à une consommation. La section locale de l'UNEF revendique pour sa part entre 500 et 700 adhérents.

B> Modes de diffusion des marques politiques des organisations

En dehors de leurs locaux, les organisations étudiantes mettent en œuvre toute une panoplie d'activités qui contribuent à étendre leur espace propre à une zone plus étendue de l'arène universitaire et qui sont autant de stratégies pour se construire une audience locale, et donc de potentiels futurs électeurs, même si de nombreuses activités des organisations ne sont pas pensées de cette manière par les membres des groupes. L'emploi de différents registres d'action par les organisations étudiantes en privilégiant plutôt certaines pratiques que d'autres, au-delà du fait de transmettre une certaine image, un certain style d'organisation, peut constituer un indicateur du positionnement des organisations par rapport aux institutions,

⁷⁸. Idem.

par rapport aux étudiants, autrement dit par rapport à leurs électeurs, et donc un indicateur de leur réussite électorale et du degré de leur implantation dans l'arène universitaire. D'autre part, à la diversité des pratiques des organisations correspond une variété des apprentissages et des compétences développés par les étudiants qui y participent.

Volume d'activités, répertoire d'action et résultats électoraux

Les stratégies d'occupation de l'espace étudiant déployées par les deux organisations sont différentes. L'AFGES, qui ne se considère pas comme un syndicat étudiant, ne développe pas d'activités militantes syndicales traditionnelles. En tant qu'association étudiante dite « apolitique »⁷⁹, son répertoire d'action⁸⁰ est centré autour d'activités a priori détachées de la sphère politique. L'AFGES et ses amicales développent des activités d'animation de la vie étudiante (soirées, concerts...), de restauration et des activités que l'on peut qualifier de citoyennes qui sont axées sur la prévention, la solidarité ou encore l'information politique.

Encadré n°5

Les activités de l'AFGES

Les activités d'animation et de restauration

Les amicales comme la fédération organisent de nombreuses soirées et autres fêtes étudiantes tout au long de l'année. D'ailleurs, l'AFGES possède une salle dans laquelle il est possible d'organiser des soirées, il s'agit du Caveau. Cette salle peut être louée par les amicales qui le souhaitent pour organiser des soirées. Elle constitue donc une ressource importante pour développer des activités d'animation de la vie étudiante. Ces fêtes sont très souvent organisées autour d'un thème lié au calendrier : l'arrivée du beaujolais nouveau, la Saint-Nicolas, la Saint-Valentin, Halloween etc. Ces moments de convivialité peuvent revêtir différentes formes : une soirée, un banquet, un gala...

Chaque année l'AFGES organise une soirée de rentrée au Caveau. Deux hommes sont là pour gérer l'entrée et assurer la sécurité, en opérant une fouille systématique des clients. Ce

⁷⁹. L'AFGES se dit apolitique, pas au sens où elle ne ferait pas de politique mais plutôt au sens où elle ne s'affiche pas comme étant dans un courant politique. Elle est donc apolitique au sens où elle ne souhaite pas s'inscrire dans le clivage politique traditionnel gauche/droite.

⁸⁰. Nous nous référons ici à la notion développée par C. Tilly explicitée par Neveu (Erik), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 4^{ème} édition, 2005, p.19-20.

ne sont pas des étudiants mais des adultes qui sont employés pour l'occasion. La vente des billets est également assurée par deux salariées de l'organisation. Je reconnais l'une d'elles qui est chargée de la communication. A l'intérieur, l'espace est structuré autour de deux bars différents. L'un d'eux est réservé aux étudiants engagés dans les amicales ou à l'AFGES. Les consommations sont gratuites et illimitées pour eux. Ce bar est tenu par des étudiants amicalistes. L'autre bar est réservé aux clients, les consommations y sont payantes, au-delà de celles incluses dans le prix du ticket d'entrée. Ce bar là est tenu par des salariés de la structure, l'un d'eux est employé comme gestionnaire du RU, du Caveau et du Minotaure, l'autre est chargée de projets étudiants. Le DJ est employé pour la soirée, et lors de la plupart des soirées que l'AFGES organise, il s'agit d'un ancien membre de l'AFGES. De nombreuses personnes présentes à la soirée portent des T-shirts avec le logo de la MGEL, principal partenaire de l'AFGES. De nombreux étudiants portent également une Faluche et certains cumulent T-shirt et Faluche. Des ballons avec le logo Domino's pizza décorent la salle. J'apprends qu'une dégustation des pizzas de l'entreprise est prévue au cours de la soirée.

L'AFGES comme ses amicales organise également des manifestations culturelles telles que des concerts par exemple. Les associations sont essentiellement connues et même réputées pour ces activités d'animation. Aucun entretien n'ayant été réalisé avec des étudiants non impliqués dans l'organisation, cette réflexion semble peu étayée. Néanmoins, les membres de l'UNEF soulignent toujours cet aspect des activités de l'AFGES lorsqu'on leur évoque l'organisation. De même, ses membres actuels mettent en évidence que c'est essentiellement cet aspect là des activités des amicales et de l'AFGES qu'ils connaissaient avant d'entrer dans la structure.

De nombreuses amicales gèrent une cafétéria à proximité de leur local sur le campus. L'AFGES gère un restaurant universitaire, c'est le « RU de l'AFGES », plus connu sous le nom de « RU de la Gallia », au centre ville. C'est la dernière association étudiante laïque à gérer un restaurant universitaire. Ce restaurant est agréé par le CROUS mais ce dernier n'intervient pas dans sa gestion. Néanmoins, la gestion du RU par l'organisation s'aligne sur celle des autres restaurants du même type. Dans le cadre de la gestion du restaurant, elle peut déployer des activités, telles que les opération « Petit Déjeuner ». A cette occasion, durant deux matinées, un petit-déjeuner est offert aux étudiants. Ce sont les étudiants engagés à l'AFGES et dans ses amicales qui préparent les petits-déjeuners, au sens où ils alimentent les rayonnages sur lesquels les étudiants peuvent choisir ce qu'ils souhaitent. Les bénévoles chargés de l'opération se relaient tour à tour pour servir des boissons chaudes aux étudiants. Certains salariés sont néanmoins présents sur les lieux même s'ils ne s'occupent pas de la réalisation concrète de l'opération. La chargée de communication, Nelly, est là pour prendre des photos. Un questionnaire de satisfaction quant à l'opération est distribué à chaque étudiant. Dans la salle du restaurant, des salariés de la MGEL tiennent un stand d'information sur la santé et sur l'alimentation. Cette opération, qui consiste à offrir un petit-déjeuner aux étudiants, dépasse l'activité de restauration ou d'animation de la vie étudiante dans la mesure où elle allie un volet informatif, même si la plupart des étudiants participant à l'opération ne prennent pas le temps de discuter avec les intervenants.

Les activités citoyennes

L'AFGES et ses amicales déploient des activités que l'on peut qualifier de citoyennes, dans la mesure où elles visent à défendre et étendre des valeurs de démocratie, de solidarité, de partage⁸¹. La fédération organise de nombreuses actions tout au long de l'année orientées vers la prévention au rang desquelles peuvent être citées l'opération sécurité routière, la semaine de la santé ou encore les journées de prévention contre le SIDA. Quelques jours

⁸¹. Sur cet aspect des activités des organisations étudiantes, on peut renvoyer à l'ouvrage de Ferrand Bechmann (Dan) (dir.), *Les bénévoles et leurs associations*, Paris, l'Harmattan, 2004.

avant la journée mondiale contre le SIDA, des membres de la fédération tenaient des stands d'information dont un dans le hall de l'institut Lebel avec des quiz « Etes-vous sûrs de tout savoir sur le VIH ? », des dépliants d'information de AIDES dont un spécifiquement dédié aux actions de la journée se déroulant sur Strasbourg, et des préservatifs à disposition gratuitement.

Ensuite, les amicales mettent en œuvre des projets de solidarité. De nombreuses amicales participent en effet au Téléthon en organisant des activités ou en tenant des stands visant à récolter des fonds. On peut également citer les projets humanitaires de l'amicale de médecine (envoyer des livres médicaux à Madagascar, équiper en matériel informatique le service pédiatrie de Haute-pierre...).

Sur deux années consécutives, l'AFGES a réalisé l'opération « des couverts pour découvrir » qui consiste à créer une rencontre entre des étudiants étrangers et des familles françaises autour du partage d'un repas. L'opération de l'AFGES « Grand Frère de Campus », relayant l'opération ministérielle « 100000 étudiants pour 100000 élèves », s'inscrit également dans cette logique d'action citoyenne visant la solidarité.

Pour traiter de thèmes politiques, l'organisation s'investit beaucoup dans le registre des activités citoyennes d'information politique. Par exemple, à l'époque du référendum sur la Constitution Européenne elle a organisé des conférences présentant différents points de vue sur la question dans le cadre de l'opération « Amphis d'Europe », qui là encore répondait à un appel à projet ministériel. De la même manière au début de la polémique sur le CPE, l'AFGES a diffusé des tracts, ce qui constitue un moyen d'action traditionnel, cependant ces tracts avaient pour vocation d'expliquer le CPE et non pas de prendre parti, ce qui correspond donc bien à une action citoyenne d'information politique⁸². Les amicales organisent également des café-débats ou des conférences⁸³.

Le volume des activités développées par l'AFGES ainsi que leur variété permet à l'organisation d'afficher sa marque de manière ample dans l'espace étudiant et de toucher un vaste public. De plus, compte tenu de sa structure fédérative, et du fait que chaque amicale développe un volume conséquent d'activités sur son secteur de marché⁸⁴, même si elles n'affichent pas spécifiquement la marque AFGES, c'est-à-dire la marque de la fédération, les listes électorales étant présentées sous le label AFGES, ces activités qu'on peut qualifier de sectorielles procurent in fine une visibilité et un rayonnement de la marque sur la majeure partie de l'espace étudiant. Le mode consensuel sur lequel elle déploie son label rend ses

⁸². Dans son communiqué de presse du 13/02/2006, l'organisation affirmait lancer une vaste campagne d'information sur le campus. Les moyens d'action que le communiqué mettait en évidence étaient la présence de bénévoles associatifs sur le campus pour répondre aux questions des étudiants et la programmation d'intervention en amphithéâtre « pour aider les futurs actifs à mieux saisir les enjeux du lancement imminent du Contrat Première Embauche ».

⁸³. Café débat sur la recherche pour l'amicale des sciences et conférence de Badinter à l'occasion de l'anniversaire de l'abolition de la peine de mort pour l'amicale de droit.

⁸⁴. Nous nous référons ici au fait que les amicales déploient des activités dont la majeure partie du public visé est constitué par les étudiants de la filière dans laquelle s'inscrit l'amicale.

activités peu contestables ou critiquables. En effet, qui pourrait affirmer être contre la santé, contre la sécurité sur les routes ou encore contre la solidarité ? Ainsi, les pratiques de l'AFGES ne suscitent pas l'opposition des étudiants, mais soit l'indifférence, soit l'adhésion. Aucun entretien n'a été réalisé avec des étudiants n'étant pas investis dans l'organisation, il est donc difficile d'étayer ces propos. Néanmoins, on peut supposer que le consensualisme affiché est profitable à l'organisation en termes électoraux dans un contexte de faible politisation des jeunes. En effet, comme le suggère Anne Muxel⁸⁵, les jeunes solliciteraient d'autres sources d'interprétation et de justification que les seules grilles de lecture fournies par le monde politique. L'étiquette apolitique, fournirait donc dans cette perspective à l'organisation une plus grande crédibilité, et par conséquent de plus grands résultats électoraux.

Les activités développées par la section locale de l'UNEF sont beaucoup plus traditionnelles, dans la mesure où ce sont essentiellement des actions militantes syndicales traditionnelles. Les membres de la section locale de l'UNEF déploient essentiellement des activités politisées axées autour de campagnes pour la défense de droits étudiants et de l'engagement sur des questions politiques nationales. Mener ces campagnes consiste pour les militants à diffuser des tracts, faire signer des pétitions ou encore organiser des référendums locaux.

Encadré n°6

Les campagnes de l'UNEF

Durant ma période d'observation à l'UNEF, plus de cinq campagnes différentes ont été menées. Parmi elles, on peut mettre en évidence une campagne défendant la mise en place d'un statut social pour les jeunes (voir document 6 en annexe) passant par la défense d'une allocation d'autonomie et une campagne visant à faire pression sur le gouvernement pour que soit mis à l'ordre du jour le vote de la loi attribuant le droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers aux élections municipales. La première campagne vise à défendre la mise en place d'une mesure revendiquée depuis plusieurs années par l'UNEF. Lors des réunions

⁸⁵. Muxel (Anne), *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

hebdomadaires, les responsables du groupe ont expliqué de nombreuses fois en quoi consistait l'allocation d'autonomie et comment elle pourrait être mise en place concrètement, autrement dit à partir de quelles ressources budgétaires. Ils insistent à chaque fois sur la viabilité du projet et le fondement des arguments défendus en se basant notamment sur des études de l'Observatoire de la Vie Etudiante. L'argument de base des membres de l'UNEF consiste à dire que dans le système actuel, les parents qui payent des impôts sur le revenu et ont des enfants à charge dans l'enseignement supérieur ont droit à une réduction d'une demie part de leurs impôts, ce qui représente un total de 1,7 milliard d'euros alors que les bourses perçues ne représentent que 1,3 milliards d'euros. L'objectif de cette campagne est de convaincre un maximum d'étudiants de la faisabilité du projet et de répandre son idée. Le moyen utilisé n'est donc pas la pétition mais plutôt le tract et la discussion avec les étudiants. Les membres du groupe espèrent que chaque étudiant touché par l'action en parlera alors à son cercle d'interconnaissance ou à sa famille. En touchant un maximum de personnes, l'UNEF espère acquérir une légitimité dans la défense de ce projet. Pour mettre en œuvre cette campagne un planning d'inscription circule dans la salle. Trois lieux de campagnes sont définis : le Patio, l'Agora et le hall de l'Institut Lebel pour ce qui est du campus, des soirées de diffusion de tracts sont également prévus dans les cités universitaires ainsi que des collages d'affiches matinaux. Les modes d'action sont donc très classiques.

La seconde campagne évoquée intitulée « Votation Citoyenne » se déploie sur un mode différent. Le référendum constitue le ressort de base de cette campagne. Lorsque la présidente présente cette campagne, elle précise que l'objectif est de donner la possibilité à chaque étudiant de s'exprimer sur la question du droit de vote des étrangers et donc de sensibiliser un maximum d'étudiants à cette question. La mise en œuvre de l'action fut compliquée. Les autorisations des institutions locales ont été accordées difficilement, le responsable du Crous ayant même refusé la tenue de tables dans les cités universitaires. Le responsable de l'AFGES n'ayant pas manqué non plus de manifester son désaccord quant à la tenue de cette opération, qu'il considère comme étant totalement étrangère aux questions étudiantes et donc illégitime. De plus, la LDH, qui devait être partenaire de l'action et à ce titre fournir le matériel (bulletins, tracts...), n'a finalement pas tenu promesse. Les membres de l'UNEF ont donc du tout imprimer à la dernière minute sur leurs fonds propres, ce qui constitue une dépense imprévue. Finalement l'opération a lieu et se déroule notamment dans le hall de l'Institut Lebel. Une table est placée dans l'entrée, une urne dessus. Un seul militant est là, devant la table. Il distribue des tracts à tous ceux qui entrent dans le bâtiment et dans la mesure du possible leur présente l'opération, argumente sur l'importance du droit de vote des étrangers et incite les étudiants à exprimer leur opinion sur la question.

Le volume des activités développées par les membres de la section locale de l'UNEF est donc limité et peu diversifié en comparaison avec ses rivaux. Par ses actions, l'UNEF touche un public restreint, compte tenu qu'elles se déploient sur un espace circonscrit de l'arène étudiante se limitant bien souvent à trois bâtiments de l'université. Le rayonnement de la marque de l'organisation s'en trouve donc limité. De plus, le caractère politisé des actions peut engendrer une réceptivité moindre dans un contexte de faible politisation des étudiants. Les idées défendues peuvent également susciter divisions et contestations contrairement au

consensualisme des activités de l'AFGES. La construction d'une audience locale est donc plus difficile pour l'UNEF. Elle repose notamment sur la capacité d'argumentation et de conviction détenues par ses membres. Le volume d'activités de la section locale de l'UNEF ainsi que les modes de diffusion de la marque politique peuvent expliquer les faibles résultats électoraux de l'organisation dans un contexte où la concurrence emploie des moyens d'action plus difficilement contestables.

Cependant, tout se passe comme si les deux organisations, par leur mode différencié d'inscription dans l'espace, c'est-à-dire par le déploiement de registres d'action différents sur des lieux différents de l'espace étudiant, n'étaient pas en concurrence directe. On peut opposer cette configuration spécifique des acteurs à la configuration d'intense rivalité observée par Lucie Bargel lors de son enquête sur les syndicats à Sciences Po Paris⁸⁶. En effet, l'UNEF mène ses campagnes, le plus souvent, sur des sites libérés de la concurrence de l'AFGES, autrement dit qui lui sont acquis et son rival fait de même. L'UNEF développe par exemple une stratégie d'implantation dans les résidences universitaires du CROUS. En effet, elle mène très souvent ses campagnes dans les résidences universitaires en faisant du porte à porte. C'est ce que ses membres appellent « faire une cité U ». Elle étend donc son foyer potentiel de soutien en dehors de l'espace universitaire stricto sensu qui lui est acquis. Elle présente également des listes aux élections de représentants étudiants dans les conseils de résidence. Elle ne peut cependant développer cette stratégie d'implantation que grâce à la collaboration entretenue entre l'UNEF et la FERUF⁸⁷. En effet, la FERUF étant une structure très proche de l'UNEF, cette dernière peut bénéficier de son appui et de son soutien pour s'implanter dans les résidences universitaires. L'AFGES investit très peu les résidences universitaires, ce qui s'illustre par exemple par le fait qu'elle ne présente pas systématiquement de listes aux élections de représentants étudiants en conseil de résidence.

⁸⁶. Bargel (Lucie), *La socialisation politique dans les syndicats étudiants*, Mémoire de D.E.A. de Sciences Sociales, 2002.

⁸⁷. La FERUF est la Fédération des Etudiants en Résidence Universitaire de France.

L'Institut Lebel⁸⁸, constitue cependant une zone de rivalité et c'est ici que l'UNEF essaye de conquérir plus de rayonnement, en témoigne par exemple l'inscription de la campagne « Votation Citoyenne » dans cet espace de concurrence. Ainsi, les modes de diffusion des marques politiques des deux entités concurrentes contribuent à perpétuer le poids électoral respectif de chacune d'elle sur le plan électoral. Il est possible d'avancer ici l'hypothèse selon laquelle le succès des organisations dépend du degré de diffusion des marques politiques et de l'ampleur de l'espace sur lequel cette diffusion se déploie. La relative autonomie d'action de chaque organisation sur son propre secteur de marché, c'est-à-dire sa part de l'espace étudiant, fait que les membres des organisations se côtoient finalement très peu au quotidien. Les zones de concurrence directes sont donc limitées aux collages, aux élections de représentants étudiants et aux conseils comme nous le verrons plus loin. La reproduction du poids de chacune des organisations est également accentué par une certaine inertie des pratiques au sein des groupes. En effet, les étudiants engagés mettent en œuvre ce qu'ils savent faire avant tout, c'est-à-dire ce qu'ils ont vu faire ou ce que les autres ont fait précédemment, l'imitation et l'apprentissage « sur le tas » étant les règles majeures de fonctionnement des organisations.

Registre d'action et socialisation à des pratiques militantes et associatives

Les activités déployées par les deux organisations sont assez différentes, nous l'avons vu. Le fait de prendre part à certaines activités plutôt qu'à d'autres, ne recouvre donc pas la même chose en termes de socialisation et d'apprentissage pour les étudiants engagés. En effet, participer à la gestion d'une cafétéria, organiser une soirée, monter un projet d'ordre citoyen ou bien « faire campagne » pour un statut social des étudiants, recouvrent concrètement des modalités d'expression dans l'espace public très différentes. Par conséquent, la nature des

⁸⁸. Il s'agit de l'un des principaux bâtiments de l'Université Louis Pasteur sur le campus central.

pratiques investies par les étudiants contribue à engendrer des apprentissages divers. Le capital de ressources qui est forgé par ces deux univers de socialisation à des façons d'agir et de penser diffère selon les activités mises en œuvre.

De manière générale, les activités mises en œuvre par l'AFGES et ses amicales vont plutôt développer un capital centré autour de compétences techniques, voire quasi professionnelles, ce qui est renforcé par le contact permanent avec des salariés, alors que les activités déployées par l'UNEF vont favoriser un capital militant, au sens classique du terme. Il est possible de parler de compétences techniques dans le cas de l'AFGES et de ses amicales dans la mesure où la gestion d'activités telles que la restauration ou l'animation de la vie étudiante sont très étroitement liées à des métiers existant dans le monde professionnel. Lorsqu'un étudiant prend en charge l'organisation d'une soirée, il doit s'occuper de la réservation d'une salle, de l'animation sonore, de l'approvisionnement en boissons etc. De même, les étudiants chargés de la gestion d'une cafétéria d'amicale doivent gérer le personnel de service, l'approvisionnement et le fonctionnement général. La participation à la mise en place de projets associatifs de caractère citoyen ou d'information politique font intervenir d'autres compétences allant de la recherche de subventions, d'intervenants jusqu'à superviser et prendre en charge la réalisation matérielle de l'événement.

A l'UNEF, le registre d'action spécifique ne favorise pas vraiment le développement de compétences techniques. Par contre, le fait d'appuyer leurs actions essentiellement sur des campagnes fait appel à des compétences cognitives et des savoir-faire plus politiques. En effet, « faire campagne », c'est défendre des idées, c'est se positionner sur des enjeux spécifiques, cela implique donc une compréhension de ces derniers et la mise en œuvre de compétences pratiques, de savoir-être avec les autres pour les défendre. Par conséquent, le registre d'action propre à l'UNEF favorise le développement d'un sens politique quotidiennement. La participation aux activités de l'organisation initie ses membres à la

compréhension des enjeux politiques et sociaux, les familiarise avec la vie politique, le décodage de son actualité, leur apprend à faire attention aux termes employés et à jouer sur leurs effets accrocheurs ou rhétoriques, à envisager les interprétations possibles de leurs actions etc. Les propos de Muriel, engagée à l'UNEF mettent bien en évidence les différentes composantes de ce sens politique.

« Moi j'ai appris beaucoup plus de choses en étant à l'UNEF qu'en étant à la fac [...] sur les aides sociales, ce genre de choses [...]. T'apprends aussi à t'intéresser au monde qui t'entoure, à l'actualité parce qu'on prend part aussi dans les grands débats de société, donc ça m'a appris énormément de choses. »⁸⁹

Ce sens politique, favorisé par les pratiques militantes de l'UNEF, est aiguisé également chez certains membres de l'AFGES. En effet, selon la position occupée dans la fédération, c'est-à-dire plutôt au sein d'une amicale ou dans le bureau de la fédération, avec ou sans mandat d'élu, avec des responsabilités strictement liés aux projets mis en œuvre ou à la gestion de l'association, la familiarisation aux enjeux politiques varie, alors qu'à l'UNEF, du fait du registre d'action développé sont tous sensibilisés aux questions politiques, même si plus les responsabilités sont importantes et la durée de l'engagement grandes, plus la familiarisation à un sens politique est aigue. La participation aux élections, nous le développerons plus loin (chapitre 3), constitue un facteur essentiel de familiarisation à un sens politique. Les étudiants ayant des responsabilités importantes dans le bureau de l'AFGES, tels que le président, le secrétaire général ou les administrateurs de la fédération émanant des différentes amicales et participant à ce titre aux assemblées générales et aux comités, sont plus sensibilisés à ce type d'enjeux que les autres membres dans la mesure où ils sont amenés régulièrement à prendre position sur des questions politiques et sociales touchant les étudiants. Par exemple, lors du CPE, alors que les amicales ne s'estimaient pas compétentes pour prendre position, la fédération a dû forger une position commune sur le sujet comme nous l'avons vu. Ces responsables insistent sur le fait qu'ils doivent « *se tenir informé, se*

⁸⁹. Entretien avec Muriel, UNEF.

tenir au courant de ce qu'il se passe »⁹⁰, mais aussi décortiquer, décoder les textes de lois, comprendre ce qu'ils impliquent pour les étudiants.

La mise en œuvre d'activités telles que le « Festival contre le racisme » ou la « Votation citoyenne » dans le cadre de l'UNEF fait par contre appel à des compétences proches de celles intervenant dans la réalisation de projets associatifs.

Ainsi, de manière générale, que ce soit plutôt par l'incorporation d'une vision militante du monde ou plutôt par l'acquisition d'une vision active, sans être pour autant militante, l'engagement dans les groupes, à leurs activités, favorise un sentiment aigu de la démocratie et de la participation à la vie citoyenne des étudiants engagés. Il est possible de dégager plusieurs éléments de socialisation à des savoir-faire du fait de l'engagement tant à l'AFGES ou dans ses amicales qu'à l'UNEF. En effet, les différents registres d'action favorisent la socialisation à des savoir-faire organisationnels tels que le travail en équipe, la coordination, la mise en place concrète d'un événement ou bien la tenue d'un stand ou d'une table quel qu'en soit l'objectif. A ces savoir-faire pratiques correspondent des savoir-être au sens où la participation aux diverses activités placent les membres des groupes en contact permanent avec d'autres dans une situation de représentation. La multiplication des interactions et des formes d'apparition en public favorisent la prise d'assurance et de confiance en soi. La réalisation de supports à l'action tels que les affiches, les tracts ou encore les journaux⁹¹, familiarisent les étudiants engagés avec l'écriture et la mise en forme d'idées. Enfin, la créativité des étudiants peut être stimulée. Le manque de moyens des organisations incite souvent leurs membres à faire preuve d'inventivité. Le « système D » et la débrouillardise permettent souvent de faire face aux difficultés rencontrées. Dans la mise en œuvre de la « Votation citoyenne » de l'UNEF, la LDH devait fournir l'essentiel des supports d'action. Or à la dernière minute, les membres de l'UNEF ont appris que ce n'était finalement

⁹⁰. Entretien avec Antoine, AFGES

⁹¹. De nombreuses associations publient des petits journaux. Il s'agit du *Contraste* dans le cas de l'UNEF ou du *Petit Juriste* à l'amicale de droit.

pas le cas. Ils ont alors dû faire avec « les moyens du bord », récupérer du papier et imprimer eux-mêmes les bulletins et autres affichettes.

Outre la familiarisation commune à des savoir-faire et savoir-être, il paraît important de souligner que la place des individus et de leurs personnalités est plus importante au sein de l'AFGES et dans les amicales qu'à l'UNEF, même si cela reste assez relatif, corroborant ainsi l'hypothèse selon laquelle les associations, en comparaison avec les syndicats traditionnels, accorderaient une place grande place aux individus et à un engagement « à la carte ». Les étudiants qui participent aux activités de l'AFGES peuvent développer une certaine créativité ou inventivité personnelle dans la mesure où le registre d'action centré autour de la mise en œuvre de projets permet à chacun de développer des actions en relation avec leurs propres centres d'intérêt. En effet, alors que certains membres du groupe préféreront organiser une soirée pour les étudiants, d'autres s'investiront dans la mise en œuvre d'un concert, d'un projet d'aide humanitaire ou bien se démèneront pour mettre en place un débat sur un thème qui leur tient à cœur. Le découpage en projets favorise une vision de l'engagement comme espace de réalisation de soi. Par la prise de rôle au sein de l'organisation, les étudiants trouvent toujours des façons de mettre en valeur ce qui les intéresse, les motive. Le cas d'une étudiante investie à l'AFGES mais émanant de l'amicale des sciences est assez parlant. Dans le cadre de son poste de « VP sciences » à l'amicale des sciences, elle a organisé un café-débat sur l'avenir de la recherche, car à l'époque ce thème l'intéressait beaucoup personnellement.

« J'ai organisé un café-débat, bah y'avait tout un débat à ce moment là, sur l'avenir de la recherche. Et c'était bien. Bon déjà faut trouver les intervenants donc j'avais à peu près cinq intervenants qui étaient des gens actifs dans le domaine justement de la recherche, et donc c'était à la cafèt donc faut faire de la com' etc. pour l'opération. Le principe c'est des enseignants et des étudiants qui débattent sur le thème quoi. [...] J'suivais un peu le truc parce que ça m'intéressais bien en fait et donc j'avais fait pas mal de réunions et tout j'avais pris contact avec les gens qui étaient un peu dans le sujet et comme c'était un thème d'actualité la cafèt' était bondée, ce qui arrive jamais en général quand tu fais des trucs scientifiques. »⁹²

⁹². Entretien avec Claire, AFGES

Cette même étudiante, dans le cadre d'autres postes, tels que « chargée de mission culture » à l'AFGES ou bien « chargée de mission pour le BVE »⁹³, a mis en œuvre différents projets autour de l'idée de créer des liens entre les étudiants. Cela s'est matérialisé par la création de parrainages entre des étudiants de Strasbourg et des étudiants étrangers qui ont le projet de venir étudier dans cette ville à la rentrée suivante, ou encore la tentative de réunion des personnes mangeant seules au RU de la Gallia autour d'une même table ou à travers l'opération « des couverts pour découvrir ».

« Ca c'est un thème qui revient souvent dans ce que je fais le fait de créer des liens entre les gens c'est des choses que j'aime bien. »⁹⁴

A l'inverse, cette étudiante n'est pas très attirée par l'aspect gestionnaire de l'engagement associatif : *« j'ai fait très peu de tout ce qui est décision, tout ça j'aime pas, me mettre les gens à dos, etc. »⁹⁵*.

Il ne faudrait pas croire cependant, que le registre d'action de l'UNEF ne permet pas aussi le développement d'intérêts plus personnels et individuels. Certes, la mise en œuvre de campagnes nationales se prête moins à la réalisation de soi. Mais les étudiants engagés à l'UNEF s'investissent selon des rythmes variables en fonction de leurs intérêts propres. En effet, si une campagne les motive plus qu'une autre, ils s'engageront d'autant plus. L'affaire du bizutage, à laquelle nous avons fait allusion plus haut, a été lancée par un militant très intéressé par cette question, attestant ainsi des possibilités de mise en œuvre d'intérêts plus personnels. Il s'est néanmoins occupé de cette question alors qu'il n'avait plus véritablement de fonctions dans l'UNEF, autrement dit, il bénéficiait d'une certaine forme de disponibilité et

⁹³. Le Bureau de la Vie Etudiante de l'ULP est un service de l'université qui est cogéré par des étudiants, des enseignants et des personnels administratifs. Ce cadre d'action est donc extérieur au cadre associatif. Néanmoins, la plupart des étudiants qui y sont recrutés sont des associatifs. Dans le cas d'engagements multiples successifs ou simultanés, les étudiants ont souvent du mal à distinguer et à se remémorer si ce qu'ils ont fait étaient de le cadre de l'association, du BVE ou bien de la fédération. De plus, ils n'établissent pas de différence entre leur engagement associatif et celui dans un service de l'université, bien que souvent ce dernier soit rémunéré.

⁹⁴. Entretien avec Claire, AFGES

⁹⁵. Idem

de liberté par rapport à l'organisation. Cette position lui permet donc une certaine prise de recul par rapport au fonctionnement de l'organisation et il souligne lui-même le manque de place qui est accordé aux volontés et projets individuels.

« Pour moi dans l'idéal on devrait avoir des militants qui aient envie de faire des choses. Si on avait un militant qui avait envie de faire en sorte que les bibliothèques soient ouvertes jusqu'à 22 heures à Marc Bloch, on devrait pouvoir lui donner les moyens, le conseiller, enfin faire en sorte qu'il puisse le faire, mais c'est pas le cas, à moins qu'il le fasse tout seul et qu'après l'UNEF suive mais il pourra compter sur l'aide de l'UNEF pour lancer un projet qui lui tient à cœur à lui parce que l'UNEF a d'autres choses à faire au niveau de l'actualité, au niveau du militantisme ou autre et on laisse pas d'espace pour la volonté personnelle. »⁹⁶

Les compétences forgées dans la participation aux activités des groupes, quelque peu différentes selon leur registre d'action propre, confèrent aux étudiants engagés une sorte de « capital scolaire de substitution »⁹⁷ ou bien de complément aux capitaux acquis par le biais des études.

Registre d'action, positionnement par rapport aux institutions et ressources mobilisables

Le registre d'action employé par les organisations permet à ces dernières de bénéficier de plus ou moins de ressources selon le positionnement qu'elle procure à la marque politique. Le fait de pouvoir bénéficier de plus ou moins de ressources conditionne l'étendue des activités mises en œuvre et donc le rayonnement potentiel des organisations au travers d'elles. Les activités traditionnelles militantes développées par la section locale de l'UNEF peuvent difficilement être subventionnées par projet, alors que c'est là une manne de financement considérable. De plus, les activités de l'UNEF instituent ses membres en potentiel contre-pouvoir des institutions, par conséquent, ces dernières n'ont a priori pas intérêt à les soutenir. La réticence des responsables institutionnels à autoriser le déroulement de la « Votation

⁹⁶. Entretien avec Alexandre, UNEF.

⁹⁷. Matonti (Frédérique) et Poupeau (Franck), « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°155, 2004, p.7.

Citoyenne » ainsi que le refus du responsable du CROUS, met bien évidence cet aspect. D'ailleurs, la présidente de l'UNEF a pu m'expliquer qu'elle n'avait pas l'intention de braver cette interdiction car sinon elle-même, et par ricochet l'organisation qu'elle représente, perdrait sa légitimité. Autrement dit, une telle posture pourrait être disqualifiante et avoir comme conséquence de réduire la capacité d'action de l'organisation à l'avenir. La prudence stratégique est donc préconisée. Ainsi, les soutiens de l'UNEF résident essentiellement dans l'organisation nationale qui fournit à la section locale l'essentiel des supports de campagnes comme certains tracts par exemple. Elle peut également trouver des soutiens auprès d'organisations partenaires comme la FERUF, l'UDEES ou la Ligue des Droits de l'Homme dans le cadre de l'opération « Votation Citoyenne ». Cependant, comme on l'a vu, la LDH n'a finalement pas aidé matériellement l'organisation comme c'était prévu. Plus généralement, le volume restreint des activités de l'UNEF constitue un indicateur de moyens financiers limités.

Les activités développées par l'AFGES, plus consensuelles, peuvent bénéficier d'un plus grand soutien des institutions. En effet, de nombreuses activités positionnent l'organisation en relais des institutions, ce qui lui permet de bénéficier de ressources plus amples. Plusieurs projets développés par l'AFGES répondent à des appels à projet ministériels. Il s'agit notamment de l'opération « Amphis d'Europe » ou « Grand Frère de Campus ». Cette dernière opération développée par l'AFGES est un relais de l'opération lancée par le ministère de l'éducation « 100000 étudiants pour 100000 élèves ». En relayant l'opération gouvernementale, l'organisation étudiante perçoit des fonds du ministère pour sa mise en place et a d'ailleurs embauché un salarié supplémentaire pour cette activité. En relayant l'opération, cela signifie que l'organisation considère nécessairement comme louable cette action ministérielle. Ainsi, malgré les apparences citoyenne et dépolitisée de l'opération prise en charge par l'association, en s'inscrivant dans les cadres prévus par le gouvernement, l'organisation se positionne en courroie de transmission des actions gouvernementales. De

plus, le fait de relayer cette opération la place nécessairement dans une situation de dépendance par rapport au gouvernement notamment compte tenu de la perception de crédits ministériels pour mettre en place le projet. Une étude des liens entre l'AFGES et les institutions politiques sur le long terme aurait permis de savoir si cette position de relais est différente selon la couleur politique des gouvernements en place, et donc de suggérer une quelconque politisation de l'organisation. Néanmoins, en l'absence d'éléments sur la question, il est difficile d'établir une hypothèse même s'il est possible de penser que cela n'influence pas le comportement de relais de l'organisation. De plus, le découpage des activités de l'AFGES en projets, permet à l'organisation de bénéficier de diverses subventions, telles que les subventions offertes par la ville, le département ou la région. L'ampleur des activités de l'AFGES et de ses amicales sont le signe de moyens financiers importants.

Encadré n°7

Les moyens financiers : un tabou ?

La question des moyens financiers des organisations est un aspect assez difficile à aborder avec les membres des groupes. En effet, à chaque fois que j'ai tenté d'aborder la question nombreux ont été ceux qui l'évitèrent ou qui firent mine de ne rien avoir entendu. Lorsque j'ai pu obtenir une réponse, elle était généralement assez évasive. Ainsi, lorsque j'interrogeai Clément, ancien président de l'AFGES, sa réponse fut : « *L'association n'a pas de subventions publiques de fonctionnement, on a des subventions sur projet, bon pour le coup là la ville est très peu impliquée pour des subventionnements sur projets, plus la région ou le département, notamment là en ce moment sur « Grand Frère de campus », on a bon les trois collectivités participeront bon là pour le moment on a commencé par le département donc c'est effectivement des subventionnements sur projet mais pas de subventionnements de fonctionnement là encore comme ça peut exister ailleurs [...] on reçoit des subventions privées par nos partenaires, Météor par exemple qui est notre fournisseur de boissons, le Crédit Mutuel, une banque, la MGEL, enfin c'est assez divers. » Cette réticence des membres de l'AFGES à aborder la question du financement signifie peut-être qu'ils ont des choses à cacher. Le désaccord du président pour que je mène une partie de mon travail de terrain sur l'organisation, la structure, est peut-être à relier à cet aspect. Il est difficile de connaître cependant les véritables raisons de cette méfiance.*

A la section locale de l'UNEF, la réticence à parler de fonds est moins grande, sans doute parce que leurs conditions de développement prouvent bien que de toutes manières leurs fonds ne peuvent être que limités. Néanmoins, je n'ai pu obtenir que des informations assez vagues, telles que des subventions des collectivités pour des projets ou les cotisations perçues. Il est possible que la rapidité de la période d'enquête n'ait pas pu permettre d'instaurer un rapport de confiance suffisant pour aborder la question du financement qui paraît relever d'un certain jardin secret des organisations.

Section 2 : Inscription dans des réseaux d'activités plus vastes

S'arrêter aux activités de construction d'une audience locale par les organisations étudiantes contribuerait à donner une vision réductrice des pratiques de ces dernières. En fait, les étudiants impliqués dans les organisations s'insèrent dans des réseaux d'activités plus vastes qui sont autant de ressources pour la mise en œuvre d'activités locales. Cette insertion dans des réseaux d'acteurs et d'activités plus amples se manifeste notamment à travers les contacts qui sont entretenus avec les fédérations nationales dans lesquelles s'insèrent les associations et à travers les liens qui sont tissés avec différents types de partenaires.

A> Les contacts avec les fédérations nationales : une ressource considérable

Les contacts avec des membres appartenant à d'autres associations et plus généralement avec les fédérations nationales auxquelles appartiennent les organisations étudiantes sont fréquents et contribuent à insérer les étudiants engagés dans des réseaux d'acteurs et d'actions plus amples.

Les contacts avec les fédérations nationales sont multiples. Ils peuvent prendre la forme de formations ou de congrès. Les formations représentent une activité en soi, dans la mesure où elles font pleinement partie de l'engagement dans les organisations étudiantes. Elles constituent une ressource considérable pour le déploiement d'activités au niveau local dans la mesure où les apprentissages qui en découlent vont servir de base à la structuration de l'action des organisations. Les congrès constituent eux aussi une ressource pour les activités des organisations dans la mesure où les lignes directrices d'action qui y sont définies vont guider les actions développées au niveau local.

1) La participation à des formations : activité en soi et ressource pour l'action

Les étudiants engagés dans les organisations étudiantes participent à des formations qui sont organisées aussi bien au niveau local qu'au niveau national. Ces formations représentent un outil considérable pour mettre en place leurs activités. Elles constituent des sortes de guides pratiques ou idéologiques qui vont servir de support au déploiement d'actions. Ces formations insèrent les étudiants qui y prennent part dans des cercles plus larges et sont vécues comme une activité en soi, source de rémunération à l'engagement.

La participation à des formations : une activité en soi

La plupart des membres actifs des organisations étudiantes ont participé à des formations. Se former, au-delà du but d'apprentissage poursuivi, est véritablement une activité en soi pour les étudiants qui y participent. Il ne s'agit pas d'une activité qui est considérée comme étant à part des autres, elle fait pleinement partie de l'engagement dans les organisations. Les membres des groupes sont d'ailleurs très largement incités à y prendre part.

La dynamique d'apprentissage est constamment présente dans les organisations. En dehors des temps de formations spécifiques qui se matérialisent le plus souvent par un déplacement dans une autre ville et les contacts avec des membres d'autres associations, les étudiants se forment entre eux au quotidien. En effet, les membres plus expérimentés, c'est-à-dire qui font partie de l'organisation depuis un certain temps, enseignent de manière quasi permanente à leurs camarades comment prendre en charge tel ou tel poste au sein de l'organisation ou comment réaliser telle ou telle activité. En entrant dans les organisations, les étudiants ne connaissent pas spontanément les méthodes d'action propres à l'organisation ou comment mettre en œuvre les activités. Par une technique d'imitation et grâce aux conseils sans cesse dispensés, les nouveaux intègrent peu à peu le fonctionnement des organisations, ils incorporent des compétences « apprises sur le tas ». Par exemple, les étudiants engagés

dans les organisations qui sont pressentis pour reprendre la présidence, vont être encadrés durant une certaine période par le président en poste afin d'acquérir peu à peu toutes les connaissances nécessaires à l'endossement d'un tel rôle.

Cependant, en plus de cette dynamique d'apprentissage au quotidien, ont lieu de manière régulière des formations qui se déroulent généralement le temps d'un week-end. Ces formations sont dispensées par des étudiants eux-mêmes engagés dans les organisations. Ce sont généralement des étudiants investis de longue date, qui ont une bonne expérience et qui sont volontaires pour le faire, même si parfois la prise en charge des formations peut leur être suggérée. Dans les deux cas, il s'agit d'une dynamique d'apprentissage entre pairs.

Les formations ayant lieu à l'extérieur des associations locales revêtent le plus souvent un caractère convivial. Les membres de l'AFGES insistent souvent sur la convivialité de ces rassemblements alors que les membres de l'UNEF mettent plus en avant le contenu des formations reçues.

Pour ce qui est des membres de l'AFGES, les formations qu'ils reçoivent peuvent se dérouler dans le cadre des unions disciplinaires auxquelles appartiennent leurs amicales, dans le cadre de la fédération à laquelle ces unions appartiennent (FAGE ou PDE⁹⁸), ou dans le cadre de la fédération de ville : l'AFGES. Parmi ces diverses formations, on peut citer les « Assoliades ». Il s'agit d'un rassemblement national organisé chaque année par la FAGE dédié à la formation des associatifs et des élus. Il se déroule sur quatre jours environ, le plus souvent sur un site de vacances du type camping. Les journées sont rythmées par différents ateliers de formation, le principe étant que chacun puisse choisir la formation qui l'intéresse,

⁹⁸. PDE est une autre organisation étudiante nationale dont le sigle signifie « Promotion et Défense des Etudiants ». Cette organisation a été créée suite à des conflits apparus au sein de la FAGE. Elle regroupe des unions mono disciplinaires de plusieurs filières étudiantes. Une union mono disciplinaire de sciences, à laquelle est rattachée l'Amicale des Sciences, fait partie de PDE. L'amicale des sciences a donc une position ambiguë dans la mesure où elle adhère à l'AFGES et donc à la FAGE mais aussi à l'union mono disciplinaire de sciences qui est elle-même rattachée à PDE.

et les soirées sont consacrées à la fête. Nicolas, engagé à l'amicale des sciences, décrit ainsi ce rassemblement :

« Tu rencontres plein de gens que ça fait longtemps que t'as pas vu, tu commences à rigoler avec eux [...] on discute, on chante, c'est vraiment quelque chose de convivial [...] y'a des formations, des ateliers [...] y'a de la formation de base à la formation la plus pointue, par exemple y'a une formation sur les PRESS, c'est assez pointu [...] c'est vraiment pour tout l'monde alors y'a tous les niveaux, euh y'a des formations plutôt élus des formations plutôt asso euh c'est y'a plusieurs formations en même temps il doit y en avoir 4-5 en même temps et tu choisis en fonction de ce qui te plaît et c'est toute la journée donc deux le matin et 4 l'aprèm un truc comme ça [...] le soir on fait la fête, c'est l'occasion de rencontrer plein de gens par exemple à midi bah on chante y'a aussi des hymnes les bourguignons, les alsaciens, y'a trois quatre hymnes. »⁹⁹

Ce rassemblement annuel représente une occasion pour les participants venus de toute la France de rencontrer d'autres associatifs et de nouer des contacts qui pourront être utiles par la suite et qui agrandissent leur cercle de sociabilité. Dans cette perspective, la sociabilité inhérente à ce type d'événement fait des formations des temps agréables qui peuvent être perçus comme des rétributions à l'engagement fourni.

Les formations constituent aussi un temps de partage « entre soi », une occasion de partager les mêmes références comme les chansons paillardes, les mêmes valeurs et les mêmes principes d'action. C'est donc un temps d'affirmation de l'identité collective des groupes. Les formations sont également l'occasion de partager avec d'autres des expériences, du vécu, des problèmes rencontrés.

« Y'a des formations qui sont vraiment utiles après y'a l'ambiance, y'a rencontrer des gens, faire des contacts en fait c'est ça qu'est essentiel, faire des contacts entre nous parce qu'ils nous permettent de travailler par exemple je reçois un étudiant qui me dit bah tiens je vais partir à Marseille mais je connais personne là-bas eh bah écoute je te file ce numéro, cette personne je la connais, voilà tu lui dis que tu viens de ma part et il va t'aider donc aux Assoliades y'avait des formations et à côté des formations y'a aussi tout le côté détente. Y'a aussi de parler avec les gens de la FAGE parce que c'est la fédération des fédérations, de parler avec ces gens là leur évoquer nos soucis, nos problèmes, pour qu'eux aussi prévoient leur politique de travail après, donc on se sent vraiment dans un milieu d'échanges. »¹⁰⁰

⁹⁹. Entretien avec Nicolas, Amicale des sciences

¹⁰⁰. Entretien avec Bastien, AFGES

Nous disposons de peu d'éléments sur le déroulement précis des formations à l'UNEF et par conséquent, il est difficile de savoir si elles revêtent ce caractère de convivialité.

Le contenu de l'apprentissage

Au-delà de leur caractère convivial, les formations constituent une ressource importante pour les étudiants engagés dans les organisations dans la mesure où elles vont permettre aux étudiants de développer des activités ayant une plus grande efficacité.

Le contenu des formations est très variable d'une formation à l'autre et d'une organisation à l'autre. Néanmoins, on retrouve toujours plus ou moins les mêmes composantes. Les formations comprennent à l'AFGES comme à l'UNEF des enseignements très pratiques du type comment faire des interventions en public, et des enseignements plus théoriques sur le fonctionnement de l'université ou l'histoire des associations ou de mouvements sociaux. Ces formations contribuent donc à forger le capital de connaissances et de savoir-faire des étudiants engagés dans une perspective de socialisation plutôt axée sur les pratiques associatives ou sur les pratiques militantes et politiques. La contrainte de rôle des membres des groupes implique en effet qu'ils connaissent et maîtrisent les références propres des organisations : leur histoire, leur vocabulaire et leur structure interne, et qu'ils soient familiarisés avec leurs pratiques spécifiques.

Les formations auxquelles prennent part les étudiants engagés à l'AFGES vont être plus spécifiques au registre d'action que cette dernière développe. De nombreuses formations sont ainsi orientées sur le volet associatif de leurs activités : comment monter un projet de manière très concrète par exemple. Ce type de formation ne se retrouve pas à l'UNEF, du moins à ma connaissance. Les militants de l'UNEF vont eux recevoir des formations au sujet des références propres à l'organisation telles que l'histoire du syndicalisme ou du mouvement ouvrier.

Les étudiants qui prennent part à ces formations mettent souvent en avant le côté utile des formations, le fait qu'ils aient pu se servir après de choses apprises à ce moment là.

« En fait, c'est un week-end on a je crois quatre ou cinq formations pendant le week-end, des formations sur des thèmes divers euh bah qu'est-ce que c'est l'engagement étudiant ou euh alors c'est des formations soit sur les élus étudiants soit sur l'engagement associatif, enfin y'a deux formations au choix [...] donc comment gérer une asso, quel est le rôle des statutaires dans l'asso [...] c'est toujours très utile en fait. »¹⁰¹

Au-delà du caractère utile des formations, qui est très largement mis en avant, ces dernières contribuent à donner du sens aux activités que les étudiants engagés dans les organisations mettent en œuvre quotidiennement.

« On a eu un truc sur l'éducation populaire c'était vraiment intéressant, ça te permet aussi après de comprendre ce que tu fais, je connaissais pas du tout le concept d'éducation populaire et c'est vrai que c'est ce qu'on fait, c'est ce que je t'expliquais tout à l'heure sur le côté concret du syndicalisme, c'est ça en fait on fait de l'éducation populaire, on se forme, on forme les autres aussi, rien qu'à l'outil informatique, bizarrement à l'UNEF y'a toujours que des gens pas très calés je sais pas à quoi c'est du, donc voilà t'apprends ça, t'apprends à écrire des textes, t'apprends à faire des interventions en public, t'apprends vraiment plein de choses très utiles, c'est vraiment une formation. »¹⁰²

Les formations, qui peuvent inclure des débats au sein des ateliers organisés, fournissent également des clés aux étudiants qui y participent, qui pourront être réutilisées dans des discussions à venir avec d'autres étudiants ou à titre de rhétorique pour convaincre du bien fondé d'une campagne mise en œuvre. Au-delà de la formation même à l'action, il s'agit également d'un enrichissement personnel important qui peut également être interprété comme une source de satisfaction de l'engagement, une rétribution.

« Après les élections au CROUS j'ai participé à un week-end de formation, alors je pourrais plus faire la chronologie des week-end de formation, j'ai du participé à deux à cette époque là [...] alors y'avait un étudiant en sociologie qu'était venu et qui avait parlé d'économie par rapport à la professionnalisation, y'avait un débat sur la professionnalisation et moi j'étais assez maniaque là-dessus, là aussi sur la pédagogie j'avais quelques idées, moi je pensais que la recherche fondamentale c'est ce qui était essentiel et à côté tout ce qui était professionnalisant c'était un peu de l'anti-science ou de l'anti-euh bon je caricature un peu mais à l'époque je pensais que, bon après c'était un peu plus nuancé mais je pense que la professionnalisation faut le faire progressivement [...] bon y'avait eu un débat là-dessus et moi à ce moment là j'avais une

¹⁰¹. Entretien Emilie, Amicale des étudiants en droit

¹⁰². Entretien avec Alexis, UNEF

position assez tranchée [...] j'avais pas mal polémique avec Elodie qu'essayais de me convaincre, elle a une manière d'argumenter un peu, je sais pas comment la décrire mais elle lâche pas facilement le morceau. »¹⁰³

2) les rassemblements nationaux : définition des lignes d'action

Les rassemblements nationaux, en dehors des formations, constituent des moyens de planification et d'organisation des activités développées au plan local. Les organisations peuvent ainsi prendre appui sur les fédérations nationales dans lesquelles elles s'insèrent pour déployer des activités localement.

Ces rassemblements revêtent différentes appellations. Il s'agit des congrès nationaux et des états généraux pour l'UNEF, alors que du côté de l'AFGES existent notamment les séminaires des élus de la FAGE et les congrès de la FAGE. Les fonctions affichées de ces différents rassemblements nationaux peuvent être différentes et sont souvent en lien avec les statuts des organisations. Cependant, nous ne nous attarderons pas sur les spécificités de ces différents rassemblements, en raison notamment du manque d'informations à ce sujet. Ce qui va nous intéresser ici dans les liens avec le niveau national, est de saisir dans quelle mesure ils représentent une ressource, une contrainte ou encore un cadre pour l'action locale.

Lors de ces rassemblements vont notamment être définies les lignes directrices d'action sur lesquelles les organisations vont pouvoir prendre appui.

La FAGE monte par exemple des opérations qui peuvent être reprises au niveau local. Cela va procurer des moyens d'action au niveau local, comme la fourniture de supports divers, facilitant ainsi le déploiement d'activités.

« La FAGE fait beaucoup d'opérations en fait monte beaucoup d'opérations associatives, ce que PDE ne fait pas, PDE fait essentiellement de la représentation, donc la FAGE va monter « les gestes qui sauvent » enfin non enfin si y'a des trucs « gestes qui sauvent », y'a des trucs sur la sécurité routière y'a des trucs sur les MST c'est en fait des campagnes de prévention ou des opérations que tu peux reprendre dans tes fédérations de ville ou dans tes asso directement [...] et ça c'est vachement bien, enfin c'est une facilité pour monter des projets. »¹⁰⁴

¹⁰³. Entretien avec Luc, UNEF

¹⁰⁴. Entretien avec Claire, AFGES

Le fait de pouvoir prendre appui sur la fédération nationale facilite donc le déploiement d'activités au niveau local. En cela, la fédération constitue une ressource importante pour les organisations implantées à l'échelle d'une ville. L'appui sur la fédération est particulièrement important pour la section locale de l'UNEF dans la mesure où la faiblesse des moyens de la section peut être plus ou moins compensée par la force de la fédération nationale. Lors des congrès nationaux sont notamment votées les orientations générales de l'organisation. La présence des adhérents de la section est donc fortement recommandée dans la mesure où ils représentent des voix. Différents ateliers sont organisés lors des congrès au sein desquels les militants des différentes sections vont travailler sur la mise en œuvre de certaines campagnes nationales. Par exemple, une des responsables de la section locale de l'UNEF a pris part, lors d'un congrès national, à un atelier au sujet de la campagne « Votation Citoyenne » lors duquel les militants ont évoqué le matériel qui serait utilisé, quel était le but de cette campagne et comment ils allaient la mettre en œuvre très concrètement.

« En rassemblement, trois fois par an, on fait ce qu'on appelle des CN, des collectifs nationaux. Donc t'en as un en octobre, c'est le CN de rentrée, t'en as un en février et un la première semaine de juillet et donc bah c'est tout le monde peut venir, tous les adhérents [...] donc pareil c'est débat, rapport d'activités donc bilan, débats d'orientation ensuite orientation. [...] cette année ce qui est super intéressant c'est qu'on a eu beaucoup d'ateliers en fait et déjà les ateliers c'est plus sympa parce qu'on est en plus petit groupe et c'est vraiment là où t'as des vrais débats où on peut poser des questions où on définit bah comment on va faire campagne par exemple, moi j'étais à l'atelier « Votation Citoyenne » où on parlait de quel serait le matériel, quel était le but de cette votation, comment on allait faire etc. [...] ensuite y'a ce qu'on appelle des Etats Généraux donc c'est [...] des rencontres plus spécifiques où tout le monde peut venir bien sûr tous les gens qu'ont envie [...]. Y'avait eu les Etats Généraux du LMD, du logement étudiant, y'avait aussi les assises de la mutualité donc c'est très vaste en fait. »¹⁰⁵

On voit donc que l'insertion des organisations étudiantes dans des réseaux d'acteurs et d'actions plus vastes constitue une ressource considérable pour elles et peut faciliter le déploiement d'activités sur le plan local.

¹⁰⁵. Entretien avec Muriel, UNEF

Au-delà de ça, il convient de souligner le fait que la participation des étudiants aux rassemblements nationaux favorise leur familiarisation avec le fonctionnement des organisations étudiantes à plus grande échelle, même si cette dynamique d'apprentissage s'instaure au niveau local avec les différentes réunions de chacune des associations. En prenant part aux formations mais aussi aux congrès nationaux, les étudiants s'habituent aux rouages politiques d'une organisation, aux imbrications d'enjeux entre les différentes composantes des fédérations nationales, aux techniques électorales et également à tout un ensemble de règles telles que gérer le temps de parole, conduire une réunion, imposer sa vision des choses etc.

B> Les partenaires : alliés et ressources

L'insertion des organisations étudiantes dans des réseaux d'acteurs et d'activités plus amples se manifeste aussi par les liens qu'elles entretiennent avec différents partenaires. Ces partenaires peuvent constituer des alliés des organisations dans la mesure où ils vont contribuer à leur promotion, mais il s'agit surtout de ressources mobilisables pour les groupes. La recherche constante de partenaires et d'alliés représente une des conditions de possibilité d'existence et d'accroissement des organisations. Les réseaux et les liens dont disposent les organisations constituent dans cette optique un indicateur de leur potentiel d'action.

Les liens des organisations avec le tissu associatif et institutionnel local

Les liens que l'AFGES entretient avec le tissu local peuvent être considérés comme un ressort important de leur capacité à agir dans l'espace étudiant. L'AFGES tente de mettre en œuvre une stratégie d'implantation dans la ville. Pour se faire, elle est représentée par des membres de son bureau dans les conseils de quartier de la ville de Strasbourg mais aussi dans

certaines structures associatives locales comme le CPCA¹⁰⁶ qui travaille en collaboration avec le Conseil Régional d'Alsace.

« VP extérieur c'est de la représentation extérieure, c'est siéger alors les noms CRAJEP, CIJA, enfin voilà tu sièges quoi [...] tu représentes les étudiants, les asso ça dépend des structures quoi [...] j'suis allée en conseil de quartier à l'esplanade, c'est pas forcément ça paraît pas forcément logique mais les étudiants ils sont aussi dans la ville, ils ont aussi besoin qu'on les représente, oui l'AFGES est présente sur beaucoup beaucoup de choses très ancrée dans la ville enfin dans son environnement quoi. »¹⁰⁷

La difficulté de cette étudiante à expliquer ce à quoi sert réellement la présence de l'organisation dans de telles structures souligne bien le fait que pour l'AFGES, cette inscription dans l'espace local revêt avant tout une importance en termes de ressources et de soutiens potentiels pour mettre en œuvre des activités. Cette inscription dans la vie citoyenne et associative strasbourgeoise constitue en effet autant de ressources pour l'organisation. Elle entretient également des relations avec les institutions locales comme avec la mairie par exemple. Le responsable de l'AFGES évoque souvent des rendez-vous avec les institutionnels, ce qui atteste de la richesse du réseau de ressources mobilisable par l'association.

« Y'a assez de cocktails, d'inaugurations de choses comme ça où on est régulièrement invités et où on a l'occasion de rencontrer que ce soit le maire que ce soit Adrien Zeller ou d'autres donc à ce moment là il peut y avoir un échange de 5 10 minutes qui est souvent suffisant après y'a des rendez-vous beaucoup plus officiels où là c'est euh une heure et demi dans le bureau du maire par exemple où on peut discuter de différents sujets c'est assez large en général. »¹⁰⁸

Cette implication dans la vie locale signifie aussi que la légitimité de l'AFGES est reconnue par les institutions locales. Pour les membres de la fédération, c'est-à-dire en l'occurrence l'étudiant chargé des relations extérieures et le président, entretenir ce type de relations peut être clairement perçu comme une rétribution de l'engagement dans la mesure où le capital de relations formé lors de l'engagement pourrait être réutilisé par la suite sur le plan

¹⁰⁶. Conférence permanente des coordinations associatives

¹⁰⁷. Entretien avec Claire, AFGES

¹⁰⁸. Entretien avec Clément, AFGES.

personnel. D'autre part, il semble être particulièrement gratifiant pour un étudiant d'être reçu par des personnalités locales importantes. Ainsi, la prise de rôle dans l'organisation offre un statut à l'étudiant et donc une porte d'entrée dans le monde des adultes, des responsabilités, des décisions. Un des salariés de l'AFGES évoque le poste de président de l'AFGES en ces termes :

« Rendez-vous compte, être président de l'AFGES, avoir une structure comme celle-là, vous téléphonez vous êtes reçus par les présidents des collectivités, les dir' cam', les machins, les recteurs... Il a déjà rencontré tous ces machins là en deux mois, c'est grisant, c'est passionnant. »¹⁰⁹

Ces réflexions sont également valables pour les responsables de l'UNEF mais dans une moindre mesure. En effet, la section locale de l'UNEF dispose de relations apparemment plus limitées avec les institutions locales. Le lien essentiel qui est tissé avec les organisations se fait dans le cadre de la demande de subventions. Elle ne semble pas être invitée comme l'AFGES à des cocktails organisés par les institutions ou du moins elle ne le mentionne jamais. Il aurait été intéressant de savoir si les organisations étudiantes entretiennent des liens différents avec la mairie selon la couleur politique de cette dernière. Néanmoins, comme aucun élément d'enquête ne permet d'étayer de tels propos, nous ne tirerons donc aucune hypothèse à ce sujet.

Les liens avec les mutuelles étudiantes

Les organisations étudiantes entretiennent également des liens privilégiés avec les mutuelles étudiantes. En effet, l'AFGES apparaît comme étant étroitement liée à la MGEL et la section locale de l'UNEF avec la LMDE. Mathieu, un des responsables de la section locale de l'UNEF m'a décrit les relations de l'UNEF avec la LMDE en ces termes :

« Parfois on fait des contrats publicitaires avec la LMDE des choses comme ça mais euh la LMDE n'a jamais donné et c'est dommage, n'a jamais donné d'argent ou de matériel qui permette etc. Parfois y'a des échanges de bons services entre guillemets du genre ah

¹⁰⁹. Entretien avec Jacques, AFGES.

on t'a aidé à un moment donné à t'éviter de te faire casser la gueule par un corpo essaye de t'en souvenir en évitant que ton administration nous vire de tel site par exemple donc c'est se serrer les coudes de temps en temps parce qu'on défend les mêmes intérêts en plus on est présent à la LMDE par le biais des élus étudiants tout ça mais évidemment c'est clair qu'on peut pas mélanger les genres non plus donc euh faut éviter ce type de choses là.

- Q : ça veut dire quoi on est présent à la mutuelle des Etudiants par le biais des élus ? Bah y'a des élections internes à la LMDE puisque la LMDE a d'une part tout ce qui est direction administrative tout ça mais elle a surtout un directeur politique qui prend les vraies décisions donc du coup y'a des élections étudiantes au sein de la mutuelle des Etudiants parmi les adhérents et dans ces élections on fait 98% donc euh du coup on est présent directement dans les choix politiques de la mutuelle quoi. Bon après il est aussi de notre responsabilité d'éviter de mélanger les genres financièrement parce que c'est une mutuelle qui s'est créée avec des dettes colossales d'emblée après la fin de la MNEF tout ça donc nous on n'a rien récupéré sauf les dettes évidemment donc du coup c'est aussi notre responsabilité de s'en servir comme ça a pu être fait avec d'autres mutuelles ou par rapport à d'autres organisations genre on en fait une boîte à fric ça évidemment euh y'a un minimum de déontologie si on la promet dans nos actes syndicalistes si on est engagé au niveau de la mutuelle on va éviter de faire ce type de choses ça va de soi. »¹¹⁰

La LMDE constitue donc pour l'UNEF un partenaire, dans le sens d'un appui, d'un soutien, mais plutôt dans une mesure psychologique ou idéologique que financière. On peut souligner la volonté de ne pas « mélanger les genres » de l'UNEF, c'est à dire de ne pas créer ou du moins de ne pas mettre en évidence des liens financiers entre les deux structures. Ces propos sont à comprendre en relation avec l'histoire des liens entre la MNEF et l'UNEF et le procès de la MNEF¹¹¹.

Nous disposons d'éléments d'interprétation plus épars quant aux liens entre l'AFGES et la MGEL. Nous savons néanmoins que la MGEL procure des supports matériels aux activités développées par les amicales et par la fédération. En effet, lors de « l'opération Petit-déjeuner » que nous avons évoqué plus haut, la mutuelle a fourni des dépliants sur la santé et sur l'alimentation. D'autre part, des salariés de la MGEL intervenaient sur ces questions dans le cadre d'un stand. Nous ne savons pas cependant, si cette intervention a été facturée ou non

¹¹⁰. Entretien avec Mathieu, UNEF

¹¹¹. Pour des précisions sur la MNEF et ses liens avec l'UNEF, Morder (Robi), « Eléments pour une histoire politique de la mutuelle nationale des étudiants de France », *Cahiers du GERME*, spécial n°4, 2003/2004.

à l'AFGES, ou bien s'il s'agissait d'une entraide entre partenaires. La MGEL fournit également des T-shirts ou des sacs dans le cadre des pré-rentées organisées par les amicales.

« La MGEL ils se mobilisent et ils proposent beaucoup de choses pour les associations étudiantes et en plus c'est une association, et son but est non lucratif, le but de la MGEL est non lucratif tout ce qu'ils gagnent c'est pour les salariés bon je veux pas rentrer dans les détails de fonctionnement mais de toutes façons ils ont pas un but lucratif, la LMDE c'est une entreprise s'ils font quelque chose ça rentre dans le capital etc. [...] de toutes façons moi j'en veux pas à la LMDE mais en gros parce que la MGEL est connue pour sa mobilisation dans le milieu associatif et parce que eux ils nous proposent des choses et quand on est face à une certaine offre on prend celle qui est la plus séduisante. »¹¹²

Les liens entretenus entre ces deux structures restent donc assez flous. D'après les propos de ce membre de l'AFGES, on peut souligner qu'apparemment la MGEL fait des offres, des propositions à l'AFGES, nous n'en savons cependant pas plus sur le contenu exact de ces dernières. Hormis la fourniture de biens matériels qui est avérée, l'existence de quelconques liens financiers n'a pas pu être éclaircie. A travers la citation précédente, on perçoit bien la difficulté de l'étudiant de l'AFGES à expliquer pourquoi son organisation travaille en partenariat avec la MGEL et pas avec la LMDE. Ses tentatives de justification sont vaines et ne font que renforcer le caractère politique de tels liens dans le sens où si l'AFGES se tourne vers cette structure c'est sans doute que comme dans le cas de l'UNEF avec la LMDE, les deux organisations estiment développer la même philosophie d'action.

Le recours à des partenaires privés

Les partenaires privés peuvent être identifiés comme une autre ressource utilisée par les organisations. La recherche de partenaires est une activité en soi dans la mesure où ils sont une condition de possibilité d'existence des associations, par les moyens d'action qu'ils peuvent procurer. Cependant, seule l'AFGES dispose de partenaires privés, c'est-à-dire d'entreprises, avec lesquelles elle développe des actions. En effet, lorsque les membres de l'organisation souhaitent monter un projet, une opération, ils ont l'habitude de démarcher les

¹¹². Entretien avec Bastien, AFGES

entreprises pour obtenir des soutiens financiers ou des aides en nature. La forme du contrat publicitaire est la forme la plus fréquente de partenariat. Les membres de l'UNEF ne recourent pas à des subventionnements privés et très rarement à des contrats de publicité. Selon le trésorier de l'UNEF, non seulement cela ne serait pas dans la culture de l'organisation d'y avoir recours, mais en plus, spontanément, les entreprises ne seraient pas enclines à aider le syndicat. Ainsi, la marque politique de l'UNEF, en tant que syndicat étudiant rendrait plus limitée cette possibilité de ressource et l'idéologie même de l'organisation s'y opposerait.

« C'est pas dans notre culture de faire appel forcément à des entreprises, ce qui est pas forcément une bonne chose, et puis d'autre part c'est pas dans la culture naturelle d'une entreprise de nous aider comme ça quoi après y'a toujours un moyen tel ou tel de pouvoir faire des contrats publicitaires sur telle ou telle chose mais honnêtement ça a jamais été dans la culture de l'organisation de recourir beaucoup à la publicité [...] y'a eu quelques fois des trucs comme ça avec des boîtes d'impression genre voilà vous nous imprimez tant de tracts on vous diffuse tant de publicité mais euh c'est généralement pas trop fait. »¹¹³

A l'inverse, les membres de l'AFGES ont pour habitude de solliciter régulièrement des entreprises privées. Météor, Domino's pizza ou encore la Société Générale représentent des partenaires réguliers de l'organisation étudiante.

« On a été voir Société Générale, Master Foods, Mac Donald's, la MGEL, l'Office du tourisme de Strasbourg, j'vois tous ces gens là [...] je leur dis moi je mettrais votre produit dans mon pack et en contrepartie votre logo je l'afficherai sur l'affiche d'accueil et sur mon site internet, ça vous fera de la publicité à l'Université, [...] t'façons vous vous envoyez des jeunes, plusieurs fois par an vous faites de la publicité disant voilà on a sorti un nouveau truc, de la publicité pour un p'tit peu séduire euh le milieu étudiant donc je l'ai convaincu avec ça. [...] on avait signé une offre de parrainage [avec la Société Générale] dont le but c'est que si l'étudiant vient de notre association on lui donne trente euros sur son compte et trente euros sur le compte de l'association, pour nous ça nous aide à remplir notre petite cagnotte pour tous nos besoins, nos fournitures etc et pour l'étudiant, il touche trente euros. »¹¹⁴

Avec le système du contrat de publicité auquel les étudiants engagés à l'AFGES et dans les amicales ont très fréquemment recours, l'alliance avec des partenaires privés

¹¹³. Entretien avec Mathieu, UNEF

¹¹⁴. Entretien avec Bastien, AFGES

représente une véritable ressource pour les organisations. La logique d'entreprise de ces partenaires se superpose à la logique associative et la combinaison des deux constitue un ressort pour l'action.

Conclusion du premier chapitre

Le degré d'implantation des organisations étudiantes et leurs résultats électoraux dépendent directement de leur capacité à s'ancrer physiquement dans l'espace universitaire et donc par là même des relations entretenues avec les institutions universitaires. Il s'agit d'une condition de possibilité d'existence et de visibilité au quotidien et de manière durable pour les organisations. La possibilité de construire une audience locale importante par le biais des points de contact directs que l'ancrage favorise, découle directement de la capacité à mettre en œuvre des stratégies d'écoute, d'aide et de prestations de services. Le volume de ces stratégies détermine le degré d'implantation. Au-delà de l'ancrage physique, la diffusion de l'organisation, de son nom, sa marque, dans l'ensemble de l'espace universitaire par la mise en œuvre d'activités spécifiques, constitue un second facteur d'implantation. La participation à ces diverses activités pour les membres des groupes représente une socialisation aux pratiques associatives, militantes ou politiques par la prise de rôle et les apprentissages qu'elle favorise. La spécificité des activités déployées conditionne la nature des ressources acquises par l'engagement et configure les rapports entre les organisations et les institutions universitaires et par là même les possibilités d'appui à l'action. D'autres activités développées par les membres des organisations, au-delà du strict espace universitaire local, favorisent le degré d'implantation et les possibilités d'action, tout en offrant aux membres un capital de ressources importants reposant sur une dynamique d'apprentissage et de prise de rôle dans l'espace citoyen local, débordant l'univers étudiant.

Chapitre deuxième : La structuration des organisations étudiantes comme facteur déterminant de leur implantation et de leur capacité à agir

Après une perspective centrée sur l'aspect extérieur des activités des organisations, c'est-à-dire leurs relations avec un public local, les fédérations nationales et les partenaires pour l'action, il convient de se plonger à l'intérieur des organisations en explicitant leurs modalités de structuration interne afin de mieux percevoir leurs mécanismes d'implantation et de capacité à agir. Dans cette optique, on peut s'interroger sur l'ensemble de ressources internes qui déterminent ces mécanismes. En effet, quels sont les éléments spécifiques à chaque organisation qui permettent d'asseoir leur marque et de déployer des activités en vue de construire une audience locale ? Quels éléments favorisent l'adhésion et l'union d'étudiants en groupes homogènes orientés vers une action collective cohérente ?

Deux indicateurs majeurs permettent de comprendre l'implantation et la capacité d'action respectives de chaque organisation. Le premier réside dans la composition des groupes. Nous verrons en effet en quoi le nombre et la nature des agents participant au fonctionnement des organisations déterminent le capital de ressources disponibles pour l'action (section 1). Le deuxième indicateur réside dans les ressorts internes de l'action collective. Nous nous interrogerons sur les facteurs déterminants de la cohésion des groupes en explicitant dans quelle mesure ils favorisent l'action collective et déterminent les mécanismes de l'engagement dans les groupes (section 2).

Section 1 : Composition des organisations et capacité d'action : bénévoles, salariés, anciens

La composition des organisations constitue un indicateur majeur des ressources disponibles pour l'action et donc plus généralement de la capacité à agir. Les organisations étudiantes reposent avant tout sur une structure bénévole, par conséquent, le nombre de bénévoles disponibles conditionne grandement la mise en œuvre d'activités. Dans cette perspective, les stratégies de recrutement mises en place par les organisations revêtent une importance majeure. En plus des bénévoles, d'autres types d'agents peuvent intervenir dans le fonctionnement des organisations et augmenter le capital de ressources disponible et donc les capacités d'action. Parmi ces agents, on mettra en évidence les salariés et les anciens.

A> Nombre de bénévoles et stratégies de recrutement

Le nombre de bénévoles dont dispose une organisation constitue le premier élément qui va conditionner l'existence et le fonctionnement des organisations étudiantes. Ainsi, les stratégies de recrutement apparaissent comme étant un élément fondamental de structuration des organisations. Elles vont rendre possible la pérennité et le développement des structures des organisations et par là même de leurs activités.

L'AFGES et l'UNEF mettent en œuvre des stratégies de recrutement tout à fait différentes. L'AFGES ne recrute pas directement, du moins pas dans la plupart des cas. Les stratégies de recrutement sont mises en œuvre par les amicales. C'est au travers d'elles que les étudiants font connaissance avec l'AFGES dans la majorité des cas. Les deux stratégies de

recrutement principales sont les chaînes d'inscription pour l'UNEF et les pré-rentrées pour les amicales.

Les pré-rentrées

Les pré-rentrées organisées par les amicales de filière sont toutes organisées sur le même mode. Elles se déroulent sur plusieurs jours en collaboration étroite avec l'administration de l'université. Durant ces journées, les amicales vont prendre en charge les nouveaux arrivants à l'université à travers l'organisation de diverses activités. Ces activités vont être orientées autour de l'instauration d'un climat convivial où les nouveaux pourront faire connaissance avec le milieu universitaire, c'est-à-dire avec les institutions, leur fonctionnement mais aussi et surtout avec les amicales de filière et leurs membres, la ville, et surtout faire connaissance entre eux.

Des visites du campus sont organisées par petits groupes accompagnés d'un « ancien », c'est à dire un étudiant investi dans l'amicale connaissant déjà l'université. Des visites de la ville sous forme de « rallyes découvertes », c'est à dire de parcours à suivre avec des questionnaires à remplir, sont également organisés. Le fonctionnement de l'université et tout particulièrement de la filière est expliqué aux étudiants. Les responsables de l'université peuvent être associés à cette présentation. Un « faux cours » est généralement organisé et c'est le temps fort de la présentation des amicales et des prestations qu'elles offrent. Un étudiant engagé à l'amicale, voire même un professeur, se charge de faire un cours un peu étrange et au bout de quelques instants, les membres des amicales débarquent dans l'amphithéâtre en musique et animent la salle avec différents petits jeux. A cette occasion, se joue l'image des amicales dans la mesure où il s'agit de séduire le public et de donner l'envie à des « premières années » de s'investir dans l'amicale. L'image que les membres présentent de l'amicale est très clairement fondée sur un esprit de convivialité et de fête. Ainsi, pour séduire les nouveaux, les associatifs ne jouent pas sur le terrain des idées, ni sur celui du rôle

de représentant mais sur la possibilité de sociabilité qu'offre les amicales. Ces journées d'accueil, parfois également nommées journées d'intégration, appellation désormais refusée par les amicalistes du fait de l'accusation par l'UNEF de bizutage qui serait pratiqué lors de ces « intégrations », sont bien sûr clôturées par une soirée étudiante qui constitue un peu l'apothéose de l'image d'elles-mêmes que les amicales ont tenu à présenter.

Encadré n°8

Description de la pré-rentrée par un amicaliste

« A 8 heures on est invité à suivre un cours [...] un p'tit papier m'informe que mon premier cours a lieu telle date dans tel amphi à telle heure [...] donc comme tout bon étudiant je vais en cours en fait c'était un cours qui était organisé par l'amicale un gag bon le cours se déroule normalement au début avec la participation d'un prof [...] vraiment quelqu'un de très dynamique [...] bah en fait c'était un cours de géologie et j'avais pris aucune unité d'enseignement en géologie donc euh j'me disais bien qu'il y avait anguille sous roche et tout s'est dévoilé quand les hauts parleurs ont commencé à diffuser une musique entraînante et les amicalistes sont descendus dans l'amphi [...] ce que je me souviens c'est qu'ils présentent les différents acteurs de l'université j'ai envie de dire pas de la façon universitaire [...] c'est très festif c'est très joyeux même si certains digèrent pas forcément la farce [...] la première journée c'est la présentation des différents acteurs, une visite du campus [...] la deuxième journée on a ce qu'on appelle un rallye c'est une sorte de grand jeu à l'échelle de la ville où il s'agit de visiter Strasbourg et de répondre à des questions historiques ou euh culturelles ou pas [...] on est divisés en petits groupes d'une vingtaine de personnes la plupart du temps et pris en charge disons accompagnés par un ou plusieurs associatifs [...] systématiquement le jeudi soir y'a la soirée d'intégration une soirée étudiante quoi [...] le vendredi c'est un moment qu'on réserve en fait le BVE organisait à l'époque des tournois sportifs qui ont été substitués par un grand jeu acteurs de l'université ou quelque chose comme ça. »¹¹⁵

Si la convivialité représente la stratégie de conviction principale mise en œuvre par les amicalistes pour recruter des membres et se construire un futur électorat, ce qui peut prendre des formes diverses selon les amicales : repas partagés ensemble au restaurant universitaire géré par l'AFGES, la Gallia, barbecue, petit déjeuner..., d'autres stratégies secondaires mais tout aussi utiles sont également mises en œuvre. En effet, l'amicale de droit par exemple organise des cours de méthodologie qui sont mis au point en partenariat avec des professeurs

¹¹⁵. Entretien Paul, amicale des sciences.

et avec l'administration de l'université. Avec ces cours, c'est très clairement sur le versant de l'aide aux étudiants que les membres des amicales espèrent se créer un public de fidèles, tout au long de l'année en achetant leurs prestations, en assistant à leurs soirées et en votant pour eux aux élections. A l'amicale des sciences, à la place de l'habituel tournoi sportif qui était organisé pendant la période d'accueil, les membres ont organisé l'année dernière une journée de sensibilisation à la citoyenneté avec notamment un jeu qui consistait à faire une simulation de conseil d'université et un monopoly avec des questions sur la fac. Cette activité réalisée en partenariat avec le BVE avait très clairement pour objectif d'atteindre un niveau de participation plus élevé que d'habitude aux élections de représentants étudiants. Mais c'était aussi une manière détournée de sensibiliser les étudiants à la politique en milieu étudiant car en effet, le versant politique des activités des amicales, leur rôle de défense et de représentation des étudiants sont assez peu mis en valeur lors de la pré-rentrée, même si malgré tout, le message est passé aux étudiants qu'ils peuvent aller trouver l'amicale en cas de problème mais cela ne va pas vraiment plus loin. Généralement, l'impression de l'amicale transmise aux étudiants lors de la période d'accueil suffit à ce qu'ils aillent d'eux-mêmes se présenter au local de l'amicale pour proposer leur aide voire même se proposer pour un poste précis au sein de l'amicale. De ce fait, on peut considérer que la stratégie de contact mise en place lors des journées d'accueil est efficace en elle-même.

« On a été accueillis par les étudiants de l'amicale des sciences pendant la pré-rentrée ça a été un moment très sympathique en fait on a visité le campus visité la ville ils nous ont donné des conseils pour notre année etc on a vraiment passé deux jours avec eux qu'étaient formidables et en fait à la soirée de pré-rentrée j'y suis allée toute seule, j'connais pas de j'vais pas a priori de contacts je connaissais quelques personnes en fac de bio une dizaine de personnes mais je connaissais personne à Strasbourg donc je suis allée toute seule à la soirée et je connaissais rigoureusement personne j'ai rencontré des primo entrants comme moi et c'est là que j'ai rencontré tous mes premiers contacts sur la fac quoi les gens que j'ai rencontré à cette soirée là [...] ça a vraiment été le point de départ de toutes mes connaissances à la fac et j'ai trouvé ça assez exceptionnel et mon idée ça a été après j'me suis dit j'ai envie que les suivants ils aient cette chance là de pouvoir rencontrer du monde de pouvoir s'intégrer à l'université donc je me suis dit que j'allais organiser la pré-rentrée l'année suivante [...] après la période de rentrée bon j'ai fait les tris de photocopiés parce qu'on trie les annales etc donc j'avais quand même participer un p'tit peu quoi et donc ça m'intéressait j'suis passée au local j'ai demandé

comment ça se passe etc si on veut faire des choses etc donc ils m'ont expliqué qu'il fallait venir à l'assemblée générale et donc j'y suis allée. »¹¹⁶

Les membres des amicales ont bien conscience de l'importance de l'enjeu de la pré-rentrée. C'est en effet durant cette période que sera prédéterminé leur futur succès tout au long de l'année en termes de fonctionnement de l'association aussi bien grâce aux membres recrutés à cette occasion que grâce au public potentiel constitué lors de cette stratégie de contact. Le but de la pré-rentrée n'est rien d'autre que se faire connaître et faire en sorte que les étudiants fassent tourner l'association.

La conscience que les membres ont de la taille de l'enjeu se manifeste par le fait que la pré-rentrée suscite la mise en œuvre d'une organisation colossale. Ce savoir-faire « qui marche » propre aux étudiants engagés dans les associations affiliées à l'AFGES est d'ailleurs transmis lors de congrès de formation aux membres des autres associations partenaires de la fédération commune à tous la FAGE ou bien seulement à quelques associations affiliées à PDE.

« Pis bon à l'époque où j'étais VP formation y'avait pas mal de nouvelles asso donc ils avaient besoin d'un petit coup d pouce bon nous on a quand même une asso qui fonctionne bien une cafèt' des choses que eux ils imaginent pas dans certaines autres villes c'est pas imaginable d'avoir une cafèt' étudiante et aux là rentrée tout ça pour eux euh j leur ai vraiment expliqué comment faire la rentrée parce que c'est ça qui va booster ton asso qui va te trouver des bénévoles qui va faire connaître ton asso c'est important c'est vraiment la période quoi. »¹¹⁷

Encadré n°9

La préparation des pré-rentrées

Pour préparer les journées d'accueil des étudiants, il s'agit de négocier des plages horaires avec les professeurs et l'administration. Il faut aussi élaborer toutes les activités. Les étudiants en charge de l'organisation de la pré-rentrée sont également amenés à démarcher les entreprises pour avoir les fonds nécessaires pour éditer un guide de l'étudiant et récolter également des petits cadeaux à offrir aux étudiants pendant les jeux. Certaines amicales

¹¹⁶. Entretien Claire, AFGES.

¹¹⁷. Idem.

éditent un guide conçu spécifiquement pour les étudiants de leur filière et au niveau de l'AFGES un guide de l'étudiant, plus général, est également imprimé.

« Les partenaires d'abord parce qu'en fait on leur offre des cadeaux donc on va chercher des partenaires euh pour mettre dans le guide donc des gens qui vont payer un encart publicitaire ou nous donner des cadeaux en échange par exemple genre une pub de « mezzo di pasta » ce sera vingt p'tit tickets offerts pour les étudiants ça permet à l'entreprise de faire connaître en général nous on va aussi chez les entreprises qu'on aime bien genre « made in France » etc et pis ça permet à l'étudiant d'avoir un p'tit repas gratos c'est toujours sympa c'est des lots à faire gagner pendant les jeux donc la première chose c'est des partenaires la première chose qu'on a fait parce que ça faut le faire en avance après c'qu'on a fait c'est l'élaboration du guide donc c'est un guide où t'as tout dedans pour l'étudiant en bio c'est spécifique pour lui donc en général ça cadre pas mal quoi [...] après y'a tout ce qu'est rapport avec l'administration donc faut récupérer les emplois du temps des première année et ce qui s'fait en fait c'est qu'il faut aménager un moment où on arrive à avoir tous les étudiants ensemble [...] faut aller voir les différents profs les machins faut leur demander s'ils sont d'accord de décaler leurs cours s'ils font vraiment cours la première semaine enfin c'est très compliqué après faut faire un planning d'animation pour la matinée en amphi après on a un rallye en ville donc faut trouver les points de rendez-vous et faut élaborer tout le questionnaire sur la ville. »¹¹⁸

Les chaînes d'inscription

A l'UNEF, la stratégie de recrutement mise en place à la rentrée s'articule autour de la tenue de « chaînes d'inscription ». Durant la période d'inscription des étudiants à l'université, des membres de l'UNEF sont placés derrière une table à proximité de la scolarité où les étudiants vont s'inscrire. Lorsque les étudiants arrivent dans le bâtiment ils sont abordés par des membres de l'UNEF qui sont censés décrire les activités du syndicat étudiant en expliquant qu'il a un rôle d'information, d'aide, de défense et de représentation des étudiants, d'organisation de la solidarité en milieu étudiant. Le discours qui sert à convaincre les étudiants d'adhérer, c'est à dire soutenir l'UNEF d'un point de vue financier et électoral, est très clairement axé sur le rôle politique de l'UNEF et sur la solidarité que le syndicat offre aux étudiants en cas de problème.

¹¹⁸. Idem.

Description des chaînes d'inscription

« Les chaînes d'inscription de l'UNEF c'est composé ainsi t'as une table enfin t'as plusieurs tables si on a autant de militants derrière euh donc avec un militant derrière relativement confirmé de préférence mais bon ça va assez vite de toute façon les formations vont assez vite à l'UNEF et qui fait le speech

Q : Et le speech c'est quoi ? J'suis étudiante j'arrive qu'est-ce que tu me dis ?

R : Alors euh tu connais l'UNEF oui non alors l'UNEF c'est l'union nationale des étudiants de France euh c'est la principale organisation étudiante de France qui est présente sur tous les campus et notamment à Marc Bloch euh c'que j'dis c'est qu'on est la principale organisation de France et on tient à le rester c'est pour ça que à la fin je te proposerai d'adhérer si ça t'intéresse ça c'est très important faut toujours le dire au début ça c'est l'erreur des de ceux qui commencent [...] ça faut l'dire au début pour pas prendre en traître les gens et pis oui en plus les gens en face ils se sentent pas non plus tiens c'est bien joli pis à la fin ils se sentent un peu le couteau sous la gorge ah bah non et ça marche mieux comme ça et donc le speech c'est trois choses les trois rôles de l'unef c'est informer les étudiants donc c'est là qu'on parle de toutes les façons dont on informe les étudiants les revues, le site internet [...] oui c'qu'on dit aussi souvent c'est que d'informer les étudiants c'est important en raison du taux d'échec qu'il y a à l'université en première année notamment dans les premières années etc parce que les étudiants sont perdus à l'université que l'information circule mal euh que l'administration te ballade quand t'as un problème ça c'est vrai [...] en fait on n'a pas un speech on a quand même un schéma qu'est de dire informer, défendre, organiser la solidarité c'est le plan qu'on recommande en général ça permet de parler de tout mais après chacun le fait à sa sauce ça c'est clair et donc y'a des gens qui ont plus tendance qui jouent plus sur la corde un peu angoissé et surtout s'il y a ses parents donc moi j'trouve que c'est pas forcément très correct de jouer là-dessus d'un autre côté on voit tellement d'étudiants qui rament qui ont des problèmes et qui abandonnent que finalement c'est pas de l'intox quoi [...] on insiste sur le fait qu'on va pouvoir prendre en charge l'étudiant s'il a un problème et la défense collective c'est le fait qu'on défend les intérêts de tous les étudiants qu'on se mobilise quand y'a quelque chose sur lequel on croit qu'il faut se mobiliser on a des élus vraiment on explique ce que c'est l'UNEF où on peut nous trouver la coopérative vraiment tout. »¹¹⁹

Ainsi, rencontrer l'UNEF sur les chaînes d'inscription apparaît comme étant un événement moins marquant que les jours d'accueil organisés par les amicales dont la majorité des étudiants garde un bon souvenir. En effet, la stratégie des chaînes d'inscription se confond dans le paysage de la rentrée car à côté des tables de l'UNEF on trouve aussi les tables tenues par les mutuelles étudiantes et par l'OFUP. D'ailleurs, les membres de l'UNEF sont parfaitement conscients que convaincre un étudiant sur les chaînes de rentrée ne suffit pas à ce

¹¹⁹. Entretien avec Alexis, UNEF.

que cette personne se transforme en étudiant activement engagé dans les activités de l'organisation. Le recrutement à l'UNEF fonctionne donc en deux temps. Une fois qu'une personne a été convaincue et a adhéré, il faudra la recontacter pour la solliciter pour participer à une activité de l'UNEF comme une réunion par exemple. Et c'est là que se jouera l'enjeu réel du recrutement de futurs étudiants engagés. Il faut qu'ils soient convaincus, intéressés véritablement à ce moment là pour une raison ou pour une autre pour qu'ils continuent à venir après.

« C'est pas le tout de recruter beaucoup le recrutement sur les chaînes d'inscription ne suffit pas il faut après rappeler les gens euh et surtout c'est le côté contact là simplement ils adhèrent c'est pas pour autant qu'ils sont rentrés dedans d'ailleurs y'en a quelques uns qui des fois nous rappellent pour dire non j'veux plus être adhérent machin bon bien souvent c'est parce qu'ils ont discuté avec des gens style corpo tout ça mais bon on a souvent des trucs comme ça très bizarre [...] après les chaînes d'inscription y'a les réunions de pré-rentree [...] et là on rappelle tous les gens qui ont adhéré pour qu'ils viennent participer à cette réunion c'est un des arguments sur les chaînes d'inscription c'est qu'en début d'année pour les premières années on fait des réunions d'information sur les filières sur ce qu'est l'UNEF etc de façon beaucoup plus complète parce que le but sur les chaînes d'inscription c'est de voir un maximum d'étudiants [...] cette année on a fait des bonnes chaînes d'inscription parce qu'on a fait des bonnes réunions de pré-rentree qui se sont bien passées qu'étaient remplies on en a fait trois [...] alors que l'année dernière on avait fait une réunion et puis c'était ennuyeux ce qu'on disait en fait et donc les gens ça les a pas intéressés et puis ils ont pas revenus après quoi. »¹²⁰

L'étendue des stratégies de recrutement

L'étendue des stratégies de recrutement développées par les organisations est un indicateur de la capacité à capter de nouveaux bénévoles. Ainsi, les pré-rentrees étant organisées dans toutes les filières où une amicale existe, la capacité de l'AFGES à capter de nouveaux membres est considérable. A l'inverse les chaînes d'inscription de l'UNEF ne sont pas présentes sur toutes les facultés mais plutôt sur une zone très circonscrite de l'université¹²¹. Par conséquent, la capacité à capter de nouveaux membres est nécessairement inférieure à celle des amicales. On observe donc un phénomène d'auto-entretien du poids et de l'implantation des organisations dans la mesure où l'étendue des stratégies de recrutement se

¹²⁰. Idem.

¹²¹. A ma connaissance la section locale de l'UNEF a pour habitude de tenir des tables dans la cadre des chaînes d'inscription au Patio de l'université Marc Bloch pour l'essentiel.

voit nécessairement conditionnée par le nombre de bénévoles disponibles. En déployant une stratégie de recrutement de faible ampleur, c'est à dire à la hauteur de ses moyens financiers, matériels et humains, l'UNEF s'inscrit dans un mécanisme de reproduction de sa faible implantation.

Le rapport avec les institutions universitaires

Ensuite, le rapport entretenu avec les institutions universitaires dans le cadre du développement de ces stratégies de recrutement vient renforcer ou affaiblir ces stratégies. L'implication de l'administration et de certains professeurs de l'université dans l'organisation des pré-rentrées démontre que les institutions universitaires légitiment les activités des amicales. Cette coopération des institutions témoigne des relations de confiance entre elles et les amicales. A l'ULP par exemple, l'accueil des étudiants de première année se fait par les membres des amicales sur le fondement d'une délégation du BVE¹²², les responsables de ce dernier estimant que les associations de filière sont les mieux à même d'assurer cette mission d'accueil des étudiants. Ainsi, d'une certaine manière, l'attitude de l'administration envers les amicales entretient et renforce les stratégies de recrutement des amicales, soutenant ainsi leur fonctionnement et leur poids dans le milieu étudiant. La latitude d'action que l'administration autorise aux amicales durant la période de rentrée est donc cruciale dans la mise en œuvre de leurs stratégies de recrutement.

Cette connivence avec l'administration s'établit sur un rapport de confiance avec les amicales. La section locale de l'UNEF a bien compris que si on affaiblissait cette confiance, les amicales seraient mises en difficulté et les récentes accusations de bizutage - qui serait pratiqué lors des pré-rentrées des amicales -, sont à comprendre dans cette perspective¹²³.

¹²². Bureau de la Vie Etudiante, il s'agit d'un service de l'Université géré par un enseignant, un administratif et un vice-président étudiant, ainsi que toute une équipe d'étudiants. Les étudiants qui participent à la gestion de ce service sont rémunérés.

¹²³. Il ne s'agit pas ici de savoir si ces pratiques de bizutage sont avérées ou non.

Cette tentative de disqualification de l'adversaire n'est rien d'autre que la mise en œuvre d'un moyen de lutte des membres de l'UNEF contre la forte implantation des amicales dans le milieu étudiant. En émettant des soupçons, la section locale de l'UNEF a contribué à allumer les projecteurs sur les pratiques des amicales, et par là même à les mettre dans une position défensive de justification, et à nuire à l'image des amicales tant auprès du public, c'est-à-dire les étudiants, que de l'administration. Ces propos sont largement fondées sur des suppositions dans la mesure où nous n'avons pas enquêté sur les réactions des étudiants suite à cette affaire. Néanmoins, en ce qui concerne l'administration, on peut supposer que ces accusations ont entraîné des recadrages des activités des amicales dans le cadre des pré-rentrées, ce qui est à relier au fait que les amicalistes insistent sur les termes employés concernant cette période qu'ils se refusent désormais à appeler « intégration ».

Encadré n°11

L'affaire du bizutage

Suite à la période de rentrée 2006, la section locale de l'UNEF a mis au jour des pratiques de bizutage dans le cadre des pré-rentrées. Les accusations portaient essentiellement sur certaines pratiques de l'amicale de pharmacie (H2S). En effet, le syndicat étudiant a relaté dans la presse une manifestation publique, place Gutenberg, au cours de laquelle les nouveaux entrants en pharmacie apparaissaient vêtus de sachets poubelle et de couches-culottes. Le syndicat dénonçait également une complicité de l'administration dans ces pratiques dans la mesure où les guides distribués aux étudiants par l'amicale dans le cadre de la période d'accueil seraient censés être contrôlés par elle. Ces accusations ont ouvert une polémique qui a donné lieu à la tenue d'un café-débat à la cafétéria des sciences (ULP) organisé à l'initiative de l'Aumônerie Universitaire Catholique et de l'Aumônerie Universitaire Protestante, en présence d'une journaliste des DNA (Dernières Nouvelles d'Alsace). Ces accusations ont conduit l'administration de l'ULP à ouvrir une enquête. Nous pouvons citer dans cette perspective un extrait du Procès Verbal du CEVU de l'ULP du 18 octobre 2006 :

« Les médias ont évoqué des dérapages lors des soirées de rentrée qui pourraient être assimilés à des actions de bizutage. Une soirée organisée par l'amicale des étudiants en Pharmacie est particulièrement évoquée. Une enquête est en cours pour apprécier les faits. Il convient de rappeler que les actions de bizutage sont interdites (loi n° 98-468 du 17 juin 1998). Madame HEITZ souhaite initier une réflexion globale sur les «rites d'intégration». »

A l'inverse des pré-rentrées, les chaînes d'inscription de l'UNEF se tiennent plutôt dans un climat de rivalité de compétences avec l'administration, ce qui ne facilite ni leur déroulement ni leur capacité d'action durant cette période. En effet, la présidente de l'UNEF a pu m'expliquer que l'administration estimait que les membres de l'UNEF n'avaient pas à délivrer d'information sur le fonctionnement de l'université.

« Bon d'ailleurs cette année et tous les ans c'est toujours des problèmes car l'administration estime qu'on n'a pas à informer les étudiants sauf que bah en juillet par exemple y'a un problème qui s'est posé c'est que beaucoup de personnes administratives n'étaient pas là et beaucoup de gens arrivaient et nous disaient mais où est la scolarité, qu'est-ce que je dois rendre. Donc nous quand on sait leur répondre on leur répond puisqu'on est étudiant qu'on est élu étudiants [...] quelqu'un qui nous pose une question sur la fac on va pas ne pas lui répondre on va pas lui dire écoute non j'ai pas le droit de te répondre je ne suis pas un personnel administratif et euh les gens soit on leur répond parce qu'on sait leur répondre [...] quand on n'est pas sûrs on leur dit sinon regarde à côté t'as le SCUIOP, eux ils te diront sûr à cent pour cent t'as tel service t'as tel service. »¹²⁴

Ainsi, si l'administration de l'ULP juge les étudiants des amicales comme étant les mieux à même à accueillir les étudiants à l'université, l'administration de l'UMB, ne considère pas les étudiants de la section locale de l'UNEF comme étant à même de le faire. Ce deux poids deux mesures illustre un schéma d'intégration / rupture dans lequel s'inscrivent les deux organisations. Cette différence de traitement contribue à reproduire le poids respectif de chacune d'elles dans l'espace étudiant.

Les modalités d'entrée dans les organisations étudiantes

Compte tenu des modalités de mise en œuvre des stratégies de recrutement par les organisations étudiantes, il nous semble important de mettre en évidence les modalités d'entrée des étudiants dans les organisations étudiantes. En effet, les étudiants n'entrent pas dans une organisation étudiante à la suite d'un choix rationnel conscient qui consisterait à se demander s'il vaut mieux s'investir à l'UNEF, dans une amicale de filière, à Sud-étudiants, à

11. Entretien avec Muriel, UNEF.¹²⁴

l'UNI, ou bien encore dans une association de sports, une organisation internationale ou un parti politique. Bien souvent, les modalités d'un choix potentiel n'existent pas dans la mesure où la plupart des étudiants ne s'engagent pas dans une certaine organisation suite à plusieurs propositions émanant de diverses associations à partir desquelles ils vont prendre une décision par rapport à la correspondance entre le discours tenu par les groupes et leurs propres croyances personnelles, mais les étudiants vont majoritairement répondre à l'unique proposition qui leur a été faite. Si les dispositions idéologiques des étudiants vont rentrer en ligne de compte dans la mesure où le discours tenu ne doit pas être en dissonance avec leurs croyances personnelles, finalement l'élément essentiel de l'entrée dans un certain groupe et pas dans un autre va se centrer autour de l'offre d'opportunité rencontrée à un moment où l'étudiant présente des caractéristiques de disponibilité¹²⁵. La rupture des liens sociaux qui existaient préalablement à l'entrée à l'université rend les étudiants disponibles pour de nouvelles rencontres. En effet, quand on ne dispose pas encore d'un réseau de sociabilité sur le site où l'on entreprend ses études, on sera plus aisément disposé à être réceptif à une possibilité de rencontre avec d'autres étudiants.

« A partir de ce moment là on s'est dit avec un copain ouai ils sont cool ces gens euh moi aussi j'veux y aller lui il voulait être la cafèt' moi j'savais pas trop moi l'imprimerie ça me tentait bien [...] donc à ce moment là on est allé à voir celui qui devait être le futur président donc c'était Stéphane on lui a dit bon bah voilà nous on est intéressé j'voudrais faire ça et lui il voudrait faire ça donc il nous a dit bah écoutez c'est cool venez nous voir à l'asso quand vous voulez on vous présentera [...] et donc après j'suis venu voir de temps en temps ce qui se passait. »¹²⁶

De plus, l'entrée dans la vie étudiante s'accompagne de l'envie de faire de nouvelles expériences. C'est pourquoi les étudiants qui s'engagent dans une organisation étudiante le font principalement au début de leurs études. Dans cette perspective on peut donner l'exemple de cet étudiant en histoire qui s'est engagé à l'UNEF à son arrivée à la fac après une première

¹²⁵. L'importance des caractéristiques de disponibilité des étudiants dans la compréhension de leur engagement a été mise en relief notamment par les travaux de Sébastien Michon et exposés lors du Colloque du 24/11/2006 « Carrières militantes et trajectoires professionnelles : l'engagement dans les mouvements étudiants comme lieu de socialisation politique », à l'ENS-LSH de Lyon.

¹²⁶. Entretien avec Nicolas, amicale des sciences.

année de « prépa ». Le fait d'avoir plus de temps libre qu'avant et l'envie d'agir sur les choses se sont combinées pour rendre cet étudiant *disponible* lorsque des membres de l'UNEF l'ont sollicité.

« La première fois où je suis allé à la fac c'est là que j'ai connu l'UNEF puisque bon cette année là j'étais pas étudiant à proprement parler puisque j'étais en prépa donc j'ai juste eu à faire une inscription parallèle ici donc j'suis passé pour mon inscription administrative en première année et euh et la première chose que j'ai vu c'est les tables de l'UNEF pour les chaînes de rentrée où ils font adhérer tout ça du coup j'ai parlé avec celui que j'ai su être plus tard le président [...] donc il m'a un peu expliqué ce que c'était l'UNEF tout ça [...] j'ai pas adhéré cette année là puisque j'étais en prépa donc j'avais pas trop l'temps en plus sur le moment il m'a dit l'UNEF elle a fait ça elle a fait ça elle a fait ça j'me suis dit oulala il exagère un p'tit peu j'vais vérifier [...] par contre l'année après j'me suis installé en cité U juste en face et j'avais un peu oublié mais la première chose qui s'est passé à la rentrée c'est qu'un soir on a frappé à ma porte et y'avait en fait une campagne à ce moment là par rapport à l'als qu'allait être supprimée et donc où ils faisaient signer des pétitions en cité U donc à ce moment là je me suis retrouvé à signer la pétition c'était la même personne d'ailleurs et du coup j'me suis dit à tiens faut peut-être que j'aille adhérer ça peut être intéressant et donc je suis venu adhérer deux ou trois jours plus tard sur les chaînes d'inscription [...] disons que le truc c'est que ça faisait déjà quelques années que je m'intéressais à la politique de près [...] j'avais un sentiment fort de il faut que je fasse quelque chose [...] j'ai pris ce qui m'a paru être le plus offensif sur la forme et le plus concret aussi [...] j'ai quand même attendu un an et puis on sait jamais j'aurai pu tomber sur autre chose. »¹²⁷

Ensuite, la disponibilité peut se matérialiser par une déception vis à vis des études poursuivies. L'engagement dans l'organisation étudiante est en effet plus facile lorsque les études poursuivies déplaisent ou ne correspondent pas à ce à quoi on s'attendait. Dans cette optique, plusieurs étudiants vont répondre à une sollicitation faite par les membres des organisations étudiantes plus facilement.

Un autre mécanisme d'entrée dans les organisations étudiantes correspond au fait de connaître des personnes qui sont elles-mêmes déjà investies dans le groupe. Etre en relation avec des étudiants déjà engagés dans l'organisation permet non seulement d'avoir un point de contact avec l'organisation mais surtout d'être mieux à même de se laisser convaincre et de s'y investir soi-même.

« Y'avait ma meilleure amie qu'était aussi en première année de droit sauf que elle elle s'est désintéressée du droit elle savait qu'elle voulait faire autre chose donc elle s'est

¹²⁷. Entretien avec Mathieu, UNEF.

investie dans l'amicale et euh par elle pendant ma première année j'passais vraiment de temps en temps mais euh j'faisais vraiment rien pour l'asso et puis pendant les vacances d'été donc après avoir passé les examens de première année y'a Andréa ma meilleure amie qui m'a dit qu'ils cherchaient du monde pour aider pour la pré-rentrée et donc elle m'a dit écoute va voir ils ont besoin de gens c'est une semaine et puis donc j'suis allée voir j'leur ai dit que j'voulais bien leur filer un coup d'main pendant une semaine et puis je suis restée. »¹²⁸

De plus, le fait que l'organisation étudiante soit valorisée par le réseau de sociabilité dans lequel évolue un étudiant est également un facteur important pour qu'une personne décide de s'y investir. Avoir l'aval de l'entourage rend moins coûteuse l'entrée dans l'organisation et est même quasiment indispensable.

« J'avais des amis qui connaissaient l'UNEF qui trouvaient ça bien mais qui avaient pas adhéré et vu que j'ai recroisé des gens de l'UNEF et qu'on a rediscuté et que l'opportunité s'est représentée bah j'ai décidé d'adhérer [...] alors à partir de ce moment là, moi j'ai rien fait parce que moi j'adhérais vraiment par euh c'était une adhésion de soutien, de principe parce que je trouvais ça bien d'être syndiquée [...] et ensuite en octobre 2003, à la rentrée j'suis passée au local faire des photocopies et on m'a proposé de ré-adhérer [...] et c'est p'tit à p'tit que j'ai commencé à militer [...] il se trouvait que le jour où j'ai adhéré y'a une soirée qu'était organisée (par l'UNEF) et donc j'y suis allée parce que je trouvais ça sympa [...] c'était sympa de rencontrer des gens et euh de fil en aiguille... »¹²⁹

En fait, ce sont différentes formes de disponibilité qui se combinent entre elles et poussent à l'engagement. C'est peu à peu, au fil de la découverte des satisfactions liées à l'engagement que l'étudiant va s'investir de plus en plus au sein du groupe. Bien souvent, au cours de ce processus d'intégration un événement ou une combinaison d'événements ou de participation à des activités servent de déclencheur à un engagement plus intensif.

« J'ai dû adhéré vers une fin de semaine ou un truc comme ça et le lundi y'avait le collectif de ville [...] et la première réunion c'était la réunion faut-il lancer une grève par rapport au LMD [...] et à ce moment là j'ai pris part au débat [...] et puis après ensuite dans la foulée on a fait un collage du coup une première action militante assez rapidement et puis ça a commencé comme ça assez rapidement aussi puisque du coup j'ai donné une ou deux heures et puis après c'était un engrenage [...] pour moi adhérer c'était pas juste pour soutenir la démarche c'était vraiment de participer à faire quelque chose donc tout d'suite j'me suis dit j'vais donner disons deux trois heures par semaine [...] et puis progressivement au fur et à mesure que j'ai pris conscience des enjeux bah je me suis plus du tout inscrit en fonction d'un nombre horaire mais en fonction des enjeux [...] c'est surtout ça qui m'a fait comprendre les enjeux après le monde universitaire que

¹²⁸. Entretien avec Emilie, Amicale de droit

¹²⁹. Entretien avec Muriel, UNEF.

j'ai connu pendant un mois et demi et euh j'ai su que après la grève et l'échec de la grève qui a pas entièrement réussi bah j'ai su que ce monde là il allait disparaître sachant qu'il était déjà pas parfait [...] ça faisait toute une série d'enjeux qui commençaient à sur la question universitaire qui commençaient à avoir de l'importance. »¹³⁰

Au fur et à mesure, les étudiants semblent être pris dans un engrenage de l'engagement qui paraît difficile à contrôler. Cet engrenage peut se comprendre à partir des rétributions que procure l'engagement. En effet, plus les étudiants s'investissent plus ils découvrent leur pouvoir d'action sur les choses et plus ils sont conduits à voir plus loin et donc à poursuivre leur investissement voir même l'approfondir. Lorsqu'un j'interroge un membre de l'AFGES sur le renouvellement de son mandat de président, sa réponse met explicitement en valeur tous ces éléments.

« C'est l'envie et les p'tits plaisirs qu'on peut avoir pendant un mandat qui motivent à en faire un deuxième [...] c'est essayer de pousser plus d'aller plus loin [...] profiter de ce que j'avais pu faire pendant un an. »¹³¹

Néanmoins, le fait que sur certains lieux du campus universitaire seule l'AFGES, par le biais des amicales affiliées, soit présente et recrute, engendre nécessairement un engagement des étudiants majoritairement au sein de cette organisation, plutôt qu'à l'UNEF.

« Déjà pour m'engager ailleurs il aurait fallu qu'il y ait quelque chose ailleurs euh alors j'dis pas que l'UNEF n'existe pas je dis juste qu'au campus de médecine on ne les voit pas donc euh quelque part euh pourquoi pas l'UNEF finalement d'ailleurs en première année je comprends toujours pas comment ils ont eu mon adresse j'ai eu enfin j'étais sur le mailing du MJS de la section strasbourgeoise parce que j'étais en P1 parce que j'avais autre chose à faire j'y suis jamais allé j'suis jamais allé à aucune réunion rien du tout donc bon on m'a envoyé ça pendant un an et puis au moment où je commençais à avoir du temps j'ai plus été invité nulle part donc euh j'suis allé nulle part mais finalement s'ils avaient continué à m'envoyer les mails je sais pas où est-ce que j'aurais fini j'aurais peut-être été au MJS je sais pas [...] s'il faut me situer sur l'échiquier politique j'suis plutôt de centre gauche ouai pas mal sur la ligne du MJS qui notamment enfin ce qu'ils pouvaient défendre au moment du CPE qu'était vraiment pas idiot après d'un point de vue purement étudiant bon bah y'avait rien d'autre quoi peut-être que si à l'époque on avait eu le choix entre un engagement de représentation au sein des associations étudiantes et à côté de ça un engagement de type Confédération étudiante peut-être qu'à ce moment là j'aurais peut-être hésité parce que finalement les positions sont très proches y'a que les méthodes qui changent et quand on sait pas ou quand on connaît pas quand

¹³⁰. Entretien avec Mathieu, UNEF.

¹³¹. Entretien avec Clément, AFGES.

on débarque bon bah celui qui te met la main dessus le premier ce sera celui que tu croiras en gros. »¹³²

A l'inverse, on peut imaginer que l'expérimentation d'une dissonance cognitive avec la seule proposition rencontrée peut être un facteur de recherche et de réceptivité à la proposition d'un engagement alternatif qui pourrait s'opposer au premier discours reçu qui a été jugé insatisfaisant à l'aune des dispositions personnelles.

Au-delà de la réponse à une offre qui leur est faite, les étudiants qui s'engagent dans les organisations étudiantes possèdent des caractéristiques communes, des propriétés spécifiques qui les poussent à s'engager, outre les dimensions structurelles de disponibilité. Il n'existe pas de hasard pur dans leur engagement malgré l'irrationalité apparente qu'ils mettent fréquemment en évidence. Une analyse plus fine, aurait inclus une étude de la sociologie des acteurs pour expliciter la dimension de l'entrée en militantisme. Néanmoins, cette dimension s'écartant de la problématique de cette étude, le détail de cette question ne sera pas abordée.

La capacité des organisations étudiantes à enrôler des étudiants, à faire en sorte qu'ils s'investissent dans leur groupe, et pas dans un autre, est cruciale pour le fonctionnement et l'existence même des organisations, surtout dans la mesure où l'essentiel des activités est porté par des bénévoles. Dans cette perspective, l'efficacité des stratégies de recrutement est un élément important de la structuration des organisations.

B> Entre bénévolat et professionnalisation : capacité d'action des organisations

Les organisations étudiantes fonctionnent, sont structurées, autour de postes qui constituent en quelque sorte leur colonne vertébrale. Cette division du travail dans les associations constitue un élément important de structuration et détermine la capacité à

¹³². Idem.

déployer des activités. En effet, une attribution précise des rôles et donc des tâches permet de planifier les activités, de donner une cohérence au travail des organisations. Le fait que les activités déployées par les organisations reposent exclusivement ou non sur le travail et l'investissement de bénévoles représente un indicateur de leur capacité à agir.

La professionnalisation du travail associatif par le recours à des salariés permet aux organisations non seulement d'assurer la pérennité de leur travail mais aussi de déployer des activités de plus grande envergure. Cela permet aux organisations de s'appuyer sur des savoir-faire professionnels et pas seulement sur les compétences des étudiants acquises au cours de l'engagement dans les organisations. La structure salariée correspond dans cette perspective à une ressource de taille pour construire une audience locale et diffuser sa marque politique. Parmi les deux organisations étudiées, seule l'AFGES dispose de ce type de ressource. Elle compte une cinquantaine de salariés, parmi lesquels une bonne part travaille dans la gestion du restaurant et des différentes cafétérias des amicales. La section locale de l'UNEF repose uniquement sur l'engagement de bénévoles.

L'AFGES possède une cinquantaine de salariés. Une bonne partie d'entre eux servent à faire fonctionner le restaurant universitaire. De même, les amicales affiliées à l'AFGES disposent de salariés dans le cadre des cafétérias qu'elles gèrent. Ce n'est néanmoins par sur cet aspect de la professionnalisation des organisations que nous nous arrêterons. Ce qui va nous intéresser ici, ce sont les salariés qui ont un rôle direct dans la mise en œuvre des activités de l'AFGES. Le recours à des professionnels, outre le fait d'être un indicateur des moyens financiers dont disposent l'organisation, constitue un indicateur de sa capacité à agir.

La collaboration des salariés à la gestion de l'organisation

Tout d'abord, les salariés de l'AFGES s'occupent de la gestion de l'organisation, au sens de la gestion de la comptabilité ou des ressources humaines. Il ne s'agit pas d'une

ressource accessoire comme on pourrait le penser. En effet, ces salariés permettent de décharger considérablement les étudiants responsables de l'organisation. Par exemple, la présence d'un comptable décharge considérablement le trésorier de l'association qui peut se consacrer à d'autres tâches. D'autre part, la présence d'un professionnel pour assurer cette fonction permet d'assurer une meilleure tenue des comptes et donc d'assurer la pérennité de la structure. L'expérience de trésorier du directeur actuel, à une époque où l'association n'était pas professionnalisée est tout à fait éclairante.

« La trésorerie ça consistait principalement à tenir les comptes c'était en fait un boulot de comptable parce qu'il n'y avait pas de comptables ici, il n'y avait pas un salarié administratif tout ce qui était administratif ici n'existait pas donc j'ai appris à tenir manuellement la comptabilité [...] j'ai appris à la base comment remplir des livres de caisse, comment tenir une comptabilité puis ensuite de la comptabilité papier j'ai commencé à réfléchir à la mettre sur informatique [...] pour une grande partie la comptabilité était tenue à l'extérieur par un expert comptable qui nous facturait ça très cher. »¹³³

La collaboration des salariés à la mise en œuvre des activités

Ensuite, la présence de salariés dans l'organisation permet aux étudiants engagés à l'AFGES de bénéficier d'un véritable appui professionnel dans le développement de leurs activités. Ainsi, les salariés de l'AFGES collaborent avec les étudiants dans la mise en place de leurs actions. Dans cette perspective, deux salariées sont en contact permanent avec les étudiants bénévoles, ce qui se remarque notamment par la proximité de leurs bureaux au sein des locaux. Il s'agit d'une salariée chargée des projets étudiants et d'une salariée chargée de la communication¹³⁴. Elles aident les étudiants à développer leurs actions notamment en leur apportant des conseils. Il s'agit d'une ressource considérable pour l'organisation et cela dans deux mesures. Premièrement, les étudiants sont ainsi guidés dans leurs actions et peuvent bénéficier d'un appui professionnel, ce qui semble constituer une ressource importante dans la mesure où les étudiants engagés dans l'association ont pour la très grande majorité moins de

¹³³. Entretien avec Jacques, directeur de l'AFGES

¹³⁴. Compte tenu du fait que notre enquête a comporté seulement un entretien avec la deuxième salariée et que les étudiants ne mettent jamais en évidence le travail des salariés, nous insisterons exclusivement sur le rôle et la place de la salariée chargée de la communication.

25 ans et n'ont pas eu le plus souvent d'expérience antérieure, c'est à dire avant l'université, sur laquelle ils pourraient se reposer. Ensuite, très concrètement, disposer d'une professionnelle de la communication, par exemple, permet de développer des contacts relativement étendus avec la sphère médiatique ou auprès des étudiants par la création de supports divers comme les affiches, les guides. L'AFGES dispose par exemple d'un site internet organisé et mis à jour par la salariée en charge de la communication alors que la section locale de l'UNEF ne dispose pas de site internet propre. La création des supports de communication destinés aux étudiants comme les tracts ou les affiches repose à l'UNEF uniquement sur les compétences propres des étudiants qui y sont investis.

« Depuis que j'ai 14 15 ans je bidouille sur publisher et sous word pour tout ce qui est question de mise en page alors c'était plus pour faire des p'tits journaux pour m'amuser juste moi-même que je faisais ça et du coup je maîtrisais bien le matériel informatique ce qui n'était pas le cas de S. et F. et même sur les questions de communication après j'avais deux trois habitudes parce que mes parents étaient délégués de parents et puis du coup ils avaient fait plusieurs fois des tracts pour les élections de délégué de parents donc j'avais suivi ça de très très loin mais c'est vrai que du coup tout ce qui était mise en page et puis mise en valeur des choses j'avais deux trois connaissances quoi. »¹³⁵

A l'inverse, à l'AFGES, la présence d'une salariée spécialisée dans la communication permet aux étudiants de disposer d'un savoir-faire professionnel quelque soient les compétences propres des étudiants. La salariée conseille les étudiants sur la mise en forme, le choix des supports. Cette professionnalisation des activités de l'AFGES peut être mise en parallèle avec le recours par les hommes politiques à des professionnels, des spécialistes¹³⁶.

¹³⁵. Entretien avec Alexandre, UNEF

¹³⁶. On peut ici se référer à l'article de Gaxie (Daniel), « Les enjeux citoyens de la professionnalisation politique », *Mouvement*, n°18, 2001/5, dont on peut en citer un extrait qui nous semble éclairant pour notre propos : « La professionnalisation touche également d'autres catégories de spécialistes de la politique. Dans un passé encore récent, les candidats aux élections aux divers niveaux définissaient eux-mêmes leurs thèmes de campagne et faisaient appel à quelques militants de leur parti ou à quelques amis personnels pour rédiger les tracts, coller les affiches, organiser leurs réunions publiques ou préparer leur passage à la radio ou à la télévision. Pour les mêmes tâches, les hommes politique s'adressent désormais à des spécialistes des sondages, de la communication ou du marketing politique. Le passage à la télévision se prépare avec un « media trainer ». Une partie importante et sans doute croissante de l'activité politique est ainsi sous-traitée à des entreprises spécialisées. Ce sont des professionnels de la communication qui conseillent les hommes politiques à propos des thèmes de campagne, de l'opportunité d'engager une réforme, de l'attitude à adopter dans une affaire, du discours qu'il convient de tenir ou de leur manière de s'habiller. Les hommes politiques ne sont bien sûr

Cette salariée prend en charge, dans la majorité des cas, la réalisation matérielle des supports. Au-delà du fait d'épauler les étudiants dans la mise en place de leurs activités, la présence d'une professionnelle de la communication permet de développer une réelle stratégie de communication pour l'association, un peu comme une entreprise pourrait le faire.

« Je dois montrer la voie aux étudiants en leur disant par ces moyens vous aurez une chance d'être entendus par les étudiants, d'être relayés par les médias. [...] je sais comment séduire les journalistes, je joue sur l'aspect informationnel sur l'intérêt de telle opération, en fait c'est entretenir l'image de l'AFGES en tant que, comme structure qui se met au service de l'épanouissement de l'étudiant. »¹³⁷

La présence d'une salariée chargée de la communication au sein de la structure permet également d'affermir la structuration de la fédération dans la mesure où c'est elle qui se charge de diffuser de nombreuses informations aux amicales qui la constituent même si sur cet aspect les bénévoles interviennent également.

D'autre part, le travail de cette salariée permet d'asseoir l'AFGES dans son environnement local et donc de faciliter son implantation, dans la mesure où elle se charge d'informer la presse et les institutionnels de toutes les activités entreprises par l'AFGES. La professionnalisation de l'association renforce donc son implantation.

Le directeur de l'AFGES comme pilier de l'organisation

Le directeur de l'AFGES représente un véritable pilier de l'organisation. En effet, sa présence dans l'organisation est essentielle à son fonctionnement même.

Si, officiellement, le directeur de l'AFGES est employé pour s'occuper de la gestion des ressources humaines, en réalité son rôle dans l'organisation est bien plus étendu. La personne qui occupe ce poste n'a pas été recrutée pour ses compétences en termes de gestion de ressources humaines sur le même mode qu'avait été recruté la salariée en charge de la

nullement obligés de suivre ces avis mais, dans ce domaine également, la spécialité donne une autorité qui en impose. »

¹³⁷. Entretien avec Delphine, chargée de communication de l'AFGES

communication pour ses compétences dans le domaine. Le directeur de l'AFGES représente une figure historique de l'association dans la mesure où il s'y était investi comme étudiant bénévole durant plusieurs années avant d'en devenir salarié.

Encadré n°12

Le parcours du directeur au sein de l'organisation

En octobre 1987, alors qu'il est étudiant en dentaire, Jacques rentre à l'amicale de dentaire comme vice président en charge des relations extérieures. Cela consistait à représenter l'amicale dans les instances extérieures à celle-ci comme à l'AFGES par exemple. Lors de la première réunion du Comité de l'AFGES à laquelle il assiste, il est élu administrateur du Caveau, suite à la démission du titulaire de ce poste. Il devait gérer le Caveau pour une durée de deux mois c'est à dire jusqu'au renouvellement du bureau de l'AFGES. Il se présente alors au poste de trésorier dans le bureau suivant. L'année suivante, il devient administrateur de l'AFGES. Ce poste consistait en la gestion du personnel. En 1989, il cumule le poste d'administrateur avec celui de Président, qui correspond à la gestion politique de l'AFGES. Suite à la loi Jospin de la même année qui donnait des moyens financiers d'existence aux organisations nationales de représentation étudiante, il constitue avec notamment les fédérations d'associations étudiantes du même type de Lille et Montpellier, une organisation nationale : la FAGE. Il était alors élu président de la fédération nationale. En 1991, il est sollicité par le président de l'AFGES pour créer un poste salarié de directeur de l'AFGES. Depuis cette date, il n'a pas quitté l'organisation et n'a finalement jamais terminé ses études de dentaire. Il décrit lui-même son rôle dans l'organisation en ces termes :

« J'assure une permanence, je suis le poteau auquel on s'accroche c'est à dire que vous mettez une grande piscine vous mettez un poteau au milieu puis vous balancez les gens dedans et vous leur dites d'apprendre à nager. Qu'est-ce qu'ils font ? Bah ils vont s'accrocher au poteau, à la bouée puis après ils repartent après ils reviennent parce que parfois ils coulent et puis une fois qu'ils ont appris à nager la bouée de sauvetage rassure parce qu'on sait qu'elle est toujours là mais ça les empêche pas d'aller barboter ailleurs et de découvrir la piscine parce que vous pouvez pas comprendre un jeune quand il arrive qu'il est en deuxième ou en troisième année vous n'imaginez pas une seule seconde il se fait élire président vous le balancez là-dedans et il sait tout faire [...] j'suis là dans le sens où y'a un moment la partie économique tout ça ils apprennent à la connaître y'a de toutes façons transmission des anciens aux plus jeunes [...] c'est comme un député qui vient de se faire élire du jour au lendemain c'est pas la science infuse. »

En tant qu'ancien de l'association, il possède donc un capital spécifique conséquent. Il connaît tous les rouages de son fonctionnement et bénéficie de l'expérience, du vécu de ce qui a déjà été fait au sein de l'organisation. Il constitue donc un véritable formateur pour les étudiants qui arrivent dans le milieu. Au-delà de ça, il assure une continuité dans la vie de l'association qui est nécessairement morcelé par le changement rapide des étudiants qui en

sont responsables. Il constitue également un gage de confiance pour les partenaires financiers de l'organisation. Il lui arrive par exemple d'accompagner le président de l'AFGES lorsque ce dernier sollicite des financements.

« Il m'est arrivé d'accompagner le président de l'AFGES lorsqu'il défend un projet d'investissement dans la maison souvent dans les collectivités où je suis présent [...] je crédibilise le discours en disant oui on va rembourser [...] je les rassure forcément sur la poursuite parce que les projets d'investissement sur deux ou trois ans... »¹³⁸

D'autre part, le directeur assure la cohésion entre les salariés et les étudiants en faisant adhérer les premiers aux projets des seconds, à leur volonté politique. Il contribue donc à la cohésion générale de l'association.

« J'assure que le souhait, l'exécution d'un projet par les étudiants soit bien mis en œuvre par les salariés que les salariés adhèrent à ce projet du plus petit au plus grand échelon c'est ça qu'est important. Ils n'ont pas le temps de se bagarrer et de nous convaincre nous. Moi je suis convaincu et chacun des salariés doit l'être et si c'est pas le cas, il pas sa place ici, je vais pas me bagarrer pendant des mois parce que un salarié trouve que ce qu'il fait c'est pas bien. »¹³⁹

On voit donc qu'au-delà de son statut de directeur général des services de l'AFGES, le directeur constitue une ressource extrêmement importante de l'organisation. Dans cette perspective, le rôle de pilier endossé par le directeur peut expliquer dans une certaine mesure la capacité à agir de l'association.

C> L'implication des anciens dans le fonctionnement des organisations

L'implication d'anciens des organisations dans leur fonctionnement représente un élément supplémentaire de structuration et un indicateur de la capacité d'action des organisations. En effet, de par leur implication passée, ils possèdent une bonne connaissance des associations et leur position actuelle dans le milieu du travail leur permet d'intervenir

¹³⁸. Entretien avec Jacques, directeur de l'AFGES

¹³⁹. Idem.

comme des ressorts de la capacité d'action des organisations, au titre de l'expertise ou de contacts mobilisables pour l'action.

L'implication des anciens dans le fonctionnement de la section locale de l'UNEF est très marginale. Certes, ce qu'ils appellent « les retraités », c'est à dire des étudiants qui ont eu un investissement important durant de nombreuses années à l'UNEF et qui sont toujours étudiants, peuvent être mobilisables pour la mise en œuvre de diverses activités. Par exemple, Sébastien, un ancien président de la section locale qui n'a pas terminé ses études, a été désigné comme formateur de la section. Néanmoins, le recours à des anciens étudiants aujourd'hui dans la vie active pour mettre en œuvre des actions ou pour la gestion courante de l'association n'est pas habituel. Les membres de la section locale sont toujours en contact avec eux, notamment par le biais du PS, et les « anciens » passent de temps à autres rendre visite aux étudiants de la section. Certes, il peut leur arriver d'émettre des critiques sur la gestion de la section. Cependant, ils ne sont pas véritablement impliqués dans la vie de la section et leurs conseils ne sont pas nécessairement perçus comme recevables.

« Je peux en parler [de tous ces défauts] mais ça fera le même effet que si moi quand j'étais président quelqu'un de l'extérieur était venu m'en parler. Moi je sais comment c'était quand les anciens venaient me dire de faire des trucs je disais ouai d'accord, toi tu sais pas comment je vis ma situation, tu sais pas comment ça se passe sur le campus, t'es pas avec nous au quotidien, donc des trucs qui sont des bonnes idées mais on n'a pas le temps, on est pris par d'autres trucs. On est tellement dedans que finalement on a le nez dans le guidon on ne voit pas de l'extérieur, on est dans une petite bulle et on voit pas en dehors et les personnes qui sont en dehors de la bulle qui viennent donner des conseils, ouai c'est des bons conseils. Je prends un exemple tout bête. Pendant les élections au CROUS, c'est Jean-Charles qu'est venu nous voir en disant ce serait bien d'organiser des débats d'information et de discussion avec les étudiants sur euh l'aide sociale étudiante dans chaque filière. J'me suis dit ouai c'est une super idée mais sauf que on n'a pas le temps, on n'a pas les militants alors qu'en fait c'est pas la question en fait j'avais pas l'intention de prendre le temps ni de prendre les militants et de toutes façons les conseils d'une personne qui a arrêté l'UNEF qui vient en dehors je pouvais pas les accepter comme étant des conseils recevables. »¹⁴⁰

En se coupant des conseils que peuvent apporter les anciens, les membres de la section locale de l'UNEF se privent d'une prise de hauteur avec les événements et donc d'une

¹⁴⁰. Entretien avec Alexandre, UNEF

ressource permettant d'améliorer les activités entreprises. A l'inverse, à l'AFGES, la proximité avec les anciens et leur intégration dans le fonctionnement de l'organisation, comme on va la voir, leur procure une ressource et un appui pour l'action non négligeable.

En effet, à l'AFGES, comme dans les amicales affiliées, le contact avec les anciens va plus loin que de simples visites de courtoisie. En effet, les anciens sont pleinement intégrés au fonctionnement de l'organisation. Ils participent notamment à certaines réunions de bureau de la fédération comme les CAO. D'après les informations que j'ai pu obtenir à ce sujet, c'est leur expérience dans le monde professionnel qui est recherchée comme appui ou comme expertise dans la gestion courante de l'organisation. N'ayant pu assister à aucune de ces réunions, il est cependant difficile de savoir dans quelle mesure ces quelques anciens régulièrement présents en réunion prennent part au fonctionnement de l'organisation. Néanmoins, cette présence des anciens constitue une constante dans l'histoire de l'organisation. En effet, le poste d'administrateur général, qui correspondrait aujourd'hui plus ou moins au poste de directeur général des services de l'AFGES était occupé par un ancien de l'organisation. De plus, l'actuel directeur, nous l'avons vu précédemment, est également un ancien de la structure.

Nous avons également appris au cours de l'enquête, de manière assez informelle, que de nombreux anciens de l'organisation occupent aujourd'hui des positions importantes dans la vie locale. L'un d'eux serait bâtonnier, un autre gérant de plusieurs boîtes de nuit. Cependant, les éléments collectés restent assez vagues et ne permettent pas d'établir d'hypothèses solidement fondées à ce sujet. On peut néanmoins imaginer, tout en gardant les précautions nécessaires à ce type d'interprétation, que les liens forts qui persistent entre les anciens et l'organisation peuvent constituer des ressources mobilisables pour les activités de l'AFGES, au moins en termes de contacts, de réseau social, voire même peut-être en termes financiers. Lors de l'entretien réalisé avec le directeur de l'AFGES, ce dernier a pu m'évoquer sa

rencontre récente avec un ancien dans des termes qui pourraient laisser penser que des anciens membres de l'organisation auraient pu apporter des fonds personnels à l'organisation, notamment durant la période où l'AFGES se trouvait en crise financière aux alentours de 1989.

« Là j'étais l'autre jour avec un ancien qui a 84 ans qui a mis une énergie dingue dans cette maison parce qu'avant y'avait aussi une colonie de vacances, il l'a suivie pendant des années, il a mis une énergie il y a même mis des sous de sa poche, il y a connu sa femme, et de savoir qu'un jour cette structure pourrait périlcliter qu'elle n'existe plus, tout ce qui faisait que l'attachement était par terre, c'était comme perdre un enfant pour eux. »¹⁴¹

Si les liens entre les anciens et l'AFGES sont avérés, ils demeurent cependant flous. Par contre, au sujet des liens entre les anciens des amicales et ces dernières, nous disposons d'informations plus précises nous permettant de mettre en évidence la place des anciens dans le fonctionnement des amicales.

En effet, à l'amicale de médecine, les anciens sont pleinement intégrés au fonctionnement de l'association dans la mesure où un ancien de l'amicale fait partie du bureau. Il constitue le dixième votant, notamment au conseil d'administration, il s'agit du « VP ancien ». Nous ne connaissons pas précisément quel est son rôle effectif dans l'organisation, au-delà du simple symbole. Il semblerait néanmoins, que de sa présence, en tant que regard extérieur, soient attendues des critiques constructives à l'égard de la manière dont les étudiants gèrent l'association. De même, lors de certaines réunions, participe un autre ancien de l'amicale.

« Après on a le dixième votant qui est le VP ancien qui est François Pélissier, docteur en médecine générale, qui est le VP ancien depuis une trentaine d'années voilà qui nous permet l'idée faire vraiment un long historique de l'amicale et qui donne un peu de sagesse dans un conseil d'administration avec une moyenne d'âge de 22 ans, 21-22 ans donc une personne de 40-45 ans qui a le droit de voter qui a le droit de dire ce qu'il veut ça fait du bien. [...] il est réélu à chaque fois on le re-propose nous à chaque fois, bon il sera pas là les trente prochaines années non plus mais je pense qu'après ce sera sûrement un ancien président [...] bon il est pas là pour s'occuper tous les jours de l'amicale, il fait son boulot, il vient surtout en conseil d'administration voilà. Et chez nous, on a inventé ce qu'on appelle un conseil de gestion où siègent la présidente, le

¹⁴¹. Entretien avec Jacques, directeur de l'AFGES

trésorier, un membre du bureau, le VP ancien et un membre extérieur du bureau qui en l'occurrence est Antoine Poitevin qui est un ancien président d'il y a 4 ou 5 ans de l'amicale de médecine. C'est quelqu'un qui a toujours gardé plus ou moins un pied dans l'associatif, qui est toujours là et qui rappelle aussi un peu et qui met un peu de l'ancienneté dans un bureau si jeune. »¹⁴²

Les amicales font plus généralement appel aux anciens pour faire face à la gestion du personnel qu'elles emploient. En effet, à l'amicale de médecine, les responsables ont fait appel à deux anciens présidents pour assister aux entretiens d'embauche pour le renouvellement d'un de leurs salariés.

« Donc le plus simple pour choisir la nouvelle bah c'est Sébastien qui a fait les entretiens d'embauche pour son poste et il était le mieux placé pour faire un entretien d'embauche déjà parce qu'il faut savoir que notre responsable administrative a en général la trentaine qui fait que c'est mieux d'avoir quelqu'un d'un peu plus responsable qu'un jeune pisseux de 21-22 ans ça c'est toujours le même problème [...] donc c'est lui qui menait les entretiens mais toujours en présence d'un ou deux membres du bureau, toujours en présence de la présidente, quand elle pouvait être là ou du trésorier, enfin comme on dit les un peu plus haut placés quoi. Et on a fait appel à deux anciens présidents de l'amicale, qui savaient qui étaient là pendant les entretiens quand Seb a été embauché [...] donc c'est vraiment une grande famille l'amicale. »¹⁴³

Comme le mettent en évidence les propos de cet amicaliste, les anciens sont sollicités pour leur expérience et leur vécu, un peu à l'image d'experts sur certaines questions. Ainsi, à l'amicale des sciences, les responsables ont pu faire appel de temps à autre à des anciens membres pour prendre des conseils concernant la gestion du personnel.

« On a effectivement eu des problèmes avec nos employés. La plupart du temps on arrive à gérer ça nous-mêmes parce que c'est jamais que des relations humaines, suffit de jouer cartes sur table tout se passe bien. Mais on a la chance d'avoir des anciens membres qui sont maintenant dans la vie active qui sont toujours en contact avec nous et qui sont chargés effectivement de diriger des gens dans des entreprises dans différentes activités. Donc on a fait appel quelques fois à leur bonne volonté [...] on prend très souvent conseil mais on n'a jamais eu besoin de faire appel à eux comme médiateurs. »¹⁴⁴

La composition des organisations étudiante, en termes de bénévoles, salariés et anciens, représente donc un élément important de leur capacité à agir. Les spécificités de structuration inhérentes à chaque organisation révèlent la nature de leur mode d'action et

¹⁴². Entretien avec Fabrice, amicale de médecine

¹⁴³. Idem.

¹⁴⁴. Entretien avec Paul, amicale des sciences

expliquent, en partie, le degré respectif de leur implantation. Au-delà de ces éléments de structuration interne, les organisations étudiantes façonnent leur capacité d'action à partir d'éléments de cohésion internes qui permettent la réunion des individus au sein de collectifs.

Section 2 : Les facteurs de cohésion au sein des organisations étudiantes

La capacité d'action des organisations est également déterminée par le degré de cohésion interne. Le fait que les membres des groupes soient soudés entre eux est en effet essentiel pour le déploiement d'activités collectives. Dans cette perspective, la sociabilité présente dans les organisations constitue un facteur primordial de cohésion. L'action collective suppose également un travail sur les représentations des groupes, leur procurant une identité propre par le biais d'un discours, d'un langage, de valeurs ou encore d'idées. L'identité collective, comme dimension symbolique et cognitive des groupes, est ainsi un élément fort de cohésion et donc de capacité d'action. La compréhension des facteurs de cohésion permet d'appréhender également quelque peu les mécanismes de l'engagement dans les groupes dans la mesure où sociabilité et identité collective peuvent être perçues comme deux dimensions fondamentales de rétribution à l'engagement.

A> La sociabilité comme facteur primordial de cohésion dans les organisations

On peut reprendre ici l'hypothèse faite par G. Renou dans son étude sur un syndicat de salariés¹⁴⁵, qui consiste à dire que la sociabilité n'est pas une dimension subsidiaire de l'activité des organisations mais une dimension primordiale dans la mesure où elle produit de

¹⁴⁵. Renou (Gildas), « L'institution à l'état vif. Sociabilités et structuration des groupes dans un syndicat de salariés », *Politix*, vol 16, n°63, 2003.

la structuration sociale au sein des groupes. Comme le souligne également l'étude de G. Renou, la sociabilité permet de révéler l'organisation « à l'état vif »¹⁴⁶, dans la mesure où on peut observer par le biais de la sociabilité les tensions et les mouvements qui la parcourent.

Ainsi, la sociabilité au sein des organisations étudiantes constitue un élément fondamental de leur structuration. Cela représente un des facteurs de cohésion des membres et dans cette perspective cela va déterminer leur capacité d'action collective. Cette sociabilité est perceptible à travers différents indicateurs.

Les organisations étudiantes comme lieu de vie sociale

Bien souvent lors de mon passage par les locaux des organisations, j'ai pu trouver les étudiants présents dans les locaux en train de ne rien faire ou bien de se consacrer à des choses étrangères aux activités propres des associations étudiantes, qui se rapprochaient de ce que chaque étudiant peut faire durant son temps libre.

Encadré n°13

Etre ensemble

On peut évoquer différents exemples de ces moments de détente observés in situ. Ainsi, avant un collectif de ville de l'UNEF, à mon arrivée au local du BVE, quatre militants sont assis et lisent ensemble le journal publié par les étudiants de l'université Marc Bloch appelé « l'Umbilic ». Ils s'amuse à commenter les articles et à corriger les fautes. Dans le même temps, l'un d'eux surfe sur le site internet de l'AFGES et commente les dernières élections de bureau de la FAGE, l'ambiance est à la rigolade. Lors d'une permanence à la MDE, trois étudiants sont assis et discutent tranquillement. L'un d'eux mange des chips, l'autre est sur MSN. Puis, au bout de quelques instants, un autre membre arrive à la MDE et s'installe avec eux pour discuter. On retrouve cette même ambiance détendue de convivialité dans les amicales et à l'AFGES. En effet, durant ma présence à l'amicale des sciences, une étudiante est là à tourner sur sa chaise, elle ne fait rien. A l'amicale de droit, c'est la même chose, lors d'une visite une membre active est en train de faire les mots fléchés du métro, l'autre surfe sur un site de musique. A l'AFGES, un après-midi alors que j'étais de passage dans les locaux, des membres du bureau sont là en train de jouer à un jeu sur internet, à une autre occasion, un paquet de bonbons est éventré sur le bureau du président qui discute avec d'autres membres de son bureau.

¹⁴⁶. « La sociabilité interne n'est pas un aspect secondaire de la vie organisationnelle. Elle révèle au contraire l'institution à « l'état vif », le lieu où se révèlent les tensions et les mouvements qui la parcourent », ibidem, p.77.

Autrement dit, le local et par transfert l'organisation étudiante en elle-même, en tant que groupe d'étudiants, du fait de l'identification de l'organisation à son local, à son espace physique, constitue un espace de sociabilité. C'est un espace physique et symbolique, au sens de groupe, où les membres plus ou moins actifs des organisations étudiantes savent qu'ils peuvent se retrouver et sont là à passer du temps ensemble, comme on peut se réunir entre amis ou entre pairs. Le local est donc un lieu de vie sociale primordial pour les membres des associations, c'est un point de ralliement d'un cercle d'interconnaissance. En effet, dans le quotidien d'un étudiant engagé, de près comme de plus loin, le passage par le local au moins une fois dans la journée constitue en quelque sorte un rite de base. Moi-même, chaque fois que je souhaitais rencontrer un des responsables d'une quelconque association il me suffisait de passer par le local est j'étais pratiquement assurée de trouver la personne en question. Les membres des différentes structures opèrent de la même manière : *« je passais voir s'ils avaient besoin d'un coup de main »*¹⁴⁷ ou encore *« mais l'amicale moi j'y suis tous les jours pratiquement à la cafèt j'veis dire bonjour à tout l'monde donc sans y être j'y suis un p'tit quand même si tu veux »*¹⁴⁸. Lors de mes moments de présence à la MDE il arriva plusieurs fois que des sympathisants de l'UNEF, au sens d'étudiants non investis dans les pratiques quotidiennes de l'UNEF mais soutenant ses membres et évoluant dans le même cercle, passent « dire bonjour » aux membres présents sur les lieux. Avant les collectifs de ville hebdomadaires de l'UNEF, les membres se rejoignent tous au local du BVE qui constitue alors pleinement un point de ralliement, de rendez-vous.

Des liens de camaraderie

Les membres des organisations étudiantes entretiennent entre eux des liens spécifiques, ils représentent plus que de simples collègues de travail les uns pour les autres.

¹⁴⁷. Entretien avec Emilie, amicale de droit.

¹⁴⁸. Entretien avec Antoine, AFGES.

Les membres de ces groupes, de ces réseaux d'étudiants, lorsqu'ils sont ensemble, peuvent être apparentés à des groupes d'amis. D'ailleurs eux-mêmes se considèrent bien souvent comme des amis.

« J'ai trouvé des amis à l'amicale et dans d'autres amicales [...] on a tous les mêmes objectifs, les mêmes missions presque les mêmes envies, en fait on se voit tout le temps. »¹⁴⁹ « C'est des potes, clairement, [...] on s'entend tous très bien, [...] au bureau on s'éclate bien on se marre bien tous ensemble. »¹⁵⁰

A l'UNEF, la notion de « camarade » est utilisée fréquemment pour désigner les autres membres du groupe. Cette notion permet de distinguer les partenaires du quotidien des amis. C'est une manière de souligner le fait que, certes, des liens particuliers existent entre les membres du groupe mais qu'il ne s'agit pas toujours de liens aussi forts que des liens d'amitié. L'emploi du terme de « camarade » par les militants de l'UNEF leur permet également de ne pas mettre l'accent sur la dimension de la sociabilité. En effet, le terme est plus neutre et place les membres dans des rapports plus distants que s'ils utilisaient le terme d'ami. Par ce biais, les membres de l'UNEF mettent en évidence, en creux, les liens plus politiques ou idéologiques qui les rassemblent.

Ces liens de camaraderie, au sens de partage d'une même situation, d'un même espace de sociabilité, existent également dans les amicales ou l'AFGES même si la notion de camarade, connotée politiquement à gauche, n'est pas utilisée.

« A la base c'est c'que je dis on est pas des potes si on est rentré là c'est parce qu'on a un idéal sur le monde étudiant on a un idéal bah justement sur le fait qu'on ait un statut social pour les étudiants on a on a toutes ces choses là mais également on n'est pas des simples euh on n'est pas des inconnus parce que on traverse quand même beaucoup de galères ensemble et c'est c'qui fait j'pense que cette notion de camarade elle est importante parce que tu peux pas dire ah j'ai mes amis à l'Unef ah c'est mes amis non à la base c'est pas tes amis mais c'est pas des inconnus non plus parce qu'on partage tous les mêmes valeurs [...] c'est super important quand même de créer des liens [...] par exemple un truc tout bête l'autre jour avec des nouveaux adhérents qui sont déjà venus militer avec qui on s'entend bien on s'est fait une soirée jeux de société machin parce que c'est cool aussi enfin même si effectivement des camarades à la base pour beaucoup

¹⁴⁹. Entretien avec Paul, Amicale des Sciences

¹⁵⁰. Entretien avec Antoine, AFGES.

doivent devenir des amis c'est forcé quand t'es beaucoup t'es longtemps avec quelqu'un etc. »¹⁵¹

Ainsi, le fait de se côtoyer quotidiennement crée entre les membres des organisations étudiantes des liens spécifiques. Ces liens de camaraderie, voire d'amitié sont d'autant plus forts que le temps consacré à participer aux activités de l'association est grand. Ils correspondent notamment à un respect mutuel entre les membres du groupe malgré les divergences qui peuvent exister. De plus, comme la citation précédente le fait remarquer, les liens entre les membres du groupe se prolongent en dehors des pratiques liées strictement à l'organisation étudiante. Avec l'exemple précédent, on peut remarquer que des soirées sont organisées entre les membres du groupe. Des sorties au cinéma ou les repas quotidiens sont souvent partagés. Les réunions sont bien souvent suivies d'un pot ou bien se prolongent par l'organisation d'une soirée. Une grande partie des pratiques sociales des étudiants engagés sont donc vécues ensemble. Il n'est pas rare, par exemple, que des relations amoureuses se nouent entre les membres des groupes, même si il est souvent difficile de recueillir ce genre d'informations.

L'évolution des étudiants au sein d'un groupe spécifique, au sens d'un ensemble de personnes interdépendantes évoluant dans un même espace, une même « communauté d'expérience »¹⁵², constitue un élément important de leur socialisation respective et de la compréhension de l'engagement dans les organisations étudiantes. En effet, l'identité individuelle, en partie construite à partir de l'appartenance à un groupe¹⁵³, trouve dans les organisations étudiantes un moyen de s'épanouir. De plus, les étudiants se trouvent dans une temporalité spécifique de rupture liée à l'entrée à l'université, nouvel espace inconnu et déconcertant, et surtout période de trouble des réseaux de sociabilité entretenus jusqu'alors.

¹⁵¹. Entretien avec Muriel, UNEF.

¹⁵². Nous nous référons ici aux termes employés par les différents intervenants, dont Sébastien Michon, lors du Colloque du 24/11/2006 précédemment cité.

¹⁵³. Il est possible de se référer ici aux analyses de Dubar (Claude), *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2000.

Ainsi, ils peuvent développer une forme de disponibilité structurelle pendant laquelle, il peut être rassurant et réconfortant de s'intégrer à un groupe. L'intégration au sein d'un groupe de pairs, avec qui l'on partage le même quotidien, les mêmes soucis et les mêmes envies permet de retisser un réseau de sociabilité qui a été rompu. Dans cette perspective, les membres des organisations affirment avoir trouvé au sein du groupe d'appartenance une « deuxième famille ». Les figures de la famille sont d'ailleurs mobilisées pour évoquer les liens qui existent entre les membres des organisations.

« C'est connaître des gens d'une telle façon que voilà tes rapports avec eux ça devient presque comme une famille. Nadia ça fait 6 ans qu'elle est à la fac on l'appelle maman loup. »¹⁵⁴

A l'UNEF, les deux responsables principaux sont vus comme formant un « vieux couple », un peu sur le schéma de parents qui gèreraient leur famille.

« Alors T. et moi en fait on est souvent comparés à un vieux couple parce qu'on a commencé à peu près en même temps et que T. a un caractère un peu spécial et qu'on se dispute tout le temps mais tout le temps on est tout le temps en train de se disputer mais en même temps on s'apprécie en tous cas il sait très bien que je l'apprécie énormément genre c'est un des seuls qu'a le droit quand on fait les chaînes d'inscription [...] à son t'sais j'lui amène un bout de chocolat le matin c'est des trucs bêtes mais... »¹⁵⁵

Les rapports entre les membres sont également chargés de petites attentions les uns pour les autres, comme dans une famille. Leurs relations peuvent comporter également de la tendresse comme l'explique cet étudiant investi à l'amicale des sciences.

« On est vraiment câlin entre nous j'veux dire on arrivait ah salut on s'faisait un gros câlin [...] c'est voilà on s'aimait quoi voilà en tant qu'amis il s'est développé une cohésion où on va pas s'prendre la tête, on s'fait la bise entre gars on serre pas la main parce que ça fait un peu distant moi ça me choque pas je faisais ça aussi dans ma famille en Corse [...] c'est une autre famille un peu différente. »¹⁵⁶

La richesse et l'intensivité de la sociabilité que confère l'évolution dans une organisation étudiante peut être vue comme une forme de rétribution du temps consacré à

¹⁵⁴. Entretien avec Nicolas, Amicale des Sciences

¹⁵⁵. Entretien avec Muriel, UNEF

¹⁵⁶. Entretien avec Nicolas, Amicale des Sciences

l'association. Cette idée, si elle n'est pas évoquée directement par les membres apparaît néanmoins en creux dans plusieurs entretiens dans la mesure où presque tous affirment que si l'ambiance était mauvaise ils ne s'investiraient pas. Le temps passé ensemble, comme nous l'avons déjà suggéré, explique l'importance de la sociabilité dans les organisations étudiantes et l'importance de cette dernière explique le temps conséquent passé ensemble. En effet, les deux sont en correspondance et cet élément est très souvent évoqué en entretien. Ainsi, les membres des associations insistent sur le fait que si l'ambiance n'était pas bonne dans les groupes ils ne passeraient pas autant de temps ensemble. Le fait de trouver du plaisir à partager des activités ensemble explique le fait qu'ils passent autant de temps les uns avec les autres¹⁵⁷.

« Le bureau reste avant tout une bande d'amis avant tout parce que sinon je vois pas comment on pourrait fonctionner si on se tapait sur la gueule si on pouvait pas se voir ou si c'était juste un lien de collègues de travail enfin de personnes qui travaillent sur la même tâche mais qui s'apprécient pas plus que ça je vois pas enfin moi je pourrais pas. »¹⁵⁸

La bonne entente entre les membres des groupes doit cependant être relativisée. En effet, tous les moments passés ensemble ne sont pas dénués de conflits et d'opposition. Des tensions sur des questions quotidiennes d'organisation peuvent exister.

« Il y en a qui font plus que d'autres c'est normal [...] il peut y avoir des tensions, des engueulades sur un prétexte ou sur un autre que ce soit de l'asso ou pas ils décident de s'engueuler c'est comme ça. »¹⁵⁹

« Q : Tu trouves qu'il y a une bonne ambiance ?

R : Peut-être moins que ce que je pouvais penser en faisant la connaissance des gens de l'unef mais peut-être parce que maintenant je suis plus qu cœur des choses donc je vois plus les côtés négatifs, les côtés tensions tout ça que tu ne vois pas quand t'es simplement sympathisant, c'est des tensions entre guillemets professionnelles, enfin c'est des tensions qui p't'être n'auraient même pas lieu d'être mais qui sont parce que on est tous stressés

¹⁵⁷. On se réfère ici aux analyses de Gaxie (Daniel), « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, vol. 27, n°1, 1977, qu'il est possible de transposer à notre étude : « l'amitié des militants procure des joies que l'on peut juger prosaïques ou accessoires, mais qui constituent pourtant un puissant moyen d'attachement au parti » et plus loin : « l'intégration dans une micro-société avec tous les avantages psychologiques et sociaux qui lui sont associés apparaît ainsi comme le bénéfice le plus général retiré de l'appartenance à une organisation et on peut alors s'attendre à ce que l'activité et la cohésion d'un parti soit d'autant plus élevées que son organisation favorisera cette intégration », p. 137-138.

¹⁵⁸. Entretien avec Clément, AFGES

¹⁵⁹. Entretien avec Nicolas, amicale des sciences

on a la pression donc on devient désagréables mais au fond c'est jamais complètement profond, on a tous de l'estime de l'un pour les autres. »¹⁶⁰

Néanmoins, les tensions et les conflits qui existent réellement dans chacune des organisations, ont tendance à ne pas être mis en évidence par leurs membres qui valorisent plutôt la bonne entente. Cela peut constituer un indicateur de l'importance que revêt la cohésion des membres, au moins en apparence, comme facteur de la capacité d'action des membres. Autrement dit, les organisations ont tout intérêt à ce que leurs tensions internes ne soient pas exposées au grand jour dans la mesure où cet élément de faiblesse pourrait être exploité par les adversaires ou du moins nuire à l'image de l'organisation.

Les moments dédiés aux activités de l'organisation et passés avec les membres des groupes, s'ils comportent leurs moments de conflits inhérents à toute vie sociale, en viennent parfois à primer sur le reste des activités des étudiants et notamment sur le temps consacré aux amis, à la famille et aux études. En effet, bien souvent le temps passé avec les pairs semble plus attractif que l'assistance aux cours qui paraît alors secondaire et désuète, au sens où ce serait retourner à la vie d'un étudiant normal, fondu dans la masse et n'ayant plus de statut particulier. Si certains étudiants continuent à réussir leurs études malgré tout et affirment que leur activisme ne perturbe pas leurs études et qu'on peut toujours s'organiser, dans de nombreux cas, même si ce n'est pas systématique, l'engagement, voire le sur-engagement engendre la cessation de l'assistance aux cours voire l'échec aux examens. Ainsi, il n'est pas rare que les membres des organisations doivent se présenter au rattrapage voire même recommencer l'année universitaire. Dans de nombreux cas, le surinvestissement dans l'association étudiante se produit alors que les études poursuivies déplaisent, déçoivent ou tout simplement ne revêtent pas un grand intérêt. Ainsi, le temps dédié à l'organisation prend le pas sur les études parce qu'il est jugé plus intéressant et plus confortable. D'ailleurs bien

¹⁶⁰. Entretien avec Alexis, UNEF.

souvent, les étudiants investis affirment avoir plus appris au cours de leur engagement dans l'organisation que durant leurs études au sens strict.

« J'ai mis à peu près 6 mois à me mettre dans l'bain, du moins pendant 6 mois j'étais l'étudiante modèle et tout je suis allée en cours et j'ai pas excessivement participé à la vie de l'asso [...] c'est euh tenir la cafèt pendant des soirées organiser des évènements c'est être là à chaque fois que l'asso fait quelque chose c'est être membre actif vraiment vraiment actif »¹⁶¹

« J'ai raté mon premier mardi de cours, j'pouvais en rater que trois, pour les élections à Robert Schuman, et c'est un peu ce qui a fait qu'après après y'avait les élections à Marc Bloch dans la foulée et là c'était le déclencheur un p'tit peu et ensuite je passais plus de temps à la maison de l'étudiant qu'en cours. »¹⁶²

Cet investissement intense dans les organisations étudiantes de la part de nombreux de ses membres peut faire ressembler les organisations étudiantes à des « institutions totales »¹⁶³, avec toutes les précautions nécessaires qu'implique ce parallèle, dans la mesure où les pratiques des étudiants engagées sont orientées autour du groupe de pairs noué au sein de l'organisation, aussi bien dans la sphère publique, c'est à dire au cours des actions réalisées dans le cadre de l'organisation, que dans la sphère privée. Ce constat réfute l'idée d'un « engagement distancié »¹⁶⁴, au sens d'un engagement réversible, limité et d'une adhésion légère, dans la mesure où les étudiants qui s'engagent ne le font pas sur le ton de la demi mesure mais bel et bien dans la perspective d'un engagement total où l'on ne compte pas ses heures.

B> Identité collective, cohésion des organisations et capacité d'action

L'intégration à un groupe, par les activités et le temps passé ensemble au-delà du partage d'un même univers de sociabilité, comporte l'adhésion à une « sous-culture » groupale, une identité collective, qui existent préalablement à l'entrée individuelle dans le

¹⁶¹. Entretien avec Claire, AFGES

¹⁶². Entretien avec Alexandre, UNEF

¹⁶³. Nous nous référons ici au concept développé par Goffman (Erving), *Asiles*, Paris, Editions de Minuit, 1968.

¹⁶⁴. Cette idée d'engagement distancié a notamment été développée par ION (Jacques), *La fin des militants*, Paris, Editions de l'atelier, 1997, p.12.

groupe sans pour autant être statique, dans la mesure où les nouveaux arrivants contribuent à façonner l'univers collectif. Le niveau de l'adhésion, sa teneur et le nombre de dénominateurs communs revendiqués vont déterminer le coût d'accès aux groupes mais surtout la capacité de mobilisation des membres du groupe en fonction des enjeux.

L'identité collective est de faible intensité à l'AFGES alors qu'à l'UNEF c'est l'inverse. Voyons à présent quels sont les éléments qui constituent leur identité respective et dans quelle mesure elle influe sur leur capacité de mobilisation.

Des univers symboliques particuliers

L'univers symbolique de référence des organisations est un élément de cohésion entre les membres des organisations étudiantes. Plusieurs indicateurs de ces univers peuvent être repérés. Parmi eux, l'appropriation des locaux, le vocabulaire et les références employées ainsi que les communautés d'appartenance ou les signes distinctifs (Faluche), représentent des éléments symboliques caractéristiques et spécifiques à chaque organisation. Ces éléments sont expressifs et normatifs, dans la mesure où ils tracent des lignes de contour d'un « nous » et démarcation d'avec un « eux ».

Tout d'abord, l'univers commun est perceptible dans l'appropriation des locaux faite par les organisations. Les affiches et autres slogans placardés sur les murs des locaux personnalisent les organisations et transmettent une image particulière d'eux au public. Ainsi, l'univers symbolique est important pour la cohésion du groupe mais aussi dans sa relation avec l'extérieur, c'est à dire dans sa conquête d'une audience locale. Dans l'image transmise aux autres se joue la crédibilité des organisations et leur capacité à être reconnues comme des acteurs légitimes dans l'espace étudiant. Dans cette perspective, les locaux des amicales apparaissent comme des espaces apolitiques et conviviaux. Plusieurs éléments de décor attestent d'un esprit festif, ce qui est à relier avec l'importance des activités d'animation de la

vie étudiante entreprises dans leur registre d'action. Dans les locaux de la fédération, c'est un esprit de professionnalisme qui se dégage. Les locaux sont assez neutres et peu d'éléments de décor sont présents hormis dans le bureau du président où sont essentiellement placardées des affiches de diverses opérations et soirées organisées. Dans le local propre de l'UNEF, les idées politiques des membres s'affichent clairement au travers d'une multitude de slogans.

Encadré n°14

Lieux de vie et univers symbolique des organisations

Dans la MDE (Maison Des Etudiants) qui constitue un des locaux de l'UNEF ouvert au public, les affiches recouvrent tous les murs. De nombreuses affiches correspondent à différentes campagnes menées par l'UNEF par le passé. Plusieurs affiches au format plus réduit évoquent la volonté de combattre l'extrême droite, et d'autres sont dirigées contre Jacques Chirac. La Charte de Grenoble, fondatrice du syndicalisme étudiant, est également scotchée sur la porte d'une armoire, certains numéros du *Contraste*, journal de la section locale de l'UNEF, aux publications non régulières, décorent l'espace. En évidence face à la porte, la campagne du moment est à disposition de tous sur un présentoir. Le local est minuscule et ma présence sur les lieux gêne assez rapidement. Une vieille armoire, un bureau, une table, quelques chaises, un vieux frigo et une photocopieuse témoignent du caractère spartiate de l'installation. L'atmosphère du second local de l'UNEF, le BVE, atteste du fait qu'il n'est pas à proprement parler le local de l'UNEF dans la mesure où les logos UNEF et ses campagnes sont plus discrets voire absents. Les affiches sont alors plus neutres, on peut remarquer par exemple la présence d'une affiche de l'OVE (Observatoire de la Vie Etudiante). Le local principal de l'amicale des étudiants en droit laisse une toute autre impression. Un bar d'accueil fait face à un grand bureau orné d'un ordinateur, un autre bureau dans le fond est muni d'un second ordinateur, deux fauteuils de bureau type « fauteuil de ministre », plusieurs étagères et un grand tableau blanc constituent le matériel de base du local. La décoration est moins fournie qu'à la MDE de l'UNEF, mais on trouve tout de même plusieurs affiches du gala annuel de droit et des affiches de soirées ou d'évènements placardées sur les murs, le « petit juriste », journal de l'amicale, et la lettre des élus sont à disposition sur le bar d'accueil.

Le local de l'amicale de médecine, dégage pour sa part une atmosphère toute différente. Les bureaux, qui m'ont paru particulièrement grands en comparaison avec d'autres amicales, disposent d'un matériel fourni dont un canapé. Au plafond, deux immenses posters de femmes en sous-vêtements plantent le décor.

Au local de l'AFGES, une impression de sérieux se dégage. Les locaux, soit quatre bureaux, sans compter la structure administrative, une salle commune et une salle de réunion, sont très modernes, le mobilier et l'équipement très fournis. Quelques affiches ornent les murs de la salle commune et du bureau du président, notamment celle de la dernière campagne de la FAGE « Qu'aurez-vous fait de vos 20 ans ? ». Des faluches sont disposées sur une étagère dans la salle de réunion. Quelques livres sont disposés sur une étagère dans le bureau du président. On y trouve notamment l'histoire de l'UNEF, ce qui peut paraître étrange mais s'explique dans la mesure où l'organisation se sent relativement proche de l'époque de la grande UNEF. Dans le bureau du président les murs sont décorés d'affiches de soirées et

d'opérations organisées par l'AFGES. En bref, les locaux de l'AFGES dégagent une image de sérieux et cela découle de la propre volonté du directeur (poste salarié) qui a tenu à rénover les locaux : « *il était un important de crédibiliser le travail des étudiants* »¹⁶⁵.

Ensuite, le vocabulaire employé par les membres des groupes et les références qu'ils utilisent couramment représentent des indicateurs fiables de l'univers symbolique spécifique dans lequel évolue chaque organisation. L'emploi de termes différents pour désigner des choses similaires correspond à un vocabulaire indigène spécifique à la « sous-culture » de chaque organisation. Les différents postes à l'intérieur de l'AFGES et dans les associations affiliées sont désignés par des termes que les membres de l'UNEF n'utilisent jamais. Il s'agit par exemple des « VP » (vice président) et des chargés de mission. D'autre part, si à l'UNEF la distinction classique entre militants et sympathisants est souvent employée, à l'AFGES, le terme de « militant » n'est jamais employé mais on utilise toujours le terme « d'associatif » pour désigner les étudiants investis dans l'organisation. Ainsi, les membres des deux groupes s'inscrivent symboliquement dans deux perspectives différentes. Les « militants » s'insèrent dans la lignée du militantisme politique et syndical traditionnel alors que les « associatifs » refusent cette lignée et lui préfèrent l'engagement associatif, à l'aspect plus moderne et plus apolitique. Les réunions de groupe sont également désignées de manière différente. A l'AFGES, on parle notamment de CAO, de comités et d'assemblées générales alors qu'à l'UNEF, on parle de collectifs de ville, ou de collectifs d'AGE (Assemblée Générale des Etudiants), en référence aux anciennes AGE qui formaient la vieille UNEF. Les « campagnes » menées par l'UNEF correspondent plus ou moins aux « opérations » organisées par l'AFGES. Là encore l'utilisation de termes différents pour évoquer le mode de diffusion des marques politiques positionne respectivement les deux organisations dans deux univers symboliques distincts. Le terme de « campagne » renvoie assez directement à l'univers politique alors que ce n'est pas le cas du terme « opération ». Ensuite, une

¹⁶⁵. Entretien avec Jacques, AFGES.

revendication qui passerait par la rédaction d'un tract très classique à l'UNEF va se matérialiser par une « lettre des élus » de l'AFGES. L'univers symbolique de l'AFGES à travers la manière particulière de ses membres de désigner les choses place l'organisation dans une perspective de nouveauté ou du moins d'étrangeté par rapport au syndicalisme étudiant traditionnel. En intégrant ce groupe, les membres sont donc plongés dans une rhétorique spécifique qui déjà en elle-même s'oppose à la rhétorique traditionnelle employée par les membres de l'UNEF.

L'identité collective spécifique à chacun des groupes transparait également à travers les références auxquelles les étudiants engagés font allusion. Ainsi, lors des réunions hebdomadaires de l'UNEF, il est fait assez fréquemment allusion à l'étudiant comme étant un « jeune travailleur intellectuel »¹⁶⁶, alors qu'à l'AFGES les étudiants n'ont jamais recours à ce type d'allusion à l'histoire du syndicalisme étudiant, ce qui s'explique par le fait que l'AFGES ne se considère pas comme étant un syndicat étudiant. Les chansons paillardes sont également partagées et chantées ensemble par les membres de l'AFGES et de ses amicales à de multiples occasions. Elles sont bien connues de la majorité des étudiants engagés à l'AFGES. D'ailleurs au cours des pré-rentées que les amicales organisent, il est fréquent que les amicalistes enseignent ces chansons aux nouveaux arrivants. Les paroles peuvent même figurer dans les livrets ou guides qui sont distribués lors de la période d'accueil. Au moment des résultats électoraux par exemple, la tradition veut qu'on fasse un concours de chants avec d'un côté les paillardes et de l'autre les chants ouvriers révolutionnaires entonnés par les membres de l'UNEF. Le fait de chanter des paillardes ou bien des chants ouvriers révolutionnaires place très clairement les membres des organisations dans deux esprits, deux univers symboliques très différents.

¹⁶⁶. Cette notion constituait le fondement de la définition du syndicalisme étudiant dans la Charte de Grenoble de 1946.

Les chansons paillardes sont très liées avec l'aspect festif des amicales et de l'AFGES qui organisent de nombreuses soirées, mais pas seulement. En effet, les chansons paillardes se retrouvent également dans l'univers de la Faluche¹⁶⁷, corporation étudiante à l'aspect également très festif. L'appartenance à la Faluche ne constitue cependant pas tout à fait un élément de l'identité collective des membres de l'AFGES dans la mesure où tous ne sont pas faluchards. Néanmoins, de par le passé tous les membres du bureau de l'AFGES assistaient aux réunions coiffés d'une faluche et si aujourd'hui tous ne sont pas baptisés, les membres de l'AFGES évoluent en contact direct avec le milieu de la Faluche. On peut donc considérer que la Faluche fait partie de l'univers symbolique des étudiants investis à l'AFGES. Et on peut également faire l'hypothèse que l'appartenance à la Faluche renforce l'adhésion aux mêmes valeurs, aux mêmes idées entre les membres de l'AFGES qui en font partie dans la mesure où le fait d'accepter les règles du code de la Faluche présuppose une adhésion préalable à ce dernier.

Les chants ouvriers révolutionnaires et le fait de s'appeler entre eux « camarades », même s'ils ne le font que pour évoquer une personne qui n'est pas présente et pas dans le cadre d'une interaction directe et immédiate, placent les membres de l'UNEF dans un univers situé politiquement à gauche. A l'UNEF, aucun membre n'appartient à la Faluche et cette dernière est un élément clé de la démarcation entre les membres des deux groupes. Porter une Faluche, c'est donc afficher très clairement son identité, son appartenance à un groupe, comme un signe ostensible, être coiffé d'une faluche signifie nécessairement qu'on n'est pas de l'UNEF et qu'il y a de fortes chances pour qu'on soit investi dans une association affiliée à l'AFGES même si ce n'est pas automatique. Ainsi, un étudiant coiffé d'une faluche représente spontanément pour les membres de l'UNEF, un étudiant fêtard, pas très sérieux, à l'esprit corporatiste, attaché à de vieilles traditions. Cette image négative de la Faluche n'est

¹⁶⁷. Pour de plus amples informations sur la Faluche, voir Vernier (K.), *La symbolique de la Faluche*, Strasbourg, mémoire de maîtrise d'ethnologie, 1992. Voir également document 5 en annexe.

d'ailleurs pas ignorée par les membres de l'AFGES qui, pour ces mêmes raisons, peuvent renoncer à entrer dans le cercle de la Faluche. Un étudiant investi dans le bureau de l'AFGES a pu m'expliquer pourquoi ça ne l'intéressait pas d'être faluchard lors d'un entretien :

«Q : Quand tu m'as dit les autres essayent de me convaincre comment ça se fait que tu leur dis non, c'est pour les embêter ?

R : Non parce que je ne vois pas enfin déjà je ne vois pas l'intérêt ça ne me branche pas [...] Je suis moins tourné vers le côté qui serait plus festif qui serait plus le côté faluche parce que les baptêmes de faluche c'est faire la fête des choses comme ça bon sans stigmatiser en disant eux c'est les fêtards nous c'est les sérieux [...] Y'a aussi le fait que pour certains étudiants les faluchards ne sont pas bien vus, y'a beaucoup de gens qui ne se reconnaissent pas chez les faluchés et ça c'est quelque chose que je peux comprendre moi-même quand j'étais en première en deuxième année je me reconnaissais pas forcément dans les faluchés parfois même pas du tout [...] j'ai pas envie après d'être stigmatisé et étiqueté parce que je suis faluchard [...] je veux être à l'écoute de tous les étudiants et donc rentrer dans un cercle un petit fermé parce que la Faluche malgré tout c'est un cercle qui [...] un cercle un p'tit peu au milieu du grand cercle des étudiants [...] j'ai pas envie d'oublier cet étudiant lambda en m'enfermant pas dans une caste mais en m'enfermant dans un espèce de microcosme qui pense un peu des fois de la même manière et puis des fois je me surprends à me dire oui pourquoi pas c'est vrai que ce serait marrant. »¹⁶⁸

L'idéologie des organisations : convictions politiques et principes gestionnaires

Au-delà des marqueurs symboliques d'une cohésion groupale, il semble important d'examiner sur quels soubassements se fonde l'idéologie des organisations. Le terme « idéologie » sera ici employé dans un sens large proche du concept de cadre développé par Erving Goffman¹⁶⁹. Il s'agit tout particulièrement de voir dans quelle mesure les convictions politiques servent d'élément de cohésion des groupes et le cas échéant d'apprécier dans quelle mesure des modes de gestion peuvent « remplacer » les convictions politiques.

A l'UNEF, les étudiants ont des convictions politiques marquées à gauche et cela constitue un facteur de cohésion entre eux. En effet, s'il n'existe pas une homogénéité totale des convictions politiques au sein de la section locale de l'UNEF, loin s'en faut,

¹⁶⁸. Entretien avec Antoine, AFGES.

¹⁶⁹. Le terme d'idéologie est ici entendu dans un sens très large, un peu au sens du concept de « cadres » développé par Goffman (Erving) in *Les cadres de l'expérience*, Minuit, Paris, 1991 ; c'est-à-dire d'éléments de définition des situations qui produisent des significations dans et pour l'action. Cela englobe donc aussi bien les valeurs que les symboles ou encore les légitimations qui sont entreprises. La teneur de ce concept est explicitée dans Neveu (Erik), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2005 (4^{ème} édition), p. 102-103.

l'appartenance à une famille politique ancrée à gauche est clairement perceptible. Les différentes tendances de l'UNEF au plan national sont reproduites partiellement au niveau de la section locale. La tendance majoritaire est celle qui domine au niveau local comme au niveau national. La tendance TRS¹⁷⁰ n'est pas représentée à ma connaissance au sein du groupe local. Par contre la TTE¹⁷¹ a des représentants au sein de la section strasbourgeoise. Cependant, ses membres sont numériquement minoritaires et les conflits de tendance ne constituent pas réellement un problème de cohésion au sein de l'organisation même s'ils peuvent être source de tensions passagères.

Le jeu de tendances, qui n'est autre qu'un jeu de positionnement politique et stratégique, est en perpétuel changement. Au dernier Congrès de mars 2007, le jeu de tendances a d'ailleurs été modifié, faisant suite à l'affaire des 40 exclus, mais globalement les courants restent les mêmes, malgré le fait que les alliances s'en trouvent quelque peu modifiées.

Encadré n°15

Réception locale de l'affaire des 40 exclus

Lors d'un collectif de ville hebdomadaire, un point est consacré à l'histoire des 40 exclus de l'UNEF qui appartenaient à la TTE. Lors de cette réunion, l'ambiance est très tendue. Les faits sont rappelés : lors de la manifestation du premier mai 2006 il avait été décidé que l'UNEF défilerait en tête de cortège et des membres de la TTE auraient appelé tous les mouvements ayant participé au mouvement contre le CPE à passer *par tous les moyens* à l'avant du défilé. Des violences contre des membres de l'UNEF auraient alors été perpétrées par des adhérents de la tendance TTE et pour cette raison 40 personnes appartenant à cette tendance auraient été exclues suite à la réunion de la commission disciplinaire de l'UNEF. Le débat s'enclenche rapidement et on voit que l'ordre habituel est rapidement menacé, les tours de parole n'étant plus respectés. Marie, membre de la TTE semble très émue et très nerveuse, ses mains tremblent. Peu avant la clôture du débat un jeune homme assis au fond se lève en disant « pour moi c'est fini » et sort de la salle de façon bruyante. Les membres de la TTE présents évoquent des « magouilles » et dénoncent la « politique politicienne » pratiquée par les membres de la tendance majoritaire pour s'imposer et évincer la TTE de l'unef. Si les jeux de tendances ayant lieu au niveau national peuvent parfois avoir un impact sur l'ordre et la cohésion de la section strasbourgeoise, au quotidien, les lignes de

¹⁷⁰. La tendance TRS peut s'apparenter aux sociaux démocrates de gauche.

¹⁷¹. La TTE représente le courant le plus à gauche de l'UNEF.

fracture correspondant aux tendances sont globalement peu opérantes et ne semblent pas remettre véritablement en cause la cohésion idéologique de la section, préservant ainsi une homogénéité identitaire nécessaire à l'action commune.

La politisation¹⁷² des membres de la section locale de l'UNEF se manifeste d'abord par leur volonté d'inscrire toutes les activités sous le registre politique : « nous on pense que tout est politique dans la vie »¹⁷³. Les étudiants engagés à l'UNEF entretiennent tous plus ou moins des liens avec un parti politique. Pour la plupart, notamment ceux de la tendance majoritaire, il s'agit du PS. Ces liens sont cependant parfois dissimulés¹⁷⁴ et il semblerait que personne n'ait intérêt à ce que ces liens soient connus. Les étudiants de l'UNEF semblent en effet se méfier d'une image qui les représenterait comme inféodés à un parti politique. Tout se passe comme si ses membres voulaient préserver la séparation instituée des ordres d'activités, au moins en apparence pour se prémunir de critiques qui pourraient remettre en cause leur légitimité¹⁷⁵. Néanmoins, une bonne partie des militants de l'UNEF entretient des liens avec un parti politique. Ces liens peuvent se manifester par l'adhésion simple au parti, le militantisme en son sein ou l'assistance occasionnelle voire régulière à des réunions. Les convictions politiques de gauche regroupent les membres de l'UNEF autour d'une grille de lecture commune, de principes de vision et de divisions du monde. Ces principes qu'il serait bien difficile de définir, tant ils sont difficilement palpables, fonctionnent néanmoins comme catalyseur du groupe et sont générateurs d'action pour les membres.

¹⁷². On peut se référer ici à une définition large de la politisation telle qu'elle est donnée dans Lagroye (Jacques) (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003 : « La politisation est requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activités. », p.360-361.

¹⁷³. Entretien avec Beril, UNEF

¹⁷⁴. Lors d'un entretien avec un des responsables de la section locale de l'UNEF, ce dernier a tenté de me camoufler durant tout l'entretien ses liens avec le PS en me disant clairement qu'il ne souhaitait pas qu'on assimile l'UNEF au PS. Ce n'est qu'après l'entretien, au cours d'une discussion plus informelle, sans magnétophone, qu'il m'avouera assister régulièrement à des réunions du PS.

¹⁷⁵. Pour une explication plus complète des soupçons qui pèsent sur les organisations du même type de l'UNEF, voir J. Lagroye, « Les processus de politisation », in J. Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, Paris, 2003.

Extrait d'entretien avec un ancien responsable de l'UNEF

« C'est important de pouvoir être adossé sur une idéologie parce que d'abord d'une part parce qu'on est plus à même de faire les bons choix quand on sait où on va et le fait de savoir où on va parce qu'on a une idéologie parce qu'on a un projet de société en tête c'est quand même beaucoup plus facile du coup ça veut dire qu'on fait les choix qui s'imposent et des choix qui sont justes pas qui sont dictés par l'intérêt du moment, par l'actualité ou par des volontés personnelles, c'est des choix qui sont dictés parce qu'on pense que c'est ça qu'est le mieux pour l'intérêt général des étudiants [...] j'prends un exemple tout simple c'est la capacité d'accueil limitée y'a deux façons de la voir déjà y'a la façon de l'AFGES qui est de dire on est là pour défendre les étudiants de Marc Bloch ou les étudiants de l'Université de Strasbourg si on limite l'accès en arts plastiques effectivement on va pénaliser des lycéens qui ne pourront pas entrer en arts plastiques par contre les étudiants qui sont en arts plastiques ils auront de meilleures conditions d'études donc finalement c'est positif pour eux puisque les étudiants de Marc Bloch auront de meilleures conditions d'études à Marc Bloch [...]. Quand après on a un projet politique plus large qui dépasse le simple cadre universitaire le fait de mettre des personnes de côté qui auraient voulu faire des études supérieures et qui finalement peuvent pas en faire parce que l'université ne leur permet pas de s'inscrire alors ça pose un problème. On pourrait dire que on est là pour les étudiants et que nous on s'en fiche de ceux qui sont pas étudiants mais à un moment on est là pour la société et ça nous pose un problème d'avoir des personnes qui sont mises de côté parce que l'Université les laisse pas s'inscrire pour des questions purement matérielles en plus. Donc c'est vrai que c'est un peu la position de l'UNEF où on a une vision plus large de qu'est-ce que c'est l'enseignement supérieur dans la société, qu'est-ce que c'est qu'un étudiant, qu'un citoyen, des questions comme ça un peu plus large qui font que quand on prend position c'est pas dicté par l'intérêt du moment ou bien l'actualité étudiante ou la position majoritaire des étudiants, c'est parce qu'on a une volonté politique, qu'on veut conduire l'Université quelque part dans un projet plus large et on s'y conforme après dans tout ce qu'on va faire comme action comme prise de position. »¹⁷⁶

Si l'on prend l'exemple du CPE, demander à un membre actif de l'UNEF s'il était contre ou non, s'il s'est engagé ou non dans le mouvement, ne sont pas des questions pertinentes. Les militants de l'UNEF étaient contre par principe. Lorsque j'ai demandé à un militant du BN rencontré lors des élections à l'ULP de décembre 2006, comment s'était passé le CPE pour lui et s'il s'était engagé ou non, il m'a répondu que la question ne se posait pas tellement que c'était une évidence.

L'appui des membres de l'UNEF sur des convictions politiques constituent donc un véritable levier pour l'action collective sur des enjeux politiques d'actualité de plus ou moins grande envergure. Les convictions politiques qui fédèrent ou divisent partiellement ou

¹⁷⁶. Entretien avec Alexandre, UNEF

ponctuellement les membres de l'UNEF constituent le sous-bassement de l'idéologie de l'UNEF.

A l'AFGES, les convictions politiques ne constituent pas un facteur de cohésion de groupe, bien au contraire, elles peuvent représenter un facteur de division et de frein à la mobilisation collective. En effet, les étudiants engagés à l'AFGES et au sein de ses amicales ne partagent pas les mêmes convictions politiques. Ces dernières ne représentent pas un élément fondateur du groupement et ne déterminent pas l'idéologie de l'organisation qui n'est donc pas de nature politique. On y trouve aussi bien des étudiants se considérant de gauche comme de droite. La question des convictions politiques est considérée comme relevant de la sphère privée, ce qui est à mettre en relation avec le fait que plusieurs étudiants interrogés éprouvèrent des réticences à me confier quelles étaient leurs préférences politiques. Il est difficile de savoir quel est le degré de politisation des étudiants engagés au sein de cette structure. Néanmoins, il est possible de relier notre propos aux études sur la politisation des personnes engagées dans le milieu associatif. En effet, selon plusieurs études récentes et notamment celle de Nonna Mayer¹⁷⁷, le fait d'appartenir ou non à une association exercerait une influence réelle et notable sur le degré de politisation des individus. Cependant, comme le met bien en évidence Camille Hamidi¹⁷⁸, il est difficile de déterminer si l'appartenance associative est l'effet ou la cause de la politisation. Si nous nous fondons sur les critères dégagés par l'étude de Nonna Mayer soit le niveau de connaissances politiques, l'intérêt déclaré pour la politique et la capacité à se repérer dans le champ politique, la majorité des membres de l'AFGES apparaissent comme étant peu politisés. En effet, plusieurs étudiants avouent ne pas s'intéresser grandement à l'actualité politique, leurs connaissances sont pour certains relativement limitées dans le domaine et le positionnement sur un axe politique est

¹⁷⁷. Voir notamment Mayer (Nonna), « Les conséquences politiques du "capital social" : le cas français », *Revue internationale de politique comparée*, 10 (3), 2003, p.381-395.

¹⁷⁸. Hamidi (Camille), « Eléments pour une approche interactionniste de la politisation », *Revue française de science politique*, vol. 56, n°1, février 2006, p.5-25.

assez flou dans la mesure où si la plupart arrivent à se situer sur un axe droite-gauche, rares sont ceux qui me donnent une indication très précise comme cela peut être le cas avec de nombreux membres de l'UNEF qui eux se placent directement dans une tendance d'un parti. Néanmoins, les responsables de l'AFGES apparaissent comme étant plus politisés que les associatifs engagés au sein des amicales. Au final, il reste difficile de se prononcer sur les convictions politiques des membres de l'association dans la mesure où mes questions sur le sujet sont rapidement mises de côté et apparaissent bien souvent déplacées, les étudiants s'étonnant de telles questions et ayant souvent du mal à percevoir le rapport avec leur engagement associatif. A l'inverse à l'UNEF, si mes questions ont pu paraître dérangeantes car elles pouvaient mettre en péril la volonté d'afficher une indépendance à l'égard des partis politiques, jamais elles n'ont semblé « hors contexte ». C'est donc un évitement du politique qui est à l'œuvre au sein de l'AFGES et de ses amicales. Cet évitement est à relier au fait que le facteur de cohésion principal au sein de cette organisation tourne autour de la sociabilité comme nous l'avons vu. Ainsi, l'évitement des questions considérées comme politiques apparaît comme étant un moyen de préserver l'homogénéité du groupe qui ne prétend pas se réunir autour de convictions politiques contrairement à l'UNEF, ainsi que l'étiquette d'apolitisme qu'ils affichent. Les thèmes structurés dans le champ politique sont vus comme porteurs de conflits et de clivages et leur évitement constitue un facteur même de cohésion entre les étudiants investis dans l'organisation¹⁷⁹.

Le thème du CPE a ainsi suscité une véritable polémique au sein de l'AFGES créant des divisions et des conflits. La volonté de l'organisation de rassembler autour de thèmes ou de valeurs dites apolitiques est apparu durant cette période comme un facteur de frein à la mobilisation collective. Ainsi, l'hétérogénéité des convictions politiques a ralenti le processus de positionnement public de l'organisation sur cette question, mettant en question sa

¹⁷⁹. Nous reprenons ici l'hypothèse forte de l'étude de Camille Hamidi précédemment citée.

légitimité. En effet, lors du mouvement contre le CPE, les lignes de fracture politiques traversant l'organisation ont rendu difficile la réaction collective face à l'événement. La diversité idéologique des membres de l'organisation, diversité qui est habituellement brandie comme le socle de l'identité collective de l'AFGES « *personne peut dire l'AFGES est de droite ou l'AFGES est de gauche* »¹⁸⁰, identité qui est justement opposée à l'étiquette de gauche portée par l'UNEF, a révélé la faiblesse de cette dernière comme élément de cohésion. Pour le président de l'AFGES à cette époque, ce sont les faiblesses du modèle organisationnel défendu par la FAGE qui ont été mises en évidence. Ce modèle, qui confère aux associations et aux fédérations de ville une très large marge de manœuvre, contrairement au centralisme de l'UNEF, est un élément important de l'identité de l'organisation qui s'est trouvée fragilisée durant cette période.

*« Au mois de janvier, la FAGE s'est positionnée contre c'était au conseil d'administration à Lille à l'époque [...] donc dès la semaine qu'a suivi l'AFGES a fait une campagne d'information [...] l'AFGES s'était pas positionné à l'époque parce que y'avait pas eu de conseils d'administration [...] bah l'AFGES s'est positionnée contre le CPE avec un p'tit temps de rephasage j'dirai entre le moment où effectivement à partir de fin janvier on a commencé à communiquer sur la CPE et le mois de mars où là clairement le comité de l'AFGES s'est positionné contre avec des discussions internes qui ont mis du temps à aboutir sur est-ce qu'une organisation étudiante comme l'AFGES a vocation à se prononcer sur un texte qui touche au droit du travail [...] donc on a eu des discussions avec un premier comité sur lequel on s'est quitté en disant qu'on allait évidemment faire de l'information sur le CPE en étant ni pour ni contre [...] on a découvert les limites du modèle ascendant que les associations étudiantes essayent de défendre c'est à dire des associations locales qui se fédèrent au niveau de la ville et qui elles-mêmes se fédèrent au niveau national parce qu'au niveau national comme dit la décision elle a été prise 4 jours après la mesure. »*¹⁸¹

Pour se retrouver au milieu de toutes les lignes de fracture qui scindaient l'AFGES en plusieurs camps, certains pour le CPE, d'autres contre, certains pensant que le CPE n'entrait pas dans le champ d'action de l'AFGES, d'autres que si c'était de son ressort, les membres de l'AFGES se sont réunis autour de l'adhésion contre un mode d'action : le blocage des universités qui était le procédé utilisé très largement par le mouvement contre le CPE dont

¹⁸⁰. Entretien avec Antoine, AFGES

¹⁸¹. Entretien avec Clément, AFGES

l'UNEF faisait partie. Ainsi, à défaut de fédérer tous les membres autour d'une même idée, c'est autour d'un même principe d'action que les membres de l'AFGES ont pu recréer une homogénéité permettant de surmonter la paralysie suscitée par l'éclatement des fondements de leur identité collective. Cette adhésion collective contre un mode d'action présentait l'avantage de ne pas rentrer véritablement dans le cœur politique du débat et permettait de préserver la diversité idéologique¹⁸² des membres et le caractère généralement apolitique de l'organisation.

« Au niveau de l'AFGES euh c'est on a décidé qu'on n'avait pas à intervenir à se positionner selon l'avis des gens c'est là où c'était une décision pas facile à prendre pour les administrateurs parce que y'a des gens qui estimaient qu'on n'avait pas intervenir que c'était pas notre champ d'action et d'autres gens qui pensaient que oui à ce moment là il fallait prendre une décision bon la décision unanime chez nous c'était euh bon une majorité des gens était contre le CPE donc on a décidé on agit contre le CPE donc là où on était unanime c'est que se mobiliser contre le CPE c'est très bien c'est normal mais y'a un stade qui ne faut pas dépasser c'est bloquer des universités c'est empêcher des élections ce genre de choses. »¹⁸³

C'est donc en dépolitisant le thème du CPE, que l'AFGES a pu retrouver une certaine cohésion. A travers l'exemple du CPE, on voit que l'identité collective de faible intensité politique de l'AFGES, peut constituer un frein à la mobilisation collective. Ainsi, compte tenu de ses éléments de structuration, de cohésion interne, il semble que l'AFGES n'ait pas intérêt à développer des actions prenant part aux enjeux définis dans le champ politique. En effet, si l'AFGES revendique 15000 adhérents, cela ne signifie pas pour autant qu'elle ait la capacité de s'en servir comme levier pour des mobilisations collectives touchant des enjeux politiques nationaux ni même locaux à partir du moment où ces derniers sont politisés. A l'inverse, la section locale de l'UNEF, qui comporte environ 500 adhérents est susceptible d'avoir une capacité de mobilisation plus grande sur des enjeux politisés.

¹⁸². Nous entendons ici la diversité idéologique au sens de diversité d'appartenance partisane et politique et plus largement de convictions politiques.

¹⁸³. Entretien avec Nicolas, amicale des sciences

Si les convictions politiques fondent l'idéologie de l'UNEF, à l'AFGES, l'idéologie, au sens de « cadre » de l'action, est plutôt basée sur des valeurs et des principes gestionnaires. En effet, les divisions et alliances au sein de l'AFGES semblent se fonder sur l'adhésion à des principes de gestion, de direction de l'organisation. Cet élément n'est pas directement présenté de la sorte par les membres de l'organisation. Néanmoins, dans leurs propos, apparaissent en creux des clivages sur la manière de gérer l'organisation et de s'en servir comme instrument au service de divers intérêts ou enjeux. Ainsi, lorsque le directeur actuel de l'AFGES était bénévole au sein de l'association, il s'est présenté comme président pour faire barrage aux idées gestionnaires et dépensières d'un autre étudiant.

« Est rentré à l'époque un monsieur qui a pris le poste de secrétaire général de l'AFGES, pareil par démission d'un autre, et donc qui a pensé que l'AFGES pouvait faire autre chose que ce qu'elle faisait, qu'elle pouvait faire mieux. Il avait quelques idées dépensières sur ce que l'AFGES pouvait faire de mieux et surtout pour lui et donc c'est là qu'on n'a pas été d'accord. [...] C'était quelqu'un qui un jeune qui était déjà beaucoup impliqué dans le milieu politique de Strasbourg, donc qui avait des bonnes relations et puis à un moment il m'a dit l'AFGES elle peut faire ça ça et ça et moi j'ai dit oui oui mais on est déjà bien dans la merde j pense qu'il y a d'autres choses à faire. A un moment il a pensé à prendre la présidence de l'AFGES et là j'ai dit c'est pas possible il va nous la tuer et donc c'est comme ça que je me suis opposé à lui j'ai dit j pense que ce sera pas ça ce sera plutôt ça. Donc y'a eu une belle bagarre ce jeune homme avait ses idées j'avais les miennes et puis après une AG assez violente en février 89 j'ai été élu à quelques voix près président de l'AFGES avec mon bureau. »¹⁸⁴

Le fait d'avoir des ambitions politiques et personnelles en intégrant l'organisation, ce qui se traduit par le fait de vouloir faire de l'AFGES un instrument à son service, représentait une ligne de clivage idéologique entre les membres de l'AFGES de cette époque. On peut supposer que cette ligne de clivage subsiste encore compte tenu du fait que les étudiants qui y sont actuellement engagés témoignent d'une réticence à aborder leurs convictions politiques. L'un des anciens présidents de l'organisation a affirmé dans cette perspective s'être opposé aux méthodes de travail de son prédécesseur sans toutefois apporter plus de précisions.

« Je supportais pas certaines prises de position ou certaines méthodes de travail du bureau précédent et de son président, ceci étant je me suis quand même entre guillemets forcé à essayer de comprendre comment il travaillait et à travailler avec lui pendant

¹⁸⁴. Entretien avec Jacques, directeur de l'AFGES

quasiment un mois avant l'élection pour comprendre comment fonctionnait la structure et puis ne pas arriver à l'AFGES avec les clés ça y'est je suis président mais je sais pas comment ça marche. Y'a quand même toute une culture d'organisation qui est quand même extrêmement importante y'a plein de de conseils dans lesquels on siège et dont l'associatif lambda ne va pas avoir connaissance et qui ont quand même une importance, on a quand même une image à défendre. »¹⁸⁵

La référence de cet ancien président de l'AFGES à une « culture d'organisation », notion qui reste très floue, est à relier avec les liens que l'association entretient avec les institutions et des structures associatives locales. Cela renvoie donc directement à la place de l'AFGES dans l'espace local et aux activités qu'elle entend prendre en charge. Par conséquent, ces principes gestionnaires ou encore cette « culture d'organisation », vont servir de cadre, au sens propre cette fois, et de légitimation à l'action. L'idéologie de l'AFGES, comme principe de vision et de division, va donc prendre forme à partir de ces principes et plus généralement à partir de l'idée que ses membres se font de l'organisation et de ce qu'elle doit être, une idée qui est donc nécessairement façonnée par les caractéristiques et dispositions individuelles de ses membres. Le pendant du jeu de tendances de l'UNEF, fondée sur des oppositions politiques et idéologiques, au sens classique du terme, est donc du côté de l'AFGES un jeu de tendances gestionnaires partagé entre ambitions personnelles et ambitions pour l'organisation.

Ces quelques éléments sur l'idéologie des organisations permettent d'esquisser des lignes de distinction entre les deux organisations quant à leur structuration interne. Cependant, cette optique peut sembler procurer à l'idéologie une place réductrice. Or, il n'en est rien. Une analyse plus fine centrée plus spécifiquement sur chacune des organisations aurait demandé une étude plus approfondie du contenu de ces idéologies. En l'absence de données d'enquête suffisamment précises sur le sujet, et compte tenu de la perspective comparée, qui trouve ici une de ses limites, le thème ne sera pas plus amplement développé.

¹⁸⁵. Entretien avec Clément, AFGES.

L'opposition aux autres comme élément moteur de la cohésion

L'opposition aux « autres », sous-entendu aux autres organisations étudiantes, représente une autre dimension de l'identité des groupes. Les « autres » sont souvent érigés en contre-modèle et leurs actions, leurs attitudes doivent être évitées absolument pour garder les distances et surtout ne pas apparaître comme « eux ». La construction dans l'opposition aux autres va même parfois jusqu'à la négation de l'autre dans le discours des étudiants engagés dans les organisations. Lors de ma première rencontre avec Clément, alors président de l'AFGES, ce dernier a porté un jugement très critique sur l'UNEF à Strasbourg en disant « sur Strasbourg il n'y a pas grand chose à en dire ». De la même manière, les membres de l'AFGES soulignent très souvent le fait qu'ils sont les seuls à « faire quelque chose » : « *au niveau de Strasbourg, c'est [l'AFGES] pratiquement la seule association qui fait quelque chose de concret, qui fait bouger les choses* »¹⁸⁶. A l'UNEF, les étudiants engagés ne peuvent manifestement pas nier l'activité de l'AFGES, compte tenu de son poids local. Néanmoins, les membres de l'UNEF ne reconnaissent pas l'AFGES comme un équivalent, c'est à dire une structure syndicale exerçant des activités syndicales. Un militant de l'UNEF me dira même lors d'une rencontre informelle que l'UNEF se sent presque plus proche de l'UNI que de l'AFGES dans la mesure où la première organisation reste malgré tout moins différent d'eux que la seconde.

La construction dans l'opposition aux autres se manifeste aussi par la critique permanente des actions et des attitudes des membres de l'organisation adverse. Lors d'un collectif de ville de l'UNEF par exemple, une lecture à voix haute du tract de l'AFGES sur l'UES sera faite par un militant qui critiquera au fur et à mesure chaque phrase dans le but de démontrer le non sens d'un tel tract. De même, les responsables de la section locale de l'UNEF visitent souvent le site de l'AFGES qu'ils ne manquent pas de critiquer

¹⁸⁶. Entretien avec Antoine, AFGES

négativement. A l'AFGES, les méthodes employées par l'UNEF sont très souvent critiquées. On leur reproche l'occupation de certains bâtiments de l'université pendant le mouvement du CPE, en insistant sur les dégradations commises, alors que tous les membres de l'AFGES s'opposaient clairement à toute forme de blocage. Souligner les effets du comportement des autres sert à renforcer la légitimité de son propre comportement.

Si l'opposition à l'autre sert à renforcer l'identité du groupe, il serait néanmoins faux de penser que l'identité collective se construit dans une opposition systématique. En effet, pour cela il faudrait qu'il existe une certaine proximité entre les groupes¹⁸⁷ qui n'existe pas réellement dans la mesure où les terrains d'actions sont rarement les mêmes et qu'au final les membres des deux groupes se rencontrent peu. Mais à l'inverse, les moments de rencontre réactivent l'opposition et la critique de l'autre. Les périodes électorales qui provoquent des rencontres entre les organisations fournissent une occasion de renforcer l'identité collective spécifique en prenant les autres en contre modèle.

Conclusion du deuxième chapitre

La composition des organisations détermine leur capital de ressources disponibles et donc leur capacité à agir. Cette capacité est corrélée à la possibilité de mettre en place des stratégies amples et efficaces de recrutement de bénévoles. L'appui des institutions universitaires constitue dans cette perspective un atout majeur nous l'avons vu. D'autre part, la capacité des organisations à faire intervenir des compétences professionnelles, par le biais de l'intégration d'anciens ou de salariés au fonctionnement interne, apporte une ressource supplémentaire pour mettre en œuvre des activités de grande ampleur. Ainsi, dans une

¹⁸⁷. Par exemple dans l'étude de Bargel (Lucie), *La socialisation politique dans les syndicats étudiants : apprentissages des pratiques politiques et des identités de genre*, Mémoire de D.E.A. de sciences sociales, 2002, la proximité permanente des syndicats, du fait de leur cohabitation dans un même espace, favorise les jeux d'opposition entre les organisations tels que les réponses systématiques par tracts aux tracts adversaires.

certaine mesure, la professionnalisation de la structure de l'AFGES contribue à pérenniser sa forte implantation locale. La capacité à agir des organisations est également déterminée par différents facteurs de cohésion interne. L'un des principaux facteurs réside dans la sociabilité. Les relations interpersonnelles entre les membres des groupes, d'une forte intensité, compte tenu du temps passé ensemble, contribuent à créer des liens spécifiques entre eux, allant de la camaraderie, à l'amitié et même jusqu'aux relations amoureuses, qui favorisent l'action collective en servant de ciment entre les individus. Ces relations riches et intenses contribuent à la construction identitaire de chacun des membres et représentent une rémunération à l'engagement. La communauté d'expérience s'étend également à des références communes. La nature de ces dernières fonde les différences fondamentales entre les organisations en les positionnant de manière différente par rapport au monde politique : l'AFGES par le caractère festif et corporatiste de ses références semble très éloignée de la sphère politique alors que l'UNEF par la dimension politique de ses références s'en rapproche. Cette opposition se retrouve dans la nature des soubassements idéologiques des organisations. Les bases idéologiques de l'identité collective déterminent la capacité d'action des organisations et dans une certaine mesure leur implantation. L'UNEF, par sa politisation à gauche, trouve un ressort commun, même si non homogène, pour l'action collective, notamment lorsque cette dernière implique un positionnement politique. Les croyances politiques de gauche des membres favorise l'action collective. En même temps, elles limitent l'accès à l'organisation et sont la source de conflits, de débats internes, mais ne bloquent pas l'action, du moins dans le cas de la section locale de Strasbourg. L'AFGES, du fait de son étiquette apolitique peut prétendre regrouper un plus grand nombre d'étudiants aux croyances politiques diverses, notamment dans un contexte de faible politisation. Cependant, cela peut constituer un frein à l'action collective et au positionnement sur des sujets politisés. Les lignes de division du groupe sont à rechercher dans les valeurs, de préférence apolitiques, et les principes gestionnaires. La

cohésion est renforcée et donc la capacité d'action, à l'AFGES comme à l'UNEF, par une logique d'opposition aux autres, qui s'appuie essentiellement sur la critique du comportement de l'adversaire et la volonté de s'en démarquer. Cette logique est particulièrement exacerbée en période électorale.

Chapitre troisième : Les scènes de la rivalité entre les organisations étudiantes

L'implantation et la capacité d'action des organisations, qui influencent directement les résultats électoraux de chacune d'elles et donc leur poids respectif, dépendent de la nature et de l'ampleur des activités déployées et donc des ressources mobilisables, nous l'avons vu. Ces enjeux dépassent donc les périodes électorales stricto sensu. Pourtant, au quotidien, tout se passe comme si les organisations étudiées évoluaient dans des sphères d'action séparées et qu'elles n'étaient pas en concurrence directe. Malgré cela, l'existence de l'adversaire représente une dimension importante de la structuration interne des organisations, l'opposition aux autres étant un moteur de la cohésion interne. Pour mieux saisir les dimensions de cette logique de concurrence, il convient d'examiner les scènes de rivalité directe, et pas seulement le cercle d'action autonome, propre à chaque organisation, ce que nous avons analysé jusqu'à présent. Il convient de s'interroger sur ce que ces scènes révèlent de l'état du jeu, c'est-à-dire le fonctionnement, les règles, les limites, les enjeux propres au sous-champ que représente l'espace de compétition entre les principales organisations de représentation étudiante strasbourgeoises. Les scènes de la rivalité vont se concentrer sur le rôle de représentation étudiante que prennent en charge les organisations, c'est-à-dire essentiellement à l'occasion des élections étudiantes et des conseils où siègent des représentants étudiants émanant des groupes étudiés. Ces deux scènes principales constituent des moments d'actualisation ponctuelle du milieu d'interconnaissance et vont donc être révélatrices de l'état du jeu. Il conviendra également de s'interroger sur les façons d'endosser le rôle d'élu par les membres

des organisations, sur ses usages et ce que cela révèle du positionnement des organisations dans l'espace politique universitaire. Pour aborder ces différentes questions nous nous centrerons d'abord sur les élections de représentants étudiants (section 1) puis sur les conseils comme arène de la représentation (section 2).

Section 1 : Les élections de représentants étudiants

Les élections de représentants étudiants, que ce soit dans les conseils d'UFR, au CEVU, au CA, dans les Conseils Scientifiques ou au CROUS¹⁸⁸, constituent une temporalité particulière dans le calendrier des organisations de représentation étudiante. En effet, ce sont des périodes intenses qui demandent un investissement très important des membres des organisations. Il s'agit également d'un enjeu de transformation ou de conservation du rapport de forces au sein de l'arène étudiante¹⁸⁹. Plus une organisation comptera d'élus, plus ses membres seront à même d'orienter la politique étudiante dans le sens souhaité. D'autre part, la conquête d'élus se traduit par une légitimité accrue de l'organisation aux yeux des étudiants comme des personnels de l'université. Cela se traduit également en termes de moyens matériels et financiers pour l'organisation. Il convient donc de saisir ce que recouvrent les élections étudiantes en termes de pratiques, de règles du jeu et de stratégies.

A> La préparation des élections : des pratiques différenciées

Les élections de représentants étudiants constituent des périodes intenses pour les membres des organisations étudiantes. Le nombre de militants et les ressources disponibles vont conditionner les modes de préparation des élections au sein des associations. L'observation des pratiques et des techniques investies durant ces périodes constituent un bon indicateur du fonctionnement des organisations dans un contexte de rivalité exacerbée.

¹⁸⁸. Pour une description des différents conseils, de leur fonctionnement et rôle, se référer à l'annexe qui est consacrée à ce thème.

¹⁸⁹. Nous souhaitons nous inscrire ici dans une perspective typiquement bourdieusienne en nous référant à sa théorie des champs : « Les luttes dont le champ est le lieu ont pour enjeu le monopole de la violence légitime (autorité spécifique) qui est caractéristique du champ considéré, c'est-à-dire en définitive, la conservation ou la subversion de la structure de la distribution du capital spécifique. [...] Ceux qui, dans un état déterminé du rapport de force, monopolisent (plus ou moins complètement) le capital spécifique, fondement du pouvoir ou de l'autorité spécifique caractéristique d'un champ, sont inclinés à des stratégies de conservation, [...] tandis que les moins pourvus de capital [...] sont enclins aux stratégies de subversion –celles de l'hérésie. », in Bourdieu (Pierre), *Questions de sociologie*, Paris, Editions de Minuit, 2002 (1^{ère} Edition, 1984), p.114-115.

L'élaboration des programmes de campagne

Les élections de représentants étudiants dans les différents conseils supposent un travail en amont important de la part des membres des organisations étudiantes. L'un des temps forts de la préparation des élections est l'élaboration d'un programme. Cette tâche se fait d'une manière différente à l'UNEF et à l'AFGES.

A l'UNEF, le travail d'élaboration du programme suscite un investissement qui semble moins conséquent qu'à l'AFGES. En effet, le programme de l'UNEF pour les élections est plutôt de l'ordre du naturel dans le sens où il découle de ce que l'UNEF défend tout au long de l'année universitaire à travers ses différentes campagnes de défense des droits étudiants. C'est pour cette raison que le travail d'élaboration est plus informel et semble aller plus de soi qu'à l'AFGES. Il n'existe pas de moment précis dédié à la construction du programme dans la mesure où aucune réunion spécifique n'est prévue pour cette tâche.

« Q : Comment on décide de ce qu'on met sur un tract ?

R : Y'a 50 milliard de possibilités différentes ça va de la méthode stalinienne c'est à dire une personne qui décide toute seule ce que j'ai fait plusieurs fois quand j'étais président parce que j'avais pas le choix fallait être rapide et fallait agir vite donc c'est voilà on décide et pis voilà même si enfin souvent comme on est quand même au courant de ce qui se passe enfin j'sais que pour au moins la moitié des filières de Strasbourg je serai encore capable de faire un tract avec les problèmes des étudiants et tout l'monde dirait qu'il a été écrit par quelqu'un de la filière parce qu'on finit par avoir une connaissance du milieu à force de discuter avec des gens et puis en plus les problèmes se répètent [...] soit c'est on le fait en concertation avec les listes les personnes qui y sont souvent c'est plus fait avec les personnes qui sont présentes parce que voilà on fait avec les gens avec ce qu'on a sous la main et donc à la fin d'un collectif de ville les personnes de Robert Schuman on va travailler avec elles pour faire le tract pour Robert Schuman quelquefois [...] on fait d'abord un questionnaire vis à vis des étudiants on fait des pétitions on pose des questions sur les problèmes de la filière et après on fait un tract qui y répond [...] toutes façons ce qu'on met au final c'est ce qu'on aurait mis même sans demander d'avis sauf que ça donne une impression de plus de démocratie [...] et surtout on a une sorte de pré-campagne [...] on s'fait connaître on fait des contacts [...] on commence à faire que la question des problèmes de la filière ça devienne l'actualité [...] on crée un lien plus fort avec la filière et surtout on a préparé la campagne avant donc ça a beaucoup plus d'impact »¹⁹⁰

Les propos de cet ancien président de la section locale de l'UNEF soulignent bien le fait que l'élaboration du programme pour les élections se fait le plus souvent au sein du noyau

¹⁹⁰. Entretien avec Alexandre, UNEF.

des personnes les plus investies dans l'organisation. De plus, il ressort de la citation le fait que la fréquentation du milieu étudiant et les échanges quotidiens avec les étudiants par la présence dans l'arène étudiante, notamment par le biais des permanences, engendre une connaissance pointue des problèmes rencontrés par les étudiants de la part des membres de l'UNEF. Ainsi, l'élaboration d'un programme pour des élections étudiantes semble aller de soi et découler de l'expérience quotidienne du milieu. Il est également perceptible que le temps et les militants disponibles conditionnent grandement les modalités de construction des programmes électoraux. Les propos de cet étudiant mettent en évidence que les modalités de conception du programme, selon qu'il s'agisse d'une méthode « stalinienne » ou d'une méthode plus participative, pour reprendre les distinctions faites par cet étudiant, ont un impact différent en termes de résultats électoraux.

Les campagnes pour les élections locales de représentants étudiants sont censées répondre aux problèmes locaux tout en s'inspirant des idées défendues à travers les différentes campagnes. Il ne s'agit pas d'un programme qui ne viserait que les problèmes liés à une seule université mais il s'inscrit plutôt dans une démarche globale de défense des droits étudiants. Lors d'un collectif de ville hebdomadaire un peu plus de deux semaines avant les élections à l'ULP, Mathieu qui menait la réunion, compte tenu de l'absence de Muriel, la présidente, annonce au sujet des élections ULP que de toute façon la campagne sera axée sur la question de la compensation annuelle qui a été supprimée. Personne ne contredit son propos et cela ne fait pas l'objet d'un débat ou d'une discussion entre tous. Tout se passe comme si implicitement chacun manifestait son accord sans pour autant prendre la parole. Quelques temps après en entretien ce dernier m'expliquera le lien qu'il peut exister entre les campagnes nationales faites tout au long de l'année et les campagnes propres aux élections étudiantes locales.

« Quand on fait une campagne sur la sélection au niveau national y'a des exigences locales qui s'imposent quand on parle du retour de la note éliminatoire à Marc Bloch »

c'est un mode de sélection [...] quand on s'est battu sur le retour de la compensation annuelle à l'ulp cette année c'est parce que le supprimer c'est aussi un mode de sélection [...] y'a toujours une déclinaison possible d'une campagne nationale au niveau local »¹⁹¹

Concernant les élections à l'ULP des 6 et 7 décembre 2006, qui avaient donc lieu durant ma période d'enquête, je n'ai pas assisté à l'élaboration du programme ni des tracts de l'UNEF. J'ai néanmoins pu voir deux membres très impliqués à l'UNEF venir chercher du papier au local de la MDE pour l'impression des tracts environ une semaine avant les élections. Tout laisse à penser que pour ces élections là, l'élaboration du programme et des tracts a été conduite par les membres de l'UNEF les plus investis durant la période électorale. Parmi eux, on retrouve deux ou trois personnes très investies quelque soit la période et quelques autres investies tout particulièrement durant cette période là, notamment parce qu'elle figurent sur les listes.

A l'AFGES, le procédé est bien différent. En effet, si à l'UNEF l'élaboration des programmes et de ce qui figurera sur les tracts passe presque inaperçu ou du moins ne fait pas l'objet de réunion de tous les membres pour y réfléchir et prendre une décision, à l'AFGES, l'élaboration du programme est un des temps forts de la période électorale. La conception d'un programme électoral n'est pas de l'ordre de l'implicite comme à l'UNEF mais découle d'une sorte d'expertise de la situation et d'un brainstorming d'idées. De nombreuses réunions durant une période d'environ un mois avant le dépôt des listes sont organisées pour élaborer le programme.

« Début septembre l'AFGES a lancé un peu un appel à tous les membres d'associations, proches ou étudiants qui seraient intéressés dans l'élaboration d'une charte, d'un programme pour l'AFGES [...] c'est un mail général et vient qui veut à cette réunion et la plupart du temps une cinquantaine de personnes [...] on fait le bilan des précédents élus voir ce qui a été fait ce qui reste à faire on essaye de voir quel problème s'est posé récemment [...] on décide des thématiques qu'on va développer souvent par vote aux propositions. Les chartes définitives, les listes définitives sont toujours votées au comité de l'AFGES. »¹⁹²

¹⁹¹. Entretien avec Mathieu, UNEF

¹⁹². Entretien avec Paul, amicale des sciences

La structure fédérative de l'AFGES semble dicter cette méthode d'élaboration du programme. En effet, les listes présentées aux élections étudiantes sont des listes AFGES et non des listes émanant des associations affiliées. Les élections les plus importantes ne concernent pas seulement une filière (sauf élections aux conseils d'UFR) mais toute une université, voire une ville dans le cas des élections au CROUS. La fédération joue alors pleinement son rôle pour regrouper les différentes associations autour d'une même liste.

L'élaboration du programme en lui-même se fait à partir de l'expérience des élus dans les conseils et de l'expérience de la vie étudiante qu'ont les étudiants membres des associations. On peut donc dire que la méthode d'élaboration est la même qu'à l'UNEF sur ce point là même si cela ne s'effectue pas au sein d'un collectif d'étudiants réduit mais plus élargi. La différence réside dans le fait que le programme n'émane pas de campagnes de défense des étudiants que peut mener l'AFGES et ses associations mais des positions sur le monde étudiant que défendent les élus qui en émanent, dans les conseils.

« Quand on veut être élu [...] c'est que quelque part on veut faire changer les choses alors si on veut faire changer les choses c'est qu'il y a des éléments qui vont pas donc la première des choses qui vont pas et le mieux c'est de prendre son exemple personnel [...] si on était pas étudiants avant tout je pense que on serait pas de bons élus la deuxième des choses c'est les éléments qu'on nous rapporte les influences extérieures l'actualité de l'enseignement supérieur les grandes réformes en cours bon bah là on a des éléments de réflexion qu'il faut surtout pas éviter et sur lesquels il faut apporter des éléments concrets [...]. Il me semblait absolument pas responsable pour un ancien élu de quitter le navire en disant c'est les nouveaux candidats qui vont devoir se débrouiller et ça va être à eux d'assumer le mandat des précédents [...] je savais jusqu'où on pouvait aller pour les deux ans à venir [...] proposer des mesures concrètes que l'on puisse mettre en application réellement pas de fausses promesses ou de phrases toutes faites qui veulent rien dire »¹⁹³

N'ayant eu accès à aucune de ces réunions de préparation de programme, il est difficile de savoir comment se fait réellement le choix du contenu du programme et si ce sont réellement des principes de participation directe qui régissent ces choix. En effet, on pourrait imaginer que le programme n'est pas conçu seulement à partir d'un brainstorming d'idées

¹⁹³. Entretien avec Clément, AFGES

mais que des principes de choix existent bel et bien au moins pour établir une hiérarchie entre les idées proposées. L'assistance à ce type de réunion aurait permis de mieux cerner à partir de quels principes sont construits les programmes et dans quelle mesure chacun est libre de proposer n'importe quelle idée sans se faire censurer.

L'élaboration des programmes de campagne recouvre donc tout un travail de mise en forme des idées, valeurs et projets défendus par les organisations. Dans cette perspective, cette mise en forme nécessite l'usage d'un véritable sens politique, déjà évoqué plus haut. En effet, les étudiants qui participent à l'élaboration des programmes doivent faire la synthèse des différents enjeux, réfléchir aux chances de telle ou telle idée d'être reçue positivement par les étudiants, d'être en accord avec leurs attentes. Le programme constitue donc un enjeu de réussite important pour les organisations.

L'élaboration des listes électorales

L'analyse comparée des modes d'élaboration des listes permet de mettre en évidence le rôle joué par le niveau d'implantation des organisations pour mener à bien cette tâche. En effet, plus l'implantation sera importante, moins la conception des listes sera problématique et vice versa. Ainsi, l'implantation de la section locale de l'UNEF étant assez faible à l'ULP, monter des listes pour des élections au sein de cette université s'avère être relativement difficile.

A l'AFGES, le mode d'élaboration des listes est identique au mode d'élaboration du programme. En effet, les listes sont élaborées sur le mode du volontariat à partir des personnes investies dans la conception du programme. On m'a expliqué que la composition des listes et l'ordre des étudiants qui y figurent dépendent de l'assiduité aux réunions et de l'intérêt démontré pour les élections ainsi que de contraintes extérieures dans la mesure où les listes présentées aux élections de représentants aux conseils d'université doivent respecter

certaines règles. Un certain pourcentage d'étudiants de chaque filière doit être présenté sur chaque liste pour qu'elle soit valable. Cependant, la motivation démontrée s'articule étroitement avec le potentiel de représentation perçu par les responsables de l'AFGES.

« Répartir les places sur la liste des candidats AFGES c'est le fait de voir qui sont les gens qui ont le plus de motivation pour bien représenter l'AFGES pour bien représenter les étudiants au CROUS . »¹⁹⁴

On voit donc qu'il est important dans le choix des candidats que ceux-ci « collent » à l'image de l'AFGES, qu'ils soient en accord avec ce que cette dernière défend. Les responsables de l'AFGES et de ses associations peuvent également repérer des potentiels et suggérer à certains étudiants de se présenter ou de se re-présenter. Ainsi, Claire, une étudiante engagée à l'amicale des sciences et chargée de mission à l'AFGES, est représentative de ce type de sollicitation :

« On m'a dit de le faire entre guillemets, moi je savais pas que j'avais cette fibre là. Vu que je représentais bien mon amphi (elle était déléguée de son amphithéâtre, sur le mode des délégués de classe au lycée) etc, les gens ont vu que j'avais p't'être quelque chose pour représenter »¹⁹⁵. Après deux ans de mandat, on l'a sollicitée pour qu'elle se présente de nouveau, pour assurer une continuité : « on m'a dit Florence faut quelqu'un qui reparte, ça m'a fait plaisir »¹⁹⁶.

La liste des candidats est finalement votée par le Comité, c'est-à-dire l'assemblée générale restreinte de l'AFGES. Au final, la méthode de sélection adoptée pour les candidats figurant sur les listes électorales ne dépend pas seulement de simples principes de volontariat comme les responsables de l'organisation aiment à le présenter. Le regard et le jugement porté par ces mêmes responsables sur les candidats potentiels superposent un élément discrétionnaire dans l'élaboration des listes électorales au premier principe. Par conséquent, on peut supposer qu'en cas d'offre abondante de candidats potentiels, le capital de confiance et de légitimité détenu constitue un facteur clé dans la composition des listes.

¹⁹⁴. Entretien avec Bastien, AFGES

¹⁹⁵. Entretien avec Claire, AFGES

¹⁹⁶. Ibid.

A l'UNEF, l'élaboration des listes se fait aussi de manière beaucoup plus informelle, moins démocratiquement en apparence, à l'image de la conception du programme. Cela s'explique tout d'abord par le fait que les étudiants actifs à l'UNEF ne sont pas assez nombreux à eux seuls et ne couvrent pas l'ensemble des filières comme cela peut être le cas à l'AFGES à travers le prisme des amicales de filière pour pouvoir recruter parmi eux suffisamment de candidats pour établir des listes électorales, notamment pour les élections à l'ULP où l'UNEF est moins bien implantée. Ainsi, l'élaboration des listes se fait surtout à partir de la mobilisation d'un réseau de connaissances. Il s'agit d'une véritable opération de recrutement de candidats et si le mode du volontariat existe également, il est loin d'être suffisant et ne dispense pas la présidente de l'UNEF de l'investissement d'une telle mission.

Encadré n°17

Le recrutement de candidats à l'UNEF

Lors d'un collectif de ville, la présidente de l'UNEF a pu demander aux étudiants présents s'ils connaissaient des étudiants à l'ULP susceptibles de bien vouloir figurer sur les listes. C'est d'ailleurs la présidente de l'UNEF elle-même qui prend en charge l'essentiel du recrutement des candidats aux élections. Durant la réunion, elle fit allusion à plusieurs reprises à un rendez-vous au domicile d'un potentiel candidat, soulignant ainsi qu'elle se mettait à la disposition de toutes les personnes susceptibles de pouvoir figurer sur les listes. Avant ce même collectif de ville elle était dans le bureau du BVE en train de s'entretenir avec un étudiant pour voir s'il était d'accord ou non de figurer sur les listes. Elle lui explique le rôle des différents conseils de l'université et combien il y a de représentants UNEF dans chacun d'eux au moyen d'un schéma. Puis elle demandera plusieurs fois à cet étudiant s'il est bien d'accord pour figurer sur la liste de l'UNEF. L'étudiant insiste alors sur le fait qu'il ne souhaite pas être élu. Muriel lui explique qu'il n'y a pas de problème qu'il ne sera pas élu, qu'elle le mettra en position non éligible, c'est à dire en fin de liste. Il s'agit d'un étudiant étranger dont elle a apparemment fait la connaissance grâce à l'UDEES (Union Des Etudiants Etrangers de Strasbourg). Muriel tente de tirer profit de la proximité entre l'UNEF et l'UDEES dont cet étudiant fait partie pour le convaincre d'accepter de figurer sur les listes en lui expliquant que l'UNEF c'est un peu comme l'UDEES, que c'est un peu les mêmes idées qui sont défendues.

Pour monter des listes de candidats, l'UNEF mobilise donc tout son cercle de connaissance et tous les liens qu'elle peut entretenir avec d'autres organisations ou associations, comme l'UDEES en est un exemple. Ainsi, il s'agit de contacter toutes les

personnes connues et qui potentiellement pourraient figurer sur les listes. Un membre de l'UNEF au militantisme plutôt épisodique a pu m'expliquer en entretien qu'au moment des élections d'UFR à l'ULP, un responsable de l'UNEF lui avait téléphoné pour lui demander s'il était d'accord pour être sur les listes. A l'inverse, lorsqu'un étudiant est activement présent à l'UNEF, sa présentation sur les listes électorales va de soi. L'élaboration concrète des listes avec l'ordre des candidats se fait donc plus en fonction d'un arrangement entre les personnes ne souhaitant pas être élues et celles pour qui peu importe, que selon un système de récompense de la motivation ou du potentiel perçu comme cela peut être le cas à l'AFGES même si en cas d'abondance de candidats potentiels on peut supposer que ce critère de choix interviendrait dans la composition des listes.

L'élaboration des listes à l'UNEF, qui n'est autre qu'une gestion de la faiblesse de son implantation, représente une période de tension et de stress pour les responsables de la section locale compte tenu des difficultés de leur réalisation. De plus, jusqu'au dépôt des listes, plane le doute de ne pas pouvoir déposer de listes. Cette tension est parfaitement perceptible dans les interactions entre les militants.

Encadré n°18

Manifestations de la tension à l'UNEF en période électorale

Devant le local du BVE avant un collectif de ville quelques jours avant le dépôt des listes, Alexis lance la discussion sur la Confédération Etudiante qui vient de se créer sur Strasbourg, sans doute pour pouvoir présenter une liste aux élections à l'ULP (6 et 7 décembre 2006). Mathieu fait mine de ne pas comprendre ce qu'il veut dire en recherchant le soutien du regard des autres membres du groupe présents à ce moment là. Puis Muriel sort du bureau et Alexis l'interpelle alors sur la Confédération Etudiante et elle le rembarre immédiatement en lui disant d'aller « se pouiller » (expression indigène) avec Mathieu s'il le souhaite mais de la laisser tranquille. Elle le menace même d'un « coup de pied au cul ». Après, pendant la réunion hebdomadaire, le stress de Muriel est pleinement perceptible par le ton qu'elle emploie qui est plus élevé que d'habitude, mais aussi dans ses propres propos puisqu'elle évoque la période comme étant de la « folie ». Elle tente également de faire peser la pression sur les autres en insistant très fortement sur la nécessité de leur présence pendant cette période, son ton est vif et est du registre de l'impératif quasi moral, c'est la seule fois où j'ai pu la voir employer ce ton avec les militants. Une militante l'informe de son absence durant quelques jours car elle va rendre visite à sa famille. Muriel, presque fâchée lui

rétorque qu'une fois cette période passée elle pourra partir quelques jours autant qu'elle le souhaitera mais que là elle ne peut pas accepter une telle désaffection de ses troupes.

A l'AFGES, cette période est vécue sur le mode de l'excitation et de l'activité intense. Néanmoins, une telle tension ne semble pas régner entre les membres même s'il est difficile d'en juger compte tenu du fait qu'il me fut impossible d'assister à la préparation des élections de l'intérieur. On peut par conséquent relier ces manifestations de tensions au sein de la section locale de l'UNEF aux difficultés de préparation de la campagne et tout particulièrement des listes et donc à la faiblesse de l'implantation de l'UNEF à l'ULP.

B> Faire campagne

La campagne en elle-même, c'est-à-dire la phase qui suit la préparation et qui s'étend jusqu'à la clôture du vote, représente un bon indicateur de l'état du jeu. En effet, la position de chacun dans l'espace concurrentiel est bien mise en évidence. L'importance des enjeux va renforcer l'union et la solidarité des groupes durant la période. Une dynamique de groupe va se mettre en œuvre pour occuper au maximum l'espace étudiant.

Une dynamique de groupe

Durant la campagne électorale le répertoire d'action utilisé est en fait assez classique et ne diffère pas de manière significative entre l'UNEF et l'AFGES. En effet, les techniques utilisées sont les mêmes pour tous : interventions en amphithéâtre, collage d'affiches et diffusion de tracts constituent les principaux outils de campagne. Si ces techniques sont bien connues de tous les groupes présentant des candidats aux élections, elles font néanmoins l'objet d'un processus d'apprentissage et d'investissement de stratégies qui attestent de la

dynamique de groupe qui prévaut durant la période électorale. Durant cette période en effet, les liens vont être resserrés entre les membres des organisations et l'unité va prédominer.

Les membres des groupes ne savent pas d'emblée comment s'y prendre pour mener une campagne électorale. Les étudiants les plus expérimentés vont donner des conseils aux novices. A l'UNEF comme à l'AFGES, les étudiants qui font campagne le plus souvent ne partent jamais seuls pour tracter ou pour faire des interventions en amphithéâtre. Néanmoins, c'est à travers la praxis que les étudiants vont réellement apprendre comment faire.

«Tracter c'est euh c'est un pti j'ai eu un p'tit peu de mal au début [...] ça dépend vraiment des gens moi j'étais un p'tit peu habitué du comprimé ou j'étais habitué à me vendre [...] ça s'apprend j'te parlais avant des réunions de préparation c'est également ces choses là qui étaient à l'ordre du jour qu'est-ce qu'il faut dire aux étudiants comment s'y prendre on part jamais seul parce que on va toujours dans les amphis en dans les salles avec des anciens qui l'ont déjà fait c'est ça les associations tu vas jamais te retrouver tout seul y'aura toujours quelqu'un [...] on est toujours aidé et euh et puis après les années passent le temps passe y'a des gens ils sont plus jeunes que toi et puis c'est toi qui les formes c'est un processus tout naturel qui se passe tout naturellement [...] on apprend sur le tas [...] c'est en tractant qu'on apprend à bien tracter et c'est en allant plusieurs fois intervenir dans les amphis à prendre la parole qu'on apprend à prendre la parole. »¹⁹⁷

Au travers de cette citation, on perçoit également tout le rôle des réunions de préparation pour l'apprentissage des techniques électorales. Si Antoine reste assez vague sur les conseils donnés en réunion sur ce qu'il faut dire aux étudiants, ma participation aux réunions de l'UNEF permet d'éclairer davantage ce qui peut être dit aux novices. Lors de ces réunions, c'est également la tactique adoptée qui va être définie en passant en revue les points d'argumentation à tenir auprès des étudiants.

Encadré n°19

Comment tracter et convaincre : leçon pratique

Lors de plusieurs collectifs de ville de l'UNEF précédant les élections à l'ULP de 2006, des explications sont données aux étudiants sur comment tracter. Les membres engagés à l'UNEF depuis quelques temps déjà, et ayant déjà connu des élections, donnent des conseils techniques, mais précisent aussi l'argumentation à tenir et comment résoudre les difficultés potentielles lors de la prise de parole. On explique donc qu'il faut essayer de

¹⁹⁷. Entretien avec Antoine, AFGES

convaincre une personne en 5 ou 7 minutes maximum pour pouvoir parler à un nombre maximum de personnes et éviter les pièges tendus par les rivaux. Les membres du groupe sont mis en garde contre des tactiques mises en œuvre par l'AFGES comme celle d'interroger un militant de l'UNEF sur les idées défendues pendant un long moment et l'empêcher ainsi de pouvoir discuter avec d'autres personnes mais aussi pour le déstabiliser. Muriel et C., la présidente actuelle et la précédente, en poste au BN mais venu donner un coup de main, soulignent les points à mettre en évidence dans le discours : insister sur les victoires des élus UNEF à l'ULP comme l'ouverture des bibliothèques jusqu'à 22h, le maintien de la session de septembre ou encore la charte d'éthique, en cas d'incertitude sur un point précis, sur une question posée, il est conseillé de rebondir sur un autre sujet, le but étant de paraître sûr de soi et de son discours. Des règles plus pratiques sont également prescrites telles que protéger ses tracts et ne pas les laisser sans surveillance, pour éviter les vols, ne pas tomber dans l'insulte et ne pas dérapier, au sens de ne pas en venir aux mains. Lors de ces réunions, la présidente de la section locale de l'UNEF expliquera également de manière détaillée avec un schéma dessiné au tableau et la prise d'exemples concrets le calcul des voix aux élections étudiantes pour que les membres maîtrisent tous les rouages du fonctionnement des élections mais en comprennent également les enjeux. Ainsi, la règle du plus fort reste sur laquelle insiste Muriel représente un argument pour démontrer à tous l'importance de chaque voix conquise jusqu'au dernier instant.

Les week-end de formation organisés par les différentes organisations étudiantes, qu'il s'agisse de formations organisées par les sections locales de l'UNEF, ou par l'organisation nationale, la FAGE, l'AFGES ou même les mono disciplinaires adhérant à la FAGE ou à PDE, les occasions de se former entre pairs sont multiples et variées, nous l'avons vu. A ces occasions, les membres les plus anciens et volontaires pour former les plus jeunes vont faire partager leur expérience en la théorisant, en donnant des conseils précis sur comment tracter ou comment prendre la parole en public. Un savoir plus général sur la représentation étudiante et le fonctionnement des universités est également donné.

«Un atelier fonctionnement de l'université avec un beau schéma global et un atelier qui m'a beaucoup plus marqué sur la représentativité en fait genre c'est quoi comment ça fonctionne quel est le rôle des élus en conseils centraux à quoi sert le CNESER »¹⁹⁸

Au fur et à mesure des campagnes, les étudiants engagés dans les groupes vont le plus souvent s'approprier la méthode de base qui va alors être adaptée à la spécificité et aux dispositions personnelles de chacun.

¹⁹⁸ . Entretien avec Paul, amicale des sciences

« J'ai une façon un peu atypique de tracter en fait je commence par demander à la personne si elle est au courant de ce qui se passe si elle sait qu'il y a des élections bientôt [...] toujours le sourire et j'lui demande si elle sait à quoi ça sert si elle sait à quoi servent les conseils qui fait quoi, auquel cas ils me répondent toujours non, jusqu'ici personne ne m'a répondu oui. Donc là c'est plutôt bien et ça me permet de leur expliquer c'est quoi enfin quelles sont les missions des conseils et à partir de là l'élection prend tout son sens parce que pour l'étudiant on lui dit c'est pour te représenter ça lui parle pas alors que là s'il sait à quoi sert le CEVU par exemple s'il sait que s'il n'y a pas d'étudiants qui siègent au CEVU on pourra faire passer n'importe quelle modalité de contrôle de connaissance comme la suppression de la session de septembre il se sent tout de suite plus concerné et c'est seulement après que j'aborde nos projets. »¹⁹⁹

« Discuter avec les étudiants bouton de veste c'est le truc qui m'plaisait le plus d'ailleurs c'était assez rigolo parce qu'après deux jours passés à la fac de droit j'connaisais les problèmes mieux que les étudiants eux-mêmes quand ils disaient ouai j'sais pas pour qui voter j'étais capable de dire bah écoute nous on va mettre en place une évaluation de l'enseignement des questionnaires par rapport au cours tu vois le prof chais plus comment il s'appelait enfin y'avait un prof dont j'avais discuté avec un autre étudiant la veille qui me disait qu'il était horrible que sa pédagogie c'était vraiment de la merde et donc j'leur disais bah tu vois ce prof là si y'avait une évaluation de l'enseignement bah on pourrait p't'être le remettre un peu à sa place bah du coup ah bah ce serait bien et tout »²⁰⁰

La dynamique de groupe s'illustre aussi à travers la solidarité qui est à l'œuvre pendant la période électorale. Le réseau des groupes est mobilisé durant cette période. Du côté de l'AFGES, cela se matérialise par la présence d'étudiants investis dans d'autres amicales que celles concernées par les élections. Par exemple, deux responsables de l'amicale de droit sont venues tracter les jours d'élection bien que leur amicale de filière n'ait rien à voir avec les élections qui sont celles d'une autre université. Le nombre de personnes disponibles à l'AFGES est donc très conséquent compte tenu de l'importante implantation de cette dernière à Strasbourg. Cette situation place les autres organisations et tout particulièrement l'UNEF dans une position d'infériorité numérique. C'est pourquoi un dispositif de solidarité entre les sections locales de l'UNEF est mis en place. Une vingtaine d'étudiants engagés dans diverses sections locales sont ainsi venus prêter main forte à leurs « camarades » de Strasbourg.

¹⁹⁹ . Idem.

²⁰⁰ . Entretien avec Alexandre, UNEF

Occuper l'espace étudiant

Les membres des organisations s'organisent entre eux, notamment au moyen de plannings de présence, pour occuper tous les sites de l'espace universitaire tout au long de la journée. La présence des renforts de l'UNEF durant les deux journées d'élection a permis d'équilibrer le rapport de forces sur les nombreux sites électoraux et d'occuper ainsi plus ou moins équitablement l'ensemble de l'espace étudiant concerné par cette élection. Le nombre de membres de l'UNEF était à peu près équivalent à celui de l'AFGES, même si on pouvait malgré tout remarquer une légère prépondérance des seconds, notamment sur les campus secondaires. Avant l'arrivée des renforts, le déséquilibre était très net. Une semaine avant les élections, trois étudiants de l'UNEF étaient en train de tracter alors qu'une dizaine de personnes de l'AFGES étaient présentes. Non seulement ces dernières tractaient mais en plus elles tenaient une table de prévention contre le SIDA. On peut se demander dans quelle mesure la tenue de cette table ce jour précis, alors même qu'il ne s'agissait pas de la journée mondiale contre le SIDA, n'était pas une stratégie d'occupation de l'espace et de captation du public. Ce fut en tous cas les conclusions qu'ont pu en tirer les membres de l'UNEF, même si les propos de l'AFGES n'allaient pas du tout dans ce sens là. Quand je les ai interrogés à ce propos tous m'ont répondu qu'ils s'étaient mis à tracter car des militants de l'UNEF étaient arrivés sur les lieux pour le faire, pour eux ce n'est qu'une réponse légitime à la présence ennemie. En période électorale, les membres des deux organisations rivales cherchent donc à occuper l'espace étudiant autant que possible.

Le deuxième jour des élections, l'amicale des sciences organisait son Téléthon. La coïncidence avec la période électorale a entraîné l'interdiction de leur présence à l'intérieur des locaux de l'université par l'administration, soit à proximité des urnes, pour éviter toute

influence sur le vote. On peut interpréter le choix de calendrier de cette action comme n'étant pas anodin non plus même si le week-end du Téléthon au plan national tombait deux jours plus tard. En effet, les étudiants qui tenaient le stand de vente de gâteaux et de boissons étaient les mêmes qui quelques heures plus tôt étaient en train de tracter. Ainsi, les élections étaient inévitablement un sujet de conversation au stand. La présence de stands AFGES ou d'amicales affiliées durant la période électorale, même s'ils ne sont pas pensés nécessairement par ses membres comme des stratégies électorales, permet de renforcer l'image de proximité, de présence et d'animation de la vie étudiante défendue tout au long de l'année et d'appuyer la crédibilité de leur candidature.

C> Règles du jeu et stratégies en période électorale : les frontières de la légitimité

En période électorale, les différents comportements observables sont révélateurs des règles de fonctionnement du jeu, tant en termes de matérialisation de la rivalité, qu'en termes de stratégies investies. Ces comportements sont à comprendre en rapport avec la position de chacun dans le jeu et du rapport force local. Ils définissent les frontières de la légitimité au sein de l'espace de compétition. Ils positionnent également les membres des organisations dans l'arène étudiante en rendant visible leur identité militante.

Les règles imposées par l'Université : une compétition encadrée

Lors des élections à l'ULP de décembre 2006, j'ai pu observer in situ les règles imposées et la manière dont ces dernières étaient intégrées et pratiquées par les membres des organisations étudiantes. Les personnels de l'ULP qui organisent les élections de représentants étudiants dans les conseils imposent des règles aux organisations étudiantes durant les deux jours d'élection. Les étudiants qui tractent ne doivent pas être visibles depuis

les urnes et leur « étiquette », au sens du nom de l'organisation étudiante dont ils font partie, non plus. Ainsi, l'espace²⁰¹ où peuvent tracter les étudiants se trouve physiquement limité à l'extérieur du bâtiment et à ses ailes, non visibles depuis le hall central où sont installées les bureaux de vote. Des bandes de scotch sont posées sur le sol des ailes du bâtiment afin de matérialiser les limites spatiales. Ces règles, bien connues des étudiants engagés présents sur les lieux sont plutôt bien respectées.

Les interactions entre rivaux : jeux de scène et d'opposition

Lors des périodes électorales, les membres des organisations rivales sont en interaction physique permanente. Ces interactions suscitent l'endossement de rôles et la mise en place de jeux de scène qui mettent en évidence l'opposition entre les marques politiques. L'observation des manières de se comporter des acteurs en présence permet de mettre en relief les règles de comportement qui régissent de manière tacite les interactions. Ce n'est en effet qu'à travers l'analyse de ces interactions qu'il est possible de comprendre ce que sont les élections étudiantes pour les étudiants qui y prennent part. Il s'agit bien plus que de simples journées de diffusion de tracts et de dialogue avec les étudiants. Notre hypothèse est que le contact avec les autres organisations étudiantes constitue un moment de sociabilité spécifique qui incite les étudiants à faire corps avec les organisations dont ils dépendent. Au final, c'est à travers ces interactions que tout se passe, que les élections constituent un moment spécifique. En fait, les interactions entre les membres des différentes organisations représentent le cœur de l'événement car outre les moments de diffusion de tracts intensifs aux heures de début ou de fin des cours, peu d'étudiants circulent dans le bâtiment et il n'y a

²⁰¹. Mes observations lors de la période des élections de représentants étudiants dans les trois conseils (Conseil d'Administration, Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire, Conseil Scientifique) de l'Université Louis Pasteur ont toujours eu lieu sur le campus central dans le bâtiment principal de cette université, c'est-à-dire l'Institut Lebel.

rien d'autre à faire que d'échanger avec les autres. Ainsi, les échanges entre responsables des groupes se font sur un mode personnalisé et sont plutôt de l'ordre de la cordialité.

Encadré n°20

Notes d'observation

Le dernier jour avant les élections, trois militants de l'UNEF sont en train de tracter. Parmi eux deux étudiants n'appartiennent pas à la section locale. Cependant, l'un d'eux, désormais promu au BN, était l'ancienne présidente de l'UNEF à Strasbourg. Lorsque M., l'actuel président de l'AFGES, arrive sur les lieux, un échange prend forme entre eux en ma présence. Ils se félicitent mutuellement de leurs promotions respectives. Ils se racontent des ragots et évoquent le déroulement de la campagne. Leurs échanges verbaux sont de l'ordre de la cordialité et du respect mutuel. Néanmoins, de nombreuses phrases à double sens ou ironiques replacent l'échange dans le cadre de leur opposition électorale. C. parle ainsi de M. comme de « *son grand ami* ». La première porte une minerve et le second en profite pour la taquiner là-dessus : « *Tu t'es déjà fait taper dessus, mais pas par nous c'est impossible* ». Ils s'échangent également leur numéros de téléphone. M. fait des compliments sur Muriel, l'actuelle présidente de la section locale de l'UNEF et lui dit de lui en trouver plus « *des comme ça* ».

Cette interaction peut être perçue comme un rituel confirmant la relation sociale qui unit les deux membres des deux organisations adverses²⁰². A travers les propos échangés, est manifestée une reconnaissance de la compétence mais aussi de la légitimité de l'ennemi.

Cependant, la plupart des échanges entre les étudiants engagés dans les différentes organisations ne sont font pas sur un mode personnalisé dans la mesure où ils ne se connaissent pas personnellement. Les autres sont néanmoins identifiés facilement par les étudiants. C'est là que les codes de différenciation jouent à plein leur rôle de marqueur dans l'espace social. Ainsi, les étudiants représentant l'UNEF portent tous une étiquette autocollante « UNEF » sur leurs vêtements. Du côté de l'AFGES, de nombreux étudiants

²⁰². Nous nous référons ici à la définition du rituel donné dans Goffman (Erving), *La mise en scène de la vie quotidienne, 2 : les relations en public*, Paris, Editions de Minuit, 1973. Il définit le rituel comme « *un acte formel et conventionnalisé par lequel un individu manifeste son respect et sa considération envers un objet de valeur absolue, à cet objet ou à son représentant* ». En reprenant Durkheim, il distingue le rituel en deux classes : le rituel négatif et le rituel positif qu'il définit ainsi : « *Le type négatif signifie interdiction, évitement, écart. [...] Le rituel positif consiste à rendre hommage de diverses façons par diverses offrandes. [...] La thèse classique est que ces rites positifs affirment et confirment la relation sociale qui unit l'offrant au récipiendaire. Manquer à un rite positif est un affront ; à un rite négatif, une violation.* », p.73.

portent leur Faluche même si tous les faluchards ne sont pas coiffés pour l'occasion. Ces marqueurs contribuent à désigner publiquement l'affiliation, l'identité militante de chacun des étudiants engagés. La participation à des élections étudiantes constitue donc pour les membres des groupes une étape importante de renforcement de leur identité au travers de ce processus d'étiquetage, de mise en valeur de l'appartenance dans l'espace universitaire.

L'opposition aux autres est patente dans toutes les interactions entre les membres des deux organisations rivales. Elle se manifeste notamment par des commentaires sur l'ennemi, de petites phrases ironiques ou à double sens et même par des attaques plus directes cherchant à remettre en cause la légitimité de l'adversaire. Parfois, peuvent s'instaurer des échanges plus sympathiques entre les étudiants. Toutefois, ils ne sont que très furtifs et les frontières des organisations marquent les limites des échanges possibles. Les autres, ce sont les ennemis à combattre et il ne s'agit pas de sympathiser en de telles circonstances.

Encadré n°21

Notes d'observation

Il est possible de relater plusieurs exemples significatifs d'échanges entre les membres des organisations rivales au cours des deux journées électorales observées pour illustrer notre propos.

Le premier jour des élections, V., un étudiant engagé au BN de l'UNEF chargé des relations avec la section strasbourgeoise discute un long moment avec un étudiant de l'AFGES portant une Faluche. Je me trouve à proximité d'eux sans pour autant prendre part à leur échange. Ce dernier est pour le moins étrange. Si les apparences de la civilité sont sauvegardées dans la mesure où aucun échange d'insultes ne s'est produit, du moins pendant que je les écoutais discuter, on ne peut pas dire pour autant qu'il s'agissait d'un échange amical, ni même cordial. V. pose de nombreuses questions sur la Faluche au membre de l'organisation adverse. Ces questions se font plutôt sur le ton de la moquerie voire même du dénigrement. Cependant, son interlocuteur fait face et défend fermement les valeurs de la faluche qu'il porte.

A un moment, je rejoins un petit groupe d'étudiants de l'AFGES, pour la plupart portant une Faluche, et j'entame une conversation avec eux. Quelques mètres derrière nous un petit groupe de membres de l'UNEF attend des piles de tracts dans les mains. Tout au long de ma présence et de notre conversation, les uns et les autres se moquent et tentent de décrédibiliser les adversaires à proximité, à travers tout un tas de petites insinuations. Les uns et les autres se désignent mutuellement avec des phrases du type « les gens comme eux derrière moi... » ou bien « ceux là avec leur Faluche... ». On peut supposer que ma présence durant cet échange n'a fait que renforcer les jeux de scène mis en œuvre par les étudiants ou

même qu'ils ont senti le besoin de surjouer leur personnage comme pour me faire une démonstration du caractère de l'ennemi qui est si souvent déprécié.

Un peu plus tard, un échange s'instaure entre l'ancien président de l'AFGES et une étudiante de l'UNEF (elle fait partie des renforts car je ne la connais pas). Le premier lui lance « *mais ouais corpo facho* », la seconde se défend en disant « *corpo oui mais pas facho* », le premier lui rétorque alors « *dans ta bouche de toutes façons corpo ça veut dire facho* », l'étudiante essaye de s'en défendre et Clément s'en va coupant ainsi court à l'échange. Cette interaction est particulièrement représentative de l'imaginaire intériorisé propre à chaque organisation. De plus, on voit également que l'adversaire s' imagine lui-même quelles sont, ou bien quelles peuvent être les référents de base de l'autre. C'est donc un jeu de positionnement et d'opposition réglée qui se donne à voir durant la période électorale.

Des échanges verbaux plus cordiaux peuvent néanmoins trouver leur place. Ainsi, pendant un moment de creux, une jeune militante de l'UNEF entame une conversation avec un étudiant engagé à l'amicale de droit. Ils font connaissance et évoquent leurs études de droit. Puis rapidement, l'étudiant est appelé et s'en va. L'étudiante engagée à l'UNEF me dit alors qu'elle trouve dommage que cet étudiant soit de l'AFGES et que du coup ils ne puissent pas parler plus car elle le trouvait très sympathique. On voit donc que les échanges cordiaux et amicaux entre membres de différentes organisations ne sont pas de mise en situation de compétition électorale

Ces attitudes, qui sont typiquement observables en période électorale, sont perçues par les étudiants qui les investissent comme faisant pleinement partie du jeu ou encore du folklore électoral.

Certains comportements observables peuvent toutefois être qualifiés de débordements dans la mesure où ils se situent à la limite de ce qui est jugé comme acceptable, comme normal par les étudiants. Il s'agit notamment des insultes ou du recours à la violence légère. Par exemple, le deuxième jour des élections à l'ULP j'ai pu assister à un incident, un étudiant de l'AFGES avait traité de « *grosse* » une militante de l'UNI. Ce genre de comportement atteste de la tension qui règne lorsque les étudiants des organisations rivales se côtoient de manière prolongée. On m'a raconté que cette même journée, une bagarre était sur le point d'éclater.

Si le recours à la violence existe, il reste marginal et assez décrédibilisé, à tel point qu'on peut parler de civilisation des comportements.

« Personne ne le regrette on a abandonné les battes de baseball et les coups de poing américains donc on arrache les affiches des autres, c'est le défouloir, c'est la seule fois

où la violence a encore sa place pis après faut avoir les bonnes baskets [...] les prises à part assez véhémentes ça arrive toujours facho salop [...] tout s'est civilisé, ça se police, y'a que les élections qui sont un peu [...] y'a eu des prises de mains et des coups de poing qui se sont lâchés entre l'AFGES et l'UNEF, tous les ans [...] ils se sont tapés dessus et ils nous ont laissés tranquille [...] ça fait trois ans que c'est AFGES/UNEF et nous on n'est plus dans le coup [...] l'incident qui m'avait assez marqué c'était pendant le dépouillement des bulletins de vote des membres de l'UNEF ont voulu taper des faluchards parce que par principe ils étaient contre et puis y'a eu des volées de coups [...] des grandes baffes. »²⁰³

Les bagarres qui arrivent parfois font alors partie de la « mythologie » des organisations dans le sens où il arrive qu'on y fasse référence, sans manquer bien sûr d'accentuer les faits en sa faveur. L'agressé ne sera ainsi jamais pleinement responsable, n'aura fait que se défendre et l'agresseur n'aura finalement fait que répondre à juste titre à des provocations, relativisant l'importance des coups portés.

« A ma connaissance la dernière fois qu'il y a une violence c'était y'a 6 ans un associatif pour la p'tite histoire ancien président de l'AADEM qui a été envoyé à l'hôpital avec une mâchoire fracturée par un militant UNEF »²⁰⁴

La violence est ainsi reléguée à une place symbolique à travers les arrachages d'affiches. Cette pratique, tout à fait classique, est plus intense encore en période électorale même si elle est couramment employée tout au long de l'année. Ainsi, à chaque fois que je me rendais au local de l'UNI avec ses responsables, l'affiche de l'UNEF sur la porte à côté a été systématiquement arrachée et un logo de l'UNI recollé pour remplacer le précédent qu'on peut supposé arraché par les membres de l'UNEF.

Les collages d'affiches sont parfois sources de heurts entre les membres des groupes lorsqu'ils se croisent devant les panneaux d'affichages que l'on peut qualifier comme étant l'un des derniers espaces où trouve à s'exprimer une forme de violence, en dehors des périodes électorales.

« En fait il s'trouve que c'matin on a eu un collage et ce matin à midi enfin moi il était midi quand j'suis arrivée et j'ai vu plein d'mecs en train d'arracher toutes les affiches de l'Unef c'que j'ai pas trop apprécié et il s'trouve que c'était des amicalistes qui collaient pour une soirée donc là on a commencé à s'prendre la tête là-dessus donc ils devaient

²⁰³. Entretien Marc et Pierre, UNI

²⁰⁴. Entretien avec Paul, Amicale des Sciences

être au moins 7 ou 8 garçons on a commencé à vraiment beaucoup s'prendre la tête [...]donc j'étais super vèner' j'lui ai dit mais tu veux jouer à ça euh tu veux jouer à celui qui arrache l'affiche alors que nous on t'a laissé de la place sur tes panneaux y'avait de la place j'lui ai dit bah c'est simple il était devant moi, moi j'ai commencé à arracher ses affiches faut pas m'faire chier avec ça [...]donc y'en a un qu'a été un peu violent et qui m'a dit ses potes on dit non la tape pas [...]donc le mec il a commencé à bien m'pousser moi j'l'ai poussé du coup aussi [...]donc moi j'lui ai dit tu m'touches pas il m'a traité d'pute donc moi vraiment super vèner j'lui ai dit tu vas pas m'faire chier longtemps tes affiches t'ira les coller ailleurs et donc j'ai renversé l'seau d'colle et après ça j'me suis pris d'la colle après, forcément c'qu'est logique puisqu'ils allaient pas ne pas rien faire et moi j'étais super énervée parce que voilà on avait pas collé partout y'avait y'avait de la place qu'était laissée justement. »²⁰⁵

Stratégies électorales et légitimité des organisations

Les organisations étudiantes investissent des stratégies électorales qui mettent en évidence les frontières de la légitimité dans le code de conduite tacitement accepté qui régit leurs interactions dans le cadre des règles du jeu imposées par les institutions. On peut donc percevoir ces stratégies comme des arrangements avec les normes.

Encadré n°22

Les stratégies électorales investies par l'AFGES lors des élections à l'ULP de 2006

Lors des élections à l'ULP de 2006, une des listes de candidats présentée sous l'étiquette « Génération Ecolo », n'était en fait rien d'autre qu'une liste de proches de l'AFGES, la plupart des candidats évoluant dans les cercles d'interconnaissance des amicalistes ou étant engagés dans diverses amicales. Le groupe, que les membres de cette liste étaient censés représenter, n'a distribué aucun tract portant cette étiquette. Seuls des panneaux sans étiquette affichée évoquaient des revendications écologiques pendant la période électorale. Cette liste a été identifiée par les membres de l'UNEF dès son dépôt comme étant probablement une « fausse liste », c'est à dire une seconde liste déposée par l'AFGES pour obtenir des sièges au plus fort reste. Cette stratégie pourtant courante et classique a néanmoins tenté d'être dissimulée par les membres de l'AFGES. En effet, peu après les élections alors que je me trouvais dans les locaux de l'AFGES, dans l'attente d'un étudiant avec qui j'avais rendez-vous, je lance le thème des élections avec les étudiants présents en leur demandant, naïvement, combien de sièges ils ont obtenu. Une étudiante répond alors un chiffre qui inclut ceux obtenus par la liste génération écolo, les deux autres étudiants tentent alors de réparer immédiatement la gaffe en disant qu'elle se trompe que ce n'est pas une liste de l'AFGES, que certes ces candidats sont des associatifs mais qu'ils mettent en avant une politique particulière centrée sur les problématiques écologiques avec le projet campus vert. L'embarras des membres de l'AFGES suite à cette gaffe montre bien que

²⁰⁵. Entretien avec Muriel, UNEF

cette stratégie n'est pas de l'ordre du légitimement avouable et qu'elle doit rester quelque chose d'obscur qu'on ne peut aborder qu'entre membres du groupe et surtout pas avec l'extérieur. Cette justification relève de la réparation au sens où il s'agissait pour les membres de l'AFGES de ne pas perdre la face. En effet, en se justifiant, les membres de l'AFGES voulaient limiter les dégâts que la maladresse de l'un d'entre eux venait de provoquer en délégitimant leur conduite²⁰⁶.

L'autre stratégie mise en œuvre par l'AFGES durant ces mêmes élections consistait à disqualifier les adversaires dans un tract²⁰⁷ en produisant notamment un tableau des taux de participation aux conseils des élus étudiants. En effet, sur ce tableau l'UNEF et l'UNI obtiennent un taux de participation nul de 0%. Ce tableau figurait au dos d'un tract qui était distribué inséré dans un autre tract. La technique de diffusion montre déjà que ce tableau n'est pas affiché au grand jour mais bien dissimulé. Ce tract a bien sûr été considéré par les membres de l'UNEF comme un tract diffamatoire dans la mesure où les chiffres reproduits ne correspondaient pas tout à fait à la réalité. Lorsque j'évoque cette technique de disqualification de l'adversaire à un membre de l'AFGES en entretien ce dernier s'exprime ainsi :

« Faut être un peu responsable en tant qu'élu, il faut avoir ce courage et cette réflexion pour se dire les étudiants vont voter pour des gens pour des candidats ils ont le droit de savoir comment ça se passe qui est-ce qui siège qui est-ce qui ne siège pas [...] face à des gens qui après risquent de faire campagne de manière un petit peu agressive et de manière même des fois diffamatoire parce que moi on n'a pas hésité à faire campagne en me prenant à partie personnellement en disant la tête de liste au CA il a été convoqué en conseil disciplinaire est-ce que vous trouvez que c'est bien pour représenter en conseil [...] ça c'est des pratiques qui sont beaucoup plus condamnables. Après faut savoir faire la part des choses sur le folklore électoral moi j'ai un grand-père qui a fait de la politique pendant 40-45 ans donc je prends ça de manière assez détachée parce que parce que les campagnes c'est le jeu il faut savoir l'accepter un minimum. »²⁰⁸

Si à travers cette citation on voit que la stratégie est parfaitement assumée par ce membre de l'AFGES, il reste néanmoins que les étudiants sont bien conscients de frôler les limites du légal et du légitime avec ce tract, compte tenu de la justification qui en est faite. Le premier jour des élections, V., le chargé de suivi de la section locale de l'UNEF, est allé prévenir la responsable administrative des élections le fameux tract diffamatoire et un tableau des véritables chiffres pour asseoir sa dénonciation. Je me trouvais à ce moment là au milieu d'un petit groupe d'étudiants tractant pour l'AFGES qui tout à coup s'agitèrent pour cacher les piles de tracts sous les manteaux. La responsable administrative arrive alors accompagnée de Victor et demande aux étudiants de ne pas distribuer ces tracts compte tenu de leur caractère diffamatoire, ils sont interdits.

²⁰⁶. Nous nous référons ici à l'ouvrage de Joseph (Isaac), *Erving Goffman et la microsociologie*, Paris, PUF, 1998 : « *Se justifier, en revanche, c'est accepter la responsabilité de l'acte que l'on vient de commettre tout en refusant l'évaluation péjorative qui en est faite.* », p.109. Nous pouvons également nous référer à « l'impératif de justification » selon la formule de Boltanski (Luc) et Thévenot (Laurent), in *De la justification*, Paris, Gallimard, 1993 : « *l'impératif de justification est à la fois une exigence des situations en tant qu'elles confrontent un acteur et un public, et un impératif pragmatique qui nous impose de limiter les dégâts que nous venons de provoquer dans nos relations* », citée dans l'ouvrage précédent p.110.

²⁰⁷. Voir document 2 en annexe pour le tract diffamatoire et le document 3 pour le tract « légal ».

²⁰⁸. Entretien avec Antoine, AFGES.

Les pratiques de tracts diffamatoires ou de seconde liste peuvent paraître banales tant elles sont couramment utilisées dans le milieu. Néanmoins, ce qui est intéressant, c'est d'observer comment les étudiants qui mettent en œuvre ces pratiques tentent de les occulter. Ainsi, on peut supposer que malgré le fait que ces pratiques soient admises et connues, elles ne peuvent être révélées au grand jour sous peine d'une perte de crédibilité et de légitimité auprès des institutions et surtout auprès des électeurs.

Encadré n°23

Stratégie électorale de l'UNEF lors des élections CROUS de 2006

Au printemps 2006, eurent lieu les élections de représentants étudiants au CROUS de Strasbourg alors même que l'on se trouvait en plein mouvement contre le CPE. La stratégie de l'UNEF a été de boïcoter ces élections, estimant que le contexte agité ne permettait pas la tenue d'élections en bonne et due forme.

« C'était en plein mouv' et nous on estimait qu'c'était quasiment impossible de faire des élections dans un contexte comme ça pas de dire c'était pas histoire parce que eux ils nous ont dit ah mais c'est qu'vous avez pas l'temps de faire campagne c'était surtout de dire si on avait voulu on aurait fait campagne et tous les gens qui nous avaient vu sur le CPE bah clac ils auraient voté et j'pense que on aurait eu des très bons résultats c'est de dire bah aujourd'hui ces élections sont proposées dans un contexte qui ne répond pas à la démocratie c'est à dire l'ouverture des bureaux de vote puisque la moitié des universités étaient fermées. »²⁰⁹

Le choix de boïcot des élections fait par l'UNEF s'est accompagné de comportements dépassant les règles explicites et implicites régissant les pratiques électorales. En effet, d'après ce que les membres des différents groupes racontent à ce sujet les étudiants engagés à l'UNEF auraient brûlé des bulletins de vote et volé des urnes.

« Ca reste entre nous mais on a des photos de gens en train de voler des urnes de vote pour le CROUS [...] les photos c'est du bouche à oreille [...] j'étais là au moment où ils ont volé une autre urne à l'ILB donc ici et où ils ont brûlé les bulletins à l'intérieur. »²¹⁰

« Le contexte même du jour des élections avec une université qu'était fermée pis bah après le vote d'une urne, l'incendie de plus de 200 bulletins de vote, le vol d'une liste d'émargement etc ça c'est plus que particulier en matière d'élections c'est du jamais vu [...] l'enjeu il était pas au niveau du CROUS il était ailleurs c'était le CPE [...] une grande déception quant aux méthodes employées par les autres et le fait que quand une élection l'élection on la trouve pas légitime on n'a pas envie d'y participer on appelle au boïcot après on brûle les urnes là c'est une vraie question qu'il faudra se

²⁰⁹. Entretien avec Muriel, UNEF

²¹⁰. Entretien avec Paul, amicale des sciences

poser parce que si demain je sais pas l'exemple des élections UMB l'année prochaine se passe mal pour nous qu'on s'dit oulala on va perdre des sièges bon bah qu'est-ce qu'on va dire le soir entre les deux tours on va dire demain on ira voler quelques urnes et puis on posera un recours au tribunal administratif et si les élections sont annulées on les refera et puis voilà c'est très bien malheureusement c'est ce qui risque de se passer aux élections étudiantes à venir pas forcément à Strasbourg mais dans d'autres villes où là une porte a été ouverte. »²¹¹

Les pratiques des membres de l'UNEF lors des élections de représentants étudiants au CROUS en 2006, sont perçues par les adversaires comme étant illégitimes et débordant du cadre de ce qui est permis de faire en période électorale. A l'UNEF, même si les militants restent convaincus que leur choix était justifié et légitimes, ils sentent très bien que leurs comportements se situaient plus ou moins au-delà de l'acceptable. Cela se voit à travers le fait qu'aux élections suivantes (élections ULP décembre 2006), ils s'attendent à se faire attaquer là-dessus par les membres de l'AFGES. En effet, lors des réunions, l'argumentaire à tenir en cas d'attaque sur le sujet est ré-expliqué. Les responsables expliquent aux militants de dire que c'était légitime car ce n'est pas normal ni démocratique d'organiser des élections dans ce contexte. La preuve à donner étant que des recours devant les tribunaux ont été fait partout notamment à Versailles où l'UNEF était majoritaire suite aux élections au CROUS malgré le boïcot.

La stratégie de boïcot des élections n'est pas illicite en soi. Chaque organisation est libre de refuser les règles du jeu en appelant à ne pas voter, considérant que les conditions de réalisation des élections ne permettent pas un bon déroulement de ces dernières. Il faut souligner néanmoins, que cette décision s'inscrivait dans un contexte particulier, celui du CPE, et qu'il s'agissait d'un choix stratégique visant à faire pression sur le gouvernement sur la question du CPE. Cette stratégie est pleinement assumée par les membres de l'UNEF. Ce qui est problématique, ce sont les comportements de débordement qui ont accompagné cette stratégie. Ces comportements sont relativement bien assumés par les étudiants de la section locale de l'UNEF même s'ils ont tendance à éviter le sujet. Or, le franchissement total des règles du jeu lors de ces élections les placent néanmoins dans une situation de porte-à-faux face à leurs électeurs et à leurs rivaux. La transgression des règles en vigueur par l'UNEF a été très sévèrement jugée par les membres de l'AFGES²¹², qui contribuent par leur jugement à délimiter les frontières des comportements possibles et de la légitimité. En ne s'inscrivant

²¹¹. Entretien avec Clément, AFGES

²¹². Il est possible ici de faire un parallèle entre le rôle de l'AFGES comme dénonciateur de la déviance de l'UNEF et le rôle de différents acteurs dans la stigmatisation des fumeurs de marijuana comme déviants étudiée par Becker (Howard), *Outsiders*, Paris, Editions Métailié, 1985.

pas dans le cadre réglé de la compétition pour les élections CROUS de 2006, la position de l'UNEF aux élections suivantes est ambiguë. Le fait qu'aux élections suivantes (ULP 2006), la section locale de l'UNEF n'est investi aucune stratégie particulière²¹³, peut être relié au fait qu'elle avait besoin de reconquérir une position légitime, même s'il est possible de supposer également que le manque de bénévoles et de moyens rend difficile le montage de telles stratégies.

Section 2 : Les conseils : deux manières d'endosser le rôle d'élus étudiant

La deuxième scène principale de rivalité directe entre les organisations prend place dans les conseils²¹⁴ où sont présents des étudiants émanant des groupes étudiés. Au sein de ces conseils et dans les espaces attenants à ces conseils, c'est-à-dire les coulisses des réunions, leur préparation, notamment lors de rencontres informelles, se jouent différents enjeux pour les organisations aussi bien en termes de crédibilité et de reconnaissance vis-à-vis des institutions qu'en termes de possibilité de défense de projets pour les étudiants. Cependant, les organisations sont représentées dans les conseils par leurs élus. Par conséquent, il convient d'observer les usages du rôle d'élus qu'investissent les membres des organisations siégeant en conseil afin de mettre en évidence les manières différenciées dont les associations font de la politique en milieu étudiant.

A> Statut d'élus étudiant et position de pouvoir

Endosser le rôle d'élus étudiant correspond à une prise de rôle spécifique dans l'espace étudiant qui déborde le simple engagement dans une organisation étudiante. Le rôle d'élus

²¹³. Voir le tract de l'UNEF, document 4 en annexe.

²¹⁴. Voir document 1 en annexe.

permet d'acquérir un statut particulier dans l'arène universitaire, mais aussi un certain pouvoir d'action sur la politique étudiante. Ce rôle place les étudiants concernés dans une position spécifique par rapport aux autres membres présents dans les conseils. Cette position ouvre le droit à entretenir des relations atypiques, c'est à dire différentes des relations habituelles, avec les personnels des universités (administratifs et enseignants) et de l'éducation comme avec le recteur d'académie par exemple, c'est à dire des relations sur un mode personnalisé, d'égal à égal, du moins en théorie. La position d'élu fait sortir les étudiants qui l'endosse de la masse, encore plus que l'appartenance à une organisation. Dans cette perspective, le rôle d'élu est en soi une rétribution à l'engagement.

Ce statut particulier confère une position de pouvoir aux étudiants élus qui perçoivent bien les possibilités qu'ouvrent leur statut.

« Pour une fois nous aussi on peut taper du poing sur la table et on est écoutés [...] on a des voix [...] on a quand même un certain poids »²¹⁵.

« Parce qu'on est élu étudiant on a accès aux données de l'université on a un p'tit peu ce statut justement on est crédible et on peut prendre contact avec l'administration, avec la présidence ou avec les profs et donc on peut agir facilement beaucoup plus facilement qu'un étudiant dans sa filière qui ne représente rien du tout quand on est élu étudiant bah le prof qui dit bah t'es un étudiant alors tu fermes ta gueule on dit bah d'accord sauf que je suis élu étudiant donc à un moment c'est toi qui vas te taire et pis euh si c'est pour partir comme ça j'appelle le président et ça sera vite réglé ou sinon on discute sérieusement mais d'égal à égal quoi donc on a du coup une situation une position qui est différente vis à vis des profs et de l'administration et qui fait qu'on peut agir plus facilement et régler plus facilement les problèmes. »²¹⁶

La position de pouvoir peut se trouver renforcée par la multipositionnalité des étudiants élus. En effet, le cumul de positions augmente le capital d'influence détenu par les élus. Etre à la fois responsable d'une organisation, élu dans un conseil d'université et au CROUS rend l'étudiant encore plus légitime et plus crédible auprès des différentes institutions. De plus, la multipositionnalité permet la possession d'une vision plus globale des

²¹⁵. Entretien avec Emilie, Amicale de droit

²¹⁶. Entretien avec Alexandre, UNEF

enjeux mais aussi la possession d'un capital de relations plus étendu et donc rend l'élu plus susceptible de mettre en œuvre ses projets.

Cependant, la position de pouvoir qui est censée découler du mandat électif est souvent symbolique dans la mesure où le poids effectif des étudiants dans les décisions prises en conseil est à relativiser. En effet, lorsqu'on interroge les élus étudiants sur le poids qu'ils peuvent avoir dans les décisions qui sont votées en conseil, tous sont d'accord pour dire que les conseils en eux-mêmes ne servent à rien dans la mesure où l'opposition manifestée en conseil n'est pas suffisante pour faire pencher la balance dans le sens désiré.

« L'élu CROUS aura pour mission ce qu'il veut bien se donner comme objectif vraiment l'élu CROUS peut venir en conseil d'administration et euh être là et voter pour contre et partir sans problème et au final il aura certes fait avancer certaines choses mais il aura pas forcément changé grand chose au final parce que faut pas oublier non plus que dans un conseil d'administration y'a 27 personnes et y'a que 7 étudiants donc euh on est très loin d'avoir une majorité le reste c'est essentiellement des administratifs en plus tous nommés par le recteur donc euh comme le recteur est président du conseil d'administration bah en général il essaye de choisir ses personnes pour qu'elles aillent pas à l'encontre de ce qu'il propose il a toujours une majorité il peut se débrouiller comme il veut il a toujours une majorité donc le travail se fait toujours avant un conseil d'administration parce que le projet qui est présenté en conseil d'administration sera quasiment toujours adopté enfin j'ai pas un seul exemple de projet qui n'a pas été adopté enfin où en tous cas la position du recteur n'a pas été adoptée. »²¹⁷

B> Direction versus cogestion : deux rapports aux institutions

Si les élus, qu'ils émanent de l'AFGES ou de l'UNEF, émettent la même opinion sur l'inutilité des conseils en eux-mêmes, après, leur position diffère sur l'attitude à adopter en conseil et sur les techniques à mettre en œuvre pour faire aboutir ses idées ou ses projets. En effet, les élus de l'UNEF considèrent les conseils comme un moyen de mettre en place un rapport de force entre eux en tant qu'élus, et tous les étudiants qu'ils estiment représenter, et les autres membres des conseils.

²¹⁷. Entretien avec Clément, AFGES

« C'est plus une tribune politique où on met sur la scène des choses qui font pas plaisir ou bien on porte des problèmes ou autre pour voir après comment est-ce qu'on peut les résoudre et pour voir après avec qui on peut les résoudre en tous cas c'est comme ça que l'UNEF considère les conseils. L'AFGES c'est pas pareil parce que l'AFGES j'ai du les voir intervenir aller disons un conseil sur trois y'a un élu de l'AFGES qui intervient alors que nous on s'arrange pour que tous nos élus interviennent déjà parce qu'on considère ça comme un entraînement [...] et aussi parce que ça montre qu'on est présent et ça c'est aussi l'autre intérêt des conseils c'est pour voir un p'tit peu la représentativité des organisations [...] mais les conseils en tant que tels ça ne sert à rien du tout. »²¹⁸

A l'inverse, les élus étudiants qui émanent de l'AFGES considèrent les conseils comme l'aboutissement d'un processus de négociation avec les personnels administratifs et enseignants présents qui a démarré bien avant la date du conseil.

« Quand on veut défendre une position faut absolument aller voir les acteurs et trouver des alliés pour avoir une majorité et si on fait pas ce travail là le vote ne se fera jamais en notre faveur à moins d'avoir un coup de chance énorme ou d'avoir été extrêmement bon orateur, en général ça ne marche pas comme ça donc y'a tout un boulot en amont. »²¹⁹

Ce travail de négociation préalable est pratiqué de manière quasiment systématique par les élus étudiants de l'AFGES.

« Aller voir les gens qui composent le conseil aller voir les professeurs aller leur expliquer pourquoi on défend ça quel intérêt ils en ont à retirer par exemple sur le calendrier semestrialisé c'est pas un bon exemple parce qu'on n'a pas réussi à la mettre en application mais aller voir les gens pour leur expliquer quelle est notre vision de la mise en application du LMD essayer de la faire partager argumenter donc tout ça, ça prend du temps puisqu'on va voir les gens quasi individuellement au mieux ils seront deux ou trois pour essayer de les convaincre c'est vraiment un travail de longue haleine qui peut prendre du temps [...] bah là encore ce soir je vais voir le président de l'ULP pour poser une motion demain sur le budget de l'université Louis Pasteur et sur la problématique de la sous dotation de l'université par rapport aux autres établissements d'enseignement supérieur en France. »²²⁰

Ce travail de négociation se double d'un travail de préparation des projets à défendre qui prennent la forme de propositions concrètes qui seront présentées et soutenues lors de rendez-vous préalables au conseil avec les membres qui le composent et finalement soumis au vote du conseil. Le projet de calendrier semestrialisé a été conçu par les étudiants élus en

²¹⁸. Idem

²¹⁹. Idem

²²⁰. Idem

conseil à l'ULP. Claire, en tant qu'élue étudiante au CEVU de l'ULP a pris activement part à la réalisation de ce projet qu'elle raconte en ces termes :

« On a fait un travail énorme sur le calendrier on voulait semestrialiser le calendrier pour permettre justement d'avoir une session d'examens [...] et ça s'est pas fait parce que les profs étaient contre donc ça c'est ma grosse déception parce qu'on a énormément bossé là-dessus [...] le problème ç'a été de réussir à caser tout ça dans une année donc on a fait énormément de propositions aux profs membres du CEVU pour placer ces semaines [...] tout se passe en commission qualité en amont on élabore des propositions on explique donc c'est des textes qui s'élaborent et tout on fait le pourquoi est-ce que ça va pas septembre pourquoi est-ce qu'on n'est pas contents de septembre qu'est-ce qu'on propose qu'est-ce qu'on fait comme innovation pédagogique on cadre ce qu'on propose et on fait des propositions calendrier on place les semaines sachant que là-dessus les profs nous répondent hop nous font une autre proposition et nous répond donc y'a des renvois de documents non non c'est du boulot [...] donc vas-y compte les semaines case 13 semaines de cours 2 semaines de révisions une semaine de correction la semaine d'examens les jours fériés, les profs qui veulent leurs vacances [...] tout ça pour finir en CEVU avec une proposition simple. »²²¹

Un autre projet important pour lequel les élus étudiants émanant de l'AFGES se sont également beaucoup investis est le projet de l'UES²²² (Université Européenne de Strasbourg). Ce projet à l'initiative des personnels de l'université est soutenu par les membres de l'AFGES suite à une enquête qu'ils ont menée auprès des étudiants. Il a fait l'objet de la rédaction d'un *livre blanc* présentant des solutions d'organisation proposées par l'AFGES à partir du travail collectif de tous ses membres intéressés par le sujet. Cette proposition de solution s'inscrit dans la ligne de conduite habituelle des élus de l'AFGES. Au sujet d'une réunion de la veille sur ce thème, Paul, un membre de l'amicale des sciences, candidat aux élections à l'ULP de décembre 2006, s'exprime ainsi :

« C'était l'élaboration de notre projet sans rentrer dans les détails on essaye de comment dire de proposer un schéma de cette université un schéma de fonctionnement de l'université dans les plus petits détails [...] on a la possibilité d'imaginer l'université du futur ce qui est chais pas c'est formidable [...] en fait c'est une initiative on a été les premiers à proposer un support sur lequel travailler qu'a été surnommé amicalement le livret blanc et on continue à travailler sur le dossier pour essayer de faire passer ce qu'on pense être la bonne solution en fait c'est dans sa façon de faire que l'AFGES trouve sa crédibilité c'est que on se contente pas de rameuter et de manifester on propose des solutions systématiquement [...] c'est essentiellement de la négociation, de la réflexion. »²²³

²²¹. Entretien avec Claire, AFGES

²²². Voir document 7 en annexe.

²²³. Entretien avec Paul, amicale des sciences

Ce travail préalable aux conseils, qui va de l'élaboration de projets à leur négociation avec les membres des conseils, n'est pas spécifique aux élus étudiants de l'AFGES dans la mesure où les élus étudiants de l'UNEF peuvent également être amenés à utiliser ce mode d'action. Cependant, il s'inscrit dans une dynamique politique spécifique à l'AFGES. En effet, la négociation permanente place les élus étudiants émanant de l'AFGES et plus généralement tous ses membres dans une position de cogestion de l'université. La position conférée par le rôle d'élu et plus largement par l'investissement à l'AFGES, est d'ailleurs perçue de cette manière là, c'est-à-dire en termes de gestion de l'université, par ses membres. Cela se révèle à travers leurs propos qui peuvent être du type : « *c'est quand même gérer l'université* »²²⁴ ou encore « *on est tous là pour bien gérer la vie étudiante [...] on fait de l'associatif on fait de la politique étudiante oui mais on s'arrête là dans la définition de la politique à la gestion de la cité pas à la gestion de la cité selon une idéologie* »²²⁵. Cette posture de négociation systématique est refusée par les membres de l'UNEF qui préfèrent toujours établir un rapport de force avant d'entrer en négociation.

« Q : Et à quel moment ça se fait partir en négociation ?

R : Ça dépend complètement du contexte hein euh nous de toutes façons on part du principe que euh

Q : Tu peux pas prendre un exemple

R : Déjà tu pars jamais en négociation à froid on n'est pas CFDT on part pas du principe que voilà faut négocier quoi qu'il arrive t'obtiendras sûrement pire que le plus pire c'est pas nos principes donc on négocie toujours à partir d'un rapport de forces que ce soit un rapport de forces symbolique un rapport de forces sur le terrain comme une manifestation une grève ou je sais pas quoi que ce soit un rapport de forces électoral ou des choses comme ça toujours faut qu'il y ait un préalable qui permette de montrer on a tel poids on a telle force et c'est pour ça qu'on dit c'qu'on veut et qu'on dit parce que nana etc et évidemment c'est logique on le fait aussi que si on sait que on gagnera quelque chose après [...] après c'est pas pour autant qu'on dira comme SUD-étudiant que toute négociation est une trahison c'est pas vrai y'a des fois c'est nécessaire ne serait-ce que pour pérenniser un rapport de forces justement ou pour euh pour pareil ou pour concrétiser un rapport de forces parce que c'est bien beau d'avoir un rapport de forces mais le but c'est pas d'avoir un rapport de forces c'est de gagner des droits pour les étudiants donc y'a un moment donné faut bien trouver un moyen pour les gagner ces droits et si le rapport de forces suffit pas d'ailleurs c'est pas le but c'est logique faut aller en négociation donc voilà

Q : Tu peux me donner un exemple concret où toi t'es allé en négociation ?

²²⁴. Entretien avec Claire, AFGES

²²⁵. Entretien avec Bastien, AFGES

R : Bah ça peut être pas mal de chose ça peut être par exemple sur des questions institutionnelles genre par exemple quand il a fallu élire le vice président du CA à Marc Bloch c'est logique que nous on est parti en négociation pour marchander nos voix c'est logique euh pour essayer d'obtenir des avantages pour les étudiants par ce biais là parce que ça peut être utile c'est un type de truc à la con qui sert à rien en soi d'élire un vice président du CA mais il y a toujours quelqu'un qui y tient à être vice président du CA et qui est prêt à lâcher des choses pour ça donc ça peut être utile. »²²⁶

Non seulement la négociation n'est pas l'arme prioritaire des élus étudiants émanant de l'UNEF mais en plus ils revendiquent la direction de l'université et non la cogestion. Autrement dit, ils ne veulent pas seulement être associés au fonctionnement de l'université mais ils veulent voir gagner et s'imposer leurs idées. Leur vision de la position et du rôle des élus étudiants est donc assez opposée à la vision du rôle d'élu qui est couramment mise en évidence à l'AFGES.

Le projet d'université unique est typiquement le type de projet sur lequel deux styles et deux modes d'action politique s'affrontent. Si les membres de l'AFGES se réjouissent d'élaborer l'université du futur dans les moindres détails de fonctionnement comme Paul le soulignait plus haut, les membres de l'UNEF ne semblent pas intéressés par la régulation de ces moindres détails. Ce qui les intéresse fondamentalement c'est le projet d'université unique dans la perspective d'une action possible sur la vision de l'enseignement supérieur qu'ils défendent et donc dans une perspective plus globale qui dépasse le cadre strict de l'UES. Alexandre, engagé à l'UNEF, s'exprime ainsi sur le *livre blanc* rédigé par les membres de l'AFGES et plus globalement sur leur vision des choses :

« Le livre blanc c'est pas un livre politique.

Q : c'est quand même une sorte de projet de l'université de son fonctionnement non ?

R : ouai exactement c'est le fonctionnement, la gestion l'administration, la place des uns et des autres, la gouvernance etc, d'ailleurs il faudra qu'on le fasse car c'est un peu chiant que nous on l'ait pas fait au niveau de l'UNEF ce livre blanc ou au moins donner notre avis mais si on devait le faire au niveau de l'UNEF on passerait beaucoup moins de temps sur la question de la gouvernance de l'organisation des différentes filières ou autre parce que ça justement c'est de la gestion c'est de l'administration c'est pas forcément ce qui va changer la vie des étudiants [...] mais c'est vrai que si on devrait faire un projet là-dessus ce serait plus de dire déjà les grandes lignes sur c'est quoi l'enseignement supérieur et en quoi l'université européenne elle a sa place enfin qu'est-

²²⁶. Entretien avec Mathieu, UNEF

ce qu'elle peut avoir comme influence dans la société et sur la ville les collectivités [...] dans l'idéal chaque université devrait avoir les mêmes moyens devrait être cotée de la même façon un diplôme qu'on l'ait passé à Strasbourg ou à Reims il devrait avoir le même niveau dans l'idéal c'est ça en tous cas [...] et à partir du moment où l'UES s'inscrit pas dans cet idéal où l'UES s'inscrirait juste dans un système de concurrence où on explique qu'il faut construire une université unique pour pouvoir faire face aux autres universités internationales et pour pouvoir écraser les autres universités en France en sortant du lot bah j pense que déjà dès le départ on part sur le mauvais pied avec l'université unique [...] le fait d'avoir un projet politique ça implique qu'on pense à l'intérêt général avant de penser d'abord aux étudiants de Strasbourg ou d'abord aux étudiants de biologie. »²²⁷

Le fait d'inscrire chaque projet dans une perspective politique plus globale, c'est bien justement ce que les membres de l'AFGES critiquent des prises de position et de la façon d'agir des militants de l'UNEF. En effet, s'éloigner des réalités et de leur caractère concret, c'est la ligne de démarcation quasiment permanente que l'on peut tracer entre les visions des choses des membres des deux groupes.

« Lorsqu'on parle de l'université unique c'est euh l'unef plutôt que de dire de voir si c'est une bonne chose ou pas va dire ah mais attention entrer dans une logique de fusion des universités c'est entrer sur une logique de concurrence entre les universités, de marchandisation du savoir etc [...] je pense que si on veut offrir une chance aux étudiants alsaciens et strasbourgeois bah on essaye de leur donner les meilleurs moyens d'étudier les meilleurs diplômes possibles et bah là pour le coup ça passe par la fusion des trois universités [...] Même entre les trois universités strasbourgeoises et l'université mulhousienne il serait complètement faux de dire qu'un étudiant mulhousien va pas se poser la question deux minutes de savoir dans quelle université de droit il va aller [...] la concurrence existe déjà [...] l'unef va dire bah non surtout pas il faut que toutes les universités aient les mêmes compétences en gros on fait de l'égalitarisme pour tout le monde et malheureusement pour que tout le monde soit au même niveau le seul moyen c'est de couper au niveau de la plus petite tête [...] moi je dis non c'est pas ça c'est donner à tous les étudiants les moyens d'aller dans l'université de son choix. »²²⁸

C> Une coopération entre rivaux impossible ?

Ces deux visions différentes des problématiques étudiantes, qui correspondent à deux manières différenciées d'endosser le rôle d'élus étudiants découlant au final de deux façons différentes de faire de la politique étudiante, engendrent des oppositions entre les membres

²²⁷. Entretien avec Alexandre, UNEF

²²⁸. Entretien avec Clément, AFGES

des deux organisations étudiantes pendant les conseils reléguant la coopération au registre de l'impossible ou du moins du rarissime. En effet, lorsque j'interroge les étudiants ayant des mandats électifs sur la question de la coopération avec les autres organisations étudiantes, la réponse est d'abord toujours négative et, parfois, on me raconte une occasion lors de laquelle la coopération a été possible. Les problématiques liées au CROUS semblent être les seules pour lesquelles une coopération entre les élus étudiants de l'AFGES et ceux de l'UNEF est envisageable ou du moins s'est déjà produite. Lorsque j'interroge la présidente de l'UNEF sur les relations entretenues avec les membres de l'AFGES, et sur une éventuelle coopération ou prise de position commune, elle s'exprime ainsi :

« On se rencontre en conseil [...] et y'a une fois où s'est arrivé pendant le CROUS enfin c'était pour le CROUS y'avait une situation très catastrophique au niveau des loyers où là effectivement on a fait une rencontre [...] bon sinon on s'voit c'est marrant. »²²⁹

Clément, élu CROUS émanant de l'AFGES, affirme quant à lui que l'opposition au niveau du CROUS est moins forte que dans les autres conseils et évoque cette même occasion de coopération. Il souligne néanmoins les limites de la coopération qui tiennent encore à la différence de perspective qui existe entre les deux organisations.

« Q : C'est assez exceptionnel (la coopération) ?

R : Pas au niveau du CROUS vraiment pas tant que ça on a beaucoup beaucoup de positions en commun à la différence près enfin quand on reste sur du pragmatique ça va très bien on a les mêmes positions mais effectivement quand on part sur des débats d'idées ou sur des choses qui prêtent beaucoup plus à discussion c'est là qu'on voit ressortir des divergences c'est à dire que là on va être beaucoup plus pragmatiques et l'UNEF par exemple va être beaucoup plus idéologique va vouloir aller sur des terrains un peu plus philosophiques et moins proches de l'étudiant. »²³⁰

Une analyse plus fine des manières d'endosser le rôle d'élus par les deux organisations aurait mérité de s'attacher un peu plus au contenu des prises de position. En effet, notre étude reste assez formelle et donc superficielle. Il s'agissait avant tout ici de mettre en évidence des différences très claires dans la manière d'appréhender le rôle d'élu par les membres des

²²⁹. Entretien avec Muriel, UNEF

²³⁰. Entretien avec Clément, AFGES

organisations. Cependant, une étude plus approfondie aurait permis de cerner plus clairement les enjeux des conseils, le travail réellement effectué par les élus étudiants et les correspondances entre prescriptions de rôle et état des rapports sociaux. Néanmoins, le matériel nécessaire pour une telle analyse manquait. Il aurait fallu s'installer plus durablement sur le terrain d'enquête et assister à plusieurs conseils ou réunions informelles de préparation pour mener une telle étude. De même, il aurait été souhaitable d'établir une analyse plus fine des dispositions personnelles des élus étudiants, de l'AFGES comme de l'UNEF, ce qui aurait permis de dégager une figure de l'élus étudiant, comme plusieurs analyses ont déjà dégagé une figure du maire ou du parlementaire. Cette seconde section est donc assez embryonnaire et mériterait un approfondissement. Les hypothèses soutenues ici, bien que partiellement démontrées, trouvent néanmoins toute leur place dans l'appréhension de la rivalité entre les organisations étudiantes.

Conclusion du troisième chapitre

L'analyse des scènes de la rivalité entre les organisations étudiantes nous a permis de révéler l'état du jeu, son fonctionnement, ses règles, ses enjeux mais aussi ses limites. Les scènes de la rivalité mettent également en évidence la différence de moyens humains dont disposent les organisations. En effet, la préparation des élections révèlent deux modes de fonctionnement à l'œuvre dans les organisations qui attestent d'un style de gestion découlant en partie de leur implantation et des membres disponibles. Ainsi, l'élaboration du programme et des listes électorales sont plus ou moins rendues difficiles par la position dans le l'espace universitaire. La période électorale représente à la fois de la tension, de l'excitation et une activité intense pour les membres des organisations. Les campagnes électorales tendent néanmoins à unifier chaque groupe dans une logique d'opposition aux rivaux. La dynamique de groupe est encore plus présente qu'à l'accoutumée et elle s'illustre à travers une cohésion renforcée, une logique d'apprentissage entre pairs et une grande solidarité aussi bien à l'intérieur de la fédération de l'AFGES qu'au niveau de l'UNEF en tant qu'organisation nationale. Cette dynamique est dirigée vers un but d'occupation maximale de l'espace étudiant à partir de la mobilisation intense de tous les membres. Les campagnes électorales sont marquées par les interactions entre adversaires qui constituent le cœur de l'événement. Lors de ces actualisations ponctuelles du milieu d'interconnaissance, les membres des groupes mettent en place des jeux de scène qui affichent les appartenances et exacerbent la rivalité. Ces interactions sont régies par des règles essentiellement tacites de comportements. Les insultes et la violence constituent les limites du jeu. La violence entre les groupes est reléguée à une place essentiellement symbolique au travers du collage / arrachage d'affiches. Les stratégies investies par les organisations mettent également en évidence les limites du jeu.

En effet, le plus souvent elles font partie de l'ombre des organisations, leur mise au jour risquant de placer les organisations dans une situation de porte-à-faux. Le dépassement des limites, la déviance par rapport aux normes tacites de comportement, est sévèrement jugée par l'opposition. La logique de rivalité se poursuit dans les conseils où sont élus des étudiants émanant des organisations. Le rôle de l'élus étudiant est spécifique et donne une position de pouvoir, au moins symbolique, aux agents qui l'endossent. Les manières différenciées d'endosser le rôle d'élus selon l'organisation d'appartenance entraîne un positionnement particulier par rapport aux institutions allant de l'opposition ou rivalité pour le pouvoir de décision à la co-participation à la gestion des problématiques universitaires. Ces positionnements sont à relier aux ressorts idéologiques des organisations et s'illustrent également dans la manière d'appréhender les questions étudiantes : soit dans une perspective très concrète, soit en lien avec une vision et des fins plus globales. Les différences dans la manière d'endosser le rôle d'élus étudiant entre les deux organisations sont telles que la coopération est reléguée au rang de l'impossible ou du rarissime.

Conclusion

L'étude des organisations de représentation étudiante en pratiques que nous avons tenté de conduire, nous a amené à comprendre les facteurs de positionnement et d'implantation locale des organisations et les conditions de possibilité d'une assise électorale. Parallèlement, en centrant l'analyse sur ce que les membres des groupes entreprennent très concrètement, ce sont les pratiques des étudiants engagés, et partiellement certains enjeux sociaux d'arrière plan de compréhension de l'engagement, qui ont été explicités. L'approche comparative a permis d'intégrer à l'analyse la dimension de compétition entre les organisations et d'esquisser ainsi les règles, enjeux et limites de ce sous-champ.

En effet, en privilégiant une vision stratégique des activités entreprises par les organisations, nous avons tenté de démontrer que l'implantation et la capacité d'action des organisations, et donc leurs résultats électoraux, étaient conditionnés à la fois par la nature et le volume des activités mises en œuvre et par les ressources disponibles et mobilisables. L'ancrage physique dans l'arène étudiante, le déploiement d'activités quotidiennes dans cet espace, l'ampleur et les modalités de diffusion des organisations, déterminant l'ampleur du public susceptible d'être touché et les soutiens mobilisables pour l'action, les moyens financiers, humains et les partenaires disponibles, constituent les principaux facteurs d'implantation et de réussite locale. Parmi eux, il convient de souligner le caractère déterminant de la possibilité d'appui par les institutions locales et universitaires dans la capacité d'action des organisations.

Ensuite, des aspects du fonctionnement interne des organisations ont pu être analysés de manière transversale. L'analyse de la structuration interne des organisations nous a permis de saisir, en partie, les logiques de gestion interne ainsi que les rapports entre les différents échelons des organisations étudiantes en abordant les relations avec les fédérations nationales dont font partie les groupes locaux étudiés. Nous avons également identifié en partie les ressorts de la cohésion des individus au sein d'un collectif et les tensions qui traversent les organisations : place des convictions politiques, ressorts des idéologies collectives. En étudiant les pratiques que les membres des organisations investissent, nous avons pu identifier partiellement les ressorts de l'engagement au sein des associations de représentation étudiantes. Nous avons mis en évidence dans cette perspective plusieurs éléments de rétribution de l'engagement tels que la sociabilité, le bénéfice d'un réseau de relations étendu, la prise de rôle ou de statut dans l'espace étudiant, la socialisation à des pratiques associatives ou militantes, l'accumulation de connaissances de divers ordres, l'apprentissage de techniques et de compétences spécifiquement associatives ou politiques, la familiarisation avec un sens politique, l'identification à un groupe d'appartenance etc. Ce sont autant d'éléments qui contribuent à forger l'identité personnelle des étudiants qui s'engagent et un capital de ressources potentiellement reconvertible dans d'autres sphères d'activité.

Enfin, ce sont les règles de fonctionnement d'un espace local de concurrence qui ont été mises en relief. Nous avons vu sur quelles lignes de fracture les organisations s'opposaient : vision différente du rapport aux institutions, appréhension différenciée des problématiques étudiantes, quelles étaient les règles tacites de comportement entre elles, quelle était la place de la violence dans les interactions, quels comportements étaient considérés comme déviants ou acceptables mais seulement en coulisse, dans l'entre-soi des groupes.

Cette étude s'est centrée sur la compréhension d'un contexte local et souffre peut-être d'un manque de portée en généralité. Cependant, certains aspects semblent pouvoir être généralisés. En effet, cette analyse peut être vue comme une contribution, aussi modeste soit-elle, à la compréhension des deux formes majeures que revêtent les organisations étudiantes dans la période contemporaine : à savoir les organisations corporatistes et les syndicats étudiants. L'approche comparée a permis de souligner des points de convergence et d'opposition entre ces deux types d'organisation, notamment en termes de temps consacré au groupe, de socialisation à des pratiques associatives et militantes, de familiarisation à un sens politique, de conception de la participation aux instances représentatives et d'appréhension des questions politiques et étudiantes.

Cependant, la comparaison des pratiques des membres de chacune des organisations que nous avons tenté de conduire tout au long de l'analyse, comporte plusieurs limites qui constituent autant de perspectives de recherche qui mériteraient d'être menées par la suite et qui prolongent notre questionnement initial.

La restitution de la situation locale dans un temps plus long, dans une perspective plus socio-historique aurait sans doute permis de faire apparaître d'autres éléments explicatifs de l'implantation locale et de la capacité à agir des organisations. De même, la restitution de la temporalité dans l'engagement aurait favorisé la compréhension de la manière dont les capitaux acquis pouvaient être reconvertis dans d'autres sphères, et si l'exploitation des capitaux acquis se faisait de manière différente entre les deux organisations. Certains éléments d'enquête laissaient supposer que les capitaux acquis pouvaient constituer des ressources importantes pour l'entrée dans la vie professionnelle ou le militantisme politique et syndical (professionnel).

Ensuite, ce sont les modalités d'entrée dans les organisations qui auraient méritées d'être approfondies. En effet, il aurait fallu analyser l'importance des dispositions

personnelles dans l'engagement des étudiants ainsi que les relations entre les dispositions personnelles, la socialisation primaire et l'engagement dans une organisation plutôt qu'une autre.

Enfin, d'autres pistes, partiellement évoquées, seraient intéressantes du point de vue de la compréhension plus précise de ce que recouvrent les deux formes d'organisation en termes d'idéologies et d'identité collective. L'approche privilégiée, en développant une analyse en pratiques et en contexte, s'attache peu à analyser les prises de position, le contenu des programmes, les divergences d'idées au sein des groupes, qui sont autant de dimensions à approfondir. Dans la même perspective, les liens avec le niveau national sont insuffisamment décrits, notamment sur la question de l'imposition par la haut de thématiques d'action et sur les possibilités d'évolution de l'engagement au niveau national.

Bibliographie

Les étudiants, les organisations de représentation étudiante, le syndicalisme

Houzel (Guillaume), *Rapport sur le développement du bénévolat étudiant*, Paris, La Documentation française, 2003

L'information citoyenne, *Qu'est-ce que la FAGE ?*, Paris, L'Archipel, 2003

Grignon (Claude), *Les conditions de vie des étudiants*, Enquête OVE, Paris, PUF, 2000

Labbé (Dominique), « La crise des syndicats français », *Revue Française de Science Politique*, vol. 42, n°4, 1992

Monchalbon (Alain), *Histoire de l'UNEF*, Paris, PUF, 1983

Morder (Robi), *Naissance d'un syndicalisme étudiant. 1946 : la Charte de Grenoble*, Paris, Syllepse, 2006

Morder (Robi), « Eléments pour une histoire politique de la mutuelle nationale des étudiants de France », *Cahiers du GERME*, spécial n°4, 2003/2004

Rosanvallon (Pierre), *La question syndicale*, Paris, Calman-Lévy, 1987

Vernier (K.), *La symbolique de la Faluche*, Strasbourg, mémoire de maîtrise d'ethnologie, 1992

Engagement associatif, militantisme, socialisation, rapport au politique

Bargel (Lucie), *La socialisation politique dans les syndicats étudiants. Apprentissages des pratiques politiques et des identités de genre*, D.E.A. de Sciences Sociales, 2002

Colloque du 24 novembre 2006, *Carrières militantes et trajectoires professionnelles : l'engagement dans les mouvements étudiants comme lieu de socialisation politique*, Lyon

Dubar (Claude), *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2000

Ferrand-Bechmann (Dan) (dir.), *Les bénévoles et leurs associations*, Paris, l'Harmattan, collection « Logiques sociales », 2005

Gaxie (Daniel), « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, vol.27, n°1, 1977

Gaxie (Daniel), « Les enjeux citoyens de la professionnalisation politique », *Mouvement*, n°18, 2001/5

Hamidi (Camille), « Eléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue Française de Science Politique*, vol.56, n°1, 2006

Ion (Jacques), *La fin des militants ?*, Paris, L'Atelier, 1997

Juhem (Philippe), « La légitimation de la cause humanitaire : un discours sans adversaires », *Mots*, n°65, 2001

Juhem (Philippe), *SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation « apolitique »*. Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981, thèse de Science Politique.

Lagroye (Jacques)(dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003

Matonti (Frédérique) et Poupeau (Franck), « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°155, 2004

Mayer (Nonna), « Les conséquences politiques du "capital social" : le cas français », *Revue internationale de politique comparée*, 10 (3), 2003, p.381-395

Michon (Sébastien), *Etudes et politique : les effets de la carrière étudiante sur la socialisation politique*, Thèse pour le doctorat de Sociologie, Université Strasbourg 2, 2006

Muxel (Anne), *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001

Muxel (Anne), « La participation politique des jeunes : soubresauts, fractures et ajustements », *Revue française de Science Politique*, vol.52, n°5-6, 2002

Perrineau (Pascal) (dir.), *L'engagement politique : déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994

Renou (Gildas), « L'institution à l'état vif. Sociabilités et structuration des groupes dans un syndicat de salariés », *Politix*, vol 16, n°63, 2003

Yon (Karel), *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique ? Etude du courant Convergence(s) Socialiste(s)*, Mémoire de D.E.A. de Science Politique, 2001

Ouvrages généraux

Becker (Howard), *Outsiders*, Paris, Editions Métailié, 1985

Bourdieu (Pierre), *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2000

Bourdieu (Pierre), *Questions de sociologie*, Paris, Editions de Minuit, 2002 (1^{ère} Edition, 1984)

Goffman (Erving), *Asiles*, Paris, Editions de Minuit, 1968

Goffman (Erving), *La mise en scène de la vie quotidienne, 2 : les relations en public*, Paris, Editions de Minuit, 1973

Joseph (Isaac), *Erving Goffman et la microsociologie*, Paris, PUF

Neveu (Erik), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 4^{ème} édition, 2005

Schwengler (Bernard), *Le vote Front National en Alsace. Contribution à la sociologie politique d'un vote complexe*, Université Robert Schuman, 2002

Voirol (Olivier), « Visibilité/invisibilité : une introduction », *Réseaux*, n°129-130, 2005

Méthodologie

Beaud (Stéphane) et Weber (Florence), *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La découverte, coll. Repères, 2003

Becker (Howard), *Les ficelles du métier*, Paris, La Découverte, collection « Guides repères », 2002

Bourdieu (Pierre), *La misère du monde*, Paris, Seuil, coll. Points, 1993

Liste des encadrés

- *Encadré n°1 : Description d'interactions entre les organisations et des étudiants.....*p.29
- *Encadré n°2 : Les prestations de service des amicales.....*p.35
- *Encadré n°3 : Les services de la Maison Des Etudiants.....*p.39
- *Encadré n°4 : Les bourses aux livres des organisations.....*p.40
- *Encadré n°5 : Les activités de l'AFGES.....*p.45
- *Encadré n°6 : Les campagnes de l'UNEF.....*p.48
- *Encadré n°7 : Les moyens financiers : un tabou ?.....*p.59
- *Encadré n°8 : Description des pré-rentées par un amicaliste.....*p.78
- *Encadré n°9 : La préparation des pré-rentées.....*p.80
- *Encadré n°10 : Description des chaînes d'inscription.....*p.82
- *Encadré n°11 : L'affaire du bizutage.....*p.85
- *Encadré n°12 : Le parcours du directeur au sein de l'AFGES.....*p.96
- *Encadré n°13 : Etre ensemble.....*p.103
- *Encadré n°14 : Lieux de vie et univers symboliques des organisations.....*p.112
- *Encadré n°15 : Réception locale de l'affaire des 40 exclus.....*p.117
- *Encadré n°16 : Extrait d'entretien avec un ancien responsable de l'UNEF.....*p.119
- *Encadré n°17 : Le recrutement de candidats à l'UNEF.....*p.139
- *Encadré n°18 : Manifestations de la tension à l'UNEF en période électorale....*p.140
- *Encadré n°19 : Comment tracter et convaincre : leçon pratique.....*p.142
- *Encadré n°20 : Notes d'observation.....*p.148
- *Encadré n°21 : Notes d'observation.....*p.149

- *Encadré n°22 : Les stratégies électorales investies par l'AFGES lors des élections à l'ULP de 2006.....p.152*
- *Encadré n°23 : Stratégies électorales de l'UNEF lors des élections CROUS de 2006.....p.154*

Annexes

- **Note méthodologique**
- **Guide d'entretien**
- **Liste des entretiens**
- **Document n°1** : *Fiche descriptive des conseils où siègent les élus étudiants*
- **Document n°2** : *Extraits du tract de l'AFGES jugé diffamatoire pour les élections de représentants étudiants dans les conseils de direction à l'ULP des 6 et 7 décembre 2006*
- **Document n°3** : *Extraits du tract principal de l'AFGES pour les élections de représentants étudiants dans les conseils de direction de l'ULP des 6 et 7 décembre 2006*
- **Document n°4** : *Extraits des tracts de l'UNEF pour les élections de représentants étudiants dans les conseils de direction de l'ULP des 6 et 7 décembre 2006*
- **Document n°5** : *Extraits du Code alsacien de la Faluche*
- **Document n°6** : *Extraits du tract de l'UNEF prônant un statut social pour les jeunes*
- **Document n°7** : *Tract de l'AFGES sur l'Université Européenne de Strasbourg*

Note méthodologique

Les données qui ont permis d'étayer cette analyse ont essentiellement été collectées à partir d'une enquête de terrain de type ethnographique. Dans cette perspective, l'observation a été combinée à des entretiens semi-directifs. Le dispositif d'enquête s'est déployé principalement sur la section locale de l'UNEF et l'AFGES, en tant que fédération et au sein de trois de ses amicales de filière à savoir : l'Amicale des Sciences, l'Amicale des étudiants en droit et l'Amicale de médecine. De manière secondaire, l'enquête a inclus des moments d'observation ainsi que deux entretiens avec des membres de l'UNI. Au total, ce sont dix-sept entretiens enregistrés qui ont été réalisés et ce auprès de trois types de personnes : des étudiants activement engagés depuis au moins un an, des étudiants qui ont été activement engagés mais qui sont en train de se retirer de l'organisation peu à peu et des salariés des organisations (deux salariés de l'AFGES). Le corpus de données a également intégré la collecte de divers documents indigènes : tracts, affiches, guides de rentrée etc. Un journal d'enquête a également été réalisé à partir de notes de terrain tirées de diverses situations d'observations telles que des discussions informelles entre membres des organisations, l'assistance à certaines réunions notamment à l'UNEF, la participation aux événements organisés par les groupes, la distribution de tracts ou encore la tenue de table et de stands divers.

Il s'agit d'une *enquête ethnographique* dans la mesure où elle essaie de prendre en compte les trois conditions dégagées par Stéphane Beaud et Florence Weber²³¹, à savoir : enquêter dans un milieu d'interconnaissance, la longue durée ou « l'installation » dans le milieu enquêté et la réflexivité ou auto-analyse.

Pour ce qui est de l'enquête en milieu d'interconnaissance, l'objet et le terrain s'y prêtait tout particulièrement bien dans la mesure où les étudiants engagés dans les différentes organisations se connaissent personnellement, au moins pour les responsables des groupes, ou bien s'identifient mutuellement. Les relations entre les personnes rencontrées n'étaient donc pas anonymes bien au contraire. Si cet élément est tout à fait intéressant du point de vue de la richesse de l'analyse qu'il procure, et qu'il permet de distinguer l'enquête ethnographique de l'enquête qualitative²³², il a néanmoins représenté une des difficultés majeures de ce travail. En effet, la proximité entre les membres des différents groupes a pu me placer en position délicate. Tout d'abord, le fait qu'ils sachent que mon enquête supposait la rencontre avec leurs rivaux respectifs a pu conduire à une certaine méfiance de leur part à mon égard. Ensuite, ma présence lors d'événements comme les élections étudiantes qui regroupaient les organisations adverses a pu induire de leur part des comportements exagérément antagonistes et m'a placé parfois dans des postures délicates à gérer, faisant peser sur moi une plus ou moins grande suspicion. Enfin, l'intrusion d'une personne méconnue dans leur espace propre d'interrelation a pu être perçue par les membres des groupes comme une présence menaçante, ce qui est à relier avec la brièveté de l'enquête, qui constitue clairement une gêne à l'établissement durable de relations de confiance.

La longue durée représente sans doute le critère dont cette recherche s'éloigne le plus. En effet, compte tenu des conditions mêmes de l'enquête, qui a dû être réalisé en parallèle de l'assistance aux cours, la présence sur le terrain et la pratique de l'observation se sont donc conduites à des rythmes divers en fonction notamment du rythme des activités des organisations. Pendant environ trois mois, j'ai tout de même pu assister à une bonne partie des événements organisés par les organisations et auxquels elles participaient. Néanmoins, la

²³¹ . Voir Beaud (Stéphane) et Weber (Florence), *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La découverte, coll. Repères, 2003, p.294-299.

²³² . Idem, p.15.

brièveté de mes « passages » par les organisations constitue une limite importante à la qualité du matériel recueilli par le biais de l'observation. En effet, ne faire que passer par les organisations a souvent rendu ma position d'enquêtrice instable et difficile à gérer dans la mesure où j'étais toujours plus ou moins dans l'obligation de me justifier. Cependant, le fait que peu à peu dans le milieu d'interconnaissance tous les étudiants soient au courant de mon enquête et sachent qui j'étais peut être perçu comme un indicateur de mon « installation » sur les lieux. Mon accès au terrain a également été limité par la difficulté ou les refus auxquels j'ai été confrontée concernant ma présence sur les lieux. Je n'ai pu assister à aucune réunion de l'AFGES ni aucune de ses amicales. D'autre part, le local de l'AFGES étant d'une certaine façon « verrouillé » (interphones multiples, accueil par une salariée, présence discontinue des étudiants..), les occasions d'observation y ont été rares et ce n'est qu'avec la caution de motifs valables de présence dans les lieux (rendez-vous, recherche de documents, entretiens..) que l'accès à cette partie du terrain a pu être réalisé.

La force de la méthode ethnographique réside dans sa troisième condition, c'est-à-dire la place accordée à l'explicitation des préjugés et à l'objectivation de la position d'enquêteur. Comme le soulignait Pierre Bourdieu : « *Si la relation d'enquête se distingue de la plupart des échanges ordinaires en ce qu'elle se donne des fins de pure connaissance, elle reste, quoi qu'on fasse, une relation sociale qui exerce des effets sur les résultats obtenus.* »²³³. Autrement dit, l'enquêteur de par sa présence dans les échanges qu'il crée influence le déroulement de l'enquête et les informations qui peuvent en découler. Afin de réduire au maximum ces effets inhérents à la posture de l'enquête ethnographique, nous avons essayé de nous placer dans une posture d'écoute active des enquêtés et de disponibilité à leur égard. Nous avons également fait le choix de lieux d'enquête étrangers au lieu d'étude (IEP). En effet, il aurait été possible de s'appuyer sur le lieu d'étude et des personnes connues pour mener l'enquête, étant donné que le BDE de l'IEP est affilié à l'AFGES. Nous avons cependant jugé préférable, pour des raisons de distanciation à l'objet de privilégier des lieux d'enquête méconnus. Néanmoins, le fait d'être moi-même étudiante pendant la réalisation de l'enquête présentait une proximité certaine avec les enquêtés. L'avantage qui en découle réside dans le fait que l'accès aux organisations étudiantes paraissait assez facile, et les enquêtés pouvaient a priori s'adresser à moi de manière naturelle, d'égal à égal, comme ils le font entre eux. Cependant, cet avantage comporte en lui-même certains inconvénients. En effet, la proximité avec les enquêtés du fait de ma condition d'étudiante a pu rendre difficile le travail de distanciation par rapport au terrain, nécessaire à la mise en évidence de ses spécificités et de son fonctionnement. De plus, avec mes opinions politiques propres, face à des étudiants eux-mêmes politisés dans les organisations telles que l'UNEF, l'UNI ou Sud-Étudiants, a pu rendre flous les contours de ma position d'enquêtrice notamment dans la mesure où les membres des groupes m'incitaient à prendre part aux débats politiques, voire à m'engager activement dans l'organisation, et a pu influencer mon positionnement vis à vis du terrain. Des affinités en termes d'orientation politique, notamment en période électorale, purent s'avérer difficiles à neutraliser. De la même manière, la méfiance des membres de l'AFGES à mon égard, compte tenu du caractère apolitique de l'association, est peut-être à relier avec les préjugés politiques que l'on pouvait entretenir à mon sujet.

²³³ . Bourdieu (Pierre), *La misère du monde*, Paris, Seuil, coll. Points, 1993, p.1391.

Guide d'entretien

Le guide d'entretien qui avait été élaboré en début d'enquête a constamment dû être adapté aux personnes rencontrées, selon qu'elles étaient impliquées dans les amicales ou dans un syndicat étudiant. Les entretiens menés avec les salariés, notamment l'un d'eux, ont été nécessairement conduits de manière différente. De plus, certains thèmes n'ont été évoqués qu'avec certains étudiants. Par exemple, la Faluche a été essentiellement abordée avec des membres de l'AFGES et des amicales. Le guide d'entretien reproduit ici est donc surtout indicatif du travail d'enquête et correspond aux entretiens réalisés avec des étudiants. Certains entretiens ont pu dériver sur des thèmes qui n'étaient pas prévus et d'autres, qui pourtant l'étaient, n'ont malheureusement pas pu être abordés.

- Trajectoire militante / associative :
 - date et mode d'entrée dans l'organisation
 - responsabilités successives / évolution

- Participation à des activités militantes / associatives :
 - description des activités réalisées, des projets en cours, des préférences, des problèmes rencontrés...
 - description de la période de rentrée : modes de recrutement
 - modalités d'attribution des activités / postes
 - organisation concrète des activités

- Ambiance au sein de l'organisation :
 - tensions
 - nature des rapports avec les autres membres
 - relations avec les autres membres en dehors de l'association / syndicat

- Participation à des élections de représentants étudiants / poste d' élu :
 - modalités concrètes de préparation des élections : programme, listes, réunions, rédaction des tracts...
 - participation aux collages ? tractage ? interventions en amphithéâtre ? Comment ça se passe ?
 - rapports avec les adversaires pendant la campagne ?
 - élu ? volontaire ?
 - comment se porte-t-on candidat ?
 - comment se passent les conseils ? quels sont les rapports avec les élus émanant d'autres organisations pendant les conseils ?
 - quels sont tes projets en tant qu' élu ?

- Rapports avec les adversaires : tensions ? coopération ? heurts ? violence ?

- Liens avec le niveau national ?
 - participation à des congrès ? des formations ?

- Liens avec les mutuelles étudiantes ?

- Les partenaires de l'organisation ?

- Liens avec les anciens de l'organisation / les salariés ?
- Liens avec la Faluche ?
- CPE (Contrat Première Embauche)
 - pour ? contre ?
 - participation à des manifestations ? des assemblées générales ?
 - position de l'association / syndicat
- Trajectoire personnelle / investissement dans l'organisation ?
 - études : échecs, réussites, rattrapage
 - collègue, lycée : engagements quelconques
 - pratique d'un sport ? d'une religion ?
 - financement des études, lieu de vie
 - salarié ? jobs d'été ?
 - projet professionnel
 - loisirs
 - participation à d'autres associations, groupes, organisations ?
 - encarté ?
 - participation à des réunions / meetings politiques ?
 - positionnement politique

Liste des entretiens

La majeure partie des personnes interrogées ont insisté pour que leurs propos restent anonymes. Pour cette raison, des prénoms fictifs ont été utilisés tout au long de l'analyse menée ici. Compte tenu du fait qu'une grande partie des entretiens ont été cités dans le développement et des volontés de confidentialité des personnes interrogées, nous avons fait le choix de ne pas publier intégralement les entretiens réalisés.

Les entretiens réalisés sont les suivants :

1. Entretien avec Muriel, responsable de l'UNEF, le 24 octobre 2006, au BVE de Marc Bloch.
2. Entretien avec Marc, responsable de l'UNI, le 26 octobre 2006, au local de l'UNI.
3. Entretien avec Alexis, membre actif de l'UNEF, le 10 novembre 2006, au local administratif de l'UNEF.
4. Entretien avec Pierre et Marc, responsables de l'UNI, le 14 novembre 2006, au local de l'UNI.
5. Entretien avec Delphine, salariée de l'AFGES, le 17 novembre 2006, dans les locaux de l'AFGES.
6. Entretien avec Nicolas, responsable de l'Amicale des Sciences, le 27 novembre 2006, au local de l'amicale.
7. Entretien avec Paul, membre actif de l'Amicale des Sciences, le 30 novembre 2006, dans une salle de cours de l'Université Louis Pasteur.
8. Entretien avec Luc, membre de l'UNEF, le 1^{er} décembre 2006, à la MDE.
9. Entretien avec Fabrice, responsable de l'Amicale de Médecine et membre du bureau de l'AFGES, le 4 décembre 2006, au local de l'amicale.
10. Entretien avec Emilie, responsable de l'Amicale de Droit, le 7 décembre 2006, au local de l'amicale.
11. Entretiens avec Clément, responsable de l'AFGES, les 11 et 19 décembre 2006, dans les locaux de l'AFGES.
12. Entretien avec Bastien, membre du bureau de l'AFGES, le 14 décembre 2006, dans les locaux de l'AFGES.
13. Entretien avec Claire, membre du bureau de l'AFGES, le 22 décembre 2006, dans les locaux de l'AFGES.
14. Entretien avec Mathieu, responsable de l'UNEF, le 10 janvier 2007, au BVE de Marc Bloch.
15. Entretien avec Antoine, membre du bureau de l'AFGES, le 10 janvier 2007, dans les locaux de l'AFGES.
16. Entretien avec Jacques, salarié de l'AFGES, le 11 janvier 2007, dans les locaux de l'AFGES.
17. Entretien avec Alexandre, ancien responsable de l'UNEF, le 27 janvier 2007, au BVE de Marc Bloch.

Document 1 : Fiche descriptive des conseils où siègent les élus étudiants

Les trois universités strasbourgeoises comprennent chacune trois conseils où siègent des représentants des étudiants. Il s'agit du Conseil d'Administration, du Conseil Scientifique et du Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire.

Le Conseil d'Administration (CA)

Il détermine la politique de l'Université, vote le budget et répartit l'ensemble des ressources et moyens. Il approuve les conventions, les emprunts, les prises de participation, les créations de filière. Il exerce le pouvoir disciplinaire en premier ressort à l'égard des enseignants et des étudiants. Il approuve les statuts, les programmes d'activités et régimes d'études des écoles et instituts.

Il comprend des représentants des enseignants et des chercheurs, des personnalités extérieures, des représentants des étudiants ainsi que des représentants des personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service.

Les séances du Conseil d'administration sont présidées par le Président d'Université.

Le Conseil Scientifique (CS)

Il propose au CA les orientations et la répartition des crédits de recherche. Il assure la liaison entre l'enseignement et la recherche ainsi que la cohérence des différentes structures de recherche. Il s'occupe du suivi de la politique de valorisation de la recherche. Il donne son avis sur la qualification des emplois d'enseignants-chercheurs et notamment sur leur profil recherche, ainsi que sur les programmes de formation initiale et continue, les créations de nouvelles filières, en liaison avec le CEVU.

Il comprend des représentants du personnel pour l'essentiel, quelques étudiants de deuxième année de master et inscrits en thèse, ainsi que quatre personnalités extérieures.

Le Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire

Il propose au CA les orientations de formation initiale et continue. Il instruit les projets de nouvelles filières d'enseignement. Il propose au CA la répartition des crédits dédiés à l'enseignement et à la vie étudiante. Il prépare les mesures relatives à l'orientation des étudiants, leur entrée dans la vie active, leurs activités culturelles et sportives, leurs conditions de vie (logement, restaurant, médecine, assistance sociale, bibliothèque). Il est le garant des libertés politiques et syndicales.

Il comprend des représentants des enseignants et des chercheurs, et des représentants des étudiants en proportion identique, ainsi que des représentants des personnels administratifs, techniques et de service, et des personnalités extérieures.

Au sein de chaque université, chaque unité de formation et de recherche (UFR), école ou institut comprend un conseil élu où siègent également des étudiants.

Les organisations étudiantes concourent également pour obtenir des représentants au sein du **Centre National des Œuvres Universitaires et Scolaires (CNOUS)**. Cet établissement public a pour objectif affiché de donner à tous les étudiants les mêmes chances d'accès et de réussite dans l'enseignement supérieur en accompagnant leur vie quotidienne. Cet organisme national est la tête de réseau des différents centres régionaux (**CROUS**) et locaux (**CLOUS**). Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et scolaires de Strasbourg gère concrètement les restaurants universitaires (sauf la Gallia) et les résidences universitaires.

Le Conseil d'Administration du CROUS

Chaque CROUS est dirigé par un fonctionnaire nommé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur qui exécute les décisions du Conseil d'Administration du CROUS présidé par le Recteur de l'académie et comprenant : 6 représentants de l'Etat, 7 représentants élus des étudiants, 3 représentants des personnels du CROUS, un représentant de la Région, é présidents d'université ainsi que 4 personnalités choisies par le Recteur en raison de leur compétence.

Document 2 : Extraits du tract de l'AFGES jugé diffamatoire pour les élections de représentants étudiants dans les conseils de direction à l'ULP des 6 et 7 décembre 2006

Elus étudiants AFGES : deux ans d'action pour vous tous !

***Nos engagements**

- être présent à tous les conseils

Les élus AFGES sont les seuls à avoir siégé à l'ensemble des conseils.

Les élus AFGES ont assisté à quasiment toutes les Commissions et Groupes de Travail et malheureusement trop souvent en l'absence des élus issus d'autres listes.

Alors que certains n'ont jamais mis les pieds dans les Conseils où ils sont élus ou n'y sont plus apparus depuis plus d'un an, l'AFGES est la seule organisation à avoir tenu systématiquement ses engagements de présence et de représentation.

- préférer la proposition à l'opposition systématique

Les élus AFGES ont été les seuls à proposer, rédiger et diffuser des propositions visant à améliorer la vie étudiante et le fonctionnement de notre université.

Durant ces deux ans de mandat, les élus AFGES ont également été les seuls à déposer régulièrement des motions et à les faire adopter par les différents conseils de l'ULP.

- tenir informés tous les étudiants de l'actualité de l'université et de notre travail

Les élus AFGES ont édité une lettre des élus de 4 pages à chaque semestre de leur mandat.

Les élus AFGES ont tenu à jour un blog d'info et ont édité toutes les infos importantes sur le site de l'AFGES.

Les élus AFGES sont intervenus à de nombreuses reprises en amphi pour demander votre avis sur certains points discutés en conseil (réforme études de santé, université unique...)

***Les droits étudiants : notre priorité**

Nous avons été les seuls à défendre les semaines de révision.

Nous avons été les seuls à défendre la compensation annuelle.

Nous avons été les seuls à plaider pour la gratuité des dépôts de dossier en master 2 et des dossiers des étudiants étrangers.

Nous avons été les seuls à nous opposer aux notes éliminatoires.

***Accompagner la mise en place du LMD**

(...) Les élus AFGES ont été les seuls à siéger aux comités de suivi LMD mis en place par l'université afin de régler les problèmes. (...)

*** Améliorer la qualité de nos formations**

Les élus AFGES ont été les seuls étudiants à voter en faveur de la mise en place de Licences Professionnelles à l'ULP (...)

Les élus AFGES ont également été les seuls à participer à la réflexion sur la semestrialisation du calendrier et à s'opposer aux propositions abusives de certains enseignants. (...)

***Une vie étudiante plus riche et plus diversifiée**

Les élus AFGES ont créé le premier Service d'Aide Juridique pour les étudiants.

Les élus AFGES ont créé une UE langage des signes français ainsi que des UE libres spécifiques à la vie étudiante (diplôme d'engagement étudiant).

Les élus AFGES ont créé un journal de la vie étudiante à l'ULP ainsi qu'un site internet de la vie étudiante avec un forum d'expression libre.

Les élus AFGES ont organisé la première journée citoyenne dans une université française (avec la participation du président de l'ULP).

***Mieux accueillir les étudiants internationaux**

Nous avons créé un stand spécifique d'accueil des étudiants étrangers à l'Institut Lebel durant la rentrée.

Nous avons créé un système de parrainage solidaire des étudiants étrangers.

***Mais encore...**

Les élus AFGES ont fait voter un cadrage du subventionnement aux associations ainsi qu'un texte de soutien à la représentation étudiante.

Les élus AFGES ont travaillé à une charte « assos ULP ».

Les élus AFGES ont été les seuls étudiants à participer au débat sur l'Université Unique et à y porter la voix des étudiants.

***Des moyens supplémentaires**

Les élus AFGES ont également soutenu la rénovation de l'éclairage du campus, la réfection et l'équipement de plusieurs amphithéâtres, tout comme la mise aux normes Handicap et Sécurité de la majorité des bâtiments.

Les élus AFGES ont été les seuls étudiants à défendre le concours d'Orthophonie et la survie de l'école d'orthophonie de Strasbourg.

(...)

Document 3 : Extraits du tract principal de l'AFGES pour les élections de représentants étudiants dans les conseils de direction de l'ULP des 6 et 7 décembre 2006

****Pourquoi voter AFGES ?***

L'AFGES c'est l'association des Etudiants de Strasbourg, qui réunit la majorité des amicales de l'Université, et représente près de 15000 étudiants sur nos campus. L'AFGES est la seule organisation à rester totalement indépendante des partis politiques et syndicats et à centrer son action autour d'objectifs concrets pour les étudiants. Elle est également à ce jour la seule à siéger dans l'ensemble des conseils et commissions de l'Université Louis Pasteur. Refusant le confort de perpétuelles oppositions stériles, nous nous démarquons par notre volonté systématique de proposer des solutions concrètes et réalistes, pour améliorer votre quotidien.

****Amélioration du dispositif pédagogique***

- amélioration des débouchés professionnels
- amélioration des enseignements en langues
- amélioration du LMD
- possibilité de réorientation accrue
- calendrier universitaire semestrialisé
- évaluation des enseignements et des enseignants

****Amélioration de l'organisation***

- élargissement des horaires d'ouverture des scolarités
- simplification de l'ensemble des démarches administratives
- mise en place d'un guichet unique
- amélioration des corrections d'examen

****Technologie pour l'enseignement***

- faciliter l'accès aux ressources informatiques
- amélioration de l'ENT et de l'Univ-R
- dispositif d'impression simplifié
- augmentation du nombre de cours disponibles en ligne

****Mobilité étudiante (Accueil et Départ)***

- obtention accélérée des cartes de séjour
- guichet unique
- fonds universitaire pour se porter caution des logements des étudiants étrangers
- jumelage avec une université dans chaque pays

****Campus délocalisés***

- une Agora de rentrée sur tous les campus
- un kiosque Carte Culture sur tous les campus
- une offre sportive variée sur tous les campus
- un accès généralisé aux services de médecine

****Environnement***

- tri sélectif systématique dans tous les bâtiments
- diminution des gaspillages d'énergie
- mise en place de dispositifs d'énergies renouvelables

****Amélioration de la vie étudiante***

- création d'une Maison de la Culture
- amélioration des accès handicapés – guide de l'université en braille
- éducation populaire
- création d'une crèche étudiante

Document 4 : Extraits des tracts de l'UNEF pour les élections de représentants étudiants dans les conseils de direction de l'ULP des 6 et 7 décembre 2006

***Pour le retour à la compensation annuelle !**

Depuis le passage au LMD à l'Université Louis Pasteur, malgré l'opposition de l'UNEF, la compensation annuelle a été supprimée. Alors que dans de nombreuses universités, un étudiant qui obtient un 9 au premier semestre a juste besoin d'un 11 au second semestre, il n'en va pas de même dans notre université.

Il faut que cela change !

Nous pensons que la compensation annuelle n'est pas juste un droit pour les étudiants, c'est un dispositif pédagogique cohérent qui permet d'évaluer le travail de l'étudiant sur l'année. L'UNEF, à l'époque la seule organisation à mettre en garde la communauté universitaire sur la rupture de l'égalité entre étudiants lors de la mise en place du LMD, est la seule organisation à même de défendre cette position de manière cohérente dans les conseils de l'université. Ce n'est que par un vote franc et massif que nous nous ferons entendre.

***Quelques victoires de l'UNEF**

- *aides sociales* : le maintien de la bourse en cas de redoublement, la création de l'échelon zéro, l'ouverture du régime de sécurité sociale pour les étudiants étrangers, l'allocation d'études, la construction de 50000 logements universitaires et la rénovation de 70000 logements universitaires, la création de 1000 bourses de mobilité supplémentaires.

- *pour les universités* : la suppression de la LMU (Loi qui permettait aux entreprises privées de financer entièrement les universités et d'avoir un contrôle politique sur les conseils), la suppression des frais d'inscription illégaux dans la majorité des universités françaises, la mise en place de la mobilisation qui a aboutit au retrait du CPE, l'augmentation du numerus clausus en médecine.

***Zoom sur quelques victoires de l'UNEF à l'ULP**

- l'aménagement de plages horaires permettant aux étudiants de L2 de biologie d'avoir une pause conséquente entre midi et deux.

- l'ouverture de la bibliothèque des sciences jusqu'à 22 heures la semaine de révision

- une charte d'éthique de la recherche et de la valorisation de la recherche

- maintien de la session de septembre pour les années 2005-2006 et 2006-2007.

- l'élaboration d'un système d'accompagnement pédagogique avec un tuteur et un enseignant référent pour les étudiants inscrits avec dérogation suite à un échec

- la mise en place de panneaux d'affichage libres sur le campus

***Etudiants étrangers : de nouveaux droits annoncés lors des Etats Généraux organisés par l'UNEF le 18 novembre**

- l'autorisation administrative de travail n'est plus nécessaire (...)

- les étudiants étrangers peuvent à nouveau travailler 21 heures par semaine (janvier 2007) (...)

- des cartes de séjour pluriannuelles ? (...)

***Réforme LMD : retour immédiat des droits étudiants !**

Il y a quatre ans la réforme LMD pointait son nez... A cette époque trop peu d'étudiants réalisaient les dangers de cette réforme. Toutes les autres organisations étudiantes disaient que la réforme LMD ne remettait en aucun cas en cause la compensation annuelle et semestrielle, les sessions de rattrapages, la capitalisation des notes et elles affirmaient que la mobilité étudiante allait s'accroître... Il y a quatre ans nous étions les seuls à dénoncer les

dérives que pouvait entraîner cette réforme. Aujourd'hui force est de constater que nous avons malheureusement raison. (...)

Ceux qui sont majoritaires avaient assez de poids pour éviter tout ça ! Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? Sont-ce les plus aptes à vous défendre ?

***Organisation des études**

- faire que les emplois du temps permettent à tous les étudiants d'avoir une pause correcte lors du repas de midi
- élargir l'ouverture des bibliothèques en nocturne pour l'ensemble des bibliothèques
- que tous les **cours soient mis en ligne gratuitement**
- que les étudiants salariés bénéficient **d'aménagements spécifiques réels** pour leurs emplois du temps
- mettre en place **plus d'aides pour la mobilité étudiante**
- **lutter contre la sélection à l'entrée du M1**

***Modalités de contrôle des connaissances**

- faire du **retour de la compensation annuelle** une priorité !
- que les modalités de contrôle des connaissances soient les mêmes pour tous : **anonymat et double correction** systématique

***Améliorer notre université**

- mettre en place une réelle **évaluation des enseignants par les étudiants**, comme la loi le permet
- faire que les conditions d'hygiène, de sécurité et de respect de l'environnement soient hautement respectées notamment dans les labos de chimie pour lutter contre le gaspillage fait à l'université.
- œuvrer grâce au soutien de nos élus nationaux (au CNESER) pour l'harmonisation des domaines et des intitulés des diplômes par un cadrage national des formations
- **revaloriser le budget des filières de sciences humaines (éco, géo, psycho, sciences de l'éducation)**

***A venir : l'UES...**

(...) **Afin que cette fusion ne pénalise pas les étudiants comme ce fut le cas avec la réforme LMD nous demandons :**

- la réalisation du **bilan du LMD** dans les trois universités strasbourgeoises
- **plus de personnels** pour faire face à l'augmentation de la charge administrative
- une **charte des examens commune** afin d'harmoniser les droits étudiants par le haut
- **la garantie qu'aucune sélection des étudiants ne sera instaurée**

Document 5 : Extraits du code alsacien de la Faluche

Préambule au Code figurant dans le livret de rentrée des étudiants en pharmacie

La Faluche est la coiffe traditionnelle des étudiants de France. Elle a remplacé la toque datant du Moyen Age. Les étudiants français l'ont ramené de Bologne, en Italie, lors d'un congrès international d'étudiants organisé en juin 1888 à l'occasion du huitième centenaire de la l'Université de la ville, qui paraît-il fut magnifique et où ils adoptèrent le béret de velours de la région de Bologne.

En 1909, s'est tenu à Nancy le 3^{ème} congrès de l'UNEF, « la Grande », les étudiants français portaient déjà « le béret des étudiants ». Au même moment, au même endroit, se tenait le congrès de la « Société des Pharmaciens Français » où étaient présents des étudiants de l'H2S (Amicale des étudiants en Pharmacie de Strasbourg). Ce béret les intéressa au plus haut point. Ils s'en firent fabriquer et le ramenèrent en Alsace en signe de ralliement aux idées françaises. Ceci ne fut pas pour plaire à l'administration du Kaiser. Après pharma, ce béret fut adopté par les principaux actifs du « Cercle alsacien lorrain » et fut un signe de francophilie très affirmée. Repliés sur Clermond Ferrand de 1940 à 1943, les étudiants faluchards de l'Université de Strasbourg payèrent de leur vie leur attachement aux valeurs de la France libre et de la Démocratie.

Le temps a passé, 1939-1945 a renforcé les idées Franco-Faluchardes. Mai 68 a tenté de balayé cette tradition « passéiste », mais depuis le début des années 1980, quelques acharnés ont tenté de remettre à l'honneur le couvre chef de tous les étudiants de France

Le port de la Faluche symbolise la vie personnelle de l'étudiant. En portant cette coiffe de velours noir, l'étudiant témoigne auprès de ses condisciples de l'intérêt qu'il manifeste à la vie et aux traditions de son université. La Faluche se porte lors des manifestations estudiantines ou autres manifestations qui sont d'autant plus chaleureuses que le respect de cette tradition est maintenu. Ainsi la Faluche permet de développer un véritable esprit de fraternité entre les étudiants.

L'esprit Faluchard est avant tout une grande fraternité et un respect des autres dans l'idée Rabelaisienne. Le Faluchard œuvre pour l'animation de son UFR, de sa Fac, de son Université ou de son Ecole. Chacun agit selon ses moyens et selon sa disponibilité. La Faluche n'est en aucun cas une manifestation de la personnalité, elle est un choix : le choix de former un groupe d'étudiants actifs et bons vivants, désireux de donner vie à leur lieu d'étude, que ce soit dans la « politique » des amicales ou des différents conseils de Fac, ou, le soir venu, dans les « chouilles », fiestas et autres soirées estudiantines. A chacun de manifester ce choix selon ses moyens, selon sa disponibilité et surtout selon sa personnalité. Etre Faluchard exprime surtout une grande fierté d'être étudiant au point de le montrer.

Est-il utile de rappeler que notre maître à penser n'est autre que François Rabelais. Bon vivant, aimant la chaire et le bon vin, il n'en était pas moins médecin, latiniste, géographe et moins. Dans le plus pur respect de son œuvre, festoyons, rions et chantons gaiement, mais souvenons-nous aussi que Pantagruel et Gargantua étaient des géants, aussi sachons adapter notre consommation à notre morphologie et donnons de la Faluche une image en accord avec le respect que nous devons à Monsieur Rabelais.

Article 1

La Faluche est portée de nos jours dans les facultés et dans les amicales d'une manière habituelle ou à titre exceptionnel lors de manifestations estudiantines. (...)

(...)

Article 9

L'intérieur de la Faluche constitue le jardin secret du faluchard (abrogé 2001)

Article 10

Le futur faluchard devra au plus vite faire baptiser sa Faluche par son Parrain et/ou sa Marraine, lors d'une manifestation estudiantine, en présence d'au moins trois TVA (Très Vénérables Anciens). Le baptême se fera à tout breuvage d'Alsace ou de la région du futur faluchard, à l'exclusion de l'eau plate ou gazeuse.

Le baptême se déroule en 6 phases :

1- Un contrôle par l'assemblée de la connaissance du Code de la Faluche et des motivations du futur faluchard.

2- Le Parrain ou la Marraine s'assureront de la qualité du breuvage.

3- Le Parrain remplira la faluche du breuvage choisi, de telle sorte qu'elle soit totalement imbibée, et le futur faluchard devra boire au fur et à mesure dans celle-ci.

4- Le baptême doit être suivi d'un dagoubi dont les modalités seront établies par le Parrain et/ou la Marraine.

5- Le jeune faluchard coiffé de sa faluche chantera une paillarde de son choix.

6- Le faluchard pourra s'il le souhaite déclamer le serment du faluchard.

(La troisième et la quatrième phase peuvent être inversées)

Le public se doit d'être respectueux pendant la « cérémonie ».

Le parrain est responsable de l'état de son filleul avant, pendant et après le baptême. Il est donc opportun de s'assurer de l'état du filleul avant de procéder au baptême, quitte à le reporter si son état le justifie. Le critère du report est le suivant : le jeune baptisé doit se souvenir de l'avant baptême et du baptême.

Article 11

Le serment du faluchard :

Moi.....,

Nouveau venu sous la Faluche, jure par François de Rabelais mon illustre prédécesseur, par Bacchus, dieu du vin, par Gambrinus, héros du houblon.

Les prenant à témoins, je remplirai selon mes forces et selon mes capacités le serment et l'engagement suivant :

Je recevrai le savoir des Anciens, témoignerai respect et reconnaissance à mon Parrain, à ma Marraine, pour l'enseignement qu'il/elle me prodigue et ferai honneur aux institutions qu'il/elle représente.

J'apprécierai selon mes connaissances et avec correction les bienfaits de la dive bouteille.

Je ferai profiter les futurs faluchards de mon expérience.

Je serais le digne représentant des faluchards alsaciens ou que j'aïlle.

Faluchard, point ne me sentirai supérieur aux étudiants démunis de cet apex, mais essayerai au contraire de les convaincre de respecter, tout comme nous les traditions léguées par nos Très Vénérables Anciens.

Si je remplis ce serment sans l'enfreindre qu'il me soit donné le titre de faluchard, si je le viole et que je me parjure, que je sois rempli de honte et rejeté par mes pairs.

Article 12

Tout puceau ou pucelle, damoiseau ou damoiselle, se couvrant d'une Faluche ou regardant sous celle-ci sans l'accord de son propriétaire, sera à l'entière et totale disposition dudit faluchard pendant 24 heures pleines.

(...)

Article 14

Les insignes ou symboles décernés, à l'exception de ceux relevant de la vie intime du faluchard (pensée, épée, lime, flèche...), le sont après témoignages extérieurs et délibérations d'un comité d'au moins trois TVA. La remise sera faite au cours d'une fête falucharde.

(...)

Article 16

De 0 à 1 an de faluche, l'étudiant est jeune faluchard.

De 1 à 2 ans de faluche, il est Ancien Faluchard et il peut alors baptiser.

A partir de 2 ans de Faluche, il est Vénérable Ancien Faluchard. A partir de ce moment là, il peut être coopté par des TVA pour devenir lui-même TVA.

(...)

Document 6 : Extraits du tract de l'UNEF prônant un statut social pour les jeunes

Pour la réussite de tous : un statut social pour les jeunes

Une jeunesse précarisée

Après la mobilisation historique contre le CPE au cours de laquelle la jeunesse et l'ensemble de la société ont exprimé le rejet de la précarité, le malaise n'est toujours pas réglé. **Des milliers de jeunes sont exclus du système éducatif et se retrouvent au chômage.** Pour ceux qui accèdent aux études, il n'y a généralement pas d'autres choix que la dépendance vis-à-vis des parents ou la précarité des petits jobs. **Problèmes financiers, galères de logements, interdits bancaires... les jeunes n'ont pas les moyens nécessaires pour faire face à leurs besoins.** Les choix politiques faits depuis quelques années ont aggravé cette situation : le pouvoir d'achat est en baisse, tandis que l'échec à l'université, le salariat étudiant et les difficultés d'insertion augmentent.

Des mesures pour protéger les jeunes

Il est plus que jamais nécessaire de **réaffirmer que l'accès à l'éducation et à une formation de qualité** sont les seuls remparts contre la précarité et l'instabilité. Le service public de l'éducation doit remplir sa mission de formation et d'insertion et ainsi jouer son rôle d'ascenseur social. Il doit casser les inégalités et garantir à chacun la possibilité de construire son propre projet de vie.

Pour accéder à l'enseignement supérieur et y réussir, chaque jeune doit être reconnu et protégé. Cela passe par la création d'un statut social, permettant à chaque jeune de bénéficier d'une allocation d'autonomie et d'un logement autonome.

Allocation d'autonomie

Le système des bourses est **archaïque** : mis en place il y a plus de 60 ans, il ne s'est pas adapté à l'université des 2,2 millions d'étudiants. Le calcul des aides en fonction de la famille et non de la situation réelle des étudiants ne permet pas de prendre en compte la réalité.

Ce système est :

- **Insuffisant** : 800000 étudiants sont obligés de travailler pour financer leurs études.
- **Illisible** : aides, au logement, bourses, allocations d'études, aides des collectivités... 150 aides différentes existent !
- **Injuste** : l'Etat consacre plus d'argent en exonérations fiscales aux familles les plus riches ayant un étudiant à charge (1,7 milliards d'euros par an) qu'en aides directes aux étudiants (1,3 milliards d'euros par an).

Parce que **l'accès à la formation et à l'autonomie est un droit et non un privilège**, chaque jeune doit se voir garantir les moyens de poursuivre ses études sans être obligé de travailler. Cela passe par la **mise en place d'une allocation autonomie** pour tous les jeunes en formation ou en insertion, **une aide unique**, qui remplace l'ensemble des aides existantes (APL, bourses, allocation familiale...).

L'allocation d'autonomie sera calculée en fonction de la situation propre de chaque jeune (logement autonome ou non, ressources, lieu d'études etc.) et non de la situation de ses parents comme c'est le cas actuellement.

Logement

Lorsqu'on veut construire sa vie, le logement est souvent la première étape. Quitter le domicile des parents, s'installer, faire ses propres choix est la première étape vers une vie adulte et autonome. Aujourd'hui, **80% des jeunes qui habitent chez leurs parents le font par obligation** (pas de moyens suffisants, pas d'autre logement disponible).

Donner un statut à la jeunesse c'est aussi lui garantir un droit au logement.

La construction des cités U doit s'accélérer pour atteindre un rythme minimum de 5000 ouvertures de chambres CROUS par an. L'Etat doit débloquer les moyens promis. Les collectivités locales et l'Etat doivent débloquer les terrains et les bâtiments pour atteindre cet objectif dès 2007.

Le **cautionnement solidaire (Locapass) doit être ouvert à tous** les jeunes pour ne plus avoir à trouver de garant ni à avancer 2 mois de loyer à l'emménagement. **Les loyers doivent être maîtrisés et les étudiants doivent pouvoir être exonérés de la taxe d'habitation** par les collectivités locales.

Les logements vides doivent être réquisitionnés pour faire face aux besoins comme le permet la loi.

Vie étudiante

La vie d'un étudiant ne s'arrête pas à la sortie des cours. Le **demi tarif étudiant** dans les transports urbains, régionaux et nationaux, doit être généralisé, sans limite d'âge, pour que le droit de se déplacer en ville, de rentrer régulièrement dans sa famille, de voyager soit une réalité pour tous. Un système de **pass culture** doit permettre d'aller au cinéma, au théâtre, au musée, à des tarifs abordables.

L'Etat doit se réinvestir massivement dans le service public de vie étudiante : il faut donner aux CROUS les moyens de répondre aux étudiants, de développer leurs activités sociales et culturelles, de stopper l'augmentation des tarifs (tickets U, loyers etc.). **La santé des étudiants ne doit pas être négligée** : l'accès aux soins, à la prévention, à une mutuelle doit être garanti pour chaque jeune.

Document 7 : Tract de l'AFGES sur l'Université Européenne de Strasbourg

Une seule université dans ta ville ? Université Européenne de Strasbourg

L'AFGES t'informe !

Les trois universités de Strasbourg réfléchissent à la création d'une université unique. Rien n'est encore fait, mais tes représentants de l'AFGES tiennent à t'informer afin que ce projet ne se fasse pas sans les étudiants.

UES... Pourquoi ?

Ton université a besoin de plus de visibilité au niveau international, pour que ton diplôme soit mieux valorisé. C'est ainsi qu'une dynamique de rapprochement entre les universités se met en place partout en France.

Trois universités pour une seule ville...

Prendre des options dans une autre université est un vrai casse-tête. Le découpage entre nos universités les rend illisibles et souvent incohérentes entre elles. Cette situation limite la pluridisciplinarité au détriment des formations et de la recherche. De plus, cette séparation ralentit bon nombre d'accords de mobilité internationale avec d'autres universités qui sont, elles, pluridisciplinaires.

Demain l'UES ?

Une discussion a lieu entre nos trois universités : l'objectif est de créer une nouvelle université plus grande et plus performante. Fusion des services, redistribution des composantes, rénovation de la pédagogie... Le chantier qui s'annonce peut nous permettre d'améliorer les choses, et doit se faire avec les étudiants.

Et concrètement ?

Dans l'UES, vous pourrez suivre des UE dans n'importe quelle composante grâce à un calendrier unifié. Dans l'UES, tous les étudiants pourront bénéficier de services plus performants car au moins deux fois plus dotés. Dans l'UES, nos diplômes seront reconnus au niveau national comme au niveau international grâce à un couplage à une recherche qui elle aussi sera plus visible et plus performante.

Mais pour cela, il faut que l'ensemble des étudiants s'engagent avec l'AFGES dans le sens de ce rapprochement. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons faire avancer les choses dans le bon sens pour nos études et notre vie d'étudiant.

Table des matières

INTRODUCTION	p.5
Les organisations de représentation étudiante.....	p.6
Problématique générale.....	p.9
Présentation du terrain d'enquête.....	p.14
CHAPITRE 1 : Les modalités des activités des organisations étudiantes	p.19
Section 1. Les modalités de construction d'une audience locale	p.21
A) Modalités d'ancrage des organisations dans l'espace étudiant	p.21
1) Le local comme enjeu d'existence des organisations étudiantes et comme objet d'échange avec l'administration	p.22
<i>Le local comme enjeu d'existence des organisations étudiantes</i>	p.22
<i>Le local comme objet d'échange avec l'administration universitaire</i>	p.24
2) Les activités quotidiennes des organisations étudiantes déployées à partir de leurs locaux	p.27
<i>Tenir des permanences ou créer un point de contact avec les étudiants</i>	p.27
<i>Proposer des services aux étudiants : une stratégie de conquête</i>	p.33
B) Modes de diffusion des marques politiques des organisations	p.44
<i>Volume d'activités, répertoire d'action et résultats électoraux</i>	p.45
<i>Registre d'action et socialisation à des pratiques militantes et associatives</i>	p.51
<i>Registre d'action, positionnement par rapport aux institutions et ressources mobilisables</i>	p.57
Section 2. Inscription dans des réseaux d'activités plus vastes	p.60
A) Les contacts avec les fédérations nationales : une ressource considérable	p.60
1) La participation à des formations : activité en soi et ressource pour l'action	p.61
<i>La participation à des formations : une activité en soi</i>	p.61
<i>Le contenu de l'apprentissage</i>	p.64

2) <i>Les rassemblements nationaux : définition des lignes d'action</i>	p.66
B) Les partenaires : alliés et ressources	p.68
<i>Les liens des organisations avec le tissu associatif et institutionnel local</i>	p.68
<i>Les liens avec les mutuelles étudiantes</i>	p.70
<i>Le recours à des partenaires privés</i>	p.72

CHAPITRE 2 : La structuration des organisations étudiantes comme facteur déterminant de leur implantation et de leur capacité à agir.....p.75

Section 1. Composition des organisations et capacité d'action : bénévoles, salariés, anciens.....p.76

A) Nombre de bénévoles et stratégies de recrutement	p.76
<i>Les pré-rentreés</i>	p.77
<i>Les chaînes d'inscription</i>	p.81
<i>L'étendue des stratégies de recrutement</i>	p.83
<i>Le rapport avec les institutions universitaires</i>	p.84
<i>Les modalités d'entrée dans les organisations étudiantes</i>	p.86
B) Entre bénévolat et professionnalisation : capacité d'action des organisations	p.91
<i>La collaboration des salariés à la gestion de l'organisation</i>	p.92
<i>La collaboration des salariés à la mise en œuvre des activités</i>	p.93
<i>Le directeur de l'AFGES comme pilier de l'organisation</i>	p.95
C) L'implication des anciens dans le fonctionnement des organisations	p.97

Section 2. Les facteurs de cohésion au sein des organisations étudiantes.....p.102

A) La sociabilité comme facteur primordial de cohésion dans les organisations	p.102
<i>Les organisations étudiantes comme lieu de vie sociale</i>	p.103
<i>Des liens de camaraderie</i>	p.104
B) Identité collective, cohésion des organisations et capacité d'action	p.110
<i>Des univers symboliques particuliers</i>	p.111
<i>L'idéologie des organisations : convictions politiques et principes gestionnaires</i>	p.116
<i>L'opposition aux autres comme élément moteur de la cohésion</i>	p.126

CHAPITRE 3 : Les scènes de la rivalité entre les organisations étudiantes.....p.130

Section 1. Les élections de représentants étudiants.....p.132

A) La préparation des élections : des pratiques différenciées	p.132
<i>L'élaboration des programmes de campagne</i>	p.133
<i>L'élaboration des listes électorales</i>	p.137
B) Faire campagne	p.141

	<i>Une dynamique de groupe</i>	p.141
	<i>Occuper l'espace étudiant</i>	p.145
C) Règles du jeu et stratégies en période électorale : les frontières de la légitimité		p.146
	<i>Les règles imposées par l'université : une compétition encadrée</i>	p.146
	<i>Les interactions entre rivaux : jeux de scène et d'opposition</i>	p.147
	<i>Stratégies électorales et légitimité des organisations</i>	p.152
Section 2. Les conseils : deux manières d'endosser le rôle d'élu étudiant		p.156
	A) Statut d'élu étudiant et position de pouvoir	p.156
	B) Direction versus cogestion : deux rapports aux institutions	p.158
	C) Une coopération entre rivaux impossible ?	p.163
CONCLUSION		p.168
Bibliographie		p.172
Liste des encadrés		p.175
Annexes		p.177
	<i>Note méthodologique</i>	p.178
	<i>Guide d'entretien</i>	p.180
	<i>Liste des entretiens</i>	p.182
	<i>Document 1</i>	p.183
	<i>Document 2</i>	p.185
	<i>Document 3</i>	p.187
	<i>Document 4</i>	p.188
	<i>Document 5</i>	p.190
	<i>Document 6</i>	p.193
	<i>Document 7</i>	p.195
Table des matières		p.196